



MEGAPESCA

PROJET FISH / 2003 / 02

**CONTRAT-CADRE POUR LA REALISATION D'EVALUATIONS,
D'ETUDES D'IMPACT ET DE SUIVI CONCERNANT LES ACCORDS DE
PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PECHE CONCLUS ENTRE LA
COMMUNAUTE ET LES PAYS TIERS**

CONVENTION SPECIFIQUE (16): SENEGAL

**Evaluation *ex-post* du protocole d'accord de pêche entre le Sénégal et la
Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur la
durabilité, incluant une évaluation *ex-ante***

RAPPORT FINAL

SEPTEMBRE 2005

Ce rapport a été préparé avec le soutien financier de la Commission européenne.

Les vues exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Commission européenne, ni n'anticipent sa politique dans ce domaine.

Ni le contenu intégral, ni des parties de ce rapport ne peuvent être reproduits sans autorisation écrite de la Commission européenne. Le cas échéant, tout extrait devra être accompagné de la référence explicite de ce rapport.

Oceanic Développement, Poseidon Aquatic Resource Management Ltd et MegaPesca Lda (2005). 'Contrat cadre pour la réalisation d'évaluations, d'études d'impact et de suivi concernant les accords de partenariat dans le domaine de la pêche conclus entre la Communauté européenne et les pays tiers : évaluation ex-post du protocole d'accord de pêche conclu entre le Sénégal et la Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur la durabilité, incluant une analyse *ex-ante*'.

DOCUMENT EXTERNE : DROITS DE DIFFUSION RESERVES A LA C.E.

Contact des auteurs :

OCEANIC DEVELOPPEMENT

Z.I. du Moros, 29900 Concarneau, France

Tel : +33 2 98 50 89 99

Fax : +33 2 98 50 78 98

Email : info@oceanic-dev.com

URL : <http://www.oceanic-dev.com>

Version : Rapport Final

Réf. rapport: FPA 16 / SEN / 05

Date de publication : 9/12/2005

RESUME EXECUTIF

1. La République du Sénégal est située à l'avancée la plus occidentale du continent africain, entre la Mauritanie et la Guinée Bissau. Le climat du pays se caractérise par des précipitations irrégulières qui amoindrissent le potentiel agricole. A l'inverse les étendues maritimes disposent d'un potentiel halieutique important grâce à la richesse du milieu marin. Le Sénégal dispose d'une ZEE de 159 000 km² et d'un linéaire de côte d'une longueur de 700 km.
2. Le Sénégal dispose d'un régime démocratique avec des représentants régulièrement élus. Le multipartisme prévaut dans le fonctionnement politique du pays, avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement à tendance libérale de l'alternance en 2000 qui met fin à près de 40 ans d'un régime à dominante socialiste. Ce changement s'accompagne d'importantes réformes économiques et sociales.
3. La population du Sénégal est estimée à 10 millions de personnes avec un taux de croissance élevé de 2,5% par an. La population tend à se concentrer dans les milieux urbains, et la capitale du pays, Dakar, compte à elle seule 22% de la population du pays. La croissance économique soutenue du pays n'a pas permis de compenser le fardeau de la dette extérieure et le taux d'augmentation de la population si bien que le PIB moyen par habitant de 580 USD recouvre de fortes inégalités avec une incidence de la pauvreté qui touche encore plus de 50% de la population.
4. Face à ces difficultés, le Sénégal a fait appel dès la fin des années 1970 aux bailleurs de fonds internationaux, dont le FMI et la Banque Mondiale, pour l'aider à réaliser les ajustements économiques indispensables. En 2001 le pays a été classé parmi les pays les moins avancés (PMA) et éligible à l'initiative de réduction de la dette (initiative PPTE). La dernière stratégie de sortie de crise du Gouvernement est formalisée en 2002 par l'adoption d'un Document Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (DSRP) qui identifie la création de richesse comme l'un des quatre leviers fondamentaux de la stratégie, et parmi les secteurs retenus pour y parvenir figure la pêche.
5. Le PIB du Sénégal (5,4 milliards € en 2002) provient à 18% du secteur primaire, 22% du secteur secondaire et 60% du secteur tertiaire. D'après les estimations couramment utilisées, le secteur de la pêche représente 2,5% du PIB du Sénégal et constitue la première branche exportatrice du pays avec 280 M€ de recettes. Six cent mille personnes sont estimées travailler dans ce secteur, dont 400 000 dans la pêche artisanale, soit 15% de la population active. La compensation financière de l'accord de pêche en cours est égale à 16 M€ par an, et contribue à hauteur de 1,5% aux recettes budgétaires totale du Gouvernement, mais à 30% environ des recettes budgétaires non fiscales.
6. La politique de développement du secteur de la pêche du pays est en cours de formulation. Après avoir pris conscience de l'état de dégradation des ressources halieutiques, le Gouvernement a mis fin à la politique productiviste des années 1990 pour mettre l'accent sur la nécessité d'assurer une gestion durable de la pêche et la viabilité des pêcheries du pays. Le train de réforme qui devait accompagner cette orientation a tardé à se mettre en place, mais des mesures importantes permettant à réguler les capacités de pêche artisanale ont été adoptées à la fin de l'année 2005 et devraient entrer en application en 2006. Sur le plan international, le Sénégal montre une volonté d'intégration, avec l'adoption des principaux traités internationaux de préservation de la biodiversité et une adhésion aux organisations régionales de pêche compétentes.
7. Le Ministère de l'Economie Maritime rassemble les compétences en matière de gestion des pêcheries, avec la Direction des Pêches Maritimes comme principale direction technique. Les compétences de ce Ministère ont été récemment étendues à la Marine Marchande. Les principales fonctions institutionnelles, incluant le contrôle des pêches, sont sous la tutelle de ce Ministère, à l'exception du secteur de la recherche halieutique qui reste sous la tutelle du Ministère en charge de l'agriculture. Le budget du Ministère est constitué presque exclusivement du montant des actions ciblées prévues par le protocole d'accord de pêche (3 M€ par an), budget abondé récemment de manière exceptionnelle par l'Etat pour permettre l'équipement en navires et aéronefs de la direction technique en charge du contrôle des pêches. Globalement, le Ministère en charge de la pêche souffre d'un manque de ressources humaines, et d'un budget insuffisant.

8. Le secteur de la pêche bénéficie en outre d'un soutien important au titre de l'aide bilatérale. Le Japon, la France et la Communauté européenne sont les principaux partenaires du Sénégal en matière de pêche et ont concentré leurs financements sur l'investissement dans des centres de pêche artisanale (dont le programme PAPASUD de la Communauté). Le total des montants investis dans la pêche approche les 32 M€ sur la période 2001-2006. Le dispositif de contrôle et de surveillance et la recherche halieutique au Sénégal n'ont reçu que des aides très modestes des bailleurs au titre de l'aide bilatérale.
9. Les eaux de la ZEE du Sénégal sont très productives, enrichies par des upwellings saisonniers et la rencontre de masses d'eau chaudes et froides. Les stocks exploitables comprennent des ressources démersales riches en poissons, mollusques et crustacés sur le plateau continental et ses accores, des ressources en petits pélagiques (sardinelles), et des ressources en thonidés tropicaux. Une partie de ces ressources intègre des espèces à cycle court (crevettes, céphalopodes) relativement résilientes à l'effort de pêche.
10. Les ressources sont exploitées par une flotte artisanale estimée à 10 000 unités motorisées pour la plupart, et par une flotte industrielle nationale d'environ 140 unités à dominante chalutière. En plus de ces effectifs, les ressources sont exploitées par la flotte européenne sous accord de pêche qui comprend un segment chalutier qui exploite les ressources du plateau et un segment thonier qui exploite les ressources hauturières. Des chalutiers de pays de la sous-région viennent de manière occasionnelle pêcher au Sénégal en vertu des accords de réciprocité que le pays a signé avec ses voisins.
11. La flotte artisanale sénégalaise est spécialisée sur les petits pélagiques à la senne tournante et sur les ressources démersales avec grande variété d'engins de pêche parmi lesquels la ligne et le filet dominant. La production de la pêche artisanale est en moyenne de 340 000 tonnes par an, dont 275 000 tonnes de petits pélagiques et le reste constitué d'espèces de fond vivants sur le plateau continental. Les débarquements alimentent le marché national et la filière export qui les valorise sous forme de produits frais et élaborés.
12. La pêche industrielle est constituée de près de 140 chalutiers dont 85% sont spécialisés sur l'exploitation de la crevette côtière et des poissons et céphalopodes du plateau continental. Une vingtaine d'unités nationales n'exploitent que les ressources profondes. La production de la pêche industrielle est estimée à 40 000 tonnes par an, dont 31 000 tonnes de poissons et 5 000 tonnes de crevettes. La flotte industrielle européenne chalutière sous accord a été d'un effectif variable évalué à 6 unités par an en moyenne sur le segment céphalopodier côtier, et entre 9 et 30 unités sur le segment profond (crevettes et poissons). D'après les statistiques du Sénégal, les navires européens capturent autour de 7 000 tonnes par an.
13. Globalement, les débarquements totaux tous segments confondus s'approchent des 400 000 tonnes par an, dont 87% viennent de la pêche artisanale, 10% de la pêche industrielle nationale, et 2% de la flotte européenne.
14. Les navires de pêche aux thonidés qui exploitent la ZEE du Sénégal comprennent essentiellement des senneurs européens et des canneurs européens et sénégalais. Ces navires exploitent la ressource sur un ensemble de ZEE et dans les eaux internationales, et les tonnages capturés au Sénégal demeurent modestes en proportion relative des captures totales. Ils sont de l'ordre de 1 à 2% pour les senneurs et de 15% pour les canneurs qui, bien que basés à Dakar, réalisent l'essentiel de leurs pêches dans les eaux mauritaniennes.
15. L'état des stocks de la ZEE est régulièrement évalué par les groupes de travail du COPACE, avec un travail supplémentaire récent au travers du projet SIAP co-financé par la CE. L'organisme de recherche scientifique du Sénégal ne fait pas d'évaluations complémentaires et les avis transmis aux autorités de gestion sont les conclusions du COPACE. Même si les résultats sont probablement approximatifs en raison des méthodes globales utilisées, les avis convergent vers un état de surexploitation quasi-général des espèces du plateau continental avec une recommandation de réduction d'effort non quantifiée. Pour les espèces profondes (crevettes profondes et merlus) les diagnostics indiquent des situations biologiquement viables, avec une recommandation de gel d'effort. La ressource thonière est évaluée par l'ICCAT avec un diagnostic variant entre la pleine exploitation et la possible surexploitation des stocks de pargot et d'albacore.
16. Les mesures de gestion et de conservation pêcheries intègrent la licence comme possibilité de maîtrise des capacités. Les licences de pêche industrielle existent depuis toujours et les autorités ont décidé de les geler afin de prévenir une augmentation de l'effort. L'accès à la pêche artisanale est longtemps resté libre et gratuit. Malgré les dispositions du Code de la Pêche de 1998, ce n'est que fin 2005 que le principe du permis de pêche artisanale, valant licence, a été introduit pour une application en 2006. Dans l'intervalle, les capacités artisanales se sont multipliées, favorisées par un attrait naturel des sénégalais pour la pêche, la

pauvreté dans le secteur agricole et par les aménagements portuaires financés par les bailleurs. Aujourd'hui, ce segment est excédentaire.

17. Les autres mesures de gestion des pêches contiennent des dispositions minimales sur les maillages des engins, sans règles sur le gréement des chaluts, des tailles minimales d'espèces commerciales, souvent plus petites qu'ailleurs, et des périodes de fermeture de certaines pêcheries, les arrêts biologiques, introduites lors du renouvellement de l'accord en 2002. En matière de zonage, la réglementation repousse les chalutiers industriels spécialisés sur les ressources côtières à 6-7 milles de la côte, et les opérations des chalutiers spécialisés sur les ressources profondes à souvent plus de 12 milles des côtes.
18. Le dispositif de contrôle des pêches est en phase de montée en puissance. Les niveaux d'interventions passés se sont révélés insuffisants, mais ont permis malgré tout l'arraisonnement de 40 à 50 navires par an. La pêche en zone interdite (non respect des limites) et les infractions sur les maillages sont les infractions les plus courantes. Depuis le début du protocole en 2002, 3 infractions ont été relevées sur des navires européens, aucune n'étant qualifiée d'infraction très grave. A la différence des navires nationaux, un observateur est systématiquement embarqué sur les chalutiers européens qui viennent travailler au Sénégal. Le dispositif de contrôle disposera prochainement de l'aide du VMS qui sera installé sur tous les navires exerçant dans la ZEE.
19. L'impact de la pêche sur l'environnement commence à être en partie connu grâce aux observations sur les navires européens. Les données collectées ont permis de savoir que les pêches chalutières génèrent des quantités de rejets parfois importantes dans le cas des chalutiers crevettiers profonds. Les autres impacts de la pêche sur l'environnement ne sont pas connus faute de données, mais des pêches accidentelles de tortues marines par les chalutiers côtiers (crevettiers en particulier) et des prélèvements importants de requins par la pêche artisanale sont identifiés comme risques probables.
20. Le protocole d'accord de pêche en cours prévoit la possibilité d'introduction de chalutiers côtiers (catégorie 1, 1 500 TJB), de chalutiers profonds pour le poisson (catégorie 2, 3 000 TJB) et de chalutiers profonds pour les crustacés (catégorie 3, 3 500 TJB). En outre, 16 thoniers canneurs, 39 senneurs et 23 palangriers européens peuvent accéder à la ZEE. Ces capacités sont nettement en baisse par rapport au protocole précédent, sauf pour les thoniers canneurs. Le coût de la contrepartie est estimé à 17,5 M€ par an, dont 16 M€ payés par la Communauté et 1,5 M€ payés par les armateurs sous l'hypothèse d'une pleine utilisation des possibilités.
21. L'utilisation de l'accord a été satisfaisante pour les navires de la catégorie 1. Elle a été satisfaisante également pour les navires des catégories 2 et 3 la première année du protocole, mais s'est effritée ensuite pour retomber à des niveaux décevants (25%). L'utilisation par les navires thoniers est satisfaisante pour les canneurs, satisfaisante en début de protocole pour les senneurs puis décevante ensuite (60%), et enfin quasiment nulle pour les palangriers. Dans l'ensemble entre 53 (période 2004-2005) et 86 navires communautaires (période 2002-2003) sont venus dans la ZEE du Sénégal, incluant un effectif moyen annuel de chalutiers variant entre 15 (années 2004-2005) et 36 (année 2002-2003).
22. L'évaluation ex-post du protocole en cours indique qu'il est efficace vis-à-vis de ses objectifs de soutien aux flottes lointaines communautaires et de l'emploi dans la filière. La réalisation de l'objectif de sécurisation de l'approvisionnement du marché européen est moins évidente du fait de la modestie des quantités pêchées par rapport aux besoins globaux du marché de la CE, mais il permet de sécuriser l'approvisionnement en produits à caractère spéculatif comme les céphalopodes ou les crevettes. Si la présence des navires communautaires a eu un effet d'entraînement positif sur la filière de la pêche sénégalaise en favorisant l'investissement et l'accès au marché, le protocole n'a pas permis d'aller aussi loin qu'espéré dans le développement des industries à terre du fait de l'impossibilité de respecter les objectifs fixés en termes de débarquements de thonidés aux industries locales par les navires européens.
23. La pertinence de l'accord se vérifie en répondant aux besoins des principales populations cibles. Les navires qui ont utilisé l'accord sont pour la plupart dépendants de l'accès à des degrés divers (accès permanent pour les céphalopodières de la catégorie 1, accès temporaire pour les autres catégories démersales et thonières). L'accord se révèle moins pertinent pour le segment européen des palangriers qui n'a pas utilisé l'accord. L'accord répond également aux besoins du Sénégal qui n'a pas les moyens nationaux de valoriser les ressources situées dans les espaces hauturiers de la ZEE (stocks profonds, ressources thonières). L'introduction de chalutiers européens exploitant les stocks côtiers n'est pas pertinent pour le Sénégal qui a déjà des effectifs pléthoriques sur cette ressource.

24. Enfin, le protocole d'accord contribue à la viabilité des flottes européennes chalutières et canneurs sous accord en leur garantissant dans le moyen terme un accès à une ZEE productive. L'accord apparaît moins contribuer à la viabilité des senneurs et des palangriers du fait de la modestie des tonnages pêchés. La conclusion d'un accord pluriannuel avec un partenaire réputé fiable donne aux autorités une meilleure visibilité budgétaire que n'apporterait pas la conclusion d'accords privés. L'accord n'a pu contribuer autant qu'espéré à la viabilité du secteur de la conserve de thon sénégalais. S'agissant de la viabilité biologique, les navires européens n'ont pas eu d'impacts du fait de la modestie des capacités déployées vis-à-vis des capacités nationales.
25. L'évaluation estime que les deux partenaires ont intérêt à poursuivre leurs relations en matière de pêche par la signature d'un nouvel accord de partenariat. Sur la base des conclusions de l'évaluation ex-post des recommandations sont formulées afin que le futur protocole minimise les impacts économiques, sociaux ou environnementaux défavorables. Les recommandations visent en outre à augmenter l'efficacité et l'efficience de l'accord. En résumé, l'étude recommande le retrait des possibilités de l'accès pour les navires céphalopodières de la catégorie 1 car il n'existe plus de surplus exploitable sur le plateau continental. L'étude recommande d'abandonner les clauses de débarquement obligatoires car difficiles à réaliser techniquement et contraires au principe de libre concurrence entre les places portuaires d'Afrique de l'Ouest.
26. Le partenariat prévu sous le prochain protocole aura des effets positifs s'il se concentre sur les domaines qui font défaut ou qui méritent d'être encore renforcé. On cite un soutien à la restructuration du secteur de la pêche sénégalais et la prise en compte des considérations environnementales dans la gestion des pêches pour évoluer vers un mode de gestion écosystémique. Les domaines de la recherche scientifique et du contrôle des pêches devront également pouvoir bénéficier d'un partenariat avec la Communauté.

*

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
1^{ère} PARTIE : LE CADRE GENERAL DU SENEGAL.....	2
1. <i>Présentation générale.....</i>	2
2. <i>Le contexte politique</i>	3
2.1. Une libéralisation progressive de la vie politique.....	3
2.2. Le contexte institutionnel et le système de gouvernance	4
2.3. Les relations avec les partenaires extérieurs	9
3. <i>La stratégie de développement et la situation macro économique</i>	14
3.1. La stratégie de développement.....	14
3.2. L'évolution de la situation macro-économique	17
4. <i>la politique sociale.....</i>	20
4.1. Panorama de la situation sociale.....	20
4.2. La stratégie sociale mise en œuvre.....	21
5. <i>Le climat des affaires et des investissements.....</i>	22
5.1. Une politique officielle favorable aux affaires.....	22
5.2. Les dispositifs d'encouragement et de garantie des investissements.....	22
6. <i>La politique de l'environnement.....</i>	24
6.1. La stratégie environnementale.....	24
6.2. Le cadre institutionnel.....	25
2^{ème} PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE	28
1. <i>Présentation générale.....</i>	28
1.1. La ZEE sénégalaise et ses limites.....	28
1.2. Caractéristiques océanographiques.....	28
1.3. Les ressources halieutiques	32
2. <i>La Politique nationale des pêches.....</i>	35
2.1. Le contexte : une activité en déclin.....	35
2.2. Une volonté de réforme de la politique sectorielle	36
2.3. Une nouvelle réforme à venir	38
2.4. Intégration internationale	41
3. <i>Le cadre institutionnel.....</i>	42
3.1. Organisation actuelle des institutions	42
3.2. Ressources financières	45
3.3. Eléments d'évaluation	48
4. <i>Les principales pêcheries dans la ZEE du Sénégal</i>	53
4.1. Présentation d'ensemble.....	53

4.2.	Pêche artisanale.....	54
4.3.	Pêcheries industrielles non thonière.....	64
4.4.	La pêche industrielle thonière.....	77
4.5.	Interactions entre pêcheries.....	85
4.6.	Pêche continentale et aquaculture.....	90
5.	<i>L'état des stocks exploités.....</i>	<i>91</i>
5.1.	Les crustacés.....	93
5.2.	Les poissons démersaux.....	93
5.3.	Les céphalopodes.....	96
5.4.	Les petits pélagiques.....	99
5.5.	Les pélagiques hauturiers.....	100
6.	<i>Mode de gestion et de conservation des pêcheries sénégalaises.....</i>	<i>101</i>
6.1.	La réglementation de la pêche dans la ZEE.....	101
6.2.	La réglementation de la pêche des pélagiques hauturiers.....	110
6.3.	Le suivi, contrôle et surveillance des navires de pêche.....	112
7.	<i>Impacts environnementaux de la pêche.....</i>	<i>115</i>
7.1.	Impacts de la pêche sur les ressources exploitées.....	115
7.2.	Captures accessoires et rejets.....	116
7.3.	Impact de la pêche sur les structures des communautés marines.....	118
7.4.	Pêche fantôme.....	119
7.5.	Captures d'espèces sensibles.....	120
7.6.	Synthèse.....	123
8.	<i>Le secteur de la transformation de la commercialisation.....</i>	<i>124</i>
8.1.	Les infrastructures à terre.....	125
8.2.	Sources d'approvisionnement en matières premières.....	126
8.3.	L'appareil de commercialisation et de transformation.....	130
8.4.	Les exportations.....	130
9.	<i>Les parties prenantes de la société civile sénégalaise.....</i>	<i>134</i>
9.1.	Le GAIPES.....	134
9.2.	L'UPAMES.....	135
9.3.	Le CONIPAS.....	135
9.4.	Les syndicats de travailleurs.....	136
9.5.	Les Organisations non gouvernementales.....	136
9.6.	Cadre de concertation public-privé.....	136
3 ^{ème}	<i>PARTIE : EVALUATION DE L'ACCORD DE PECHE.....</i>	<i>138</i>
1.	<i>Le protocole d'accord.....</i>	<i>138</i>
1.1.	L'accord cadre.....	138

1.2.	Les capacités négociées	138
1.3.	Le coût de l'accord ex-ante	139
1.4.	L'utilisation de l'accord	141
1.5.	Capacités réellement déployées.....	145
1.6.	Coût de l'accord ex post	147
2.	<i>Analyse forces et faiblesses du secteur de la pêche sénégalais.....</i>	<i>148</i>
3.	<i>Evaluation ex-post du protocole en cours</i>	<i>156</i>
3.1.	Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche.....	156
3.2.	Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche.....	159
3.3.	Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche.....	160
3.4.	Conclusions d'étape et recommandations pour le futur.....	162
3.5.	Recommandations pour le renouvellement de l'accord	163
	CONCLUSION GENERALE	167
	ANNEXE 1	169

INTRODUCTION

Le protocole d'accord de pêche entre la Communauté européenne et le Sénégal en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2002 arrive à expiration au 30 juin 2006. En préalable à une renégociation de l'accord, et suivant les orientations du Conseil et les dispositions du Règlement (CE, EURATOM) 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget des Communautés européennes¹, et notamment de son article 27, le protocole d'accord de pêche avec le Sénégal doit faire l'objet d'évaluations *ex-post* et *ex-ante*. Ces évaluations sont destinées à vérifier que les résultats du programme sont conformes aux objectifs fixés (*ex-post*), et à donner au législateur les moyens de juger si le nouveau programme (le futur protocole) est nécessaire et cohérent avec les politiques communautaires dans ce domaine (*ex-ante*) en lui donnant notamment les moyens d'apprécier les impacts de la politique. A cet effet, les services de la DG FISH ont confié au consortium d'entreprises titulaire du contrat cadre FISH/2003/02 la charge de l'évaluation de ce protocole.

Le protocole d'accord de pêche avec le Sénégal est financièrement l'un des accords en vigueur le plus important que la Communauté ait conclu avec un pays tiers, après la Mauritanie et la Maroc. Avec une inscription au budget communautaire égale à 16 M€ par an, soit 64 M€ sur la période de 4 ans, il se situe dans la tranche supérieure des accords de pêche. Le protocole d'accord avec le Sénégal est dans la catégorie des accords mixtes car comprenant des possibilités de pêche pour des navires ciblant les espèces de fond et les thonidés.

Ce projet de rapport final dresse un portrait de l'état général de l'économie sénégalaise et des politiques de développement en cours, toutes axées sur la lutte contre la pauvreté qui est la première priorité du Gouvernement, soutenu par les bailleurs de fonds internationaux. Dans une seconde partie, le secteur de la pêche sénégalais est décrit en détail, ainsi que les activités des différentes flottes dans la ZEE, dont la flotte européenne sous accord. Les analyses du cadre général sénégalais et du secteur des pêches permettent de dégager en troisième partie de ce rapport les principaux enseignements utiles à l'évaluation *ex-post* du protocole et à l'étude d'impact de différents scénarii de renouvellement. Cette analyse permet de formuler des recommandations pour que le prochain protocole soit conforme aux engagements internationaux des deux parties, et qu'il minimise les impacts défavorables sur les parties prenantes de l'accord.

Les informations utilisées dans cette étude d'évaluation ont été recueillies lors d'une mission effectuée en juillet 2005 au Sénégal durant laquelle des entretiens ont été organisés avec des représentants de l'Etat et du secteur privé à Dakar, dont les noms sont présentés en annexe 1 à ce rapport. Le travail d'évaluation a été complété par une analyse approfondie de la littérature scientifique et technique pertinente, ainsi que par le biais de consultations des principales associations professionnelles représentant les intérêts du secteur de la pêche européen. Les services de la Commission à Bruxelles et à Dakar (FISH et DEV) ont été intégrés au processus de consultation.

¹ JOCE L 248, 16.09.2002

1^{ère} PARTIE : LE CADRE GENERAL DU SENEGAL

1. Présentation générale

Situé à l'ouest du Sahel africain, le Sénégal s'étend sur une superficie de 191.720 km² au dessous du Tropique du Cancer. Il est bordé au nord par la Mauritanie, à l'est par le Mali et, au sud, par la Guinée et la Guinée Bissau. A l'ouest, il dispose d'une façade maritime de 700 km de long sur l'océan atlantique. Il offre aussi la particularité d'inclure en son sein la Gambie, qui se présente comme une longue et étroite enclave à l'intérieur du territoire et qui sépare la province de Casamance située plus au sud.

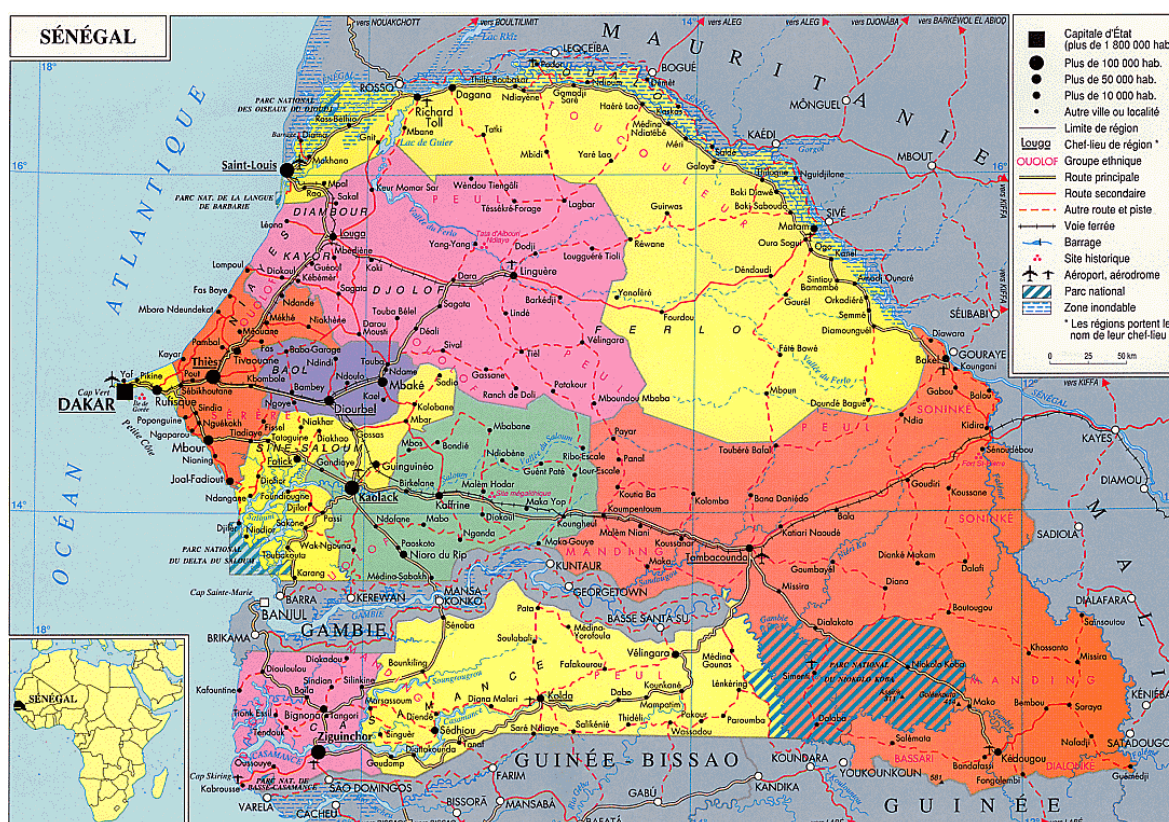


Figure 1 : Carte générale du Sénégal. Source : IZF.net

Le pays est plat et traversé d'est en ouest par 4 fleuves, le Sénégal, le Saloum, la Gambie et la Casamance. Les seuls reliefs se situent près des frontières avec le Mali et la Guinée. La végétation est maigre et le climat marqué par une longue saison sèche de 7 à 9 mois et une saison des pluies courte et caractérisée par la faiblesse et l'irrégularité des précipitations. Ces données agissent sur le potentiel agricole qui est dominé par la culture de l'arachide et, dans une moindre mesure, celle du coton et du mil et par un élevage extensif. Seule la Casamance bénéficie d'un climat plus favorable et offre des potentialités agricoles diversifiées. Les ressources du sous-sol sont également limitées et se bornent aujourd'hui à l'exploitation de mines de phosphate dans la région de Thiès. A l'inverse, la zone côtière dispose d'importantes ressources halieutiques grâce à la richesse du milieu marin où se rencontrent courants chauds et froids.

Le Sénégal, dont la population a triplé depuis l'indépendance, compte aujourd'hui plus de 10 millions d'habitants et conserve un taux de croissance élevé de 2,52% , un âge médian de 18 ans et une espérance de vie de 56 ans. La population a une densité de 50 h/km² et se caractérise par un taux d'urbanisation

proche de 50%. Elle est inégalement répartie et la capitale Dakar compte à elle seule 22% de la population totale du pays (2.710 h/km²).

La langue officielle est le français et le wolof est la langue parlée par les trois quarts des Sénégalais. Les principales ethnies présentes dans le pays sont les Wolofs, les Peuls, les Toucouleurs, les Sérères, les Diolas et les Mandingues. Les Wolofs représentent environ 40% de la population totale, les Peuls et les Toucouleurs 25%, les Sérères, 16%, les Diolas 8%. Ancienne capitale de l'Afrique Occidentale Française et aujourd'hui pôle économique subrégional, Dakar abrite également d'importantes communautés étrangères comme les guinéens (environ 300 000), les capverdiens (env. 50 000), les mauritaniens (env. 70 000), les libanais (env. 30 000) ou les français (plus de 20 000) auxquels s'ajoute une communauté internationale composée des personnels d'ambassades, de représentants d'institutions internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et organismes d'aide.

Le pays est officiellement laïc mais la religion y joue un grand rôle. En dehors d'une petite minorité de catholiques qu'on trouve surtout chez les Sérères et les Diolas, l'Islam est omniprésent. Il est encadré par 3 grandes confréries (les Tidjanes, les Mourides et les Qadres) qui sont généralement considérées comme garantes d'un islam modéré et comme un frein aux dérives intégristes.

Bien qu'il ait accédé à l'indépendance en 1960 dans des conditions relativement favorable et qu'il ait joui jusqu'à présent d'une relative stabilité politique, le Sénégal n'a pas connu le développement économique et social attendu capable de garantir et d'améliorer le bien-être de sa population.

Avec une croissance économique inférieure à la croissance de sa population, on assiste au contraire à un développement des inégalités et à une dégradation des conditions de vie en milieu rural comme en milieu urbain. A Dakar, selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 65% de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Le pays figure depuis 2001 parmi les Pays Moins Avancés (PMA) et il est classé en 2004 au 146^{ème} rang sur 177 pays pour son PIB/habitant qui est évalué à 1 580 dollars US en 2002. Il fait aussi partie des pays à faible développement humain, et se retrouve au 157^{ème} rang sur 177 pays selon l'indice de développement humain établi par le PNUD en 2004.

2. Le contexte politique

2.1. Une libéralisation progressive de la vie politique

Le Sénégal est devenu indépendant le 25 août 1960 et Léopold Sedar Senghor fondateur du parti dominant, l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS) est élu président de la République et Mamadou Dia président du Conseil. Moins de 3 ans plus tard, le 4 mars 1963 une nouvelle Constitution consacre la présidentialisation du régime ; elle supprime le poste de président du Conseil, interdit les partis d'opposition et instaure un régime du parti unique. A partir de 1970, on assiste à un assouplissement progressif du système en place, d'abord avec la nomination d'un Premier ministre, Abdou Diouf, en 1970 puis avec l'autorisation donnée à certains partis d'opposition. A la fin de 1980, L.S. Senghor se retire en faveur d'Abdou Diouf et celui-ci se voit confirmé dans ses fonctions aux élections de mars 1981. Il supprime, à son tour, le poste de Premier ministre mais reste partisan du multipartisme sachant le pays particulièrement attaché aux débats.

La montée des difficultés économiques et sociales, liées à une succession d'années de sécheresse et à la détérioration de la conjoncture, et l'accroissement de la dette extérieure favorisent la montée en puissance des partis d'opposition et, en particulier, celle du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) dirigé par l'avocat, Abdoulaye Wade, qui critique la gestion du pouvoir en place et son orientation socialiste et prône une libéralisation du régime et la privatisation des sociétés d'Etat. Le PDS l'emporte aux élections législatives de mars 2000 et Abdoulaye Wade est élu président de la République et nommé comme premier ministre son adjoint au Parti démocratique sénégalais (PDS). Le 29 avril, des élections législatives anticipées donnent la victoire à la « coalition *Sopi* » (le changement en wolof) et mettent fin à 40 ans de régime

socialiste. Elles consacrent une alternance au pouvoir sans heurts et, d'une certaine façon, illustrent la consolidation de la démocratie dans un pays qui compte aujourd'hui plus de 70 partis politiques.

5 ans plus tard et après 5 remaniements ministériels et 4 changements de Premier ministre, le changement de cap proclamé commence à s'inscrire dans les faits. La libéralisation économique et sociale du régime s'accroît avec une orientation favorable à la privatisation des entreprises publiques, à la création d'entreprises et d'emplois dans le secteur privé et à la venue d'investisseurs extérieurs. Mais parallèlement la conjoncture économique et sociale recommence à se dégrader et des efforts accrus doivent être consacrés à la lutte contre la pauvreté, contre le chômage et la corruption dans un pays désormais classé dans la catégorie des pays moins avancés.

Sur le plan politique, le défi posé depuis vingt ans par la crise casamançaise, semble en voie de règlement et un accord de paix a été signé à la fin de décembre 2004 entre le ministre de l'intérieur sénégalais et le chef du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) qui conteste la tutelle de Dakar depuis 1982.

2004 a aussi été le théâtre d'une opposition frontale au sein du PDS, entre le chef de l'Etat et son premier ministre et adjoint à la tête du parti, Idrissa Seck. Le conflit s'est soldé par le limogeage de ce dernier le 21 avril 2004 et son remplacement par un autre cacique du PDS, Malick Sall, qui était jusque là ministre de l'intérieur. Un nouveau gouvernement est formé en avril et élargi au parti de l'opposition, l'Union pour le Renouveau Démocratique (URD) dont le leader, Djibo Leyti Kâ, devient ministre d'Etat, chargé de l'Economie maritime. La perspective des élections présidentielles de 2007 tendent actuellement le climat politique du pays.

2.2. Le contexte institutionnel et le système de gouvernance

2.2.1. le cadre institutionnel

➤ la présidentialisation du régime

Le Sénégal est un des rares pays d'Afrique à bénéficier d'un régime démocratique et à avoir des dirigeants régulièrement élus. Comme le précise la Constitution, *'la souveraineté nationale appartient au peuple sénégalais qui l'exerce par ses représentants ou par voie de référendum'*.

L'alternance politique intervenue en mars 2000 avec l'élection au suffrage universel direct du président Abdoulaye Wade pour une période de 7 ans s'est accompagnée le 7 janvier 2001 de l'adoption d'une nouvelle Constitution qui renforce la présidentialisation du régime et fait du président la clé de voûte des institutions. C'est lui qui détermine la politique de la nation et nomme ou révoque le premier ministre qui est lui-même doté de prérogatives accrues et dispose de ses propres services à la Primature.

Le Président est le véritable détenteur du pouvoir exécutif et n'est pas responsable devant l'Assemblée nationale, qu'il a le pouvoir discrétionnaire de dissoudre et dont il est maître de l'ordre du jour.

L'Assemblée nationale reste dépositaire du pouvoir législatif mais le nombre des députés a été réduit de 140 à 120 (il vient en juin 2005 de repasser à 140 pour permettre de donner la parole aux Sénégalais non représentés) et la deuxième assemblée parlementaire, le Sénat, est supprimée.

Le pouvoir judiciaire, quant à lui, est, aux termes de la Constitution, indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Il est exercé par le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation, la Cour des Comptes et les Cours et Tribunaux.

A ces institutions, s'ajoute désormais le Conseil de la République pour les affaires économiques et sociales qui remplace l'ancien Conseil économique et social et qui, par sa composition, reflète les principales

activités économiques, sociales et culturelles du pays dont la pêche. Il est chargé de donner des avis sur la politique suivie ou sur les problèmes pendants, de sa propre initiative ou à la demande des pouvoirs institués. Il formule aussi chaque année un avis sur la situation, sociale, culturelle, administrative, économique et financière du pays.

➤ La concentration du pouvoir au niveau central

A l'issue du cinquième remaniement opéré par le chef de l'Etat en avril 2004, la formation gouvernementale comprend 1 Premier ministre, 6 ministres d'Etat, 29 ministres et 4 ministres délégués, soit 40 membres.

Malgré des prérogatives accrues, le Premier ministre reste étroitement subordonné au chef de l'Etat.

Placés en tête dans l'ordre protocolaire, les ministres d'Etat sont aussi ceux qui exercent leurs fonctions dans les secteurs-clés : décentralisation, affaires étrangères, économie et finances, justice, économie maritime et agriculture. L'une des novations du dernier remaniement ministériel est l'importance nouvelle accordée à l'économie maritime dont le titulaire, leader du principal parti d'opposition, devient ministre d'Etat.

En dehors du gouvernement, un rôle déterminant est joué par le Cabinet du Président de la République et le Secrétariat général de la Présidence. Le Cabinet du Président de la République est placé sous l'autorité d'un directeur qui a rang de ministre d'Etat, et le Secrétariat général à la Présidence, dont le responsable a le titre de secrétaire général, est placé sous l'autorité du Directeur du Cabinet du Président de la République. Les responsables du Cabinet et du Secrétariat sont nommés par décret et choisissent leurs collaborateurs qu'ils font nommer par arrêté.

Le Cabinet du président de la République comprend, outre le directeur du Cabinet, son adjoint, un chef de cabinet et un assistant spécial, un nombre variable d'assistants, de chargés de mission, d'attachés ainsi qu'un secrétariat. Il comprend aussi des services rattachés répartis au sein d'une demi douzaine de cellules spécialisées qui sont respectivement chargées du protocole, de la sécurité, de la diplomatie, du contrôle (inspection générale et contrôle financier), de la culture et des missions régaliennes.

Le Secrétariat général comprend lui aussi toute une série de services rattachés :

- une cellule économique, financière et fiscale
- une cellule des nouvelles technologies de l'information
- une cellule communication
- une cellule des conseillers techniques
- une cellule administrative et de gestion
- une cellule d'appui technique et logistique
- une cellule de crise pour la sauvegarde de la sécurité et des intérêts des Sénégalais de l'extérieur

S'y ajoutent :

- l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX)
- le Haut Commissariat des Droits de l'Homme et de la Paix
- la Délégation au management public
- le Porte parole du président de la République

Depuis la Présidence de L.S. Senghor, on assiste à une augmentation du rôle et du nombre des membres du Cabinet et du Secrétariat de la Présidence de la République et il y aurait aujourd'hui plus de 150 conseillers à la Présidence. Cette évolution illustre la présidentialisation croissante du régime et sa tendance à superviser tous les rouages décisionnels du pays. Elle a officiellement pour objet de mieux informer le chef de l'Etat mais elle a aussi des effets pervers et crée, à côté du système officiel en place, un réseau informel, doté de pouvoirs de décision, qui tend à court-circuiter la fonction gouvernementale et à restreindre le rôle effectif des ministres.

➤ La décentralisation et la réforme de l'administration locale

Sur l'ensemble du territoire, l'organisation administrative se présente comme une structure pyramidale qui met l'accent sur l'unité et l'homogénéité de la République. Le pays est aujourd'hui divisé en 11 régions (Dakar, Diourbel, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga, Matam, Saint-louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor), 34 départements, 104 arrondissements, 67 communes, 43 communes d'arrondissement et 320 communautés rurales.

Depuis l'indépendance, un processus de décentralisation a été entamé et renforcé à mesure que déclinaient les capacités financières de l'Etat. Il est illustré par la loi no 96-06 du 22 mars 1996 sur la décentralisation, entrée en vigueur en mars 1997 et qui a pour objet de transformer les relations entre le pouvoir central, le pouvoir local et les populations. Elle organise des transferts de compétences aux trois niveaux des collectivités locales : régions, villes, communes et communautés rurales. Neuf domaines font l'objet de ces transferts : le domaine national, l'environnement, la santé, la population et l'action sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs, la culture, l'éducation, la promotion des langues nationales et la formation professionnelle, la planification, l'aménagement du territoire, l'urbanisme et l'habitat.

La loi de 1996 a été complétée en 2002 par une réforme de l'administration territoriale et locale qui s'articule désormais autour de 11 régions, 34 départements, 104 arrondissements, 67 communes, 43 communes d'arrondissement et 320 communautés rurales. Cette nouvelle réforme a pour ambition de faire vivre la démocratie et la citoyenneté, contrôler la bonne utilisation des deniers publics, donner la priorité au développement, renforcer la cohésion sociale, lutter contre les inégalités, améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, contribuer à réduire la pauvreté, élever le niveau de formation et de santé.

C'est en s'inspirant de ces principes qu'a été mis sur pied un plan d'action 2003-2005 qui se propose de :

- Donner aux collectivités locales les moyens de leurs politiques de développement
- Renforcer le contrôle de la gestion publique locale
- Accompagner au mieux les évolutions et adaptations nécessaires
- Renforcer la cohérence de l'intervention des partenaires.

L'efficacité de ces mesures est encore réduite en raison de la faiblesse du pouvoir et des moyens des organes élus qui ne disposent pas de fiscalité propre et tirent leurs ressources du Fonds de dotation de l'Etat (ils reçoivent environ 7% des recettes ordinaires de l'Etat). Pour le moment, l'emprise du pouvoir central sur les structures locales ne s'est guère desserrée et répond imparfaitement aux attentes des autorités locales qui demandent plus de démocratie et un pouvoir effectif. Elles voient aussi leur légitimité affaiblie par l'attitude des organismes d'aide qui préfèrent travailler avec la base plus qu'avec des autorités officielles dont ils doutent de la représentativité.

Le partage des compétences entre les trois catégories de collectivités locales n'est pas non plus clairement défini et cette situation favorise les empiètements et les risques de conflits. Il arrive aussi que les nouvelles structures chevauchent les anciennes comme c'est le cas avec les départements qui ont été maintenus en dépit de la perte d'une grande partie de leurs compétences.

Une fraction de ces difficultés rencontrées devrait cependant pouvoir être réglée grâce aux programmes d'appuis qui accompagnent la mise en place d'une politique de développement mieux adaptée aux besoins locaux. Ce sont respectivement le Programme d'appui aux régions (PAR), le Programme d'appui au développement local urbain (PADELU) et le Programme de soutien aux initiatives de développement local (PSIDEL) qui se fondent sur les structures de l'Etat et disposent de financements extérieurs en provenance du Fonds Européen de développement (FED) et d'autres bailleurs de fonds internationaux pour l'amélioration de la gouvernance locale.

Lors du remaniement ministériel de 2004 a été créé un ministère en charge des Collectivités locales et de la décentralisation avec à sa tête un ministre d'Etat. Mais les capacités institutionnelles du ministère restent faibles comme le sont les transferts financiers à destination des collectivités locales et la réforme de la fiscalité locale n'est encore qu'ébauchée.

➤ **La modernisation progressive du système judiciaire**

Le système judiciaire sénégalais s'inspire du système français et a été réformé par la loi organique no 92-25 du 30 mai 1992. Il comprend plusieurs ordres de juridiction : le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, les cours d'appels et les tribunaux ordinaires.

- Le Conseil constitutionnel est compétent en matière électorale et contrôle la constitutionnalité des lois et des engagements internationaux.
- Le Conseil d'Etat n'a que des attributions consultatives et exerce un rôle de conseil au près du gouvernement en matière de projets et propositions de lois et de décrets.
- La Cour de cassation est chargée de vérifier si les lois ont été appliquées correctement par la Cour d'appel ou par les Tribunaux statuant en dernier ressort.
- La Cour d'appel est le deuxième degré de juridiction et juge à nouveau des affaires déjà jugées en premier degré. Le premier degré de juridiction est constitué par les tribunaux de première instance.

Chaque région compte en principe un tribunal du travail et un tribunal régional et chaque département un tribunal départemental. Mais aujourd'hui encore certaines régions sont dépourvues de tribunal de travail et plusieurs départements n'ont toujours pas de tribunal.

Le système sénégalais repose sur le principe de l'unité de juridiction et ce sont les mêmes tribunaux qui sont compétents pour les litiges entre particuliers et ceux qui mettent en cause l'administration, ce qui ne facilite pas leur règlement et alourdit leur gestion. A la complexité de l'organisation judiciaire s'ajoute celle des procédures, avec pour résultat un problème récurrent d'encombrement des juridictions que ne fait qu'aggraver un manque lancinant de moyens.

Des efforts ont récemment été faits pour remédier à ces dysfonctionnements avec la création d'un juge de la mise en état, la création dans le cadre de la décentralisation de maisons de justice, la facilitation des procédures de conciliation (décret du 17 novembre 1999) ou, en matière commerciale, la création du Centre d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie de Dakar.

On peut relever aussi des efforts croissants pour lutter contre la corruption qui est endémique et qui est mise en exergue par les institutions et ONG internationales. Elle est notamment combattue par le 'Forum civil', une association sénégalaise non partisane qui regroupe des avocats, experts, administrateurs, professeurs et hauts fonctionnaires. C'est ainsi que l'organisation *Transparency International* à laquelle se rattache le Forum civil a pu publier un 'indice de perception de la corruption' où le Sénégal arrive en mauvaise position, (il se situe à la 85^{ème} place sur 146 pays en 2004). Cela a poussé le Président Wade, lors d'une récente cérémonie de rentrée judiciaire, à promouvoir la création d'une agence de lutte contre la corruption, la 'Commission nationale de lutte contre la non transparence, la corruption et la concussion'.

Mais, parallèlement, le contrôle financier et l'inspection générale d'Etat ne sont toujours pas indépendants et restent sous l'autorité discrétionnaire du chef de l'Etat qui est seul destinataire de leurs rapports. La création par la loi organique 99-70 du 17 février 1999 d'une Cour des Comptes, qui permet d'apprécier la gestion des entreprises publiques et de faire des suggestions pour en accroître l'efficacité, va dans le bon sens mais la Commission de Vérification des Comptes et de Contrôle des Entreprises Publiques (CVCCEP), qui est organiquement rattachée à la Cour, entretient des rapports étroits avec le pouvoir exécutif. A l'instigation du FMI, a été entrepris un plan de réforme de l'appareil judiciaire étalé sur 10 ans.

Dans ce but, trois secteurs doivent être privilégiés par les fournisseurs d'aide :

- i. augmentation du budget de la justice pour financer la mise en place de ce programme d'action
- ii. lutte contre le favoritisme et la corruption sur la base d'une série d'indicateurs élaborés à cet effet
- iii. faire en sorte que la direction et la coordination de ce programme soient assurées par des personnes compétentes.

Cette amélioration du système judiciaire conditionne la mise en place ultérieure de méthodes alternatives de résolution des conflits comme l'arbitrage et la médiation qui pourrait s'inspirer du Centre d'arbitrage mis en place par la Chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie de Dakar.

2.2.2. Un train de réformes sur le chemin de la bonne gouvernance

➤ La remise en cause de l'Etat et la mise en œuvre de plans d'ajustement

Jusqu'à la fin des années 80, l'Etat a joué un rôle prépondérant dans le développement économique et social du pays. Mais, au milieu des années 70, une succession de périodes de sécheresse et une série de chocs externes ont entraîné des difficultés croissantes d'ordre économique, social et institutionnel qui peuvent être résumées de la façon suivante : endettement chronique, détérioration de la situation sociale, dégradation de l'environnement politique, déficits de la balance des paiements et des finances publiques, administration lourde et bureaucratique, népotisme, corruption et train de vie excessif de l'Etat.

L'explosion de la dette extérieure a finalement conduit le gouvernement à se tourner vers le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale pour y remédier et, depuis la fin des années 70, ces institutions jouent un rôle clé dans les politiques de développement suivies par le Sénégal. Elles le font à travers une suite de programmes d'assainissement et d'ajustement structurel (PAS).

- 1979 : programme d'assainissement
- 1980-1985 : plan de redressement économique et financier
- 1985-1992 : programme d'ajustement structurel 1 : Nouvelle Politique Agricole (NPA) et Nouvelle Politique Industrielle (NPI)
- 1985-1992 : programme d'ajustement structurel 2 : restructuration du secteur public
- 1994-2000 : Programme d'ajustement structurel 3 : restructuration du secteur public et libéralisation des échanges

De 1967 à 2004, la Banque mondiale a accordé au Sénégal 126 prêts et crédits totalisant 2,5 milliards de dollars US qui ont servi à financer des projets dans les secteurs agricole et industriel, dans la santé et l'éducation et à assurer la mise en place d'infrastructures et d'institutions nouvelles.

Depuis un premier prêt effectué en 1984 jusqu'à mi-2002, le Sénégal a effectué une vingtaine de transactions avec le FMI et, sans compter l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), a reçu une série de prêts dans le cadre de Facilités d'ajustement structurel (FAS) et d'ajustement structurel renforcé (FASR), puis de Facilités de réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC), avec un premier accord en 1998 et un deuxième accord en 2003.

Ces politiques macro-économiques conduites sous l'égide de présidents démocratiquement élus ont entraîné d'importantes réformes structurelles qui ont conduit à l'abandon de l'Etat Providence, à la limitation du rôle des pouvoirs publics et à la libéralisation de l'économie. Ces politiques ont, selon le FMI et la Banque mondiale, fini par déboucher sur une croissance soutenue, caractérisée depuis une dizaine d'années par une augmentation annuelle du PIB de 5% en moyenne.

Mais la détérioration globale de la situation depuis la fin des années 60, la pauvreté et les inégalités croissantes dans la répartition des revenus montrent à l'évidence que les programmes d'ajustement n'ont pas eu tous les résultats escomptés. Demba Moussa Dembélé, directeur du Forum pour les Alternatives Africaines à Dakar et auteur d'un rapport 'Dette et destruction au Sénégal', ne partage pas l'optimisme des institutions financières internationales et dénonce une libéralisation unilatérale et une politique brutale de privatisation qui, au lieu de permettre à l'Etat de se désendetter, n'a fait qu'accroître le fardeau de la dette et aggraver la pauvreté du pays. Il note qu'en 2002, la dette externe représente 70% du PIB et plus de 200% des exportations sénégalaises. Il remarque également que les conditions imposées par les institutions financières ont dépouillé l'Etat de ses prérogatives légitimes et sapé son autorité *'en affaiblissant (et marginalisant) les institutions étatiques et publiques, le FMI et la Banque mondiale ont dans une large mesure sapé la*

crédibilité ainsi que la légitimité de ces institutions aux yeux du public, ce qui n'a fait que renforcer le mépris de la population envers l'Etat'.

➤ **La bonne gouvernance au service d'un développement durable**

Une bonne gouvernance au service d'un développement durable est aujourd'hui l'ordre du jour. La 'bonne gouvernance', comme 'le développement humain', est un concept développé au début des années 90 par le PNUD pour replacer l'être humain au cœur des préoccupations de développement. Elle est définie comme '*une manière de gérer les affaires politiques, administratives et judiciaires dans l'intérêt des citoyens*' et '*constitue une sorte de catalyseur du développement humain, de principe directeur apte à réconcilier l'efficacité économique et l'équité, l'Etat et les citoyens et à ériger la démocratie en noyau dur de la participation des individus*'. La définition qu'en donne la Banque mondiale en 2000 est moins lyrique et désigne '*la capacité institutionnelle des organisations publiques à fournir les biens demandés par les citoyens du pays ou leurs représentants de façon efficace, transparente, impartiale et contrôlable*'.

Au Sénégal, des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et de promotion de la bonne gouvernance sont respectivement adoptés en 1997 et 1998. L'alternance qui intervient en 2000 ne fait que rendre plus actuel le débat sur la gouvernance et le développement humain et c'est le thème retenu par le PNUD pour l'édition 2001 de son Rapport sur le Développement Humain au Sénégal. Deux ans plus tard, le 30 avril 2004, un Programme national de bonne gouvernance (PNBG) est lancé par le président Wade. afin '*de contribuer à l'efficacité et à la transparence dans la gestion économique et sociale et de conforter l'Etat de droit dans une société démocratique*'.

Ce programme met l'accent sur l'amélioration de la qualité du service public, la gouvernance économique locale et judiciaire (y compris la lutte contre la corruption) et la qualité du travail parlementaire. Il est soutenu par le FED qui, en novembre 2004, donne son aval à un programme d'appui au programme national de bonne gouvernance (PAPNBG) dans trois domaines spécifiques : gouvernance judiciaire, gouvernance économique et amélioration de la qualité du travail parlementaire. Cet appui se chiffre à 33,5 millions d'euros et il est prévu qu'il démarre à la fin de 2005.

2.3. Les relations avec les partenaires extérieurs

L'ouverture du Sénégal sur l'extérieur est ancienne et s'est traduite pendant la période coloniale par son statut de capitale de l'Afrique Occidentale Française (AOF). Cette ouverture ne s'est jamais démentie et le pays, outre son adhésion aux valeurs démocratiques, dispose aujourd'hui d'une diplomatie active et qualifiée qui lui confère sur le plan international un statut et un rôle supérieurs à celui que pourraient lui valoir sa configuration géographique et ses ressources naturelles. Depuis son accession au pouvoir, le président Wade a fait de cette ouverture sur l'extérieur et l'ensemble du continent africain un des axes privilégiés de sa politique.

2.3.1. Une intégration croissante dans l'économie mondiale

C'est ce souci du dialogue conjugué avec une ouverture sur le monde extérieur et notamment avec les pays industrialisés qui caractérise et, d'une certaine manière, singularise le Sénégal depuis son accession à l'indépendance. C'est ce qui explique aussi que confronté à de sérieuses difficultés à la fin des années 60 il se soit tourné vers l'ancienne puissance coloniale et les institutions financières internationales pour leur demander de l'aider à les résoudre.

➤ **Le rôle de l'aide extérieure**

L'Aide publique au Développement (APD) joue un rôle important dans la poursuite des objectifs de développement du Sénégal. Au cours de la période 1999-2003, elle a représenté en moyenne 8,3 % du PIB et 26% des exportations de biens et services du pays, soit un montant de 67 dollars US par habitant.

Tableau 1 : Flux d'aide, de capitaux privés et de dettes (en % du PIB)

	1990	2002
Aide officielle au développement	14,4	8,9
Investissements extérieurs nets	1,0	1,9
Autres flux privés	-0,2	-
Service total de la dette	5,7	4,3

Source : PNUD : Rapport sur le développement humain 2004

Elle provient d'institutions de coopération bilatérale (55,5%) et multilatérale (44,4%).

Sans compter les ONG, 55 bailleurs de fonds différents interviennent au Sénégal à travers plus de 500 projets mais 4 d'entre eux fournissent plus de la moitié de l'aide. Les principaux fournisseurs d'aide sont dans l'ordre la France, le FMI, L'Union européenne, la Banque mondiale, l'USAID, le Japon, l'Allemagne, le Canada et diverses agences des Nations Unies.

La Banque mondiale indique que l'investissement public a représenté de 6 à 7% du PIB de 1994 à 2001 et que la proportion de ces investissements financés par l'aide extérieure est passée de 74% à 57% en fin de période. La plus grande partie de l'aide (92,2%) est affectée à des projets d'investissement et de coopération technique et le reste s'opère sous forme d'aide budgétaire ou de contribution à la balance des paiements. Au cours des années écoulées, l'aide a surtout servi à accroître la compétitivité de l'économie à promouvoir le commerce extérieur et à intervenir dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement régional et local.

Tableau 2 : L'aide extérieure sous forme de dons reçue par le Sénégal

Dons	2000	2001	2002	2003	2004*	2005**
Milliards de F CFA			62,1	77,5	67,2	97,5
% du PIB	2,0	1,8	1,8	2,5	2,1	2,7

Source : OCDE et Banque mondiale * estimation ** prévision

Le Sénégal se singularise par une double dépendance en matière d'aide extérieure :

- celle qui lui est fournie au titre de l'Aide Publique au Développement (APD) qui est évaluée à 7% du PIB et 45 dollars US par habitant en 2002 (un des ratios les plus élevés de l'Afrique de l'ouest)
- celle qui lui est procurée par les envois de fonds de la diaspora sénégalaise qui sont estimés à 242,5 millions de dollars en 2002, (soit 5% du PIB).

De manière générale, on reproche à la dépense publique de trop reposer sur l'aide, ce qui fait qu'elle domine la préparation du budget et se trouve monopolisée par le gouvernement qui est le seul à avoir des contacts directs avec les donateurs.

En 2004 l'aide projet concernait près de 700 projets, représentait plus de la moitié du budget d'investissement et était soutenue par une cinquantaine de bailleurs de fonds. Et, comme le remarque l'OCDE, les procédures des bailleurs restent particulièrement complexes et hétérogènes à mettre en œuvre, à l'exception des secteurs de santé et de l'éducation qui font l'objet de programmes spécifiques de longue durée. C'est une des raisons qui expliquent les difficultés chroniques que rencontre le pays dans l'exécution des projets financés sur des ressources extérieures.

➤ L'aide de la Communauté européenne

L'Union européenne était selon le PNUD le plus important bailleur de fonds au Sénégal en 1999 avec 40% de l'aide publique au développement reçue par le pays.

Depuis l'Accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou en juin 2000, la stratégie de coopération de la Communauté dans le domaine du développement est d'appuyer les efforts entrepris par le gouvernement

sénégalais pour réduire la pauvreté d'une manière durable à travers une croissance soutenue et mieux répartie, une bonne gouvernance faisant place aux acteurs non étatiques, une intégration régionale et une intégration progressive dans l'économie mondiale.

Cette stratégie doit se concrétiser par des appuis budgétaires plus que par des projets, ce qui implique une plus grande attention portée à la bonne gestion des finances publiques et la possibilité pour les acteurs non étatiques impliqués d'avoir accès aux ressources et de participer à leur mise en œuvre et suivi.

Le document de stratégie de coopération et le programme indicatif conclus entre le Sénégal et la Communauté européenne pour la période 2002-2007, prévoient, dans le cadre du 9^{ème} FED, de mettre à la disposition du Sénégal 178 M€ au titre de l'allocation A et 104 millions d'euros au titre de l'allocation B.

L'allocation A est destinée au soutien macro-économique, aux politiques sectorielles, aux programmes et projets en appui aux domaines de concentration ou hors concentration de l'aide communautaire. A titre indicatif, aux 178 M€ prévus dans le cadre du 9^{ème} FED s'ajoutent 25 M€ de reliquats des précédents FED, ce qui porte le total à 203 M€.

Ces sommes doivent être affectées de la manière suivante :

- 35 M€ pour le domaine de concentration 1 : bonne gouvernance ;
- 70 M€ pour le domaine de concentration 2 : transports routiers ;
- 30 M€ pour le domaine de concentration 3 : assainissement ;
- 53 M€ en appui des réformes macroéconomiques dans les secteurs de la santé et de l'éducation ;
- 15 M€ pour les autres programmes (commerce, culture, projets régionaux).

L'allocation B est destinée à couvrir les besoins imprévus et à fournir une aide d'urgence ou une participation à une initiative internationale d'allègement de dette.

A ces allocations s'ajoute l'intervention de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'appui qu'elle apporte aux investissements des entreprises privées. Son action au Sénégal doit être ciblée sur l'industrie, les mines, la pêche, le tourisme et les services liés comme le transport ou les nouvelles technologies de communication.

Le Sénégal bénéficie aussi de l'aide européenne accordée à la sous région. C'est ainsi que le programme régional du 9^{ème} FED prévoit un appui institutionnel pour renforcer les capacités de négociation et le financement d'études d'impact sur les économies de la région. Pareillement, la BEI doit participer avec d'autres bailleurs de fonds au projet de réhabilitation du chemin de fer Dakar-Bamako.

➤ L'évolution des échanges commerciaux

L'économie du Sénégal reste très dépendante de l'extérieur pour son approvisionnement en produits agro-alimentaires et en biens énergétiques qui, à eux seuls, représentent 40% des importations. En contrepartie, le pays n'a que des exportations peu diversifiées, dominées par des produits primaires faiblement transformés : produits de la pêche, arachide, phosphate, coton.

Tableau 3 : Répartition sectorielle des échanges (en millions de F CFA et en %)

	2002	2003	2003/2002 (%)
Importations CAF			
Produits alimentaires	270 415	300 446	+11,1
Produits pétroliers	198 094	247 164	+24,8
Biens d'équipement	345 168	263 469	-23,7
Biens intermédiaires	222 014	223 417	+0,6
Autres produits	328 700	335 866	+2,2
Total	1 364 391	1 370 362	+0,4
Exportations FOB			
Produits de la pêche	181 491	164 096	-9,6
Phosphates	13 328	5 349	-59,9
Produits pétroliers	95 291	109 304	+4,7
Acide phosphorique	119 150	80 286	-32,6
Produits arachidières	48 203	25 439	-47,2
Engrais	26 210	28 920	+10,3
Ciment	7 889	7 323	-7,2
Coton en masse	10 026	18 011	+71,6
Sel marin	7 168	6 885	-3,9
Autres produits	152 473	211 295	+38,6
Total	661 229	656 908	-0,6

Source : mission économique, Ambassade de France au Sénégal, 2005

On assiste aujourd'hui au déclin des exportations d'arachide et de produits de la pêche et à une augmentation des exportations de coton et de produits chimiques (acide phosphorique, engrais azoté). Ces évolutions ne suffisent pas à corriger le déficit structurel de la balance commerciale qui est de l'ordre de 65% si on évalue les importations à leur valeur FOB et de l'ordre de 48% si on les évalue à leur valeur CAF qui tient compte des coûts de transport.

Tableau 4 : Evolution récente du commerce extérieur

(en milliards de F CFA)	2000	2001	2002	2003	2004
Importations FOB	952	1047	1118	1178	1215
Exportations FOB	655	735	743	763	808
Solde balance commerciale FOB-FOB	-297	-312	-375	-416	-407
Taux de couverture (en %)	69%	70%	66%	65%	65%

Source : Commission de l'UEMOA et Comité de Convergence et BCEAO, avril 2005

L'Europe (et principalement la France) reste le principal partenaire commercial avec environ 58% des échanges mais on assiste à une montée en puissance des échanges avec l'Afrique (avec les pays de l'UEMOA et surtout avec le Nigeria qui est son deuxième fournisseur et lui fournit ses produits pétroliers). Les échanges sont aussi en hausse avec l'Asie et notamment la Thaïlande pour l'achat de riz et l'Inde pour la vente d'acide phosphorique et d'engrais azotés.

2.3.2. Une volonté d'intégration régionale

Depuis la fin des années 90, sous l'impulsion des organisations internationales de développement et des dirigeants des Etats africains, un nouvel élan est donné à la coopération régionale et le Sénégal joue un rôle moteur dans cette évolution.

Les organismes de coopération régionale : UEMOA et CEDEAO

Il est un membre actif de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'ouest (UEMOA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), deux institutions qui s'efforcent de promouvoir l'intégration économique de la sous région.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest

La CEDEAO a été créée à Lagos en 1975 et regroupe l'ensemble des pays de l'Afrique de l'ouest à l'exception de la Mauritanie, soit 15 pays et une population totale de l'ordre de 300 millions d'individus. En font partie le Bénin, le Burkina-Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo. La CEDEAO n'a pas jusqu'à présent joué un rôle significatif dans l'accroissement des échanges en raison de l'existence de monnaies différentes, de tracasseries douanières et policières et de l'absence de dispositifs efficaces assurant la mise en œuvre de ses prises de décision par les Etats membres.

L'Union économique et monétaire de l'ouest de l'Afrique

L'UEMOA a été créée à Dakar en 1994 et regroupe 8 pays, les anciennes colonies françaises et la Guinée Bissau. Tous se rattachent à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont le siège est à Dakar et qui détermine leur politique monétaire et lui donne sa stabilité à travers le rattachement du franc CFA à l'euro par une parité fixe.

L'UEMOA a mis en place une série d'institutions (Cour de justice, Cour des comptes, Comité interparlementaire) et pris des mesures comme l'instauration en septembre 2000 d'un tarif extérieur commun (TEC) et en 2001 d'une TVA de 18% au Sénégal. Elle a aussi pris des mesures de bonne gestion des finances publiques et soutenu la mise en place des dispositifs législatifs de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA).

Pour faire face aux défis du troisième millénaire, l'UEMOA encourage l'accélération du processus d'intégration en cours à travers des politiques sectorielles et la signature d'un Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres. Ce pacte définit une série de critères de convergence (de premier et second rang) en vue d'une intégration économique prévue au départ pour 2005. Le Sénégal respecte aujourd'hui la quasi-totalité de ces critères y compris celui de l'endettement qui est désormais largement au dessous du taux de 70% fixé par l'Union. Seul le critère du déficit extérieur courant qui doit être au dessous de 5% du PIB hors dons n'est pas encore respecté, ce qui n'empêche pas le pays de 'devenir le meilleur élève de l'UEMOA' selon l'expression du magazine de Jeune Afrique *'L'Intelligent'*.

Parmi les projets soutenus par l'Union Africaine, figurent en bonne place la création d'une monnaie unique et la fusion de l'UEMOA et de la CEDEAO dans une même entité.

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance réel du PIB dans les Etats de l'UEMOA

en %	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004*	2005**
Bénin	4,0	5,3	5,3	5,2	4,4	3,9	3,5	4,3
Burkina Faso	8,5	3,7	1,6	6,8	4,6	8,0	4,8	5,2
Côte d'Ivoire	5,4	1,6	-2,3	0,1	-1,6	-1,7	0,7	1,0
Guinée Bissau	-28,2	7,6	7,5	0,2	-7,2	0,6	4,3	3,4
Mali	8,1	5,7	-3,3	11,9	4,3	7,1	0,4	6,9
Niger	9,8	-1,6	-0,2	5,8	5,8	3,0	3,5	4,1
Sénégal	5,7	5,1	5,6	5,6	1,2	6,5	6,0	6,0
Togo	-2,3	2,4	-0,4	0,6	4,5	4,5	2,9	3,0
UEMOA	5,4	2,9	0,2	3,9	1,5	2,9	2,6	3,7

Source : BCEAO, 2005

* estimation ** prévision

Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NPDA), plus connu sous son acronyme anglais de NEPAD (*New Partnership for African Development*), a été créé en 2002 à l'occasion du sommet de Lusaka qui a donné naissance à l'Union Africaine (UA) en remplacement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA). Il résulte de la fusion de deux projets distincts de stratégie de développement avec, d'un côté, le Partenariat pour le Renouveau africain élaboré par les présidents Mbeki, Bouteflika et Obasanjo et, de l'autre, le plan Omega proposé par le président Wade.

Le NEPAD se fonde sur la volonté des dirigeants africains de prendre en mains leur propre destinée et de se mobiliser pour mettre en place une croissance et un développement durables. Il marque aussi son

intention d'intervenir plus activement sur la scène mondiale, sur la base d'un partenariat fondé sur la responsabilité conjointe et l'intérêt mutuel. Comme le souligne en 2001 le représentant du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Dakar qui a joué un rôle clé dans la naissance du NEPAD, le Sénégal *'relève de manière significative et courageuse le défi de la globalisation en s'impliquant fortement dans la conception et la mise en œuvre du « Nouveau Partenariat pour l'Afrique ».*

Au sein du gouvernement sénégalais, un ministère spécifique est chargé du NEPAD en même temps que de l'intégration économique africaine et de la politique de bonne gouvernance. Le NEPAD constitue un nouveau cadre d'interaction avec les pays industrialisés et les organisations multilatérales et milite pour une nouvelle forme de relations entre l'Afrique et la communauté internationale afin de réduire l'écart qui se creuse entre les pays africains et les pays industrialisés. Ses priorités rejoignent celles des organisations internationales et portent, elles, sur la bonne gouvernance, le rattrapage en matière d'infrastructures, l'intégration régionale et la réduction de la pauvreté.

Le Programme Economique Régional (PER) 2004-2008 adopté le 19 mars 2004 par l'UEMOA se présente comme une déclinaison du NEPAD et comme un moyen de faire émerger une économie régionale elle-même inscrite dans le processus de mondialisation. Il est en phase avec la stratégie de coopération et d'intégration régionale définie par l'Accord de partenariat signé entre l'Union Européenne (UE) et les pays ACP à Cotonou en juin 2000. Et c'est dans cet esprit que l'UE, dans le cadre d'un processus d'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UEMOA, a prévu d'appuyer financièrement les institutions régionales à travers des Programmes Indicatifs Régionaux (PIR). La Banque mondiale et la BAD réfléchissent elles mêmes à la définition d'une stratégie d'intervention régionale.

En dehors de la CEDEAO, de l'UEMOA et du NEPAD, le Sénégal participe aux organismes régionaux et sous régionaux suivants :

- Union Africaine (UA) qui a remplacé l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) ;
- Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) ;
- Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG) ;
- Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) ;
- Organisation pour l'Harmonisation du Droit des affaires en Afrique (OHADA) ;
- Observatoire Economique et Statistique pour l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) ;
- Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) ;
- Conférence Interafricaine des marchés d'Assurances (CIMA).

3. La stratégie de développement et la situation macro économique

3.1. La stratégie de développement

L'examen de la situation politique, économique et sociale permet d'identifier les principales contraintes auxquelles se trouve confronté le pays :

- Une croissance économique qui n'a pas permis une redistribution égalitaire de ses fruits.
- Un Etat qui ne joue pas bien son rôle en matière d'institutions et d'infrastructures publiques.
- Les résultats décevants des stratégies menées jusqu'ici, malgré l'importance de l'Aide publique au Développement (APD).
- Une réduction dommageable des investissements publics dans les secteurs sociaux.
- Des infrastructures intérieures et d'intégration régionale insuffisantes.
- Une situation des femmes pénalisante pour le développement harmonieux.

Pour faire face à ces contraintes et améliorer la situation actuelle, l'Etat a décidé de mettre en place une politique de développement économique et social cohérente, susceptible de renforcer les performances du pays et de le placer sur un sentier de croissance durable.

3.1.1. Ses fondements

Cette stratégie est conforme à la nouvelle approche que prônent depuis la fin des années 90 les organisations internationales de développement. Elle est toujours orientée vers une libéralisation et une intégration croissantes à l'économie mondiale mais infléchit de façon notable l'orientation qui prévalait jusque là, en passant d'une politique d'ajustement aux résultats souvent médiocres à une politique de réduction d'une pauvreté qui ne cesse de grandir. Cette réduction de la pauvreté est depuis 1999 l'objectif fondamental des programmes et des activités des institutions financières internationales dans les pays à faible revenu où elle prend le pas sur la correction des déséquilibres et des distorsions de marché qui était prioritaire dans les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

Les Facilités d'Ajustement Structurel Renforcé (FASR) du FMI sont ainsi remplacées par des Facilités pour la Lutte contre la Pauvreté et pour la Croissance (FLPC) et les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) sont rattachés aux initiatives prises en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et conditionnent l'accès aux prêts et remises de dettes accordés par la Banque mondiale à partir de 2001. Cette stratégie de réduction de la pauvreté se juxtapose avec un effort d'accélération de la croissance pour mieux répartir les revenus et un effort parallèle est fait pour améliorer le fonctionnement des institutions en place et assurer une bonne gouvernance.

3.1.2. Sa mise en œuvre

La mise en œuvre de cette stratégie se fait de concert avec les organismes internationaux de développement qui apportent leurs conseils et leurs appuis financiers. Elle s'opère au niveau national, régional et international en affichant les mêmes préoccupations et les mêmes objectifs. Mais cette multiplication des niveaux d'intervention et des enjeux rend plus complexe la tâche d'appréciation et de définition des priorités et implique une administration aussi qualifiée qu'efficace.

Sur le plan national

Le Sénégal doit finaliser en 2005 une Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) qui s'efforcera de porter la croissance à un taux de 7 à 8% jugé nécessaire pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015. L'élaboration de la SCA doit s'appuyer sur le premier levier du DRSP, la création de richesse, et se fonder sur une approche en termes de 'grappes'. Elle en est encore à sa phase préliminaire mais a déjà défini 5 secteurs prioritaires (grappes) à fort potentiel (agriculture et agro-industrie, pêche et industrie de la pêche, tourisme, textile et télé services).

Sa mise en œuvre suppose une étroite coordination avec les actions entreprises dans le cadre du Plan national, du DRSP et des programmes sectoriels et, sur le plan régional, sur le NEPAD et la politique conduite par l'UEMOA et la CEDEAO. Toutes ces politiques ont en commun de mettre l'accent sur une bonne gouvernance, une croissance forte et durable, l'intégration régionale, les infrastructures et la valorisation des ressources humaines. Tous ces éléments sont considérés comme des facteurs-clés pour la réalisation des objectifs internationaux de développement.

Le dixième Plan qui couvre la période 2002-2006 et qui, à la différence des plans d'ajustement, privilégie une vision à long terme comporte lui-même 8 orientations prioritaires qui concernent la bonne gouvernance, les infrastructures de base, l'accroissement des investissements, l'intégration économique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Mais le rôle joué par les services de la planification s'est beaucoup réduit depuis quelques années et leur vision à long terme a cédé la place à une

logique financière et budgétaire et à une programmation à court et moyen terme accompagnée d'un suivi annuel.

La définition et la mise en œuvre de la stratégie de développement sont désormais dominées par le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DRSP) qui a pris le relais du Plan National de Lutte contre la Pauvreté que le Sénégal avait initié en 1997. Elaboré en étroite concertation avec la Banque mondiale et le FMI, il a fait l'objet d'un premier document intérimaire en 2001 (DSRP 1). Il a ensuite été remanié puis approuvé en décembre 2002. Il repose sur quatre piliers :

- i. la création de richesse,
- ii. le renforcement des capacités et accès aux services sociaux de base,
- iii. la protection des groupes vulnérables,
- iv. un processus participatif de mise en œuvre et de suivi évaluation.

Ce processus de consultation '*bottom-up*' a permis d'identifier 34 indicateurs et a servi de base pour la fixation pour la période 2004-2007 d'objectifs annuels et la mise en œuvre d'un comité national de pilotage.

Les objectifs poursuivis par le DSRP se déclinent selon trois grands axes :

- doubler le revenu par tête d'ici 2015 ;
- généraliser l'accès aux services sociaux essentiels en accélérant la mise en place des infrastructures de base ;
- éradiquer toutes les formes d'exclusion et instaurer l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

A court terme, les priorités sont :

- d'assurer une croissance moyenne de 7 à 8% en vue de réduire d'au moins 15% le pourcentage de pauvres sur la période 2003-2005.
- de redresser notablement le taux d'accès aux soins de santé et d'éducation
- d'atteindre le plus vite possible la norme de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de 35 litres d'eau par habitant et par jour.

La plupart des objectifs fixés pour 2005, 2006 et 2007 n'ont pu être réalisés mais le gouvernement a augmenté ses dépenses courantes de santé et d'éducation et la loi des finances de 2005 a prévu une forte accélération du mouvement.

Sur le plan régional

La stratégie sénégalaise s'inscrit dans le cadre du Programme Economique Régional (PER) de l'UEMOA qui vise à donner un nouvel élan aux économies de l'Union et, en constituant un pôle économique régional dynamique et prospère, souhaite les ancrer sur la voie d'un développement durable. Le PER est un programme quinquennal glissant, actualisé chaque année. Il comporte un ensemble de projets fédérateurs dans des secteurs ciblés comme les transports, l'énergie, les technologies de l'information et de la communication, l'agriculture et l'industrie. Il se conforme aux Objectifs Millénaires de Développement (OMD) et à ceux du Nouveau partenariat économique pour l'Afrique (NEPAD) et, comme eux, vise une bonne gouvernance économique, la réduction de la pauvreté, l'intensification des échanges et, de manière générale, les objectifs internationaux de développement définis à l'horizon 2015. La politique macro-économique sénégalaise a aussi pour objectif de respecter les critères de convergence établis par l'UEMOA en 1999 en vue d'une plus grande intégration économique en 2005.

Sur le plan international

En même temps qu'était accepté le DSRP1 auquel était subordonné l'appui financier du FMI et de la Banque mondiale, le Sénégal a été admis au bénéfice de l'Initiative des Pays pauvres et très endettés (PPTE), qui lui permet de réduire sa dette extérieure de 800 millions de dollars US sur une période de dix

ans (soit 17% du fardeau total de la dette). Cette Initiative allège de 50% sa dette vis-à-vis de la Banque mondiale et de 20% celle qu'il a à l'égard du FMI. En contrepartie, le pays s'engage à promouvoir une plus grande libéralisation des échanges et une privatisation plus poussée des entreprises du secteur public. Les créanciers réunis dans le Club de Paris ont décidé en 2004 d'alléger pour l'équivalent de 463 MUSD une partie des 968 M USD dus par le Sénégal.

L'octroi par le FMI au début de 2001 d'un prêt au gouvernement sénégalais dans le cadre de la Facilité de Réduction de la pauvreté et de la Croissance (FRPC), qui a pris le relais de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), a également été assorti d'une série de garanties allant dans le sens d'une réduction de la pauvreté et d'une libéralisation accrue portant, par exemple, sur la privatisation des sociétés nationales la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) et de la Société Nationale de Commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS) et sur la suppression de la surtaxe sur les produits pétroliers. En 2002, cette procédure a été suspendue en raison de dérapages dans les finances publiques qui n'ont pas permis de finaliser le programme. Elle a repris en 2003 et, en février 2004, un nouveau programme FRPC a été adopté. Outre la poursuite de la privatisation de la SONACOS et la finalisation du Code des investissements, il doit permettre de financer, à hauteur de 840 milliards de F CFA, le Programme d'Investissements Prioritaires 2003-2005.

Toutes ces mesures s'inscrivent aussi dans la perspective d'atteinte des Objectifs Millénaires de Développement (OMD) définis en 2000 au nom de la Communauté internationale par le Secrétariat général des Nations Unies et pour lesquels le Sénégal figure parmi les 8 pays pilotes retenus. Le premier de ces objectifs est de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015. Les autres concernent l'amélioration de la santé et de l'éducation, le développement des infrastructures de base, la bonne gouvernance, un accès plus facile au marché des pays industrialisés, la promotion de l'agriculture et du développement rural, des nouvelles technologies d'information, de la culture africaine, etc.

Il en va de même pour la stratégie de coopération de la Communauté Européenne avec le Sénégal qui a été définie pour la période 2002-2007 et qui spécifie que son objectif global est *'d'appuyer les efforts entrepris par le gouvernement du Sénégal en vue de la réduction de la pauvreté d'une manière durable et à travers une croissance soutenue et équitablement répartie (y compris l'égalité des chances) une bonne gouvernance (avec l'implication des acteurs non étatiques), d'une intégration régionale et d'une intégration progressive dans l'économie mondiale'*.

3.2. L'évolution de la situation macro-économique

➤ Une longue période d'austérité et de déclin

Dans un mémorandum adressé à la Banque mondiale en 2003, le président de l'Association Internationale de Développement (AID), le bras financier du FMI, brosse un tableau plutôt sombre de la situation du pays. Il remarque que depuis son indépendance, le Sénégal a perdu beaucoup de son potentiel économique.

Tableau 6 : Evolution de la structure de l'économie sénégalaise

En % du PIB	1960	1970	1980	1990	2003
Secteur primaire	30,1	30,4	19,7	20,7	18
Secteur secondaire	9,7	14,7	15,4	18,6	22
Secteur tertiaire	60,2	54,9	65,0	60,8	60
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Banque mondiale et OCDE/BAD

De 1967 à 1993 le taux de croissance du revenu réel par habitant a été négatif (-0,35%) et vingt cinq ans d'austérité et de plans d'ajustements structurels n'ont pas réussi à redresser la situation économique et ont eu des répercussions négatives sur le plan social. Ils ont débouché sur la désorganisation des systèmes d'éducation et de santé et, plus généralement, de l'ensemble des services publics. L'inégalité dans la répartition des revenus et dans l'accès à ces services publics n'a fait que croître et creuser le fossé entre ceux qui sont alphabétisés et ceux qui ne le sont pas, entre les urbains et les ruraux, entre Dakar et le reste

du pays. Quant aux échanges commerciaux, le déficit du commerce est récurrent et les exportations restent concentrées dans le secteur primaire (arachide, phosphate et produits de la pêche) et ne se sont pas suffisamment diversifiées. Le mémorandum attire aussi l'attention sur le fait que les investissements et les dépenses effectuées par les administrations publiques en faveur des régions, des communes et des communautés rurales n'atteignent pas 5% de ceux qui sont opérés en faveur de l'administration centrale.

➤ **Une nette reprise et des perspectives encourageantes**

Après des années de récession et d'efforts de réajustement et, après la dévaluation de 50% du F CFA en 1994, la situation économique s'est améliorée et de 1995 à 2005 la croissance s'est établie à un taux moyen de 5% par an. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le revenu réel par habitant progresse d'un peu plus de 2% en moyenne.

Si on excepte un fléchissement intervenu en 2002 à la suite d'une forte sécheresse², la croissance se poursuit à un rythme de 6% en 2003 et 2004 et les prévisions pour 2005 sont du même ordre. Mais, compte tenu d'un taux de croissance démographique de 2,7% et du service de la dette, ces résultats ne sont pas suffisants pour entraîner une réduction significative de la pauvreté pourtant devenue prioritaire dans les politiques mises en œuvre.

C'est ainsi qu'en 2001, le Sénégal a été classé dans la liste des Pays Moins Avancés (PMA) appellation par laquelle les Nations Unies désignent les pays qui sont structurellement considérés comme handicapés dans leur processus de développement.

Tableau 7 : La dette publique du Sénégal (milliards de F CFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
PIB	3114,0	3380,0	3472,7	3725,4	4023,7	4364,3
Dette publique	2158,0	2203,8	2450,8	2379,7	2033,6	2110,5
Dette / PIB (%)	76,0	74,0	70,6	63,9	50,5	48,4

Source : UEMOA et BCEAO, avril 2005

* estimation

Après l'effondrement de la production agricole de 2002, les conditions climatiques sont devenues plus favorables et le pays a connu un rebond qui s'explique aussi par la mise en œuvre de politiques macro-économiques efficaces. Aujourd'hui, la plupart des indicateurs économiques sont passés au vert. Le rythme de la croissance se maintient et l'inflation est contenue.

Sur le plan des finances publiques, 2003 et 2004 ont vu l'assainissement et la consolidation des acquis grâce à la bonne tenue des recettes budgétaires et à une politique de dépenses prudente. Les recettes budgétaires ont progressé de 16% entre 2002 et 2004. Les dépenses budgétaires ont, elles, augmenté de près de 27% mais cela s'explique par l'augmentation des investissements publics dans les domaines prioritaires de réduction de la pauvreté.

En 2004, le déficit budgétaire global se limite à 2,4% du PIB et le déficit des transactions courantes avec l'extérieur, hors transferts officiels, s'établit à 8,3% du PIB et le déficit de la balance commerciale se situe aux alentours de 11% du PIB. L'endettement du pays, qui était particulièrement préoccupant et constituait un obstacle majeur aux efforts d'allègement de la pauvreté, a lui aussi été fortement réduit. Alors que la dette représentait 86,2% du PIB en 1994, 80,1% en 1996 et 71,3% en 2000, elle est passée au-dessous de la barre de 70% du PIB (l'un des critères de convergence du pacte de l'UEMOA) en 2002, et n'en représentait plus que 50% en 2004.

En 2005, l'équilibre budgétaire devrait être atteint, indépendamment des avantages liés à l'Initiative PPTE et aux compensations versées au titre des Coûts Temporaires des Réformes Structurelles (CTRS).

² Les performances économiques du pays restent largement tributaires de l'agriculture et des variations climatiques comme en témoigne l'année 2002 qui a vu la production agricole baisser de 30% et celle de l'arachide de 70%.

Tableau 8 : Evolution des principaux indicateurs macro-économiques (2000-2005)

(en milliards de F CFA et en %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
PIB	3114	3380	3473	3725	4024	4364
Taux de croissance du PIB	5,6%	5,6%	1,1%	6,5%	5,6%	6,4%
Taux d'inflation	0,7%	3,0%	2,3%	0,0%	-0,5%	<3%
Solde balance des paiements /PIB	-7,6%	-5,3%	-6,3%	-6,8%	-6,0%	
Dette publique totale/PIB	76,0%	74,0%	70,6%	63,9%	50,5%	
Dette publique extérieure	2220	2266	2279	2212	1875	1849
Allègement PPTE	42	27,2			43	414
Recettes budgétaires	562	603	665	720	772	841
Recettes budgétaires/PIB	18,0%	17,8%	19,1%	19,3%	19,2%	19,3%
Dépenses budgétaires	607	738	736	868	932	971
Dépenses budgétaires/PIB	18,9%	21,8%	21,2%	23,3%	23,2%	22,2%
Solde de base/PIB	1,4%	-0,8%	1,5%	1,4%	1,1%	0,6%
Solde global hors dons/PIB	-1,6%	-3,9%	-1,9%	-3,5%	-4,2%	4,5%-
Masse salariale	176	177	199	204	224	249
Salaires et traitements/recettes fiscales	32,7%	30,7%	31,7%	30,1%	30,4%	30,8%
Investissements/recettes fiscales	19,8%	20,5%	23,5%	24,1%	29,3%	34,3%
Taux de pression fiscale	17,3%	17,1%	18,1%	18,2%	18,3%	18%,4

Source : Commission UEMOA, Comité de convergence et BCEAO, avril 2005

La compensation financière versée au Sénégal par la Communauté européenne au titre de l'accord de pêche est passée de 12 à 16 millions d'euros par an à la faveur du renouvellement du protocole en 2002. Les sommes ainsi versées chaque année par la Communauté européenne au titre de la pêche sont loin d'être négligeables et représentent aujourd'hui 30% des recettes non fiscales de l'Etat sénégalais et 1,4% de l'ensemble de ses recettes budgétaires

Tableau 9 : contribution de l'accord de pêche aux ressources budgétaires de l'Etat (milliards de CFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
En milliards de F CFA						
Compensation financière pêche	7,9	7,9	9,2	10,5	10,5	10,5
Recettes non fiscales	25,0	25,9	35,4	43,1	35,4	38,9
Recettes fiscales	537,3	576,8	689,2	675,9	736,2	802,3
Recettes budgétaires totales	562,3	602,7	664,6	720,0	771,6	841,2
en %						
Compensation pêche/ recettes non fiscales	31,6	30,5	26,0	27,4	33,3	30,3
Compensation pêche/ recettes budgétaires	1,4	1,3	1,4	1,6	1,5	1,4

Source : Commission de l'UEMOA, Comité de convergence et BCEAO, avril 2005

L'inflation, malgré la hausse du coût des produits pétroliers et des rapports de change avec le dollar moins favorables, devrait rester inférieure à 3% en 2005. L'amélioration de l'environnement macro-économique a aussi permis d'atteindre le point d'achèvement PPTE avec une valeur nominale de 631 M€, qui consacre l'éligibilité du Sénégal aux objectifs de développement du millénaire. Selon l'édition 2005 du rapport conjoint de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et de la Banque Africaine de Développement (BAD sur *Les perspectives économiques en Afrique*), la croissance au Sénégal devrait demeurer relativement dynamique permettant l'embauche de 10 000 fonctionnaires supplémentaires pour la période 2004-2005 et l'augmentation des dépenses publiques dans les domaines classés prioritaires. Le rapport relève que le pays a respecté sept des huit critères de convergence de l'UEMOA et que seul le déficit de la balance courante hors dons de 8% excède la norme de 5% fixée par l'Union.

➤ Le redressement des finances publiques

une réduction des déficits

Après le rééchelonnement de la dette, le service de la dette représentait 12,7% des recettes d'exportation de marchandises et de services et 22,6% des revenus fiscaux en 2000. La situation de la dette publique a favorablement évolué en 2004 en liaison avec la dépréciation du dollar sur le marché des changes, les

avantages financiers obtenus dans le cadre de la FRPC et les réductions de dette obtenues dans le cadre de l'initiative PPTE (43,4 milliards de F CFA).

La mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté a permis au pays d'atteindre en avril 2004 le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE et va permettre un allègement de sa dette de 470 milliards de F CFA (dont un allègement exceptionnel de 324 milliards de F CFA) du niveau d'endettement du pays. Le service de la dette publique extérieure cumulée à la fin du troisième trimestre 2004 s'élevait à 74,8 milliards de F CFA contre 113,9 milliards de F CFA l'année précédente, soit 15,9% des recettes budgétaires totales.

La France a également annulé, en novembre 2004, 185,8 milliards de F CFA de la dette publique du Sénégal, un allègement qui devrait servir à financer des actions dans les secteurs sociaux.

En 2004, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global, hors dons, de 4,2% du PIB contre 3,5% en 2003, mais ce déficit accru ne remet pas en cause l'amélioration en cours car il est imputable à l'accélération des dépenses en capital faites dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté.

La réforme de la gestion des finances publiques

Les autorités sont aujourd'hui en train de préparer un plan d'action en faveur du développement et de l'amélioration du système financier et ce plan devrait inclure des mesures simplifiant les procédures de recouvrement des prêts et améliorant l'efficacité du système judiciaire afin de réduire les prêts risqués et de faciliter l'accès au crédit. En matière de réformes, la Banque mondiale a achevé son diagnostic des finances publiques et un plan d'action pour l'amélioration de la passation des marchés publics (CFPAR) et un autre plan, le *Country Financial Accountancy Assessment* (CFAA), pour l'amélioration du système de gestion des finances publiques, ont été approuvés en 2004.

Le CFAA a pour but de faire évoluer la gestion des finances publiques et les pratiques comptables du secteur privé de manière à mobiliser plus efficacement les ressources disponibles pour les affecter à la lutte contre la pauvreté. Le CFPAR s'attache à la modification du cadre institutionnel avec une révision du code des marchés et du code des obligations de l'administration et l'établissement d'une charte d'éthique et de transparence des marchés publics. Il doit déboucher sur un système intégré de gestion des marchés publics.

La réforme de la fiscalité se poursuit dans le cadre de la loi des finances de 2004 et celle de 2005. Elle porte sur la lutte contre la fraude fiscale, sur la simplification et l'élargissement de l'assiette de l'impôt avec notamment l'instauration d'une contribution globale unique (CGU) pour les petites entreprises et sur la promotion des investissements à travers une baisse du taux d'imposition sur les sociétés (de 35% à 33%).

4. la politique sociale

4.1. Panorama de la situation sociale

Le Sénégal a un PIB/habitant qui était estimé à 1 580 dollars US en 2000 et, à partir de l'indice de développement humain établi par la PNUD, se situait en 2001 à la 154^{ème} place sur 162 pays avec une espérance de vie à la naissance de 52,9 ans, un taux d'alphabétisation des adultes de 36,4% et un taux de scolarisation combiné (primaire et secondaire) de 36%. La population qui dépasse aujourd'hui 10 millions d'habitants est pour moitié âgée de moins de 18 ans et ne compte que 2,5% de plus de 65 ans.

Tableau 10 : Indicateurs officiels de développement humain au Sénégal

	Rang*	valeur ou %
PIB/tête	146/177	1.580 USD
Indice de développement humain (IDH)	157/177	0,437
Indice de pauvreté (IDP)	77/95	44,1%
Indice de développement par genre (GDI)**	128/144	0,429
Espérance de vie à la naissance	140/177	52,7années
Taux de scolarisation	160/177	38%

Source : PNUD : §Rapport sur le développement humain 2004

* rang occupé par la Sénégal dans l'ensemble des pays étudiés

**le Gender-related Development Index (GDI) mesure les inégalités entre hommes et femmes

Les inégalités se creusent et, en 1995, les 20% les plus riches de la population détiennent 48,2% des revenus et les 20% les plus pauvres n'en détiennent que 6,4%. Sur le plan géographique, la pauvreté domine dans les zones rurales du centre, du sud et du nord-est et est étroitement corrélée à la taille du ménage et à la faiblesse du niveau d'instruction de son chef.

Depuis mai 2001, le pays est classé dans la catégorie des pays les plus pauvres de la planète. Cette dégradation de la situation sociale a de multiples causes mais on ne peut ignorer le fait que la réduction progressive des dépenses publiques a contribué à la détérioration des services publics et au sacrifice du secteur social.

Selon les résultats d'une enquête budget consommation réalisée en 2001-2002 (ESAM-II), la proportion de ménages pauvres ne serait plus que de 48,5% contre 57,9% en 1994 lors d'une précédente enquête (ESAM-I). La proportion de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté serait également passée de 67,9% en 1994 à 57,1% en 2001, soit une diminution de 10,8%. Certains commentateurs font cependant valoir que ces enquêtes sont difficilement comparables dans la mesure où, de 1994 à 2001, la définition du panier alimentaire a évolué et inclut désormais des biens non alimentaires et des services.

Selon une autre enquête réalisée en 2001 sur la base d'un questionnaire unifié des indicateurs de développement (QUID), 54% des ménages peuvent être qualifiés de pauvres. Une enquête sur la perception de la pauvreté au Sénégal (EPPS), réalisée également en 2001, révèle que 65% des ménages se considèrent comme pauvres et que 64% considèrent que la pauvreté s'est aggravée au cours des cinq dernières années.

Dans le domaine de l'éducation, le taux brut de scolarisation est de 68% alors qu'il s'établit en moyenne à 75% en Afrique subsaharienne et le pourcentage d'adultes analphabètes s'élève à 65%. On note aussi une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et du niveau des enseignants ainsi que de fortes disparités d'une région à l'autre.

En matière de santé, les indicateurs utilisés pour l'établissement du DRSP font état d'une mortalité infantile (moins d'un an) de 60 pour 1000 et d'une mortalité juvénile de 98 pour 1000. La malnutrition touche 20% des enfants et leur couverture vaccinale contre les maladies de l'enfance n'est que de 42%. En ce qui concerne le SIDA, le Sénégal est dans une position favorable par rapport à beaucoup d'autres Etats africains. Le nombre de personnes infectées est estimé à 80.000 et le niveau de prévalence au sein de la population adulte de 15 à 49 ans ne serait que de 1,4%.

En matière d'assainissement et d'évacuation des eaux usées et pluviales, seules 5 villes disposent d'un système plus ou moins développé d'égouts et d'évacuation des eaux.

4.2. La stratégie sociale mise en œuvre

Elle s'inscrit en priorité dans le cadre des programmes sectoriels définis dans les domaines sociaux de la santé et de l'éducation. Ils sont illustrés en matière de santé par le Programme National de

Développement Sanitaire (PNDS), doté de 150 millions d'euros, qui couvre la période 1998-2007 et s'est concrétisé pendant la période 1998-2002 par le Programme de Développement Intégré de la Santé (PDIS). Dans le domaine de l'éducation, le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) est doté d'un budget de 630 millions d'euros et couvre la période 2000-2010, avec pour principal objectif l'éducation primaire pour tous en 2010.

Pour lutter contre la pauvreté, à la suite de la réunion à Paris en juin 2003 du Groupe consultatif des partenaires au développement du Sénégal, le DSRP prévoit un plan d'actions prioritaires (cf supra) dont le total s'élève à 610 milliards de F CFA pour la période 2003-2005 et auxquels s'ajoutent 840 milliards de F CFA d'engagements financiers extérieurs.

5. Le climat des affaires et des investissements

Le Sénégal s'est toujours déclaré favorable aux milieux d'affaires et aux investisseurs mais, comme le souligne en 2002 une brochure du Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) *'depuis l'accès au pouvoir d'un président libéral après 40 ans de règne du parti socialiste il est particulièrement favorable au secteur privé dans lequel il voit le moteur du développement du pays'*.

5.1. Une politique officielle favorable aux affaires

L'Etat a défini en 1999 une stratégie de développement du secteur privé (SDSP) qui a été mise à jour en 2002 et 2004. Elle forme un cadre de référence cohérent qui s'articule autour de plusieurs axes :

1. la modernisation de la justice ;
2. la simplification des procédures administratives ;
3. le financement des entreprises ;
4. l'unification des organisations du secteur privé ;
5. la formation professionnelle ;
6. la communication ;
7. le dispositif institutionnel d'appui au secteur privé.

Le rapport 2004 sur la mise en œuvre du DSRP confirme ces orientations mais note que des retards ont été pris dans leur mise en œuvre.

5.2. Les dispositifs d'encouragement et de garantie des investissements

5.2.1. le Code des investissements

La loi no 2004-06 du 6 février 2004 crée un nouveau code des investissements qui se substitue et abroge celui qui était en vigueur depuis 1987. Cette loi accorde un certain nombre de garanties et d'avantages aux entreprises à condition qu'elles aient été agréées par le Comité d'agrément de l'APIX, qui est chargé d'examiner leurs demandes. Au nombre des garanties, on trouve la protection de la propriété (art 4), les disponibilités en devises (art 5) la liberté de transfert de capitaux (art 6) et des rémunérations (art 7), l'accès aux matières premières (art 8) et l'égalité de traitement (art 9).

Parmi les avantages consentis aux entreprises éligibles figure un crédit d'impôt d'un montant égal à 40% des investissements pendant une période de cinq ans. Les entreprises sont également exonérées de la TVA et de la Contribution Forfaitaire à la Charge des Employeurs (CFCE) pendant une même période.

Les entreprises nouvelles bénéficient en outre d'une exonération des droits de douane pour une période de 3 ans.

La loi a été suivie le 7 mai 2004 par le décret présidentiel no 2004-627 qui en fixe les modalités d'application. C'est ainsi que sont éligibles aux avantages du code pour un montant de 15 millions de F CFA les programmes des petites et moyennes entreprises qui relèvent de secteurs prioritaires et ont effectué des investissements compris entre 15 millions de F CFA et 100 millions de F CFA. Les secteurs prioritaires sont ceux qui s'inscrivent dans l'axe 1 'création de richesses' du DSRP. Dans le secteur social, il s'agit de la santé, de l'éducation et de la formation. Dans le secteur des services, il s'agit des équipements industriels et des télé services. Dans le secteur primaire, il s'agit des activités productives et notamment de la pêche et des activités de stockage, de conditionnement et de transformation des produits halieutiques.

L'APIX

Parmi les mesures prises pour promouvoir le monde des affaires figure l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX) créée en 2000 à l'initiative du président Wade en vue de développer les infrastructures dont les insuffisances entravent le développement du pays. Le rôle de l'APIX, qui est directement rattachée à la Présidence de la République, est de faire appel aux investisseurs internationaux pour assurer le financement de projets de grande envergure et de développer des formules de partenariat public/privé, des formules de concession et des formules de *Build, Operate, Transfer* (BOT).

Parmi les grands projets dont la gestion a été confiée à l'APIX figurent le nouvel aéroport international Blaise Diagne, l'autoroute à péage Dakar-Thiès (les grands travaux du Chef de l'Etat) et l'extension et la modernisation du port de Dakar. Le nombre de projets agréés a chuté en 2004, une baisse qui s'explique partiellement par l'incertitude qui a précédé l'adoption du nouveau code des investissements.

L'OHADA

Le Sénégal est membre de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA). Les 16 Etats membres de cette organisation ont adopté en 1997 une série d'actes uniformes sur les sociétés commerciales qui forment le socle d'un droit économique moderne commun aux pays membres de l'UEMOA et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces mesures améliorent considérablement le paysage des affaires en lui conférant de solides garanties juridiques. Il serait souhaitable cependant que la législation de l'OHADA s'étende aux propriétés foncières et obtienne qu'elles fassent l'objet d'un enregistrement officiel et d'un titre de propriété, ce qui est encore rarement le cas au Sénégal.

5.2.2. L'appui à la micro finance

L'appui aux micro entreprises est un des secteurs privilégiés par les autorités et les organismes d'aide. Le Sénégal, où prédominent les activités du secteur informel, est aujourd'hui le pays de l'UEMOA le plus impliqué dans les activités de micro crédit. Le nombre d'institutions financières décentralisées qui s'y consacrent est passé de 121 à 305 entre 2000 et 2004 et l'activité dans ce secteur a augmenté trois fois plus vite que celle des crédits bancaires à l'économie.

Trois organismes se détachent dans ce domaine, le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS), le Programme d'appui aux mutuelles d'épargne et du crédit du Sénégal (PAMECAS) et l'Alliance de Crédit pour la Production (ACEP) qui représentent les deux tiers des dépôts et 78% des prêts opérés dans le secteur.

Une autre caractéristique de l'activité est sa bonne santé financière avec un taux particulièrement bas de prêts sources de problèmes (2,9% en mars 2004). Cette réussite pousse certains opérateurs à envisager la création de banques spécialisées dans le secteur des micro entreprises pour mieux faire face aux difficultés de financement que rencontrent celles-ci, difficultés qui sont dues pour une bonne part aux déficiences du système bancaire sénégalais (les prêts au secteur privé en 2003 n'y représentent que 21% du PIB).

6. La politique de l'environnement

6.1. La stratégie environnementale

Le souci de protéger la nature et de préserver les ressources naturelles du pays n'est pas récent. Il se manifeste dès 1968 par la création d'une Commission consultative spécialisée dans ces questions. Elle fait place en 1971 à une Commission nationale de l'environnement et en 1973 à un Secrétariat d'Etat à la protection de l'environnement. Deux ans plus tard, l'environnement devient une charge ministérielle et, dans les remaniements gouvernementaux qui suivent, le terme d'environnement alterne avec celui de protection de la nature dans l'intitulé officiel du ministère. Il est successivement associé au développement industriel, à l'urbanisme puis au tourisme. C'est en 1993, qu'est créé le premier ministère exclusivement consacré à l'environnement et à la protection de la nature. Sur la scène politique internationale, le Sénégal se montre particulièrement actif dans ce domaine. Le pays a ainsi signé et ratifié, souvent relativement tôt, les principaux instruments internationaux de protection de la biodiversité :

- La convention sur la Diversité Biologique (1994) et le processus de Carthagène (2004).
- La convention relative aux zones humides d'importance internationale (RAMSAR) dès 1977.
- La convention portant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (WHC Unesco) depuis 1976.
- La Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en 1977.
- La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS ou convention de Bonn) en 1988.

Comme dans les autres domaines, la politique qui est menée en matière d'environnement s'inscrit aujourd'hui dans le sillage du DSRP et des OMD. Elle participe à la lutte contre la pauvreté et milite pour un développement durable réduisant les pressions exercées sur les ressources naturelles.

Le Sénégal a adopté en 1997 son Plan National d'Action Environnemental (PNAE) suivant les recommandations du sommet de Rio en 1992. Le PNAE constitue un cadre stratégique permettant au pays d'identifier ses priorités environnementales et de définir les bases de systèmes efficaces de planification et de gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

Les principales faiblesses environnementales du Sénégal identifiées dans le PNAE sont :

- les forêts naturelles qui se dégradent, ayant perdu 7,4% de leur superficie en 10 ans ;
- la dégradation des sols sous l'effet conjugué des facteurs climatiques, de la diminution de la couverture forestière et de l'utilisation insuffisante ou inappropriée de fertilisants, ce qui entraîne une chute de la production agricole ;
- la dégradation des ressources en eau liée notamment à l'intrusion marine et à celle des eaux de ruissellement drainant toutes sortes de polluants chimiques et microbiologiques ;
- les ressources halieutiques sont menacées du fait de la pollution et de la pêche maritime, mais aussi des variations climatiques qui ont contribué à réduire la productivité des eaux estuariennes et marines ;
- la production agricole par habitant qui se dégrade sous l'effet de la dégradation générale de l'environnement productif ;
- le cadre de vie qui se dégrade à cause de l'absence de systèmes efficaces de gestion des déchets urbains et industriels ;
- la gestion de l'environnement urbain du fait d'une faible maîtrise du processus de planification urbaine, l'inadéquation des infrastructures et la faible implication des populations dans la définition des programmes d'amélioration ;

- l'implantation d'unités industrielles dans des zones d'habitation qui pose des problèmes de sécurité et des sources de pollutions et de nuisances.

En réponse à ces menaces, le PNAE dresse un état des priorités sectorielles en tenant compte des principales activités économiques structurantes (hydraulique, agriculture, forêt, transport). A ce titre, le secteur de la pêche fait l'objet d'un examen particulier dans le PNAE. Les impacts négatifs de l'activité sont cités, comme la surexploitation de certains stocks, des taux de rejets élevés, la destruction de certains habitats côtiers provoquée par l'usage d'engins destructeurs et prohibés pour la plupart, et des impacts négatifs sur la mangrove. En termes de priorités, le PNAE propose six programmes d'actions avec comme objectifs principaux :

1. une meilleure maîtrise du développement de la pêche ;
2. un aménagement rationnel, intégré et durable des environnements marins et côtiers (comprenant la création de parcs et réserves naturelles marins) ;
3. un contrôle et une diminution de toutes formes de pollutions marines ;
4. la préservation de la diversité biologique des ressources marines et côtières ;
5. l'amélioration de la production halieutique avec l'introduction de l'aquaculture ; et
6. le développement de techniques de transformation du poisson plus adaptées et respectueuses de l'environnement et du cadre de vie.

6.2. Le cadre institutionnel

6.2.1. Le Ministère de l'environnement et de la protection de la nature

Le ministre de l'environnement et de la protection de la nature occupe la 24^{ème} place dans l'ordre protocolaire au sein du gouvernement. Le ministère comprend un Cabinet, des directions techniques, des services rattachés et des établissements et sociétés sous tutelle.

L'article L 5 du nouveau Code de l'environnement précise qu'il met en œuvre la politique nationale de protection et de mise en valeur de l'environnement et que, dans ce but, il collabore étroitement avec les autres ministères comme avec les collectivités locales à qui ont été transférées en 1996 des compétences de gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

***Le Cabinet**

Le Cabinet est dirigé par un directeur placé sous l'autorité directe du ministre. Il dirige l'administration du ministère et est épaulé par un attaché, un chargé de mission, et plusieurs conseillers techniques dont un conseiller en communication et un conseiller juridique. Plusieurs programmes et projets sont rattachés au Cabinet, dont dans le domaine marine, le programme de gestion intégrée des ressources marines et côtières (GIRMAC).

***Les directions techniques**

Le ministère comporte 3 directions techniques :

- La direction de l'environnement et des établissements classés
- La direction des eaux et forêts, chasse et de la conservation des sols
- La direction des parcs nationaux

La direction de l'environnement et des établissements classés supervise elle-même plusieurs projets et programmes dont le projet de développement et de protection de l'environnement côtier et marin de l'Afrique subsaharienne.

***Les services et établissements rattachés**

Quant aux services rattachés et établissements sous tutelle, ils se rattachent au Plan national d'action pour l'environnement (PNAE) et comprennent :

- Le Centre de suivi écologique (CSE)
- Le Centre national de formation des techniciens des eaux et forêts et des parcs nationaux (CNFTEFPN)
- La Cellule d'éducation et de formation environnementale (CEFE)
- La cellule des études, de la planification et du suivi (CEPS)
- Le Secrétariat du Conseil Supérieur de l'Environnement et des Ressources Naturelles (CONSERE). Ce dernier service se veut comme le point focal de la coordination des politiques sectorielles en matière d'environnement

D'une manière générale, la coordination entre le Ministère en charge de l'environnement et les autres Ministères concernés apparaît déficiente. A titre d'exemple, le Ministère en charge de la pêche n'a pas été consulté lors de la préparation des actes législatifs relatifs à la création d'aires marines protégées, alors que le dispositif institutionnel donne à ce Ministère l'essentiel des prérogatives en matière de gestion du secteur.

6.2.2. Le Code de l'environnement

La gestion de l'environnement s'opère à l'intérieur d'un cadre juridique précis, le Code de l'environnement. Un premier Code centré sur les problèmes de pollution a été défini par la loi no 83-05 du 28 janvier 1983. Il vient d'être refondu et rénové et a débouché le 15 janvier 2001 sur un nouveau Code aux objectifs plus ambitieux qui s'inscrit dans le sillage des principes et mesures énoncés dans l'Agenda 21 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio en 1992. Il tient aussi compte des développements juridiques les plus récents dans le domaine de l'environnement.

L'article L3 du Code stipule que *'la présente loi a pour objet d'établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation, afin de valoriser rationnellement l'exploitation des ressources naturelles, de lutter contre les différentes sortes de pollutions et nuisances et d'améliorer les conditions de vie des populations dans le respect de l'équilibre de leurs relations avec le milieu ambiant'*.

Le Code est structuré en quatre grands titres :

- Le titre I (Dispositions générales) porte sur les définitions, les principes fondamentaux et les instruments de protection de l'environnement.
- Le titre II (Prévention et lutte contre les pollutions et nuisances) porte sur les installations classées, les établissements humains, la gestion des déchets, les substances chimiques nocives et dangereuses, les études d'impact et l'établissement de plans d'urgence.
- Le titre III (Protection et mise en valeur des milieux récepteurs) porte sur les pollutions de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol.
- Le titre IV (sanctions et dispositions diverses) porte sur les sanctions pénales, les sanctions administratives et des dispositions diverses.

6.2.3. Les parcs et réserves

Le Sénégal a créé un réseau de parcs et de réserves naturelles qui couvre actuellement 8% de la superficie du territoire (figure suivante). Ces aires protégées sont pour la plupart éloignées des centres urbains. Certains de ces sites comme la Langue de Barbarie ou le Delta du Saloum (qui recouvre des eaux estuariennes), sont reconnus par l'ensemble de la Communauté scientifique internationale pour leur importance dans la régénération de très nombreuses espèces animales. Le parc du Delta du Saloum a été classé par l'UNESCO comme réserve de biosphère.

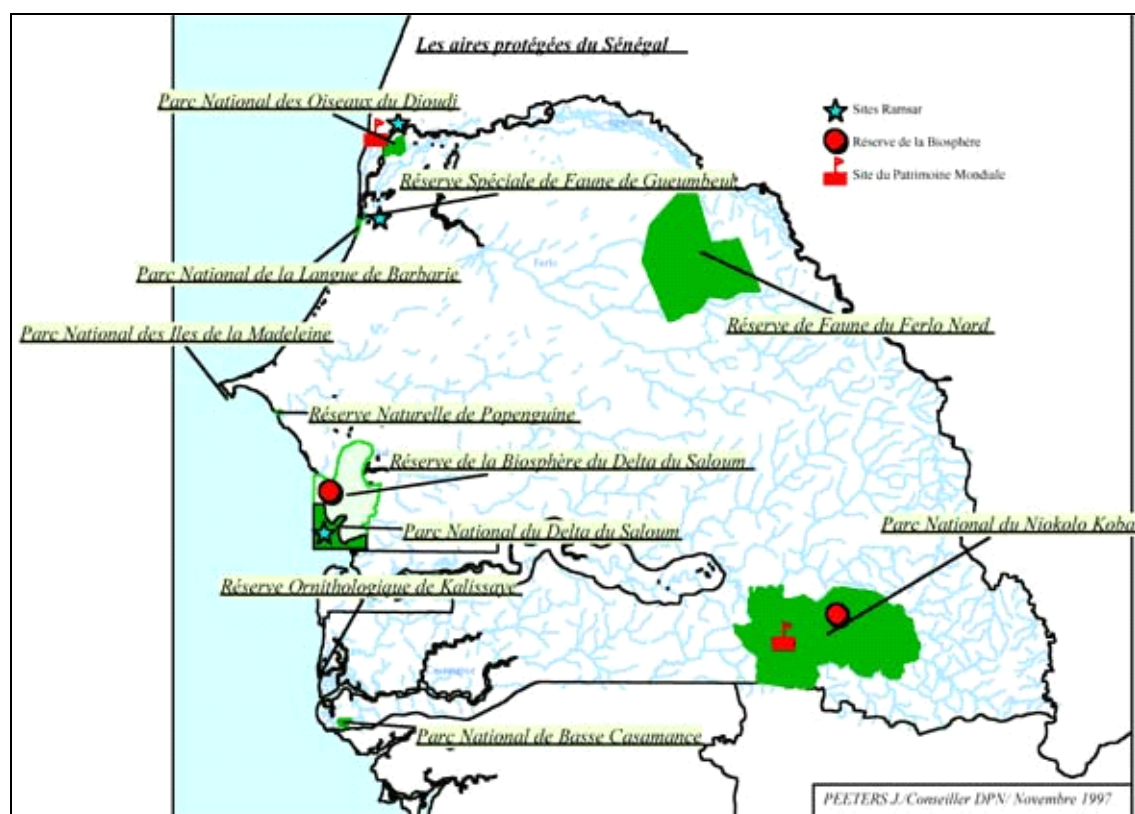


Figure 2 : Carte des parcs et réserves du territoire sénégalais. Source : site internet de la Direction des Parcs Nationaux.

Aucune de ces aires protégées ne recouvre des étendues maritimes. Un nouvel élan a été donné en 2004 avec la création d'aires marines protégées (les AMP) par un décret présidentiel, pris sur proposition du Ministre en charge de l'Environnement, crée formellement cinq AMP autour des sites de Saint Louis, Kayar, Joal-Fadiouth, Abène et Bamboung. La création de ces AMP fait suite aux annonces du Sénégal lors du 5^{ème} congrès des parcs organisé à Durban par l'UICN en 2003. Elle était fortement encouragée par le WWF.

Le mode de gestion des ces AMP reste aujourd'hui à définir. Aucun des arrêtés prévus par le Décret n'a été adopté, et de nombreux problèmes institutionnels et juridiques s'y rattachent.

2^{ème} PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE

1. Présentation générale

1.1. La ZEE sénégalaise et ses limites

La loi n°85-14 du 25 février 1985 porte délimitation de la mer territoriale, de la zone contiguë et du plateau continental. La largeur de la Zone Economique Exclusive, fixée à 200 milles marins, est déterminée par l'article 2 de la loi 98-32 du 14 avril 1998 portant Code de la pêche maritime. Comme le montre la carte suivante, la ZEE sénégalaise présente la singularité d'être interrompue sur une bande latitudinale de 25 milles nautiques environ par la ZEE de la Gambie.

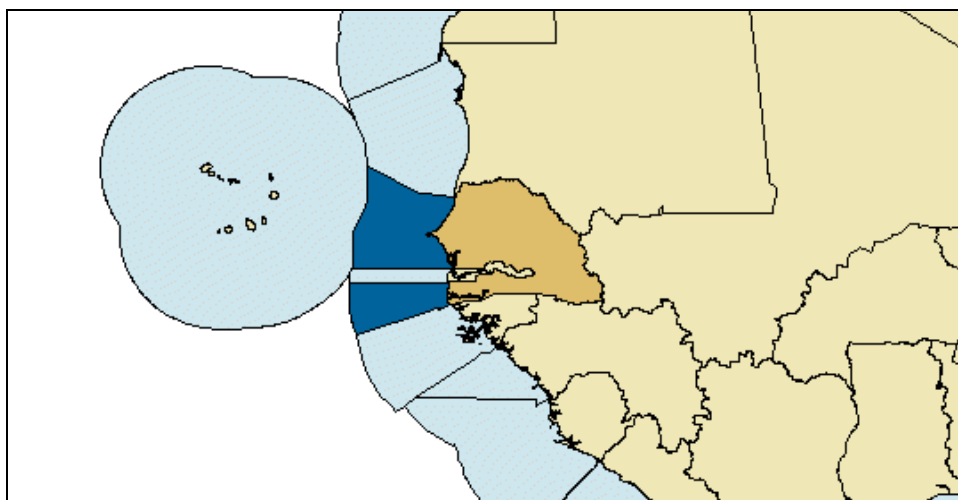


Figure 3 : Limites approximatives de la ZEE du Sénégal

Les limites établies au nord avec la Mauritanie et dans le centre avec la Gambie ne sont pas contestées. Dans le cas de la Guinée Bissau au sud, les limites ne sont pas formellement reconnues et ont conduit le Sénégal et la Guinée Bissau à signer en 1993 un accord de gestion et de coopération portant sur la gestion des eaux en dehors des mers territoriales (12 milles) dans la zone litigieuse. Ce texte fixe les règles afférentes au partage des ressources halieutiques et des ressources du plateau continental (essentiellement pétrolières). En matière de pêche, les ressources halieutiques sont réparties à parts égales entre les deux parties. Il est également décidé que les navires licenciés par l'un ou l'autre des Etats parties sont autorisés à pêcher dans cette zone commune. La gestion de cette aire est déléguée à une Agence Internationale créée par les deux parties.

La surface totale de la ZEE du Sénégal approche les 159 000 km², avec la surface du plateau qui est estimée à 23 000 km² (14%).

1.2. Caractéristiques océanographiques

Le littoral sénégalais est orienté nord sud pour la partie située au nord de la presqu'île du Cap Vert, vers le sud, l'orientation est Nord-Ouest Sud-Est. Le littoral situé au nord de la presqu'île du Cap Vert est principalement sableux.

La presqu'île du Cap Vert se différencie largement par sa côte escarpée et bordée de falaises. Plus au sud, la côte est sableuse jusqu'à Joal. Ensuite, le littoral est essentiellement occupé par la mangrove jusqu'au sud de la Guinée.

Comme l'indique la figure suivante, le plateau continental jusqu'à l'isobathe des 200 mètres est d'une largeur très inégale du nord au sud du Sénégal. De 27 milles nautiques au niveau de Saint Louis, elle est de 5 milles à la presqu'île du Cap Vert. La largeur du plateau ne fait qu'augmenter vers le sud pour atteindre 54 milles en Casamance. Globalement ce plateau est peu accidenté. Il faut toutefois noter la fosse de Kayar au nord de la presqu'île du Cap Vert et quelques canyons au large de certains fleuves importants. La pente de ce plateau est assez douce jusqu'à l'isobathe de 60 mètres et s'accroît par la suite.

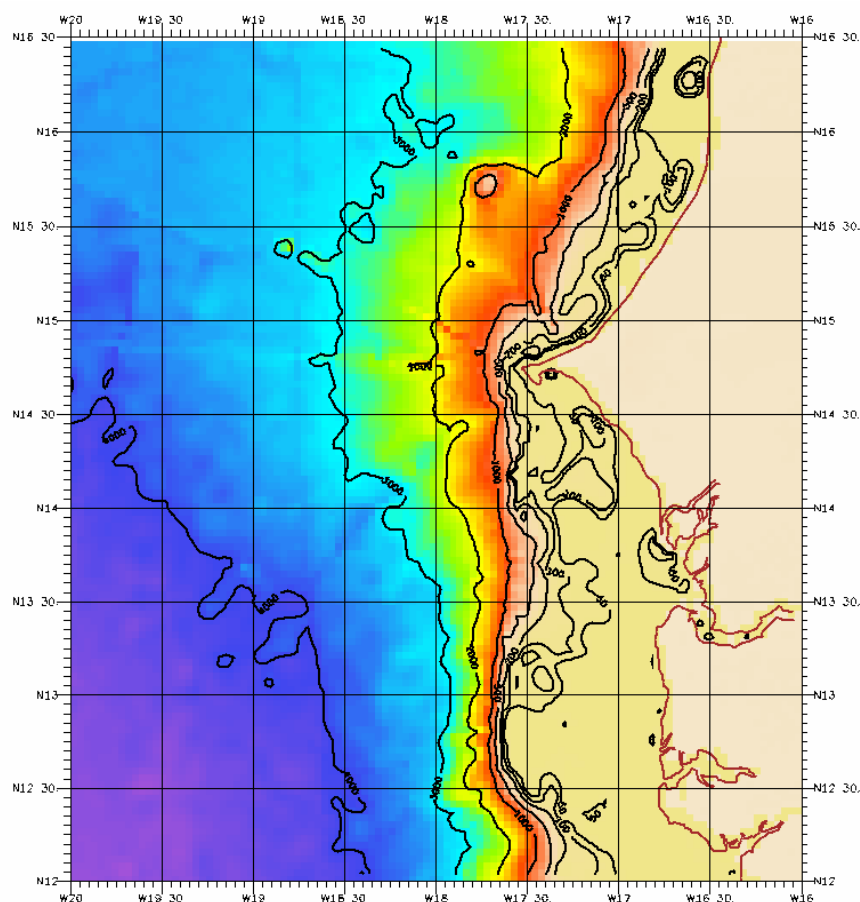


Figure 4 : Bathymétrie des fonds au large de la côte sénégalaise. Source : NOAA

Sur le plateau Sénégal-gambien, on dénombre plusieurs bancs rocheux parallèles à la côte sur des fonds de 10 à 20 mètres au nord du cap Vert. Au sud, on les trouve plus profondément, avec notamment deux importantes falaises à 50 et 70 mètres. Des plateaux rocheux côtiers se situent au niveau du Cap Vert, entre Joal et Mbour et au sud de Banjul (Gambie).

Les fonds meubles correspondent à la couverture sédimentaire. On trouve principalement trois types de fonds au Sénégal. Deux grands bancs de fonds vaseux se trouvent pour l'un au sud de l'estuaire du fleuve Sénégal entre 20 et 70 mètres (Domain, 2000) et l'autre entre l'embouchure de la rivière Casamance et le large des îles Bissagos entre 15 et 80 mètres. Les sables vaseux occupent la quasi-totalité de la surface du plateau Ségambien entre 50 et 200 mètres. Les débris coquilliers peuvent être importants, surtout sur le plateau Ségambien. Les sables représentent des étendues assez importantes. De Dakar à l'embouchure de la Casamance entre 0 et 50 mètres se concentre une large proportion de sable. La partie entre le Saloum et la Casamance est un milieu pauvre en matière organique avec peu d'organismes du benthos et de

poissons démersaux. Ces fonds meubles représentent une superficie importante et expliquent le grand nombre de navires pratiquant la pêche au chalut de fond dans toute la région.

1.2.1. Les masses d'air et les vents

Le littoral ouest africain est caractérisé par de fortes variations climatiques liées à l'influence de trois masses d'air : deux d'origine boréale et une troisième australe. La séparation se fait au niveau de la zone intertropicale de convergence (ZITC), surface de discontinuité en vent, en température et en humidité (Leroux, 1996). Le front intertropical (FIT) correspond à la partie Nord de la ZITC. A ce niveau les vents d'alizés de Nord Est à Nord Ouest et ceux de Sud Ouest se rencontrent (Figure suivante). La zone de confluence de ces alizés est positionnée vers 20°N au mois de juillet et 6°N de latitude au mois de janvier. Le mouvement de la ZITC entraîne une alternance très nette entre deux saisons, l'une sèche et l'autre humide sur l'ensemble du littoral de la Mauritanie à la Guinée. En général, la saison sèche avec le régime d'alizés de nord s'étend de novembre à mai. Ces vents ont pour origine l'anticyclone des Açores. Ils sont à la source de l'upwelling. Durant les périodes d'accalmie de l'alizé, le vent d'harmattan souffle. Ce vent chaud et sec provient du continent et peut-être fortement chargé en poussière. La saison humide de juin à octobre est consécutive à la remontée de la ZITC vers le nord qui entraîne un régime de vent d'ouest. Ces vents (aussi appelés vents de mousson) correspondent à la remontée de la masse d'air australe chaude et humide qui est responsable de la pluviométrie sur le continent.

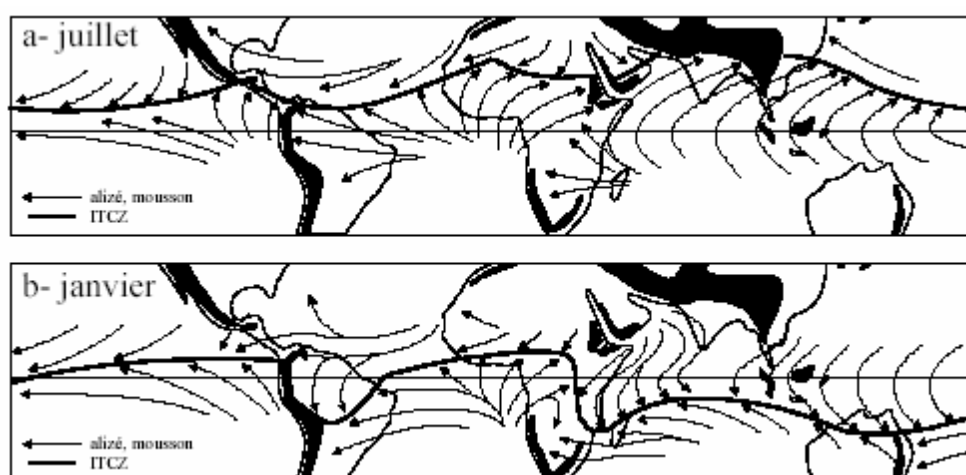


Figure 5 : Schéma des masses d'air au large de l'Afrique de l'Ouest

1.2.2. Les courants

Globalement, deux courants océaniques aux effets variables sur le plateau influencent fortement les eaux de surface (température et mouvement).

Le **contre courant équatorial chaud** (température supérieure à 24°C) se dirige de l'ouest vers l'est en direction du Golfe de Guinée. Son intensité est variable. Sa limite Nord correspond à celle du FIT. Ainsi, en saison sèche, il n'atteint qu'une partie du plateau guinéen (partie méridionale) (Figure 1.3a). En saison humide, il est dévié vers le Nord et il est présent jusqu'au Cap Blanc (Figure 1.3c).

Le **courant froid des Canaries** est caractérisé par une eau d'une température inférieure à 20°C et une salinité entre 35,4 et 36°/°°. Ce courant se dirige du Nord vers le Sud. Cette masse d'eau provient des eaux centrales de l'Atlantique sud sous jacentes, renouvelées par upwelling. Cette eau, dite Canarienne, apparaît dès le mois d'octobre sur l'ensemble du plateau Mauritanien puis recouvre progressivement tout

le plateau ouest africain jusque la frontière guinéenne à partir du mois de janvier. Ce courant est quasi permanent durant la période d'alizés, son intensité est maximale durant la période de fort upwelling.

Les effets conjugués des courants et du climat permettent de distinguer deux types de saisons marines et deux périodes de transition. En fonction de la latitude, ces saisons marines n'ont pas les mêmes caractéristiques, notamment entre la Guinée et le reste des pays. Leurs différences majeures sont distinguées.

1.2.3. Les saisons marines

La **saison froide** se met en place sous l'effet des alizés à partir de fin novembre. Elle entraîne une forte diminution de la température de l'eau. Au début, il y a de fortes oscillations thermiques des eaux côtières liées à des variations côtières du courant. Plus tard dans la saison, de février à mai, la saison est plus froide car le régime d'alizés est régulier. La température de l'eau de surface est voisine de 16 à 18°C et la salinité est de l'ordre de 35,5 à 36°/°.

La **transition entre la saison froide et chaude** correspond à une période d'un mois entre mi-mai et mi-juin. Selon les années, cette transition peut être rapide lorsque le régime d'alizés cesse brutalement ou progressivement sous l'influence de l'arrivée des eaux tropicales qui recouvrent celles du courant des Canaries.

La **saison chaude** est consécutive au positionnement de la ZITC vers la latitude 20°N. Cette saison se caractérise par l'installation d'une couche de surface isotherme (25 à 27°C) et homogène de 20 à 60 mètres d'épaisseur. Une thermocline se crée avec la couche profonde plus froide. On parle alors de saison chaude homogène. D'une année sur l'autre, la profondeur de cette thermocline varie et entraîne ainsi une variabilité spatiale de la biomasse d'une année sur l'autre. Cette couche superficielle se dessale progressivement entre août et octobre au fur et à mesure que les eaux guinéennes se décalent vers le nord.

La **transition saison chaude-saison froide** a lieu entre octobre et décembre selon les années. Le phénomène n'est pas bien précisé. Une hypothèse pourrait être le retrait des eaux chaudes de surface et la mise en place d'un upwelling côtier sous l'influence des alizés. Une autre hypothèse repose sur l'existence d'ondes internes qui disloquent la thermocline par la remontée d'eaux froides infra-thermoclines. Les ondes internes seraient liées à des coups de vents du nord.

Pour l'ensemble de ces saisons, les périodes d'apparition ou de transition sont variables. Cette variabilité est de l'ordre du mois. Les changements hydrologiques sont importants, ils influencent fortement la répartition spatiale de nombreuses espèces et la productivité du milieu. Globalement, lors de ces saisons, la couche d'eau comprise entre 0 et 70 mètres évolue fortement. Inversement, la couche d'eau infra-thermoclines reste stable et homogène.

1.2.4. Enrichissement du milieu

Pour l'ensemble des eaux sénégalaises, l'enrichissement du milieu est principalement dû à l'upwelling, qui consiste en une remontée d'eau froide côtière riche en sels minéraux. Ce phénomène est permanent en Mauritanie, au nord du Cap Timiris. Il est saisonnier depuis la Mauritanie jusqu'au sud du Sénégal, et selon les années, il s'étend jusqu'à la Guinée Bissau. Ces remontées sont liées aux alizés qui soufflent de novembre à mai.

L'upwelling étant généré par les alizés, son intensité dépend de la vitesse de ces derniers (Roy, 1991). Ainsi, l'upwelling est plus intense de janvier à avril. On note des périodes de plusieurs années de forts ou de faibles upwellings. Son intensité de part et d'autre de la presqu'île du Cap Vert peut être différente du fait de l'orientation de la côte.

Une autre source d'enrichissement provient des alluvions que transportent en mer les fleuves. Cet enrichissement est conséquent à la sortie de l'estuaire du fleuve Sénégal et dans la partie sud du Sénégal. Il est particulièrement profitable aux stocks crevettiers.

1.2.5. Conclusion

D'un point de vue hydro-géographique on peut donc définir la zone d'étude comme une zone de transition entre une **zone saharienne froide** marquée par un upwelling côtier et une **zone tropicale chaude** caractérisée par des apports terrigènes. La conséquence biogéographique est la rencontre entre des espèces d'eau froide du nord et des espèces d'eau chaude du sud qui débouche sur une biodiversité élevée.

1.3. Les ressources halieutiques

L'ichtyofaune démersale de l'Afrique de l'Ouest est très riche et diverse. Parmi l'ensemble des espèces, un grand nombre n'a qu'une valeur économique et halieutique limitée, mais leur importance écologique est réelle. Dans le but de comprendre le fonctionnement des écosystèmes, de nombreux travaux ont porté sur ces populations de poissons. Avant même de connaître précisément chaque espèce (biologie, distribution, migration), on a tenté de les regrouper au sein d'ensembles cohérents. Ces derniers intègrent les espèces en fonction de leur préférendum bathymétrique, de salinité et de température notamment. Ainsi, plusieurs classifications portant sur les espèces démersales ont progressivement été établies.

Ainsi, en reprenant Barbault (1992), l'interconnexion des espèces qui définit les communautés est fortement liée à leur habitat. C'est pourquoi, ces dernières sont largement définies par des facteurs environnementaux du milieu.

Les différents travaux existants permettent de dresser une classification générale des espèces démersales de l'Afrique de l'Ouest par communauté. Des différences existent entre certains milieux et des sous-communautés sont parfois définies localement. Néanmoins, l'ensemble des connaissances permet de déterminer avec précision quatre communautés présentes de la Mauritanie à la Guinée englobant la majorité des espèces démersales.

1.3.1. La communauté à Sciaenidés

Comme son nom l'indique, de nombreuses espèces de la famille des sciaenidés sont présentes dans cette communauté. Les autres espèces rencontrées appartiennent aux familles suivantes : Polynemidae, Ariidae, Haemulidae, Drepanidae, Cynoglossidae, Trichiuridae, Tetraodontidae, Clupeidae, Carangidae, Fistulariidae, Elopidae, Soleidae, Gerridae, Mugilidae et Gymnuridae. Le milieu de vie de cette communauté est défini selon des caractéristiques bien précises :

- des eaux chaudes toute l'année (supérieure à 26°C) ;
- une salinité inférieure à 35‰ ;
- une bathymétrie rarement supérieure à 20 mètres ;
- un fond en majorité vaseux ou vaso-sableux.

Ces caractéristiques ne sont trouvées qu'en zone côtière proche d'estuaires. La répartition spatiale de cette communauté est très variable au cours de l'année du fait des fortes variations hydrologiques des milieux.

1.3.2. La communauté à Sparidés

Cette communauté est composée par de nombreuses espèces de la famille des Sparidés. Les autres principales familles qui la composent sont : Serranidae, Dactylopteridae, Mullidae, Balistidae. Les facteurs environnementaux qui caractérisent cette communauté sont :

- une salinité supérieure à 35‰.
 - une température inférieure à 24°C .
 - une bathymétrie comprise entre 15 et 120 mètres mais préférentiellement entre 20 et 80 mètres.
- La nature du fond influence essentiellement la répartition des espèces au sein de la communauté.

Au sein de cette communauté, trois sous-peuplements sont définis en fonction de la nature du fond. Ce critère édaphique influence fortement les abondances respectives des espèces. Ainsi, un sous peuplement est défini pour chacun des trois biotopes, fond meuble-vaseux, meuble-sableux et dur-rocheux. Une ou plusieurs espèces y sont représentatives par rapport à leur abondance relative.

1.3.3. La communauté du rebord du plateau

Cette communauté comporte beaucoup moins d'espèces que les précédentes. Par contre, certaines présentent des biomasses très importantes. Cette communauté est caractérisée par un habitat où les facteurs environnementaux sont relativement stables tout au long de l'année :

- une température entre 14 et 15°C.
- une salinité toujours proche de 35,5‰.
- une répartition bathymétrique autour de la rupture de pente, soit entre 80 et 200 mètres.
- des fonds comportant une quantité importante de carbonates et de lutites.

Un faible nombre d'espèces de cette communauté est exploité, il s'agit essentiellement de *Dentex macrophtalmus* et *angolensis*.

1.3.4. La communauté de la pente continentale

Elle est constituée par des espèces que l'on rencontre au-delà de 200 m et jusqu'à 600 à 800 m. Cette communauté est en général mal connue. De nombreuses espèces de crustacés la composent. Les espèces ciblées dans cette communauté sont le merlu noir et les crevettes. Ce milieu est stable d'un point de vue température et salinité. Le fond peut être très accidenté selon les endroits avec des fosses et canyons où des formations rocheuses et coralliennes sont notées.

Cette description des communautés est très large. Elle ne tient pas compte de particularités régionales liées à l'environnement hydroclimatique et édaphique. Aussi, une présentation des particularités de l'ensemble régional Guinée-Guinée Bissau et de l'ensemble Sénégal-Mauritanie est faite. Entre ces deux ensembles il n'y a pas de frontière, les changements sont progressifs le long d'un continuum.

Tableau 11 : Les communautés démersales du plateau continental et de la pente continentale en Afrique de l'Ouest à partir des travaux de Fager et Longhurst (1968), Longhurst (1969), Domain (1980), Caverivière et Rabarison Andriamirado (1988) et Caverivière (1994)

Communauté	Sous communauté et Préférence édaphique	Espèces
Communauté à Sciaenidés	d'Estuaire	<i>Pseudotolithus typus</i> , <i>Pseudotolithus elongatus</i> , <i>Pseudotolithus hostia moorii</i> , <i>Pseudotolithus epipercus</i> , <i>Polydactylus quadrifilis</i> , <i>Pentanemus quinquarius</i> , <i>Pteroscion peli</i> , <i>Cynoglossus senegalensis</i> , <i>Cynoglossus monodi</i> , <i>Ilisha africana</i> , <i>Dasyatis spp</i> , <i>Parapeneus atlanticus</i>
	Côtière	<i>Pseudotolithus senegalensis</i> , <i>Pseudotolithus brachygnatus</i> , <i>Galeoides decadactylus</i> , <i>Arius heudeloti</i> , <i>Arius latiscutatus</i> , <i>Arius parkii</i> , <i>Drepane africana</i> , <i>Brachydeuterus auritus</i> , <i>Pomadasys jubelini</i> , <i>Pomadasys peroteti</i> , <i>Pomadasys suillus</i> , <i>Ephippion guttifer</i> , <i>Lagocephalus laevigatus</i> , <i>Eucinostomus melanopterus</i>
Communauté à Sparidés	Fonds durs et sableux	<i>Bauchotia marcellae</i> , <i>Parapristipoma octolineatum</i> , <i>Solea hexophthalma</i> , <i>Cephalacanthus volitans</i> , <i>Chromis lineatus</i> , <i>Holocentrus hastatus</i> , <i>Dentex canariensis</i> , <i>Diagramma mediterraneus</i> , <i>Chaetodon hoeferi</i> , <i>Bothus podas africanus</i> , <i>Epinephelus goreensis</i> , <i>Diastodon speciosus</i> , <i>Paracentropistis heterurus</i> , <i>Scorpaena angolensis</i> , <i>Cephalopholis taeniops</i> , <i>Diplodus cervinus</i> , <i>Trigla hirundo</i> , <i>Sphaeroides spengleri</i>
	Fonds meubles et sableux	<i>Rypticus saponaceus</i> , <i>Balistes forcipatus</i> , <i>Pseudupeneus prayensis</i> , <i>Chilomycterus antennatus</i> , <i>Aluterus punctatus</i> , <i>Sparus caeruleostictus</i> , <i>Epinephelus aeneus</i> , <i>Fistularia tabaccaria</i>
	Fonds meubles sablo-vaseux à vaseux	<i>Pagellus bellottii</i> , <i>Platicephalus gruvelli</i>
Communauté de rebord du plateau		<i>Uranoscopus sp</i> , <i>Neanthias accraensis</i> , <i>Boops boops</i> , <i>Scyrium micrum</i> , <i>Lepidotrigla spp</i> , <i>Dentex angolensis</i> , <i>Dentes congoensis</i> , <i>Dentex macrophthalmus</i> , <i>Smaris macrophthalmus</i> , <i>Fistularia petimba</i> , <i>Ariomma bondi</i> , <i>Zeus faber</i> , <i>Zenopsis conchifer</i> , <i>brotula barbata</i> , <i>Priacanthus arenatus</i> , <i>Antigonia capros</i> , <i>Bembros heterurus</i> , <i>Peristedion cataphractum</i> , <i>Synagrops microlepis</i> , <i>Chlorophthalmus atlanticus</i>
Communauté de la pente continentale		<i>Galeus polli</i> , <i>Centrophorus granulosus</i> , <i>Chaenax pictus</i> , <i>Setarches guentheri</i> , <i>Epigonus telescopus</i> , <i>Merluccius cadenati</i> , <i>Hoplostetis mediterraneus</i> , <i>Gephyroberyx darwini</i> , <i>Trigla lyra</i> , <i>Dibranchius atlanticus</i> , <i>Hypoclidonia bella</i> , <i>Chascanopsetta lugubris</i> , <i>Geryon maritae</i> , <i>Heterocarpus laevigatus</i>

Au-delà des limites du plateau continental et de ses accores, l'écosystème hauturier sénégalais abrite les ressources en thonidés et espèces dites apparentées (poissons porte-épée, requins océaniques, et faune associée).

1.3.5. **Particularité de l'ensemble Sénégal Mauritanie**

Au Sénégal et en Mauritanie, l'importance des différentes communautés change par rapport à la Guinée et la Guinée Bissau. La communauté des Sciaenidés est moins abondante, principalement du fait de conditions moins favorables à son développement.

La communauté à Sparidés est quant à elle bien représentée sur l'ensemble de la façade sénégal-mauritanienne. En effet, au niveau de son habitat, l'enrichissement en sels minéraux apporté par l'upwelling assure une forte production biologique. En **saison froide**, son aire de répartition et son abondance sont maximales. D'une part, l'upwelling entraîne une diminution des températures, ce qui permet à la communauté à Sparidés d'être présente au niveau de la frange littorale (profondeur inférieure à 15 mètres) et d'autre part, une plus forte abondance est également notée, expliquée par un déplacement

d'une partie des stocks qui se situent majoritairement plus au nord en saison chaude (autour de latitude 20°N). En **saison chaude**, leur abondance est beaucoup plus faible car certaines espèces migrent vers le Nord ; d'autres, qui ne migrent pas, se trouvent à des profondeurs plus importantes.

La communauté du rebord du plateau continental défini par Domain (1980), comprend des espèces qui sont parfois classées dans une sous-communauté à sparidés profonds, qui semble néanmoins homogène et semble garder les mêmes caractéristiques à toutes les latitudes.

2. La Politique nationale des pêches

2.1. Le contexte : une activité en déclin

La pêche occupe une place privilégiée au Sénégal et bénéficie de conditions favorables avec 700 km de côtes longées par le courant froid des Canaries qui, de novembre en juin, entraîne une remontée d'eaux froides riches en sels nutritifs. Elle est aussi une branche d'activité dynamique qui a connu une évolution rapide au cours des années écoulées sur le plan artisanal comme sur le plan industriel.

La pêche artisanale est pratiquée avec des pirogues de 4 à 20m de long, presque toutes motorisées, qui exploitent les ressources démersales et pélagiques à proximité des côtes. Elle s'est beaucoup développée pendant les années 80 et, à la fin des années 90, on comptait 10.000 pirogues et 52.000 pêcheurs. Depuis plusieurs années on assiste au plafonnement des captures mais elles se sont encore élevées à près de 386.000 tonnes en 2003. Une fraction des prises (30%) est absorbée par les usines exportatrices et le reste est destiné aux marchés locaux et, à hauteur d'un tiers, il fait l'objet d'une transformation traditionnelle par une main d'œuvre exclusivement féminine.

La population mobilisée par la pêche artisanale et les activités qui lui sont liées est estimée à 90.000 personnes.

La pêche industrielle est elle aussi montée en puissance dans les années 80. Elle est effectuée par des flottilles de sardiniers, chalutiers et thoniers souvent vétustes et mal entretenus et exploite elle aussi les ressources démersales de préférence aux ressources pélagiques plus lointaines. On comptait, en 2002, 176 navires : 4 sardiniers, 142 chalutiers et 5 thoniers (canneurs, senneurs et palangriers) et un total de 10.000 pêcheurs. Les débarquements sont estimés la même année à 43.000 tonnes pour les chalutiers et 2.000 tonnes pour les thoniers.

Depuis une dizaine d'années, les captures effectuées par la pêche industrielle fléchissent, un déclin qui est lié notamment à la surexploitation des fonds et à des coûts d'exploitation très élevés et s'accompagne d'une surcapacité chronique en bateaux et en main d'œuvre.

La transformation industrielle des captures débouche sur des produits frais (poissons entiers ou filetés conservés sous glace), des produits congelés (une trentaine d'entreprises sans compter les chalutiers congélateurs), des conserves (2 conserveries) et de la farine de poisson (2 usines). Si on y ajoute les opérations de commercialisation, ce sont 600.000 personnes qui sont estimées travailler dans le secteur de la pêche maritime, un sixième de la population active sénégalaise.

A la pêche maritime s'ajoute une pêche continentale qui est pratiquée sur le fleuve Sénégal et dans le lac de Guiers et mobilise plus de 20.000 personnes.

De façon générale, la pêche est le secteur qui rapporte le plus de devises avec l'arachide. En 2002, les exportations de produits halieutiques ont été de 87.564 tonnes dont 60% à destination du marché européen et 35% à destination du marché africain. Les recettes correspondantes ont été de 181 milliards de F CFA.

2.2. Une volonté de réforme de la politique sectorielle

L'essoufflement des activités de pêche, la raréfaction des ressources et la dégradation des sols et fonds marins ont conduit à une prise de conscience qui, comme ailleurs, se marque par une remise en question progressive de l'optique productiviste jusque là prévalente et par un souci grandissant d'un développement durable plus respectueux de l'environnement humain et naturel.

Témoignent de cette volonté de réforme et de relance de la pêche les textes de référence les plus récents. Les uns sont spécialisés comme le Code des pêches ou la lettre de politique sectorielle des pêches maritimes, les autres sont de portée plus générale comme le DSRP, le Programme national de bonne gouvernance (PNBG), le Programme économique régional (PER) ou l'accord de coopération passé entre le Sénégal et la Communauté européenne.

2.2.1. Le Code de la pêche maritime (1998)

Un nouveau Code de la pêche maritime a été institué par la loi no 98-32 du 14 avril 1998. Il se substitue au précédent code qui était en vigueur depuis 1987 et s'explique notamment par la redéfinition de la mission de l'Etat dans un contexte de mondialisation, de libéralisation et de désengagement au profit du secteur privé.

Son article 1 rappelle que les ressources halieutiques des eaux sous juridiction sénégalaise constituent un patrimoine national et que la gestion de ces ressources est une prérogative de l'Etat.

Il précise aussi le nouveau rôle de l'Etat : *‘L'Etat définit, à cet effet, une politique visant à protéger, à conserver ces ressources et à prévoir leur exploitation durable de manière à préserver l'écosystème marin. L'Etat mettra en œuvre une approche de prudence dans la gestion des ressources halieutiques’.*

Le Code a l'intérêt de fournir un cadre juridique et réglementaire adapté et conforme aux normes internationales en vigueur. Il reste assez succinct mais ses modalités d'application doivent être précisées par voie réglementaire chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Ce faisant, il constitue un document de référence utile qui permet de mieux cerner et encadrer les activités de pêche dans la perspective d'une plus grande ouverture du secteur sur l'extérieur.

2.2.2. La lettre de politique sectorielle des pêches maritimes (avril 1999)

La lettre s'inscrit dans le même contexte que le Code et s'attache à préciser la politique à mener dans le secteur de la pêche conformément aux orientations qui lui sont assignées par le 9ème plan national de développement. Celles-ci se proposent de relever les revenus et le niveau de vie des populations bénéficiaires et de développer la production tout en respectant les contraintes que pose une gestion durable des ressources halieutiques.

Ces orientations sont sous-tendues par la prise de conscience des progrès de la mondialisation et la conviction que les flux d'investissement privé sont appelés à jouer un rôle de plus en plus déterminant dans les stratégies de développement.

Dans ces conditions, l'Etat est appelé à se désengager du secteur de la pêche maritime et à y assurer de nouvelles missions. La lettre sectorielle précise, en particulier, qu'il lui appartient de jouer un rôle accru dans la réalisation des infrastructures de base, la valorisation des ressources humaines à travers la mise en place d'une formation plus adaptée et d'un cadre institutionnel allégé. Il doit aussi, comme le précise de son côté le nouveau Code de la pêche maritime, s'attacher à instaurer une 'gestion prudentielle' des ressources à travers des programmes de suivi et la mise en place d'un système performant de contrôle et de surveillance des pêches.

Il doit enfin soutenir une politique de développement de la pêche non plus axée sur une augmentation des captures mais sur la valorisation de la production. La relance de la pêche doit s'opérer à travers une série d'actions prioritaires.

En ce qui concerne la pêche artisanale, il s'agit d'améliorer les conditions de débarquement et de traitement de la production dans les centres de pêche afin d'en optimiser la qualité et la salubrité comme les conditions de vie des pêcheurs.

En ce qui concerne la pêche industrielle, il s'agit d'en faire un outil adapté aux exigences du marché international et, à cette fin, de mettre en place des modes de financement adaptés.

2.2.3. Le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (2003-2005)

En 2000, avec la définition par les Nations Unies des Objectifs millénaires de développement (OMD) et l'arrivée au pouvoir du Président Wade, se met en place une nouvelle stratégie de développement qui affecte la pêche comme les autres secteurs d'activité.

Elle est illustrée par le DSRP qui découle des OMD et tire sa légitimité du fait qu'il se fonde sur un processus participatif. Il s'inscrit aussi dans le sillage du NEPAD et des orientations stratégiques définies dans le cadre des travaux préparatoires du 10ème Plan de développement économique et social (PDES) qui couvre la période 2002-2007. Le DSRP adopté pour la période 2003-2005 se présente comme le cadre de référence et la base pour l'élaboration de plans sectoriels de développement et de programmes d'investissements.

Il s'appuie sur une vision à long terme de la réduction de la pauvreté et repose sur quatre leviers fondamentaux. Le premier d'entre eux est la création de richesse et parmi les secteurs d'activité retenus pour y parvenir figure la pêche.

Conscient cependant des contraintes auxquelles se trouve confronté le secteur, le DSRP préconise d'abord une *'relance de la pêche' à travers l'adoption de mesures qui 'visent à assurer la gestion durable de la ressource et la viabilité des pêcheries, satisfaire la demande nationale en produits halieutiques, améliorer et moderniser les conditions d'exercice de la pêche artisanale, valoriser la production et enfin développer un système durable de financement de la pêche'.*

Un plan d'opérations sectoriel a été élaboré par le ministère de la pêche en 2003 dans le cadre du DSRP mais les objectifs retenus s'inspirent du programme sectoriel de 1999 et ne prennent pas véritablement en compte la nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté.

C'est ainsi que la matrice des mesures prises pour la période 2003-2005 (tableau suivant) se concentre sur des achats d'équipements et le suivi des débarquements conformément à l'ancienne stratégie.

Tableau 12 : Matrice des mesures prévues dans le domaine de la pêche par le DSRP*

Objectifs, stratégies	Actions
Assurer la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> - planification et sensibilisation pour une utilisation rationnelle et responsable des ressources halieutiques - mesures de sécurité pour les pêcheries - Elaboration d'une stratégie pour le renforcement de la coopération internationale en matière de pêche - lutte contre la pollution des eaux marines
Satisfaire la demande nationale	<ul style="list-style-type: none"> - développement de la pêche continentale - promotion du débarquement des produits halieutiques sur le territoire national - diffusion de produits halieutiques sur toute l'étendue du territoire national
Valoriser les ressources halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'un environnement institutionnel adapté - appui pour l'acquisition d'équipements de pêche - construction de quais de pêche - programme d'appui pour la transformation des produits de pêche
Promouvoir la qualification des établissements du secteur	<ul style="list-style-type: none"> - appui à la formation des professionnels du secteur

Source : DSRP, avril 2002

*période 2003-2005

2.2.4. Le Programme national de bonne gouvernance et la stratégie de croissance accélérée (2004)

Afin d'atteindre les objectifs millénaires du développement dont la réalisation a pris du retard, la stratégie de réduction de la pauvreté va se doubler d'une stratégie de croissance accélérée (SCA) qui vise à porter le rythme de croissance de 6% à 7% et plus.

Cette stratégie, qui est en cours d'élaboration, devrait être finalisée à la fin de 2005. Elle s'appuie elle aussi sur le premier levier du DSRP, la création de richesse. Elle se fonde sur une approche en termes de grappes ou de secteurs prioritaires étroitement corrélés entre eux et à fort potentiel de développement. Parmi les 5 grappes déjà retenues figurent la pêche et l'industrie de la pêche.

2.2.5. Le document de stratégie de coopération Sénégal-Communauté européenne

Le document précise que l'objectif global de cette stratégie de coopération est d'appuyer les efforts entrepris par le Sénégal pour réduire la pauvreté à travers une croissance soutenue et équitablement répartie, une bonne gouvernance, une intégration régionale et une intégration progressive dans l'économie mondiale.

Pour cela la Communauté européenne doit concentrer les ressources dont elle dispose sur la bonne gouvernance dans le cadre du DSRP et du PNBG (domaine de concentration 1).

En ce qui concerne la gouvernance économique, elle doit apporter son concours au développement durable de la pêche en appuyant 'la mise en œuvre de la stratégie sectorielle pêche qui préconise la mise en place d'une gouvernance plus efficace du secteur dans le but d'assurer une gestion durable et soutenable (réglementation de l'accès à la ressource, surveillance et recherche)'.

2.3. Une nouvelle réforme à venir

2.3.1. **Les axes stratégiques retenus pour la période 2001-2007**

Les grands axes de la politique des pêches pour la période 2001-2007 ont été redéfinis par le Gouvernement de l'alternance après des consultations étendues entre les différents acteurs institutionnels et le secteur privé. Cette réflexion a conduit à définir 6 grands axes d'actions et plusieurs sous-programmes, qui ont été approuvés en conseil interministériel. Ces axes deviennent les nouvelles orientations stratégiques pour le développement durable du secteur. Le coût de mise en œuvre des programmes a été estimé à un peu plus de 130 M€.

Tableau 13 : Les axes stratégiques et programmes pour le développement durable du secteur 2001-2007.

Objectifs stratégiques	Sous objectifs	Actions prioritaires	Coût
Axe 1 Assurer la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture, et la viabilité des pêcheries	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un système d'aménagement et de gestion de la capacité de pêche • Restaurer le patrimoine halieutique national dégradé • Prévenir les risques d'effondrement des stocks, de dégradation de l'environnement ainsi que de la biodiversité aquatique • Promouvoir une culture et des pratiques de pêche et d'aquaculture responsables • Protéger les ressources et l'environnement des zones côtières • Développer la communication et la concertation entre les acteurs du système de gestion et de décision • Renforcer les capacités techniques et managériales des administrations et des organisations professionnelles de la pêche et de l'aquaculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Recherches sur les pêches maritimes - Aménagement des pêcheries maritimes - Suivi, de Contrôle et de Surveillance des pêches dans la Zone Economique Exclusive du Sénégal - Aménagement des pêcheries continentales et des cours d'eau intérieurs - Renforcement des capacités de l'Administration et de la Recherche - Renforcement des capacités des organisations professionnelles et des organes de concertations 	58 460 K€
Axe 2 Satisfaire la demande nationale en produits halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> • Développer la pêche continentale dans les zones hydro géographiques favorables • Développer l'aquaculture vivrière et l'aquaculture de rente (marine et continentale) dans les zones à fort potentiel aquacole, dans le respect des écosystèmes aquatiques • Favoriser le débarquement des produits halieutiques sur le territoire national • Favoriser la distribution des produits halieutiques sur toute l'étendue du territoire national 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme frigorifique pour la pêche artisanale au Sénégal - Programme de distribution à l'intérieur du pays - Programme de développement de l'aquaculture - Renforcement de la coopération en matière de pêche et d'aquaculture 	11 890 K€
Axe 3 Améliorer et moderniser les conditions d'exercice de la pêche artisanale et de l'aquaculture vivrière	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'approvisionnement du marché en équipements et matériels de production (moteurs, pirogues, etc.) • Renforcer la sécurité des pêcheurs, des embarcations et de leurs activités en mer et en milieu continental • Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des professionnels de la pêche artisanale et de l'aquaculture • Aménager des infrastructures multi-fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la sécurité dans les pêcheries artisanales, maritimes et continentales - Aménagement d'infrastructures pour la pêche artisanale et l'aquaculture - Renforcement des capacités techniques et managériales des professionnels de la pêche et de l'aquaculture - Modernisation de l'outil productif artisanal 	51 946 K€
Axe 4 Valoriser la production halieutique	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire les pertes post captures en mer et à terre • Promouvoir et diversifier les produits et les marchés porteurs de forte valeur ajoutée 	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation et de promotion des exportations des produits halieutiques et aquacoles 	4 294 k€

Objectifs stratégiques	Sous objectifs	Actions prioritaires	Coût
Axe 5 Développer un système durable de financement de la pêche et des activités aquacoles.	<ul style="list-style-type: none"> Développer un système durable de financement de la pêche artisanale maritime et continentale Développer un système durable de financement de la pêche industrielle Développer un système durable de financement des activités aquacoles 	<ul style="list-style-type: none"> Etude et la mise en place d'un Fonds d'appui aux institutions mutualistes d'épargne et de crédit des activités de la pêche artisanale et de l'aquaculture paysanne Appui financier au secteur bancaire (CNCAS) Renforcement du système de financement de la pêche industrielle et de l'aquaculture de rente 	4 985 K€
Axe 6 Renforcer la coopération internationale en matière de pêche et d'aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> Développer avec les pays voisins la coopération bilatérale, en particulier par des accords d'accès des flottes sénégalaises, artisanales et industrielles et par le développement du partenariat privé Renforcer la coopération sous régionale, notamment par le développement de recherches sur les stocks transfrontaliers et par l'harmonisation des politiques des pêches Développer la coopération multilatérale Développer une coopération internationale durable par des accords avantageux et par une participation active et régulière au sein des instances internationales compétentes dans les domaines des pêches et de l'aquaculture 	Non-définies	Non chiffré

2.3.2. La situation actuelle

En dépit de ces projets et déclarations d'intention, la situation de la pêche ne s'est guère modifiée et en décembre 2004 le rapport annuel du FMI sur l'exécution du DSRP recommande que le prochain rapport traite de façon plus explicite des actions entreprises et des résultats obtenus dans des secteurs stratégiques comme la pêche. La relance de la pêche est toujours à venir et pour accélérer la gestation de la réforme fin 2004 un décret a créé une Commission spéciale de restructuration du secteur des pêches chargée de proposer dans le court terme un processus d'établissement d'un consensus avec l'ensemble des acteurs autour d'une stratégie de gestion de la crise et d'un plan de restructuration du secteur des pêches. Cette réflexion doit déboucher sur un plan de développement intégré de la pêche et de l'aquaculture (PDIPA).

Dans l'optique de ce nouveau plan, les autorités sénégalaises ont effectué une revue des programmes et projets sectoriels en cours, et ont constaté : une forte diversité des axes d'action ; un retard dans la mise en oeuvre des priorités définies en 2001 ; une disproportion de moyens investis pour l'aménagement et pour le développement ; ainsi qu'une dispersion des agences d'exécution. La vision prospective du Gouvernement du Sénégal est de positionner le secteur de la pêche dans le peloton de tête des secteurs porteurs dans la lutte contre la pauvreté et dans la croissance économique durable du pays. Dans ce cadre, l'urgence reconnue est de mettre en cohérence et de maîtriser, au sein de l'administration des pêches, les appuis au développement d'un secteur dont la survie dépend, préalablement à toute autre chose, de la mise en place d'un système complet d'aménagement des pêches notamment par le contrôle de l'accès et du niveau de prélèvement qui s'exerce sur les ressources naturelles.

Le groupe des bailleurs de fonds³ qui joue désormais un rôle déterminant dans les arbitrages économiques et sociaux du fait de sa contribution actuelle et future au financement du plan de développement du secteur, s'est réuni en janvier 2004 et demande au Gouvernement de prendre rapidement des décisions

³ Associant notamment la Banque Mondiale, la FAO, l'Union Européenne, la France, le Japon, la Suisse, les Pays-Bas, la Chine, les Etats Unis, la Banque Ouest-Africaine de Développement et l'ONUDI.

pour mettre fin à la crise qui met en péril le secteur de la pêche. Ils formulent en même temps une série de recommandations qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de bonne gouvernance et de développement durable qui est mise en œuvre. Ces recommandations devront être prises en compte pour la finalisation du PDIPA.

Tableau 14 : Recommandations des bailleurs de fonds dans le secteur de la pêche (2004)

Ajustement des capacités aux potentialités

- *Appui à la recherche halieutique afin de renforcer son organisation et son efficacité avec pour objectif de connaître l'état de la ressource et de préparer des plans de pêche annuels à appliquer.
- *création d'un comité paritaire décisionnel d'attribution des licences de pêche industrielle dont la délivrance devra être en conformité avec le plan de pêche.
- *création d'un permis de pêche artisanale délivré par des comités locaux cogérés par l'Etat et la profession.
- *responsabilisation des organisations professionnelles dans la gestion et le contrôle de l'accès à la ressource.

Restauration de l'habitat dégradé et de la biodiversité

- *adoption d'une stratégie nationale de conservation de la biodiversité marine côtière.
- *adoption d'une réglementation sur les concessions territoriales permettant la planification et la gestion des outils de reconstitution de la ressource (aires marines protégées et récifs artificiels...).

Restructuration des flottes de pêche et de l'industrie halieutique

- *ajustement de l'outil industriel aux quantités effectivement débarquées avec prise en compte des normes sanitaires permettant l'écoulement de la production sur les différents marchés.
- *arrêt des subventions à l'industrie sources de distorsions de concurrence.

Cadre d'intervention pour le suivi, le contrôle et la surveillance des activités

- *adoption d'un cadre organisationnel et législatif permettant la transparence et la bonne gouvernance dans le contrôle et la surveillance des pêches.
- *mise en place d'une véritable cogestion Etat-Profession dans l'application des sanctions aux infractions.
- *responsabilisation des comités locaux dans le contrôle et la surveillance de la pêche artisanale.

Communication

Développer un véritable plan de communication en amont et en aval des mesures constituant cette politique afin d'assurer l'adhésion des professionnels aux décisions et à leurs applications.

Suite à ces constats, l'Administration sénégalaise a décidé de mettre en œuvre des mesures jugées prioritaires pour la maîtrise des capacités. Des décisions importantes ont été prises à ce sujet, avec l'introduction du permis de pêche artisanal, un audit de la flotte industrielle sénégalaise et des études sur le financement possible du retrait de capacités de pêche. La rédaction du plan de développement intégré de la pêche et de l'aquaculture se poursuit et devrait être finalisée avant la fin de l'année 2005.

2.4. Intégration internationale

Le Sénégal a ratifié la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (la CNUM) dès 1984. Le Sénégal a également signé la Convention sur la Gestion et la Conservation des Stocks Chevauchants en 1997.

Le Sénégal est membre du Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE). La mission du COPACE est la promotion de programmes de développement en faveur de l'exploitation de la ressource halieutique, et une assistance pour la mise en place de mesures réglementaires et de programmes de formation. Cette organisation travaille essentiellement sur les ressources côtières démersales et pélagiques. Le COPACE est un organe consultatif intégré à la FAO et n'a pas de budget autonome. Les recommandations de gestion de la COPACE ne sont pas contraignantes pour ses membres. La Communauté européenne est également membre du COPACE.

Le Sénégal est partie contractante de l'ICCAT depuis décembre 2004. Le Sénégal avait déjà été partie contractante de l'organisation entre 1971 et 1988. L'ICCAT est une organisation régionale de pêche en charge de la gestion des thonidés et espèces apparentées dans l'océan atlantique. L'ICCAT est dotée d'un budget autonome et ses recommandations et résolutions sont contraignantes pour ses parties contractantes. La Commission européenne est aussi membre de l'ICCAT.

Au niveau de la sous-région, le Sénégal est un des Etats membres de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP). La CSRP, créée le 29 mars 1985, regroupe 6 Etats membres : la Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau et la Guinée.

Elle vise le renforcement de la coopération et la coordination des Etats membres dans les domaines suivants :

L'harmonisation des politiques communes en matière de préservation et d'exploitation de leurs ressources halieutiques dans la sous-région ;

L'adoption de stratégies communes dans les instances internationales ;

Le développement de la coopération sous-régionale en matière de surveillance ;

Le développement de la capacité des pays membres à entreprendre des recherches dans le secteur de la pêche sur le plan sous-régional.

Parmi les réalisations de la CSRP, on peut citer notamment :

Les réalisations à caractère normatif

La convention relative à la détermination des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques au large des côtes des Etats membres signée le 14 juillet 1993.

La convention sur la coopération sous-régionale dans l'exercice du droit de poursuite maritime, adoptée le 1er septembre 1993.

Le protocole du 1er septembre 1993 qui définit les modalités pratiques de coordination des opérations de surveillance des pêches entre les Etats membres, en application de la convention ci-dessus.

Des protocoles bilatéraux d'application de ces conventions ont été signés ou sont en cours de négociation.

L'adoption de principes et normes relatifs au marquage des navires de pêche et le statut des observateurs embarqués.

Le suivi et la surveillance de la pêche industrielle dans les pays membres

Le défi le plus important à relever est bien entendu la lutte contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée dans les eaux de la Commission, conformément à la déclaration de Nouakchott (adoptée par la 14ème Conférence des Ministres lors de la réunion de Nouakchott). Dans ce domaine, des opérations combinées de surveillance maritime entre les Etats membres ont été organisées par le biais d'un programme régional financé par la coopération luxembourgeoise et maintenant arrivé à terme. Un nouveau programme de surveillance régional est sur le point de démarrer avec le soutien de la C.E. (15 M€).

Le Sénégal est par conséquent résolument ouvert sur la coopération internationale. Les principaux instruments internationaux ont été ratifiés, et depuis l'adhésion à l'ICCAT fin 2004, le Sénégal participe aux travaux des ORP les plus importantes. Le Sénégal entend par ailleurs jouer un rôle moteur dans la coopération sous-régionale au travers de la CSRP dont elle est le pays hôte.

3. Le cadre institutionnel

3.1. Organisation actuelle des institutions

La gestion du secteur de la pêche est actuellement placée sous la responsabilité du Ministère de l'Economie Maritime, avec à sa tête un Ministre au rang de Ministre d'Etat. Cette nouvelle organisation est récente (décret 2005-569 du 22 juin 2005) et fait suite à la réorganisation générale du Gouvernement actée par le décret 2004-572 du 30 avril 2004.

Suivant cette organisation, le Ministère est organisé autour d'un Secrétariat Général, d'un Cabinet et de sept Directions nationales à vocation technique. Ces Directions sont dans l'ordre d'apparition dans le décret :

1. La Direction des Pêches Maritimes (DPM)
2. La Direction de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture (DPCA)
3. La Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches (DPSP)
4. La Direction des Industries de Transformation et de la Pêche (DITP)
5. La Direction de la Gestion et de l'Exploitation des Fonds Marins (DGEFM)
6. La Direction de la Marine Marchande
7. La Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement (DAGE)

L'organisation du Ministère comprend en outre la Cellule d'Etudes et de Planification (CEP) rattachée au cabinet du Ministre, et deux organes de formation, le Centre National de Formation des Techniciens des Pêches et de l'Aquaculture et l'Ecole de Formation Maritime sous tutelle directe du Ministère. On note que le Ministère n'a aucune tutelle sur l'organisme de recherche national, le Centre de Recherche Océanographique de Dakar Thiaroye (CRODT) qui est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Les sections suivantes présentent les trois directions les plus importantes dans le présent et le futur des relations entre le Sénégal et la Communauté européenne en matière de pêche, soit la DPM, la DPSP et la DITP.

3.1.1. La Direction des Pêches Maritimes

La Direction des Pêches Maritimes est le principal interlocuteur des services de la Commission dans le suivi quotidien de l'accord de pêche. Son mandat officiel est repris dans l'encadré suivant (extrait intégral du Décret, y compris la formulation).

La DPM est chargée :

- De l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'aménagement des pêcheries maritimes, en relation avec les structures publiques et organisations professionnelles privées concernées
- D'assurer la gestion des pêcheries maritimes exploitées conformément aux plans d'aménagement
- De promouvoir la coopération en matière de pêche maritime aux niveaux sous-régional, régional et mondial
- De veiller à l'application relative à la réglementation relative à l'exercice de la pêche ;
- De veiller à l'élaboration et à l'exécution des projets et programmes de développement des pêches maritimes ;
- D'assurer la collecte, du traitement et de la publication des statistiques de captures pour la pêche maritime
- De contrôler la salubrité et de la qualité des produits de la pêche maritime
- D'assister aux organisations professionnelles des pêches maritimes
- D'assurer l'expérimentation, de la vulgarisation des équipements, des techniques et des résultats de la recherche dans le domaine de la pêche maritime.

La Direction des Pêches est structurée en 3 divisions : la division de la pêche industrielle, la division de la pêche artisanale, et la division de la gestion et de l'aménagement des pêches maritimes.

3.1.2. La Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches

Cette Direction est l'organe chargé du contrôle des pêches dans la ZEE du Sénégal, chargée de la mise en œuvre de la politique définie en matière de surveillance des pêches maritimes et continentales, ainsi que dans le domaine de la sécurité de la pêche artisanale. Créée au début des années 1980 par la coopération canadienne sous la forme d'une agence de projet dénommée le Projet de Protection et de Surveillance des Pêches, la structure est demeurée pérenne jusqu'en 2001 où elle est devenue une direction à part entière du Ministère. Son mandat officiel est comme présenté dans l'encadré suivant :

La DPSP est chargée :

- D'assurer la police des pêches maritimes et continentales, en relation avec les autres structures publiques concernées ;
- De veiller à la planification et de la coordination des opérations et des activités de surveillance des pêches, en relation avec les autres structures publiques concernées ;
- De veiller à la sécurité des embarcations, des pêcheurs artisans et de leurs activités, en relation avec les autres structures publiques concernées
- De veiller à la sécurité maritime, à la lutte contre la pollution, à la recherche et au sauvetage en mer ;
- D'instruire les dossiers d'arraisonnement des navires de pêche ;
- De veiller à l'exécution des programmes et projets en matière de surveillance des pêches ;
- De promouvoir la coopération en matière de surveillance des pêches au niveaux sous-régional, régional et mondial.

La Direction est divisée en trois divisions : la division des opérations de surveillance, la division des inspections et du contrôle et de l'application de la réglementation, et la division de la sécurité de la pêche artisanale.

Comme l'indique le mandat de la DPSP, une large coopération est attendue avec les « autres structures publiques concernées ». Parmi ces structures, il existe effectivement une coopération avec le Ministère des Forces Armées qui met du personnel militaire à disposition de la DPSP et oriente ses moyens opérationnels de défense (navires, aéronefs) vers des missions de surveillance des pêches. Il existe également des relations moins formalisées avec le corps des Douanes et la Gendarmerie.

3.1.3. La Direction des Industries de Transformation et de la Pêche

Cette Direction nouvellement créée a une importance capitale car responsable au nom du Ministère de l'accréditation et du contrôle sanitaire des produits de la pêche (autorité compétente au sens de la Directive 91/493). Cette direction, officiellement chargée de la mise en œuvre de la politique définie en matière de transformation, de conservation et de commercialisation au niveau des industries, a la tutelle du Bureau de Contrôle de la Qualité (BCQ), autorité compétente. Le BCQ remplace le BCPH (Bureau de Contrôle des Produits Halieutiques) autrefois sous la responsabilité de la Direction de la Pêche Maritime. Le mandat officiel de la DITP est décrit dans l'encadré ci-dessous.

La DITP est chargée :

- De proposer les textes législatifs et réglementaires sur les normes de transformation, de traitement, de conservation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture ;
- D'instruire les demandes d'autorisation ou de retrait des agréments aux industries de transformation ;
- De contrôler la qualité des produits de la pêche et de l'aquaculture traités par les industries de transformation ;
- D'apporter un appui-conseil en matière de valorisation des produits de la pêche et de l'aquaculture ;
- De participer à la promotion et à la satisfaction de la demande nationale en produits de la pêche et d'aquaculture ;
- D'assurer la collecte, le traitement et l'exploitation des statistiques en matière de, transformation, de conservation et de commercialisation des produits de la pêche au niveau industriel.

La Direction est organisée en trois divisions : la division des inspections et du contrôle, la division de la législation et du suivi des industries, et la division de la promotion et de la valorisation des produits.

3.1.4. Evolution récente

L'organigramme du Ministère en charge de la pêche a considérablement évolué sur ces 5 dernières années.

En 2000, le Ministère, alors dénommé Ministère de la Pêche sans rang de Ministère d'Etat, comportait trois directions : la Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes (DOPM), la Direction de la

Pêche Continentale et de l'Aquaculture, et enfin la Direction de la Protection et Surveillance de la Pêche (DPSP). En dehors de la surveillance maritime dévolue à la DPSP, la DOPM concentrait en une direction nationale toutes les responsabilités en matière de gestion des pêches maritimes, y compris le contrôle sanitaire des produits de la pêche. Cette organisation a perduré jusqu'en 2004, avec des changements relativement mineurs comme le changement de la DOPM en DPM, et la promotion au rang de service du Ministère les affaires relevant de l'Administration Générale et de l'Equipement.

La principale source de changement est intervenue en novembre 2004 avec un remaniement ministériel important qui a provoqué l'entrée au Gouvernement de l'actuel Ministre en charge de la pêche, M. Djibo Kâ, alors chef d'un parti de l'opposition. Le nouveau Ministère a vu ses compétences élargies à la Marine Marchande jusqu'alors sous la responsabilité du Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des Transports, pour devenir l'actuel Ministère de l'Economie Maritime. L'option retenue par ce nouveau Ministre a été d'augmenter le nombre de Directions de trois à sept, nombre seuil qui permet la constitution d'un Secrétariat Général qui n'existait pas jusqu'alors.

3.2. Ressources financières

3.2.1. Les sources de financements extérieures

Les sources de financement liées à l'accord de pêche

La contrepartie payée par la Communauté européenne prévoit un versement annuel de 16 M€, dont 13 M€ de compensation financière, et 3 M€ au titre des actions ciblées. La répartition du budget des actions ciblées se répartit comme suit :

Suivi de la ressource / évaluation des stocks	500 000 €
Contrôle et surveillance des activités de pêche	700 000 €
Renforcement de la sécurité de la pêche artisanale	500 000 €
Appui institutionnel en vue de l'instauration d'une pêche durable	500 000 €
Renforcement des capacités humaines	700 000 €
Evaluation et audit des actions de partenariat	100 000 €

Par rapport à d'autres pays tiers ayant conclu des accords avec la CE dans lesquels les budgets des actions ciblées sont directement mis à disposition des autorités de tutelle du secteur, le budget des actions ciblées au Sénégal est intégré au Budget d'Investissement Consolidé (BIC) de l'Etat, mais sur une ligne spéciale pour la pêche. Ceci a pour conséquence que l'utilisation des fonds des actions ciblées doit être conforme aux procédures de dépenses et de contrôles budgétaires en place.

Comme on le verra par la suite, les montants des actions ciblées constituent la principale source de financement annuel du budget d'investissement du Ministère en charge de la pêche qui répartit les montants à l'intérieur des rubriques mentionnées par le protocole.

En ce qui concerne le règlement de ces montants, les autorités sénégalaises ont fourni les documents de programmation annuels demandés à la Commission et les sommes ont été payées dans leur intégralité comme le stipule l'article 4 du protocole. Les rapports d'exécution transmis n'ont pas donné lieu à des réactions de la Commission. Les documents de programmation et de résultats des actions ciblées ont été consultés par la mission. Les financements sont utilisés pour la réalisation d'études scientifiques et techniques, des programmes de formation, l'achat d'équipements, ou le paiement de charges de fonctionnement. On a pu effectivement constater que les budgets ont été utilisés pour acheter des balises VMS, des gilets de sauvetage et autres équipements. Pour les budgets réservés aux financements d'études scientifiques ou techniques, ou encore d'audit, il n'est pas possible d'évaluer la pertinence des travaux réalisés dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent dans une démarche pluriannuelle que l'on ne peut évaluer qu'à posteriori.

Le soutien des bailleurs de fonds

Le secteur de la pêche au Sénégal a bénéficié d'un soutien important de la part des bailleurs de fonds. D'après les données communiquées par la DPM, les financements s'élèveraient à plus de 32 M€ pour la période 2001-2006, si l'on inclut le programme GIRMaC de la Banque Mondiale dont le démarrage est très récent. Le tableau suivant indique, en se basant sur un découpage relativement grossier des projets par type, que la pêche artisanale reçoit l'essentiel des financements (42%), avec le Japon, la Communauté et la France comme intervenants principaux.

Les soutiens type « gestion paritaire », d'une importance budgétaire comparable à la pêche artisanale, représentent une grande partie de l'enveloppe également en raison du lancement du programme GIRMaC de la Banque Mondiale. A noter que ce projet se focalise sur la gestion de la bande côtière et inclut dans ses objectifs les problèmes de gestion de la pêche artisanale.

Tableau 15 : Situation de l'aide extérieure (en M€) reçue par le Sénégal en matière de pêche en octobre 2004 pour la période 2001-2006 en M€. Source : DPM

	<i>Pêche artisanale</i>	<i>Gestion de la ressource</i>	<i>Contrôle sanitaire</i>	<i>Surveillance des pêches</i>	<i>Aquaculture</i>	<i>Gestion paritaire</i>	<i>Autres</i>	<i>Total général</i>
Japon	5,54	1,05						6,59
UE	5,00							5,00
France (AFD)	2,89							2,89
France (SCAC)						1,23		1,23
Suisse	0,32							0,32
Pays Bas						0,05		0,05
FAO		0,19						0,19
France		0,03						0,03
Espagne							0,77	0,77
BAD					0,08			0,08
Belgique				1,61	0,49			2,10
Banque Mondiale						13,30*		13,30
Total	13,76	1,27	0,00	1,61	0,57	14,58	0,77	32,56

* Projet (GIRMaC) dont l'entrée en vigueur officielle date d'avril 2005

On relève que l'aide des bailleurs est restée relativement modeste pour la surveillance des pêches. Cette fonction institutionnelle a cependant reçu une aide ciblée sur les pays de la sous-région au travers d'un don de la surveillance luxembourgeoise, et se prépare à bénéficier d'une aide d'environ 15 M€ accordée par la Communauté aux pays membres de la CSRP.

3.2.2. Le budget du Ministère en charge de la pêche

➤ Le budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement du Ministère en charge de la pêche est présenté dans le tableau suivant en valeurs courantes. L'évolution de ce budget indique une décroissance marquée entre 2000 et 2002, avec une remontée ensuite vers des niveaux équivalents et supérieurs au budget de fonctionnement de 2000. Le rapport de présentation du projet de budget 2005 a pu être consulté, mais le document ne présente aucun chiffre.

Tableau 16 : Budget (en €) de fonctionnement du Ministère en charge de la pêche. Source : Documents de présentation de la programmation budgétaire

	2000	2001	2002	2003	2004
Personnel	927 020	712 488	666 830	814 873	909 877
Matériel	183 551	160 077	203 324	279 474	376 934
Bourses étudiants	24 540	15 337	18 405	18 405	18 405
Total	1 135 110	887 902	888 558	1 112 752	1 305 216

Les variations du poste personnel s'expliquent par des revalorisations des salaires et un ajustement des charges sociales, mais aussi par des variations du nombre des agents. De manière générale, les effectifs fonctionnaires du Ministère ont varié depuis 2000 dans une fourchette comprise entre 210 et 230 agents par an. La tendance est cependant à une diminution des effectifs. Les départs à la retraite n'ont pu être compensés en totalité en raison de la rigueur budgétaire imposée par le Ministère de l'Economie et des Finances dans le cadre du plan de redressement de l'économie sénégalaise.

➤ Le budget d'investissement

Le Ministère en charge de la pêche ne bénéficie pas d'un budget d'investissement propre, mais émerge comme tous les autres ministères sénégalais au Budget d'Investissement Consolidé (BIC) qui comprend la contribution de l'Etat et de ses partenaires au développement. Le BIC national, d'un montant global de 710 M€ environ (2004) pour l'ensemble des secteurs de l'économie sénégalaise est destiné à financer les actions prioritaires prévues par le DSRP. La pêche bénéficie en outre de financements directs étrangers au titre de l'aide bilatérale.

D'après les informations données par des représentants du Ministère en charge de la pêche, le budget d'investissement reçu sur ces trois dernières années se situe entre 4 et 6 milliards de CFA par an (soit de 6 à 9 M€ par an). Ces montants sont augmentés de l'aide des bailleurs de fonds sur des projets spécifiques. Les 6 à 9 M€ par an correspondent au montant des actions ciblées (3 M€) plus une dotation exceptionnelle destinée à financer le programme d'investissement dans les moyens de surveillance (navires, aéronefs).

Suivant le document présentant la programmation de la Loi de Finance 2004, les réalisations et la programmation des investissements en matière de pêche indiquaient un budget d'investissement total (BIC + aide bilatérale) de 92,5 M€ pour la période 1999-2005, dont 34,1 M€ réalisés à la fin 2002, et 58,4 M€ programmés à l'horizon 2005. Comme l'indique le tableau suivant, la pêche artisanale (construction de quais de pêche, de marchés au poisson ou d'aires de transformation) et la surveillance des pêches (achat de navires ou d'aéronefs, réparation / entretien des moyens existants) captent l'essentiel des budgets d'investissements. Les financements pour la pêche artisanale proviennent à environ 85% des bailleurs de fonds extérieurs, alors que les dépenses en matière de surveillance sont essentiellement financées par le BIC.

Tableau 17 : Etat des dépenses d'investissement dans le secteur de la pêche (BIC plus financements directs).

Source : Programmation budgétaire 2004, Ministère de la Pêche

	Réalisations 1999 / 2002 (M€)	Programmation 2003 / 2005 (M€)	Total 1999 / 2005 (M€)
Pêche artisanale	28.4	19.0	47.3
Surveillance des Pêches	5.6	36.8	42.4
Sécurité en mer	0.0	2.0	2.0
Aquaculture	0.2	0.6	0.8
TOTAL	34.1	58.4	92.5

➤ La CEPIA

La Caisse d'Encouragement à la Pêche et à ses Industries Annexes (CEPIA) a été créée par décret en 1980. Compte spécial du Trésor, la CEPIA est alimentée par des cotisations perçues sur les professionnels du secteur (armements, transformation, mareyage). Il est notamment prévu par décret que la Caisse soit dotée, entre autre, par les 2/3 du produit de la taxe sur les licences de pêche accordées aux engins traînants (y compris les navires européens) et 60% des amendes ou saisies prononcées en matière de pêche. Les licences de pêche représenteraient 90% des rentrées de la CEPIA. Le Directeur des Pêches est désigné comme administrateur de cette caisse.

Suivant les termes de son Décret fondateur, la CEPIA peut être utilisée :

- a) Pour le soutien aux produits de la pêche (notamment soutien à la vente des conserves, soutien au prix du thon, financement d'études)
- b) Pour l'investissement en faveur des structures de la pêche, dont les ouvrages portuaires, les équipements, les frais de surveillance des pêches
- c) Pour les frais de fonctionnement, d'encadrement et de contrôle (matériel, véhicules, salaires contractuels)

Le montant du fond de la CEPIA est d'environ 1,2 M€ par an. Les informations communiquées par des représentants de l'administration indiquent que l'argent de la CEPIA est utilisé à titre principal pour couvrir des charges de fonctionnement que le budget du Ministère ne suffit pas à payer. Près de la moitié des recettes sont utilisées pour couvrir les frais de fonctionnement des moyens de surveillance (150 000 € pour la DPSP, 550 000 € pour la Marine Nationale). Le reste est utilisé pour des opérations diverses, comprenant en particulier le paiement de frais d'analyses en laboratoire pour le contrôle des produits de la pêche. Les dépenses courantes de la CEPIA tombent par conséquent sous les catégories b) et c) du Décret, et peu ou pas sous la catégorie a).

3.3. Eléments d'évaluation

3.3.1. Organisation institutionnelle

Compte tenu des restrictions budgétaires imposées sur le train de vie de l'Etat par les institutions de Bretton-Woods, et l'orientation des dépenses publiques vers les secteurs prioritaires du DSRP dont la pêche ne fait pas partie, les recrutements de fonctionnaires ont été peu nombreux pour l'administration en charge de la pêche. Avec l'effet des départs en retraite non compensés par des recrutements, le Ministère se trouve en situation de déficit de ressources humaines qualifiées. Ce déficit est régulièrement dénoncé auprès des hautes autorités de l'Etat.

Ce déficit a été aggravé par la création de nouvelles directions techniques à l'intérieur du Ministère sur la période 2004-2005. A périmètre de personnel constant, les cadres de ces nouvelles directions sont sélectionnés parmi le personnel qualifié et expérimenté de la DPM. Il en résulte un affaiblissement des ressources humaines de cette direction clé pour la gestion des pêches maritimes, avec l'affectation de quelques uns de ses cadres à des tâches sans rapport avec ce secteur, comme la DGEFM spécialisée sur les ressources minérales des fonds marins.

Le nouvel organigramme du Ministère créé également quelques confusions sur les attributions des différentes Directions. Ainsi, la DPM continue d'être responsable de la gestion des aires de débarquement de la pêche artisanale, mais n'a plus en charge le volet conditions sanitaires confié à la nouvelle DITP. En matière de suivi des navires de pêches, la DPM conserve la tâche de collecte des journaux de bord des navires industriels, alors que dans un dispositif de Suivi, Contrôle et Surveillance complet, cette tâche aurait pu revenir à la DPSP. Enfin, le volet recherche halieutique reste absent des prérogatives du Ministère, avec le maintien du CRODT sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

On conclura ainsi en première approche que la réforme récente des services du Ministère ne semble pas de nature à accroître l'efficacité et l'efficience de la gestion du secteur de la pêche maritime dans la mesure où les principales fonctions institutionnelles sont réparties au sein d'un nombre élevé de directions techniques qui souffrent toutes d'un manque de ressources humaines.

En matière de financements, le ciblage de l'aide extérieure sur le secteur de la pêche artisanale a certes permis à ce secteur de se développer mais pas toujours dans le sens souhaité. Comme le reconnaissent elles-mêmes les autorités sénégalaises, l'aide dans ce secteur s'est concentrée sur les aspects aménagements, avec notamment la construction de centres de débarquement, et peu sur les aspects développement. Les autres fonctions institutionnelles importantes (surveillance, recherche) ont été peu

soutenues par les bailleurs au niveau national, laissant le Gouvernement les financer sur ses ressources propres du BIC pêche dont le budget des actions ciblées du protocole d'accord représente le socle.

3.3.2. Situation et évaluation de certaines fonctions institutionnelles

Ce rapport d'évaluation revient sur trois fonctions importantes dans les relations Sénégal-Europe en matière de pêche : la recherche scientifique, la surveillance des pêches et le contrôle sanitaire.

➤ La recherche scientifique

Le rôle de la recherche halieutique est de permettre la compréhension des mécanismes de production des ressources naturelles renouvelables, ainsi que des mécanismes socio-économiques qui conditionnent l'activité des pêcheurs. La recherche halieutique doit être capable, en définitive, de proposer des options pour l'aménagement des pêches à l'Administration responsable de la gestion du secteur.

Compte tenu de l'importance économique et sociale de la pêche dans l'économie sénégalaise, la gestion rationnelle des ressources halieutiques est un enjeu majeur pour l'Etat sénégalais, afin d'assurer un développement durable (non seulement pour les utilisateurs actuels, mais également pour les générations futures) et équitable (prenant en compte les intérêts des différentes catégories d'utilisateurs) du secteur des pêches.

La recherche halieutique au Sénégal est du ressort du Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye (CRODT). Le CRODT est un des centres de recherche de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), un établissement public à caractère scientifique et technique, placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.

Le CRODT a pour objectif principal d'établir, par ses recherches, les bases scientifiques d'une exploitation optimale et durable des ressources halieutiques. En plus de sa mission de recherche, le CRODT est l'organisme scientifique et technique de la DPM ; par ses avis scientifiques à l'Administration des pêches, il contribue à la gestion des ressources halieutiques et à l'aménagement des pêcheries.

Le CRODT joue un rôle important dans l'exécution du protocole de l'accord de pêche entre la Communauté Européenne et le Gouvernement de la république du Sénégal. Pour la partie sénégalaise, il est responsable du suivi de « l'évolution de l'état des ressources dans la zone de pêche du Sénégal » et participe à la réunion scientifique annuelle conjointe. Il fait également partie de la délégation sénégalaise au sein de la commission mixte, prévue à l'article 11 de l'accord de pêche, qui examine les conclusions de la réunion scientifique annuelle et adopte, « à la lumière des meilleurs avis scientifiques disponibles, ... le cas échéant et de commun accord, des mesures estimées adéquates à la gestion durable des ressources. » (article 3 du protocole d'accord de pêche en cours). C'est également dans le cadre de la commission mixte qu'il participe aux négociations pour le renouvellement du protocole en vigueur, à l'approche de l'échéance de ce dernier.

Le personnel scientifique du CRODT comprend 13 chercheurs (10 biologistes, 1 économiste, 1 sociologue et 1 physicien) et 27 techniciens (dont 3 techniciens supérieurs). Si le ratio techniciens-chercheurs est globalement satisfaisant (en moyenne 2 techniciens pour un chercheur), l'effectif scientifique semble cependant insuffisant compte tenu du nombre relativement important des activités de recherche en cours (cf infra). Par ailleurs, la moitié des chercheurs aurait plus de 50 ans ; et leur remplacement ne serait pas assuré par le recrutement de jeunes chercheurs.

Le budget du CRODT lui est attribué par le Ministère de l'Economie Maritime et provient, en grande partie, de la contrepartie financière prévue dans le protocole de l'accord de pêche actuellement en vigueur, au titre de l'action ciblée « Suivi de la ressource/évaluation des stocks (recherche, participation à des réseaux d'échange et de coordination régionale, etc) » (article 4 du protocole). Jusqu'en 2004, le budget de la recherche a été de 500 000 € environ. En 2005, il a été réduit à 142 000 € ; mais une rallonge budgétaire d'environ 99 000 € serait toutefois envisagée. Quand bien même elle serait accordée, cette baisse

importante de la dotation budgétaire (près de 52 %) compromet très sérieusement le respect d'une programmation scientifique et la poursuite des actions de recherche engagées.

Le CRODT possède un parc informatique important (une grande partie du matériel est récent et a été acquis en 2004), ainsi qu'un équipement de détermination de l'âge des poissons à partir de la lecture des anneaux journaliers d'otolithes. Pour les campagnes à la mer, il dispose, depuis septembre 2000, du N.O. « ITAF DEME ». Ce navire de recherche est un don de la coopération japonaise (JICA). D'une longueur de 32,70 mètres et d'un tonnage brut de 318 tonnes, l'« ITAF DEME » possède tous les équipements modernes pour la réalisation des campagnes océanographiques et halieutiques ; notamment des campagnes de prospection acoustique et d'écho-intégration avec la réalisation de chalutages pélagiques pour l'étude des ressources de petits pélagiques ; et des campagnes de chalutages de fond pour l'étude des ressources démersales chalutables (poissons, crevette, poulpe). Ce navire qui n'effectue que 70 à 110 jours de campagnes par an, est largement sous-utilisé. En effet, un navire de recherche de ce type effectue habituellement dans les 200 jours de mer par an.

Programmes et activités scientifiques

Depuis 1995, trois programmes de recherche sont en cours de réalisation au CRODT. Le premier concerne la pêche continentale et l'aquaculture ; les deux autres, essentiellement, les pêches maritimes (fiche résumé du CRODT, octobre 2004). Ces deux derniers concernent (i) la dynamique des systèmes d'exploitation, et (ii) gestion et aménagement des pêcheries et de leurs milieux.

Dans le cadre des différents programmes, thèmes et sous-thèmes de recherche, 21 activités de recherche ont été poursuivies en 2004. Elles sont énumérées dans un rapport du CRODT de septembre 2004 (« Etat d'exécution des actions ciblées 2004 »). On note, cependant, qu'aucune activité de recherche n'a concerné, en 2004, l'évaluation des ressources démersales du talus continental (notamment poissons et crevettes), exploitées dans le cadre de l'accord de pêche par des chalutiers européens.

Comme, aux travaux de recherche, viennent s'ajouter les demandes d'avis de l'Administration des pêches, le nombre de scientifiques, notamment de chercheurs, apparaît insuffisant. Ce qui les conduit à se disperser ; et retarde, voire empêche, le traitement et la valorisation des données. Pour le suivi et l'évaluation des ressources, le CRODT dispose, en effet, de nombreuses données de capture et d'effort de pêche. Pour la pêche artisanale, des données de captures par engins de pêche sont collectées chaque jour par des enquêteurs dans les principaux sites de débarquement, selon un système d'échantillonnage aléatoire stratifié. Pour la pêche industrielle nationale, les données, par navire et par marée, sont adressées par les armateurs. Enfin, pour la pêche étrangère, notamment la pêche européenne, les fiches de pêche des navires sont transmises régulièrement (depuis environ 3 ans) par les consignataires. De plus, concernant les bateaux européens, les rapports de campagne des observateurs embarqués sont également remis au CRODT par la DPSP. Le programme observateur embarqué, rendu obligatoire par le protocole, constitue pour le moment l'unique source d'information biologique sur les prises totales des navires et permet d'apporter des données scientifiques d'une utilité certaine.

Le CRODT ne mène pas d'activités d'évaluation des stocks de manière autonome, mais dans les groupes de travail des ORP. L'avis scientifique du CRODT sur la situation des stocks côtiers est en tous points semblable à celui émis par le COPACE, qui travaille avec des méthodes très globales (voir section du rapport sur l'évaluation des stocks). En première approche, la valorisation des données récoltées à l'échelle nationale pourrait permettre un travail original d'une précision supérieure, comme cela se passe en Mauritanie par exemple.

➤ La surveillance des pêches

L'appui institutionnel à la surveillance des pêches vise à permettre au Ministère de la Pêche d'exercer ses missions de protection des ressources halieutiques, de surveillance intégrale de la ZEE et de renforcement de la sécurité des pêcheurs artisans.

Suivant toutes les études consultées, la surveillance des pêches au Sénégal a tardé à se développer et à gagner en efficacité.

L'analyse des résultats de la surveillance sur un passé proche montre que les ressources n'ont pas permis à la DPSP de juguler la fraude dans la ZEE sénégalaise et de protéger les ressources halieutiques. Le système de surveillance n'est pas suffisamment dissuasif et les pertes en vie humaine ne se sont pas réduites. La sécurité des pêcheurs reste encore largement insuffisante. Le respect de la réglementation des pêches est faible. Des stratégies et des comportements dommageables pour la ressource halieutique se sont développées (captures, débarquement et traitement des espèces immatures, incursions dans les zones de pêche interdites, usage de filets de pêche à maillage non conforme).

La structure chargée de la Protection et de la Surveillance des Pêches au Sénégal (DPSP) a pour mission la mise en œuvre de la politique définie en matière de surveillance des pêches maritime et continentale. Elle doit assurer la préservation des ressources halieutiques et de leur environnement en veillant à l'application de la réglementation. Elle doit également participer à la gestion de la sécurité en mer des usagers, particulièrement des pêcheurs artisans.

Plusieurs conclusions ressortent d'un travail d'évaluation relativement ancien⁴ prenant en compte les résultats de la surveillance des pêches au Sénégal sur la période 1991–2000. On constatait notamment :

- une baisse continue des inspections et des contrôles des navires de pêche respectivement de l'ordre de 68% et 33%. Cette tendance est également observée sur la période (1997–2001) avec respectivement 33% et 44% de baisse ;
- un fléchissement de 10% de la durée de patrouilles navales et aériennes atténué par une relative stabilité ces deux dernières années ;
- les arraisonnements de navires de pêche ayant commis diverses infractions à la législation des pêches, résultent des activités de surveillance des Inspecteurs Techniques de la Direction et des stations côtières, de la Marine Nationale et de l'Armée de l'Air. Au titre des délits de pêche, globalement, les arraisonnements ont été doublés. Le nombre de navires arraisonnés par les stations côtières a été multiplié par 2,4. Ceci montre que les infractions à la pêche sont plus importantes sur la frange côtière que sur les autres parties de la ZEE sénégalaise. On constate un recul sur la période 1997–2000 des arraisonnements des patrouilles navales et aériennes ;
- Le montant total des amendes retenues est de 2 671 MM de CFA, alors que le montant recouvré de ces amendes est nul. En 2000, 23 arraisonnements ont été effectués et des amendes dressées pour un montant de 253 845 000 FCFA, toujours pour un recouvrement nul en date du mois d'octobre 2000. Le bilan récent des arraisonnements fait ressortir que sur la période 1995–2001, et sur les 284 arraisonnements effectués, 92% sont des navires sénégalais et seulement 8% de navires étrangers.

Le bilan que l'on pouvait tirer de ce constat marque l'inefficacité et le manque d'efficacité de la surveillance sous ces conditions de fonctionnement des opérations sur zone mais aussi de procédure de recouvrement des amendes. Cette situation est d'autant plus problématique que les infractions portent sur le non-respect de zones pêche, l'utilisation d'engins de pêche prohibés et la réalisation de captures interdites.

Ce problème a été pris en compte par les autorités du pays qui ont consenti un effort financier important sur le budget national pour la réalisation d'un programme d'investissement qui conduira à échéance très proche à un équipement de la DPSP en moyens d'interventions. Dans le même temps, des réformes institutionnelles ont précisé les fonctions et attributions de la DPSP et ses moyens de travail. On peut par conséquent estimer que la surveillance des pêches au Sénégal est sur la voie de l'amélioration.

➤ Le contrôle sanitaire des exportations

La fonction de contrôle sanitaire des exportations est essentielle dans un pays comme le Sénégal où la filière est résolument tournée vers l'approvisionnement des marchés importateurs. La fiabilité du contrôle

⁴ Etude DPSP 2002 : "Etude relative au Programme d'investissement de la surveillance des pêches au Sénégal".

sanitaire est également un gage de sécurisation des investisseurs du domaine de la commercialisation / transformation.

Force est de constater que le Sénégal souffre de problèmes en ce domaine. Une mission d'inspection de l'Office Alimentaire Vétérinaire européen (OAV) en septembre 2004 a révélé de nombreuses carences dans le dispositif et constaté de « nombreuses et graves défaillances au niveau du système de contrôle mis en place par l'Autorité Compétente ». D'après l'OAV, la condition sanitaire actuelle de la filière des produits de la pêche à destination de l'UE serait sérieuse voire grave.

Les problèmes sont multiples : ils concernent l'autorité compétente elle-même (effectifs et formation), le suivi documentaire des agréments, ainsi que les laboratoires d'analyses des échantillons. S'agissant du secteur privé, on relève un manque de conformité de certains navires industriels, et des problèmes de conformité sanitaire d'installations de traitement et de transformation à terre. Pour la pêche artisanale, principale source d'approvisionnement en matières premières à l'exportation, les pirogues n'ont pas les systèmes de conservation à bord requis (caisses lavables). Les infrastructures de débarquements de la pêche artisanale se caractérisent par un manque général de respect de l'hygiène à plusieurs niveaux (entretien général, qualité de la glace, contenants, véhicules de transport).

Suite à ce rapport d'inspection, le Sénégal s'est engagé à prendre les mesures correctives demandées. Une Direction nouvelle a été créée au sein du Ministère des Pêches, la DITP, alors que le contrôle sanitaire n'était jusqu'alors qu'un bureau spécialisé de la DPM. Le Sénégal a mobilisé le soutien de bailleurs pour remédier à la situation, et s'appuie en particulier sur la cellule sous-régionale d'assistance technique du programme d'amélioration des conditions sanitaires des produits de la pêche dans les pays ACP financé par l'UE. Le programme de travail de ce projet fait suite à une mission d'experts effectuée début 2005, et se concentre sur la mise en œuvre effective du programme de corrections requis par l'OAV.

Les résultats ne seront pas immédiats, notamment pour le secteur de la pêche artisanale où ce sont des changements de mentalité intégrant une meilleure prise en compte des contraintes d'hygiène qui sont nécessaires. Pour la pêche industrielle et les établissements à terre, ce sont des problèmes techniques qui sont à corriger, mais ils interviennent dans une période où le secteur est frappé d'une crise économique qui réduit les capacités d'investissements des intervenants. La DG SANCO a averti les autorités sénégalaises qu'elle n'accepterait pas de modifications de la liste des établissements autorisés à exporter. Il existe par conséquent un risque réel qu'en l'absence de progrès sensibles, que la DG SANCO prenne dans le futur des décisions restrictives concernant les importations dans l'UE de produits de la pêche du Sénégal, pouvant aller jusqu'à l'interdiction.

4. Les principales pêcheries dans la ZEE du Sénégal

4.1. Présentation d'ensemble

Les activités halieutiques qui se sont développées dans les eaux sénégalaises se partagent entre une pêche artisanale et une pêche industrielle.

La pêche artisanale est uniquement nationale. Elle est exercée par une importante flottille de pirogues traditionnelles qui exploitent l'ensemble des ressources du plateau continental. Elle est, de loin, la principale composante de la pêche maritime, aux plans des créations d'emplois, des débarquements et de l'approvisionnement du marché intérieur en protéines animales. Elle contribue, par ailleurs, de manière significative aux exportations de produits halieutiques.

La pêche industrielle concerne plusieurs pêcheries, sur le plateau continental, le talus continental et dans l'ensemble de la ZEE sénégalaise. La flotte de pêche industrielle nationale comprend une flottille relativement importante de chalutiers, ainsi que quelques sardiniers et thoniers.

Dans certaines pêcheries industrielles, des navires étrangers opèrent en même temps que les navires sous pavillon sénégalais, grâce à des licences obtenues dans le cadre d'accords de pêche. Outre l'accord commercial avec la Communauté, le Sénégal a conclu avec les pays voisins des accords de réciprocité qui autorise l'accès de navires étrangers dans la ZEE en proportion identique aux capacités sénégalaises qui peuvent exercer dans ces pays. Ces accords concernent la Gambie (1750 TJB), le Cap Vert (navires thoniers), la Guinée Bissau (non utilisé) et la Mauritanie (thoniers).

Les navires étrangers les plus nombreux battent pavillon d'un des pays de l'Union Européenne ; il s'agit surtout de chalutiers et de thoniers, autorisés à pêcher dans les eaux sénégalaises dans le cadre du protocole de l'accord de pêche entre la Communauté Européenne et la République du Sénégal. L'actuel protocole couvre la période du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2006. Parmi les autres navires étrangers, on compte quelques chalutiers de pays de la région (Gambie, Cap Vert), et quelques thoniers battant, pour la plupart, pavillon de complaisance.

Le tableau suivant présente l'évolution de la flotte de pêche ayant opéré dans les eaux sénégalaises, de 2000 à 2003. Sur cette période, on note une forte baisse de toutes les composantes de la flotte nationale, et notamment des chalutiers. Concernant les bateaux étrangers, la fréquentation des navires européens, bien que variable d'une année sur l'autre, est restée relativement importante ; celle des navires d'autres pays semble, par contre en baisse.

Tableau 18 : Evolution du nombre de navires ayant pêché dans les eaux sénégalaises de 2000 à 2003 (source : DPM)

Années	Flottilles sénégalaises				Flottilles étrangères			
	Pirogues	Chalutiers	Sardiniers	Thoniers	Chalutiers		Thoniers	
					UE	Autres	UE	Autres
2000	10 707 *	179	5	5	28	6	44	15
2001	10 707 *	155	4	2	40	1	18	1
2002	9 026 **	142	4	2	45	5	49	4
2003	9 349 **	132	3	4	28	1	30	6

* recensement 1997 ; ** estimations DOPM

Les captures effectuées dans la ZEE du Sénégal, sans compter la production des thoniers, s'élèvent à près de 400 000 tonnes par an. Près de 98 % sont débarqués par les flottilles sénégalaises, artisanale et industrielle ; et un peu plus de 2 % par les chalutiers étrangers, essentiellement européens (tableau suivant).

Tableau 19 Evolution des captures (en tonnes) des différentes flottilles (à l'exception des thoniers) dans les eaux sénégalaises, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Sous-Secteurs	Pêche artisanale	Pêche industrielle			
Flottilles	Flottilles sénégalaises			Flottilles étrangères	
	Pirogues	Chalutiers sénégalais	Sardiniers	Chalutiers UE	Autres chalutiers
Années					
2000	338 207	37 944	1 377	7 169	1 519
2001	332 360	43 689	1 688	8 120	632
2002	311 536	43 014	1 472	7 837	675
2003	385 776	38 683	1 539	9 458	18
Moyenne 2000-03	341 970	40 833	1 519	8 146	711
%	86,98	10,39	0,39	2,07	0,18

La valeur de la production halieutique sénégalaise, qui atteint actuellement 110 milliards de FCFA par an (env. 168 M€), augmente régulièrement depuis quelques années. Sur la période 2000-2003, cette augmentation a été de plus de 25 % (tableau suivant).

Tableau 20 : Evolution de la production (en milliers de FCFA) des différentes composantes de la flotte de pêche sénégalaise, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Sous-Secteurs	Pêche artisanale	Pêche industrielle			
Flottilles	Pirogues	Chalutiers sénégalais	Sardiniers	Thoniers	TOTAL
Années					
2000	54 345 370	28 459 555	60 012	4 342 002	87 206 939
2001	59 455 860	26 482 935	59 405	1 574 992	87 573 192
2002	74 122 305	29 612 775	50 366	1 211 754	104 997 201
2003	82 462 192	25 985 450	58 130	748 417	109 254 189
Moyenne 2000-03	67 596 432	27 635 179	56 978	1 969 291	97 257 880
(eq. K€)	103 676	42 385	87	3 020	149 169
%	70	28		2	100

4.2. Pêche artisanale

La pêche artisanale sénégalaise est une activité dynamique, dont le développement a été encouragé par l'Etat. Cette volonté politique est affirmée à l'article 13 de la loi N° 98-32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime : « L'Etat favorise le développement de la pêche artisanale compte tenu de sa vitalité, de son importance socio-économique et du fait qu'elle constitue une longue tradition dans le pays.... ».

La pêche artisanale représente, en effet, un gisement d'emplois important sur l'ensemble de la filière, de la production à la commercialisation des produits en passant par leur transformation, et contribue de manière significative à la sécurité alimentaire de la population en approvisionnant le marché intérieur en protéines animales.

C'est à partir des années 70 que les autorités ont mis en place un système de péréquation pour les équipements de pêche et le carburant, afin de stimuler la motorisation de la flottille piroguière et d'encourager l'adoption par les pêcheurs d'engins et techniques de pêche nouveaux, comme les sennes tournantes. Grâce à ces interventions de l'Etat et celles des bailleurs de fond, la pêche artisanale est devenue la principale composante de la pêche maritime au Sénégal. Sur la période 2000-2003, elle a assuré 87 % en quantité et 70 % en valeur de la production halieutique nationale.

4.2.1. ***Flottille piroguière et effectif de pêcheurs artisans***

Une définition des unités de pêche artisanale est donnée à l'article 11 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime. « Les embarcations de pêche artisanale sont des embarcations qui ne sont pas pontées, utilisant des moyens de capture qui ne sont pas manœuvrés mécaniquement et qui n'ont d'autre moyen de conservation que la glace ou le sel. »

La flottille artisanale sénégalaise est composée de pirogues traditionnelles en bois, construites localement. Elles ont une longueur variant de 4 à plus de 20 m et sont, pour la plupart, équipées de moteur hors-bord.

Un recensement de la flottille piroguière a été réalisé en 1997 ; et pour les années 2002 et 2003, les statistiques de la DPM avancent des estimations du nombre de pirogues par région. Ainsi, en 2003, par rapport au recensement de 1997, le nombre de pirogues aurait diminué de près de 13 % ; celui de pirogues motorisées aurait, par contre, augmenté de plus de 2 % (tableau suivant).

Tableau 21 : Evolution de la flottille piroguière (source : DOPM)

Années	Pirogues motorisées	Autres pirogues *	TOTAL
1997	6 930	3 777	10 707
2003	7 085	2 264	9 349

* pirogues maritimes et pirogues de fleuves non motorisées

Actuellement, la pêche artisanale serait devenue peu rentable et le parc piroguier ne connaîtrait plus d'augmentation. En réalité, le nombre de pirogues n'est pas connu avec précision. Généralement, on estime qu'il y aurait dans les 10 000 embarcations ; mais pour certains ce nombre serait très largement sous-estimé.

Les pirogues sont réparties dans 195 points de débarquement (recensement de 1997). Depuis 2003, près de 96 % d'entre elles sont concentrées dans quatre des sept régions maritimes (Dakar, Thiès, Fatick et Ziguinchor). C'est cependant dans les régions de Dakar et de Thiès que les concentrations de pirogues par site de débarquement sont les plus fortes (entre 140 et 160 pirogues par site, en moyenne).

Dans la région de Saint-Louis, la flottille piroguière a diminué de plus de 91 %, entre 1997 et 2003, en raison du départ, dès 2002, de la plupart des unités de mer vers d'autres régions (figure 6).

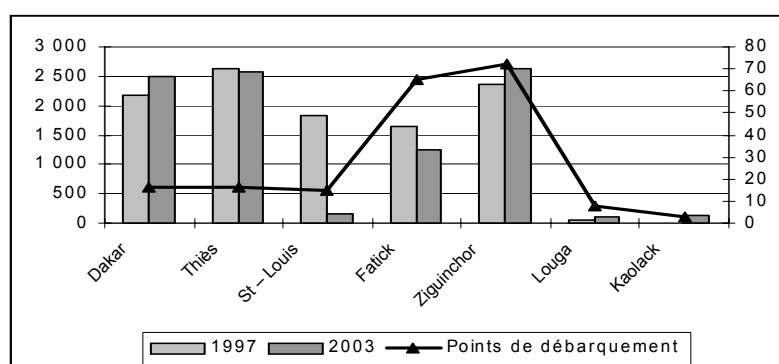


Figure 6 : Nombre de points de débarquement de la pêche artisanale et répartition des pirogues par régions (source : DOPM)

Certaines pirogues sont regroupées au sein d'armements d'une dizaine d'embarcations, appartenant à des mareyeurs ou à des mareyeurs-exportateurs. Ainsi, par exemple, l'UPAMES (Union patronale des mareyeurs exportateurs du Sénégal), regroupe quarante armements totalisant environ 500 pirogues.

D'après les estimations de la DOPM, le nombre de pêcheurs artisans serait en augmentation sensible ces dernières années. Leur effectif, qui était de 51 200 lors du recensement de 1997, atteindrait 56 240 en 2003 (soit une augmentation de près de 10 % en 6 ans). De nombreuses personnes, en effet, aboutissent dans la pêche artisanale après avoir quitté le secteur agricole ; d'autres, de plus en plus nombreux, la pratiquent comme activité complémentaire.

On observe, par ailleurs, la présence de plus en plus fréquente de jeunes et de non-pêcheurs à bord des unités de pêche à fort taux d'utilisation de main d'œuvre (pirogues à senne tournante, pirogues glacières).

La figure suivante présente la répartition des pêcheurs sur le littoral sénégalais, en relation avec celle du parc piroguier. Près de 94 % des pêcheurs vivent dans les régions de Dakar, Thiès, Fatick et Ziguinchor.

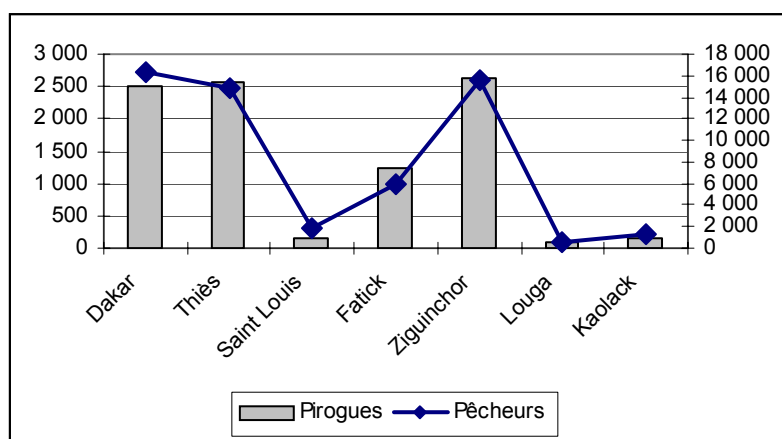


Figure 7 : Répartition des pirogues et des pêcheurs artisans par régions, en 2003 (source : DPM)

4.2.2. **Engins et stratégies de pêche**

La pêche artisanale utilise un grand nombre d'engins et pratique plusieurs techniques de pêche, en fonction des espèces ciblées et des opportunités de capture : lignes à main, ligne traînante, palangrotte, palangre de fond, filets maillants dormants, filet maillant dérivant, filet maillant encerclant, senne tournante, senne de plage, casier, épervier...

La maîtrise d'un tel arsenal d'engins de pêche souligne le professionnalisme autant que l'adaptabilité des pêcheurs artisans sénégalais.

Il y a seulement quelques années, la stratégie de pêche qui prévalait au sein de la flotte artisanale était la spécialisation, avec la pratique d'une seule technique de pêche. Ainsi, en 1997, 84 % des pirogues n'employaient qu'une seule des techniques de pêche suivantes : ligne normale, filet dormant, ligne glacière, senne tournante, filet dérivant de fond, ligne à poulpe ; seulement 16 % des unités, la plupart non motorisées, utilisaient de 2 à 4 techniques, parmi lesquelles les lignes, la senne de plage, les filets dormants et le casier (source : DOPM/OEPS).

Actuellement, confrontées à la raréfaction de la ressource démersale, de nombreuses pirogues privilégient la polyvalence en utilisant simultanément la ligne, le filet dormant et le casier ; augmentant ainsi la probabilité de capture, en même temps que la pression de pêche sur la ressource. Dès lors quatre principales unités de pêche artisanale, ou métiers, peuvent être distinguées : l'unité de pêche à la senne tournante et l'unité de pêche aux filets maillants encerclants, spécialisées dans la capture des poissons pélagiques ; la pirogue glacière et l'unité de pêche aux lignes, filets dormants et casiers, ciblant toutes les espèces et notamment les démersaux de haute valeur commerciale (source : CRODT ; UNEP, 2002).

Unité de pêche à la senne tournante

Cette unité cible les poissons pélagiques (sardinelles, carangidés, petits thonidés). La pêche a lieu pendant la journée. En raison de la taille de l'engin de pêche, de l'effectif de l'équipage (une trentaine d'hommes) et de l'importance fréquente des captures, l'unité de pêche est généralement composée de deux pirogues, équipées de moteurs hors-bord de 40 cv. L'embarcation, la plus petite (16 à 18 m de longueur) transporte la senne, filet de 300 à 400 mètres de longueur et jusqu'à 40 m de chute, qui permet la capture du poisson par encerclement. La grande pirogue (18 à 21 m de longueur) transporte les captures ; elle a une capacité de transport de 16 à 25 tonnes. Cette technique de pêche est principalement pratiquée sur la Grande Côte (Kayar et Saint-Louis), à Dakar (site d'Hann) et sur la Petite Côte (Mbour et Joal).

Unité de pêche aux filets maillants encerclants

L'embarcation généralement utilisée est une pirogue de 16 m de longueur environ, équipée d'un moteur hors-bord de 40 cv, et d'une capacité de transport de 5 tonnes. Les espèces ciblées sont les petits pélagiques (sardinelle plate et ethmalose). La pêche a lieu pendant la journée. Le filet mesure 300 à 500 m de long, avec une chute de 10 à 20 m. Deux filets de maillages différents sont utilisés, en fonction de l'espèce recherchée (sardinelle plate ou ethmalose). Cette technique de pêche est surtout pratiquée à Joal.

Pirogue glacière

L'embarcation type mesure de 16 à 18 m de longueur et est équipée d'un moteur hors-bord de 40 à 60 cv, ainsi que d'un caisson isotherme pour la glace et la conservation des produits. L'équipage comprend de dix à quinze hommes. Les poissons recherchés sont les espèces de haute valeur commerciale : des démersaux (serranidae et sparidae), ainsi que des carangidae. Plusieurs types de ligne (palangre de fond, palangrotte) sont utilisés en fonction des espèces ciblées et de la profondeur des lieux de pêche. En tout, un millier d'hameçons est embarqué. L'appât utilisé est la sardinelle. Certaines unités embarqueraient également deux ou trois filets dormants de 300 m de long et de grand maillage (10-12 cm de vide de maille).

Avec la raréfaction de la ressource, les pirogues glacières, équipées de sondeur et de GPS, fréquentent des zones de pêche de plus en plus éloignées de leurs bases et prolongent leurs séjours en mer. Elles pêchent souvent dans les eaux mauritaniennes et dans celles de la Guinée Bissau (en particulier dans la zone de l'archipel des Bijagos). Leurs captures sont pourtant enregistrées comme réalisées dans les eaux sénégalaises.

Ainsi, environ 80 % des daurades débarquées à Joal auraient été pêchées dans les eaux de la Guinée Bissau. Dans ces conditions, les quantités débarquées par marée ne peuvent être considérées comme un indicateur de l'abondance de la ressource dans les seules eaux sénégalaises.

Généralement, les sorties durent aux environs d'une semaine. Les plus grandes unités peuvent effectuer des marées de 10 à 15 jours ; et débarquer jusqu'à 3 tonnes / marée. Par sortie, une pirogue glacière peut embarquer 1 000 à 1 500 litres d'essence, 10 à 12 tonnes de glace et 1 tonne d'appât.

Unité de pêche aux lignes, filets dormants et casiers

Les unités de ce type mesurent de 8 à 12 m et sont équipées d'un moteur hors-bord de 8 à 15 cv. L'équipage comprend 3 à 5 hommes. Ces pirogues pêchent généralement dans un rayon d'une dizaine de kilomètres de leurs bases. Les sorties ont lieu de nuit ou dans la journée, et durent une douzaine d'heures. Chaque unité embarque une vingtaine de kg de glace dans des bacs de polystyrène.

Les lignes sont utilisées pour la capture des poissons démersaux et des céphalopodes (seiches et poulpes). Les lignes à poissons, équipées d'hameçons de tailles différentes en fonction des espèces ciblées, sont généralement appâtées avec de la sardinelle. Les lignes à céphalopodes sont équipées de turlutte.

Plusieurs types de filets maillants dormants sont utilisés, qui diffèrent par leur longueur, leur chute et leur maillage, en fonction des espèces recherchées. On distingue les filets à poissons pélagiques (sardinelles, mullets), les filets à poissons démersaux (soles, raies), les filets à *Cymbium* (gros gastéropodes de la famille des volutidae, servant à la fabrication du *yeeet*) et les filets à langoustes.

Les casiers sont utilisés pour la capture des seiches. Le casier le plus courant possède une armature métallique et a la forme d'un parallélogramme rectangle d'environ 1,20 m de longueur sur 80 cm de largeur ; il possède deux ouvertures circulaires, placées de chaque côté du piège.

4.2.3. Indicateurs de l'effort de pêche

Des informations sur la consommation de carburant et le nombre de pirogues actives figurent dans les rapports annuels de la DOPM. A défaut de l'effort de pêche exprimé en jours (et/ou heures) de pêche par engin de capture, ou en nombre d'opérations et d'engins de pêche par unité de temps, ils peuvent être considérés comme des indicateurs très grossiers de l'effort global déployé par la pêche artisanale.

➤ Evolution de la consommation de carburant par la flottille artisanale

On admet qu'actuellement 90 % des pirogues maritimes sont motorisées. L'installation des premiers moteurs hors-bord sur des pirogues remonte au début des années 50. La motorisation de la flottille piroguière ne s'est toutefois développée qu'à partir de 1966, quand l'Etat, pour stimuler le développement du sous-secteur artisanal, autorisa la vente hors-taxe des moteurs et du carburant aux pêcheurs (CRODT, 1982).

La motorisation a permis l'augmentation du rayon d'action des pirogues et l'accès à de nouvelles zones de pêche, ainsi que la réduction des temps de route pour rejoindre les lieux de pêche et, par là, l'allongement des temps de pêche. Cette augmentation de la capacité de pêche des unités artisanales eut l'effet escompté puisqu'elle entraîna une augmentation spectaculaire des captures. Par ailleurs, le bénéfice de carburant subventionné a encouragé l'acquisition de pirogues plus grandes et de moteur plus puissants, pour augmenter la durée des sorties et exploiter de nouvelles zones de pêche (UNEP, 2002). Sur la période 2000-2003, la consommation de carburant par la flottille artisanale a augmenté de près de 25 %. L'augmentation a commencé en 2002 et s'est poursuivie en 2003 (figure 8).

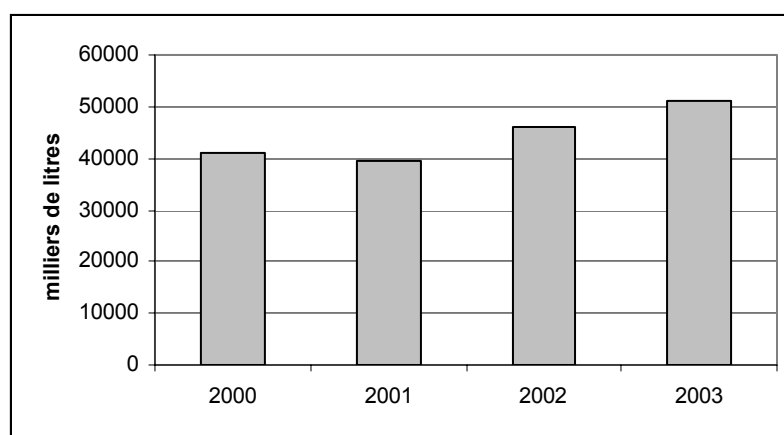


Figure 8 : Evolution de la consommation de carburant par la flottille de pirogues (source : DPM)

➤ Evolution du nombre de pirogues actives

Entre 2000 et 2003, l'effort de pêche global, exprimé en nombre de pirogues actives (tous types d'embarcations confondus) a augmenté de plus de 17 %. L'effectif de la flottille en activité est passé de 7 840 à 9 200 pirogues par mois, en moyenne. La figure suivante présente la variation du nombre de pirogues actives au cours des années 2000 et 2003. On observe qu'à l'exception des mois de janvier et octobre, l'effort de pêche déployé mensuellement a toujours été largement supérieur en 2003.

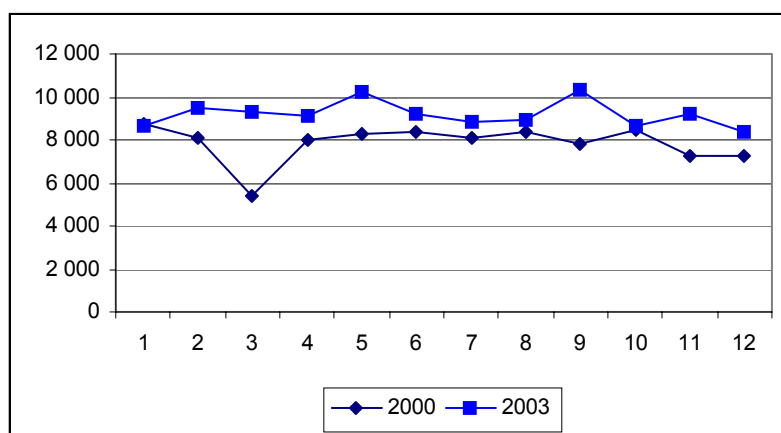


Figure 9 : Variation mensuelle du nombre de pirogues actives en 2002 et 2003 (source : DOPM)

4.2.4. Captures

Les données analysées proviennent des statistiques de débarquements de la pêche artisanale qui figurent dans les rapports annuels de la DPM. Ces statistiques sont considérées comme fiables.

Les débarquements correspondent aux captures moins les éventuels rejets d'espèces non commercialisables. Dans le cas des pêcheries sénégalaises, les rejets seraient pratiquement nuls. En effet, avec la raréfaction de certaines espèces et la baisse des rendements, toutes les espèces comestibles et susceptibles d'être commercialisées seraient conservées à bord et débarquées.

Dans les statistiques officielles, une fraction relativement importante des captures figure sous la rubrique divers poissons ; il s'agit d'espèces, pélagiques ou démersales, qui n'ont pas été (ou n'ont pu être) identifiées.

Actuellement, les captures de la pêche artisanale approchent les 400 000 tonnes par an. Sur la période 2000-2003, elles ont été comprises entre 311 500 tonnes (2002) et 385 800 tonnes (2003). La baisse enregistrée en 2002, par rapport aux deux années précédentes, est due à la chute des captures de sardinelles. Sur la même période (2000-2003), la valeur des débarquements a par contre, augmenté régulièrement et de manière significative ; elle a connu une hausse de près de 52 %, passant de 54,3 à 82,5 milliards de FCFA (83 à 126 M€).

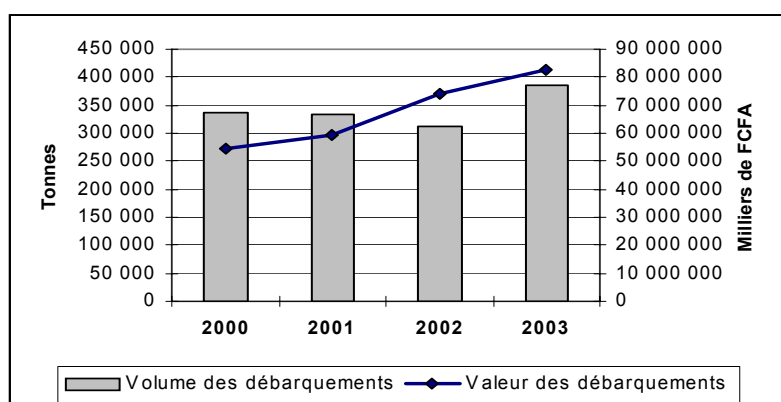


Figure 10 : Evolution des débarquements de la pêche artisanale, en volume et valeur, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Avec une production annuelle moyenne de 275 100 t, sur la période 2000-2003, les poissons pélagiques représentent plus de 80 % des débarquements. Viennent ensuite les poissons démersaux, 49 200 t ; les mollusques, 14 200 t ; et les crustacés, 2 400 t (tableau suivant).

Tableau 22 : Evolution des débarquements de la pêche artisanale par groupes d'espèces, de 2000 à 2003
(source : DPM)

Produits	2000	2001	2002	2003	Moyenne 2000-2003
Poissons démersaux	50 100	52 857	45 319	48 657	49 227 (14,4 %)
Poissons pélagiques	271 252	264 741	246 803	317 631	275 107 (80,4 %)
Divers poissons	862	572	674	1 889	999 (0,3 %)
Crustacés	3 549	2 453	1 766	1 869	2 409 (0,7 %)
Mollusques	12 446	11 737	16 979	15 756	14 230 (4,2 %)
TOTAL(tonnes)	338 209	332 360	311 542	385 802	341 972 (100 %)
Valeur (milliers de FCFA)	54 345 370	59 455 860	74 122 305	82 462 192	67 596 432
(eq. K€)	83 352	91 190	113 685	126 476	103 676

➤ Captures de poissons pélagiques

Une quarantaine d'espèces de poissons pélagiques, appartenant à douze familles, entrent dans les captures de la pêche artisanale (tableaux 7). Une douzaine d'espèces et groupes d'espèces donnent régulièrement lieu à des captures de plus de 1 000 tonnes par an. Ce sont les sardinelles (*Sardinella aurita* et *S. maderensis*), l'ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*), le maquereau espagnol (*Scomber japonicus*), les chinchards (*Decapterus rhonchus* et *Trachurus trecae*), l'anchois (*Anchoa guineensis*), les mulets, la grande carangue (*Caranx hippos*), la petite carangue (*Chloroscombrus chrysurus*), la thonine (*Euthynnus alletteratus*), le tassergal (*Pomatomus saltator*) et les barracudas (*Sphyræna spp.*). Selon les années, elles représentent de 96 à 99 % des prises annuelles de poissons pélagiques.

Les trois clupeidae (sardinelle ronde, sardinelle plate et ethmalose) sont les espèces pélagiques très largement dominantes dans les captures de la pêche artisanale. Les débarquements des deux sardinelles sont sensiblement équivalents et couramment supérieurs à 100 000 tonnes par an. Ceux de sardinelle plate ont même approché les 150 000 tonnes en 2003. Bien moins importants, les débarquements d'ethmalose se situent régulièrement entre 20 000 et 30 000 tonnes par an (figure 11).

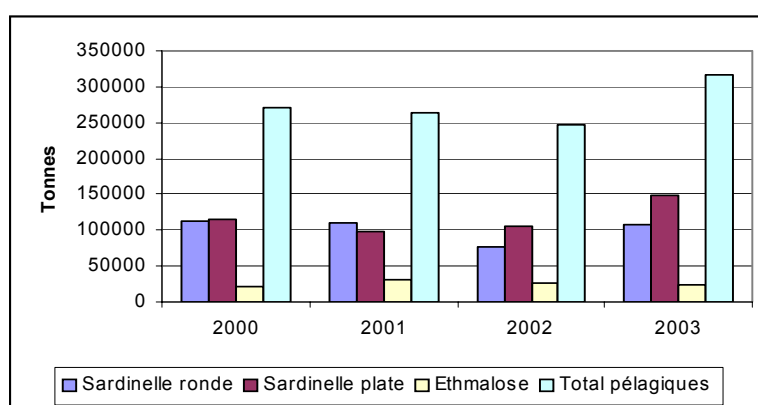


Figure 11: Evolution des captures de clupeidae et de la capture totale de poissons pélagiques, par la pêche artisanale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Ce sont les variations de capture de sardinelles, qui déterminent, en grande partie, celles de l'ensemble de la production artisanale.

➤ Captures de poissons démersaux

Environ 80 espèces de poissons démersaux, dont une dizaine d'espèces de requins et de raies, répartis dans 37 familles, entrent dans les captures de la pêche artisanale. Il s'agit par conséquent d'une pêche extrêmement diversifiée touchant un large spectre d'espèces du plateau principalement.

Sur la période 2000-2003, les débarquements de 13 espèces (ou groupes d'espèces) ont atteint et/ou dépassé les 1000 tonnes par an ; ils ont représenté entre 62 et 65 % des mises à terre de poissons démersaux (Tableau suivant). Ces espèces (ou groupes d'espèces) sont les machoïrons (*Arius spp.*), les soles langues (*Cynoglossus spp.*), la friture argentée (*Encinostomus melanopterus*), la carpe blanche (*Pomadasys rogerii*), le pelon (*Brachydeuterus auritus*), l'otolith du Sénégal (*Pseudotolithus senegalensis*), le thiof (*Epinephelus aeneus*), le pageot (*Pageillus bellottii*), le pagre à points bleus (*Pagrus caeruleostictus*), l'émissole (*Mustelus mustelus*), le requin de nuit (*Carcharhinus signatus*), le requin-marteau (*Sphyrna zygaena*), et les raies-guitares (*Rhynchobatus spp.*).

Tableau 23 : Evolution (en tonnes) des débarquements des principaux poissons démersaux entrant dans les captures de la pêche artisanale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Espèces	Noms scientifiques	2000	%	2001	%	2002	%	2003	%
Machoïrons	<i>Arius spp.</i>	5 897	11,8	7 048	13,3	8 276	18,3	7 638	15,7
Carpe blanche	<i>P. rogerii</i>	5 479	10,9	5 803	11,0	4 979	11,0	5 732	11,8
Soles langues	<i>Cynoglossus spp.</i>	3 258	6,5	2 931	5,5	2 138	4,7	2 781	5,7
Pageot	<i>P. bellottii</i>	2 656	5,3	2 497	4,7	2 451	5,4	3 289	6,8
Pelon	<i>B. auritus</i>	1 949	3,9	2 018	3,8	2 223	4,9	2 343	4,8
Requin de nuit	<i>C. signatus</i>	2 384	4,8	1 457	2,8	1 341	3,0	1 750	3,6
Emissole	<i>M. mustelus</i>	464	0,9	1 908	3,6	2 064	4,6	2 155	4,4
Otolithe du Sénégal	<i>P. senegalensis</i>	1 857	3,7	1 618	3,1	1 099	2,4	1 515	3,1
Raies-guitares	<i>Rhynchobatus spp.</i>	1 915	3,8	1 761	3,3	1 038	2,3	958	2,0
Pagre à points bleus	<i>P. caeruleostictus</i>	1 574	3,1	1 781	3,4	908	2,0	828	1,7
Friture argentée	<i>E. melanopterus</i>	1 070	2,1	1 634	3,1	1 164	2,6	1 074	2,2
Requin marteau	<i>S. zygaena</i>	1 302	2,6	1 428	2,7	1 027	2,3	1 091	2,2
Thiof	<i>E. aeneus</i>	1 303	2,6	1 251	2,4	738	2	641	1,3
Total		31 107	62,1	33 136	62,7	29 448	65,0	31 796	65,4
Autres		18 993	37,9	19 721	37,3	15 872	35,0	16 861	34,7
Total démersaux		50 100	100	52 857	100	45 319	100	48 657	100

Entre 2000 et 2003, les débarquements de certaines espèces (ou groupes espèces) ont enregistré des baisses régulières et importantes. Ainsi, les mises à terre de thiof et de raies-guitares ont diminué d'environ 50 % ; et celles de pagre à points bleus de 47 %. Dans le même temps, les débarquements de capitaine et de petit capitaine augmentaient respectivement de 69 et 60 % ; et ceux d'émissole étaient multipliés par 4,6.

➤ Captures de crustacés

Les captures de crustacés par la pêche artisanale concernent surtout les crevettes. Sur la période 2000-2003, elles ont donné lieu à des débarquements de 1 600 à 3 500 tonnes par an, et représenté de 89 à 97 % des captures de crustacés. Les débarquements de crevettes sont presque uniquement composés de crevettes blanches. Cette appellation recouvre deux espèces de crevettes côtières : une espèce dominante, *Penaus notialis*, et une espèce bien moins abondante, *P. kerathurus*. Les débarquements de crevettes profondes, *Parapenaus longirostris* et *Aristeus varidens*, par la pêche artisanale restent marginaux. On observe cependant une augmentation très sensible de leur production à partir de 2002 (20-25 tonnes par an) ; ce qui indiquerait que des unités artisanales commencent à exploiter les ressources du talus.

Au cours de la même période, les crabes ont représenté de 2 à 8 % des captures. Pour le crabe profond, comme pour les crevettes profondes, on note une augmentation très importante des captures en 2002 (100 tonnes), qui retombent toutefois à 3 tonnes en 2003 (tableau suivant).

Les captures de grands crustacés, langoustes et cigale de mer, ont représenté de 1 à 3 % des captures. Il y a deux espèces de langoustes : la langouste verte, *Panulirus regius*, l'espèce dominante, et la langouste rose, *Palinurus mauritanicus*. Les langoustes donnent lieu à des captures de quelques dizaines de tonnes par an.

Tableau 24 : Evolution des captures (en tonnes) de crustacés par la pêche artisanale, de 2000 à 2003 (source : DOPM)

Espèces	Noms scientifiques	2000	2001	2002	2003
Crevette blanche	<i>Penaeus notialis</i> , <i>P. kerathurus</i>	3 448	2 268	1 553	1 723
Crevettes profondes	<i>Parapenaeus longirostris</i> , <i>Aristeus varidens</i>	1	4	26	20
Total crevettes		3 448	2 272	1 579	1 743
% crevettes		97,2	92,6	89,4	93,3
Crabe bleu		26	107	27	23
Crabe profond	<i>Geryon sp.</i>	1	0	101	3
Crabe	<i>Callinectes sp.</i>	35	19	12	37
Total crabes		62	126	140	63
% crabes		1,7	5,1	7,9	3,4
Langoustes	<i>Panulirus regius</i> , <i>Palinurus mauritanicus</i>	35	50	46	59
Cigales de mer	<i>Scyllarides spp.</i>	4	6	1	2
Total langoustes-cigales		39	55	47	61
% langoustes-cigales		1,1	2,3	2,7	3,3
Autres				0	1
Total crustacés (t)		3 549	2 453	1 766	1 869

➤ Captures de mollusques

Les captures de mollusques de la pêche artisanale sont constituées de céphalopodes, gastéropodes et bivalves. Les deux premiers groupes représentent de 97 à 98 % des captures de mollusques.

Jusqu'en 2001, le groupe des gastéropodes est le plus important. Largement dominé par les *Cymbium* et les *Murex*, il a représenté de 50 à plus de 60 % des captures en 2000 et 2001, avec des débarquements de 6 500 et 7 500 tonnes (tableau suivant).

A partir de 2002, le groupe des céphalopodes devance celui des gastéropodes grâce à l'augmentation considérable des captures du poulpe, *Octopus vulgaris*, avec plus de 60 % des captures et des débarquements d'environ 10 000 tonnes par an. Ceux-ci passent, en moyenne, de 2 400 tonnes sur la période 2000-2001 à 8 200 tonnes sur la période 2002-2003 (tableau suivant).

Les bivalves ne représentent que 2 % des captures. Au cours de la période 2000-2003, les débarquements d'huître, *Crassostrea gasar*, ont été de 100 à 150 tonnes par an ; ceux de coque, de 100 à 150 tonnes jusqu'en 2002, ont dépassé les 240 tonnes en 2003 (tableau suivant).

Tableau 25 : Evolution des captures de mollusques (en tonnes) par la pêche artisanale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Espèces	Noms scientifiques	2000	2001	2002	2003
Seiches	<i>Sepia spp.</i>	2 303	2 216	1 762	2 235
Poulpe	<i>Octopus vulgaris</i>	3 212	1 623	8 951	7 387
Calmar		99	54	5	62
Total céphalopodes		5 614	3 893	10 718	9 685
% céphalopodes		45,1	33,2	63,1	61,5
Cymbium	<i>Cymbium spp.</i>	4 916	5 422	4 347	3 609
Murex	<i>Murex sp.</i>	1 529	2 080	1 617	2 083
Patelle		22	11	4	4
Ormeaux		43	7	1	0
Total gastéropodes		6 510	7 519	5 970	5 696
% gastéropodes		52,3	64,1	35,2	36,2
Huître	<i>Crassostrea gasar</i>	101	151	120	129
Coque		117	105	152	244
Total bivalves		217	256	272	372
% bivalves		1,8	2,2	1,6	2,4
Divers		105	69	18	3
TOTAL mollusques		12 446	11 737	16 979	15 756

4.2.5. Synthèse sur la pêche artisanale

La pêche artisanale, compte tenu du rôle qu'elle joue pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, reste un secteur ouvert à tout candidat pêcheur ; et bénéficie, en réalité sans restriction aucune et sans contrôle, d'un régime de libre accès aux ressources.

Ces conditions d'exploitation sont à l'origine d'un développement rapide et non maîtrisé de la pêche artisanale, qui l'a placée au premier rang des activités halieutiques sénégalaises, mais a eu pour effet pervers de conduire à une surcapacité de la flottille piroguière, à une baisse des rendements et à la surexploitation d'un grand nombre d'espèces, notamment démersales, ainsi qu'à des conflits entre pêcheurs artisans pour l'utilisation de l'espace et de la ressource.

Actuellement, parmi les pêcheurs artisans, nombreux sont ceux qui reconnaissent la nécessité de réguler l'accès à leur profession, ainsi que l'effort de pêche. Profitant de ce climat favorable, la DPM a préparé un permis de pêche dont l'entrée en vigueur vient d'être fixée au 1^{er} octobre 2005 pour une mise en œuvre en 2006 par le Ministre responsable des pêches maritimes.

La flottille artisanale compterait environ 10 000 pirogues, motorisées à 90 %, qui se déploient sur l'ensemble du plateau continental sénégalais ; et pour les plus grandes unités au-delà, sur le talus continental, ainsi que dans les eaux des Etats voisins (Mauritanie et Guinée Bissau). Cette activité mobilise plus de 56 000 pêcheurs. Entre 1997 et 2003, leur nombre aurait augmenté de plus de 10 %.

Sur la période 2000-2003, les débarquements annuels ont été en moyenne de 342 000 tonnes, pour une valeur commerciale de près de 68 milliards de FCFA (plus de 100 M€). Ils sont composés d'environ 80 % de poissons pélagiques, 14 % de poissons démersaux, 4 % de mollusques et 1 % de crustacés. Les débarquements de poissons pélagiques sont constitués en grande partie de sardinelles (rondes et plates). D'une grande variabilité inter-annuelles, les captures de chaque espèce de sardinelles dépassent couramment les 100 000 tonnes par an, et peuvent même approcher les 150 000 tonnes. Les débarquements de certaines espèces de démersaux ont diminué de manière parfois très importante ; il s'agit souvent d'espèces de haute valeur marchande (mérous, pagres, crevettes blanches,...) qui alimentent

le marché à l'exportation. Ces baisses sont compensées par l'augmentation des débarquements d'espèces de moindre valeur (capitaine, petit capitaine, émissole).

En l'absence de tout contrôle de la capacité de pêche, l'effort de pêche artisanal n'a cessé d'augmenter pour compenser la baisse des rendements. Entre 2000 et 2003, le nombre de pirogues actives a augmenté de 17 % et la consommation de carburant de 25 %. Les pirogues fréquentent, par ailleurs, des zones de pêche de plus en plus éloignées de leurs bases ; et prolongent la durée des marées.

En définitive, la pression exercée par la pêche artisanale sur les ressources est très forte, y compris dans les zones côtières de frayères et de nurseries.

D'après les mareyeurs exportateurs, les tailles des poissons débarqués, par la pêche artisanale, sont de plus en plus petites ; ce qui peut être considéré comme un indicateur d'une surexploitation de croissance et de non-respect de la législation.

4.3. Pêcheries industrielles non thonière

Le secteur de la pêche industrielle non thonière regroupe les navires dits industriels (soit par la loi ceux qui ne peuvent être considérés comme des navires de pêche artisanale). Ce secteur est dominé par la présence de chalutiers (environ 150) et de trois navires senneurs dits sardiniers. A l'exception de ces derniers, les navires industriels ciblent la ressource démersale à l'aide de chaluts. Suivant les dispositions de la loi sénégalaise, on distingue les navires industriels côtiers autorisés à pêcher des espèces démersales vivants sur le plateau continental, et les navires industriels profonds qui ciblent les espèces vivant sur les accores du talus du plateau. Les navires européens ont des possibilités de pêche pour ces catégories de pêche démersales côtières ou profondes et s'ajoutent à l'effectif de la flotte sénégalaise.

Le tableau suivant indique le nombre de navires industriels (hors thoniers) licenciés en 2004 au Sénégal⁵. Il indique que les effectifs de la flotte sénégalaise sont très concentrés sur le segment industriel de pêche côtière (114 navires sur 137 en 2004 soit 84%), avec une capacité cumulée de 18 730 TJB. Les navires européens sur ce segment étaient au nombre de 6 pour une capacité de 1 235 TJB (6% du total). Les capacités déployées sur le segment pêche profonde sont plus proches entre les deux partenaires (19 navires sénégalais, 13 européens), mais avec une jauge cumulée des navires sénégalais proche du double de celle des navires de la CE. Sur l'ensemble des segments, les capacités sénégalaises représentent 88% des effectifs et 87% de la jauge cumulée, et la C.E. le complément ; étant donné qu'aucun navire d'autre nationalité n'a été licencié cette année là.

⁵ Les navires licenciés sont ceux qui ont disposé à un moment de l'année d'une autorisation de pêche. Cela ne signifie pas qu'ils ont forcément été actifs toute l'année (par exemple, certains navires européens sous accord ne viennent au Sénégal que pour un trimestre).

Tableau 26 : Nombre et jauge cumulée des navires industriels non thoniers licenciés en 2004 par pavillon. Source : DPM

Type	Option	SENEGAL		C.E.		Autres		Total	
		Nombre	TJB	Nombre	TJB	Nombre	TJB	Nombre	TJB
Pêche côtière	Crevettes	37	6 115	0	0	0	0	37	6 115
	Poissons céph	77	12 613	6	1 235	0	0	84	13 848
	total	114	18 727	6	1 235	0	0	121	19 963
Pêche profonde	Crabes	1	202	0	0	0	0	1	202
	Crevettes	18	3 910	6	808	0	0	24	4 718
	Poissons	0	0	7	1 383	0	0	7	1 383
	total	19	4 112	13	2 191	0	0	32	6 303
Pêche Pélagique	Senne	3	149	0	0	0	0	3	149
	total	3	149	0	0	0	0	3	149
TOTAL		136	22 988	19	3 426	0	0	156	26 415

Dans les paragraphes suivants, on présentera les différentes pêcheries industrielles du Sénégal en détaillant les capacités, les engins de pêche utilisés, puis les captures.

4.3.1. Pêcheries démersales

De 2000 à 2005, 211 à 142 unités de pêche démersale ont opéré au moins un mois de l'année dans les eaux sous juridiction du Sénégal. Il s'agit de chalutiers, nationaux et étrangers, ainsi que d'un caseyeur national (tableau 14).

Tableau 27 : Evolution de la flotte de chalutiers démersaux (source : DPM)

Année	Chalutiers sénégalais	Caseyeur sénégalais	Chalutiers U.E.	Autres chalutiers	Total
2000	177		28	6	211
2001	155		40		195
2002	142	1	45	5	193
2003	132	1	29	1	163
2004	137	1	19		157
2005 *	117	1	24		142

* Situation provisoire en juillet

Les chalutiers étrangers sont surtout des navires battant pavillon d'un des pays membres de l'Union Européenne (Espagne, Grèce, Italie, Portugal). Il y eut également, avant 2004, quelques chalutiers sous pavillon du Cap-Vert, de Gambie, de Mauritanie, de Saint-Vincent et du Gabon.

De nombreux armements industriels nationaux sont des sociétés mixtes, à capitaux (majoritaires) sénégalais en association avec des intérêts européens ou asiatiques. Encouragée par les autorités à une certaine époque, la création de telles sociétés, avec l'octroi du pavillon sénégalais à des navires étrangers, souvent anciens, est à l'origine d'un développement significatif de la flotte chalutière nationale depuis la fin des années 1980. Le dispositif communautaire de soutien à la constitution de sociétés mixtes a particulièrement été utilisé par les armements européens qui ont transféré 41 unités de pêche entre 1993 et 1999 sous le pavillon sénégalais, soit le nombre le plus élevé pour l'ensemble des pays tiers.

Depuis quelques années, le nombre de chalutiers sénégalais en activité est en nette diminution. Les chalutiers actifs étaient 177 en 2000 ; ils n'étaient plus que 137 en 2004. Cette réduction du nombre de navires actifs de près de 23 % s'explique en grande partie par la vétusté de certaines unités ; mais également, sans doute, à la baisse de rentabilité des navires liée à la raréfaction de la ressource. De manière générale, il convient de signaler qu'actuellement, de nombreux chalutiers nationaux sont peu performants

et connaissent de fréquents arrêts techniques. Une visite du port industriel de Dakar suffit pour constater que certains navires réputés actifs sont dans des états plus proches de ceux d'épaves que de navires de pêche. Les responsables du GAIPES (Groupement des armateurs et des industriels de la pêche au Sénégal) confirment que sur l'ensemble de la flotte chalutière, seulement une cinquantaine d'unités ont une activité, considérée comme normale, de 250 à 280 jours de pêche par an. Le reste intègre des navires ne sortant qu'occasionnellement ou pas du tout, mais dont les armateurs conservent la licence à titre de précaution.

La description des pêcheries démersales industrielles commencera par la présentation des flottilles (nationales et étrangères), des engins de capture et des zones de pêche réglementaires, avant d'aborder l'analyse des débarquements. Ceux-ci ne sont pas disponibles par pêcherie ou type de pêche, mais regroupés pour l'ensemble des chalutiers nationaux dans les statistiques de la DOPM. Par ailleurs, on ne dispose pas, non plus, d'indicateurs de l'effort de pêche effectif déployé dans chaque pêcherie (jours de pêche et/ou heures de pêche).

Pêcherie de crevettes côtières

a) Flottille

Seuls des navires sous pavillon sénégalais sont bénéficiaires de la licence de pêche de crevettes côtières, aucune introduction de capacité européenne sur ce segment n'étant permise par le protocole d'accord. En 2004, La flottille de crevettiers côtiers a compté 37 chalutiers (36 congélateurs et 1 glacier) et ne compte que des navires battant pavillon national.

Le tableau suivant présente les caractéristiques de la flottille sénégalaise. La majorité des crevettiers côtiers mesurent de 20 à 30 m et jaugent moins de 200 tjb. Les puissances motrices sont importantes (97 % sont équipés de moteurs de plus de 400 cv). La flottille est très âgée ; l'âge moyen est de 33 ans et 43 % des navires ont plus de 40 ans.

Tableau 28 : Caractéristiques de la flottille de chalutiers crevettiers côtiers en 2004 (source : DOPM)

Caractéristiques	Chalutier glacier (N = 1)	Chalutiers congélateurs (N = 36)		
		Maximum	Minimum	Moyenne
Tonnages (TJB)	147,64	349,58 *	62,00	165,76
Longueurs (m)	27,10	42,00	21,08	28,37
Puissances (cv)	600	1047	365	629
Âges (ans)	41	47	8	33

* Le tonnage brut maximal autorisé pour la pêche des crevettes côtières est de 400 TJB (article 35 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime).

Les congélateurs effectuent des marées de 25 à 50 jours. Pour une bonne conservation des crevettes, les sorties du glacier ne peuvent durer que quelques jours (moins d'une semaine). En pêche, la durée des traits de chalut dépasse rarement deux heures. Sur les congélateurs, les crevettes sont triées à bord et parfois débarquées en containers. Depuis quelques temps, les rendements connaîtraient une baisse importante ; et les armements seraient confrontés à un problème de rentabilité. Cette situation aurait conduit à une modification importante de la stratégie d'exploitation des navires qui auraient réduit de manière très sensible leurs rejets de captures accessoires pour équilibrer leur compte d'exploitation. Actuellement, les crevettiers côtiers conserveraient à bord presque toutes les espèces capturées, notamment celles de moindre valeur marchande qui étaient auparavant l'objet de rejets, pour les commercialiser sur le marché local ou les exporter sur le marché africain.

b) Engin de pêche

Les chaluts utilisés pour la pêche des crevettes côtières sont des chaluts à faible ouverture verticale montés sur des gréments à tangon type floridien (un ou deux par tangon). Le maillage réglementaire ne doit pas être inférieur à 50 mm d'ouverture de maille (article 32 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime).

Pêcherie démersale côtière de poissons et céphalopodes

a) Flottille

Une flottille relativement importante de chalutiers sous pavillon sénégalais, ainsi que quelques chalutiers européens opèrent dans cette pêche. En 2004, on comptait 78 navires nationaux, 36 congélateurs et 42 glaciers, ainsi que 6 congélateurs européens sous pavillon espagnol (tableau suivant).

Tableau 29 : Caractéristiques des flottilles, nationale et européenne, de chalutiers côtiers poissonniers et céphalopodiers, en 2004 (source : DPM)

Caractéristiques	Glaciers sénégalais (42)			Congélateurs sénégalais (N = 36)			Chalutiers européens (N = 6)		
	Minim.	Maxim.	Moyenne	Minim.	Maxim.	Moyenne	Minim.	Maxim.	Moyenne
Tonnages (TJB)	21,30	216,45	109,73	58,00	494,47	222,33	98,00	267,00	206,00
Longueurs (m)	13,00	40,05	24,61	24,20	50,15	36,16	28,00	39,40	32,09
Puissances (cv)	120	900	517	500	1225	862	430	1100	743
Âges (ans)	7	45	28	2	55	27	5	18	10

Tous les congélateurs, nationaux et européens sont des navires de 25 à 40 m ; les glaciers sont des navires de tailles variables, 19 % ont moins de 20 m et 15 % plus de 40 m. Dans l'ensemble, les glaciers sont des navires de longueurs, tonnages et puissances motrices, inférieurs à ceux des congélateurs. Les congélateurs effectuent des marées de 60 à 70 jours. Les marées des glaciers durent en moyenne une semaine.

b) Engin de pêche

Les chaluts utilisés pour la pêche de poissons ou de céphalopodes sont des chaluts de fonds classiques à panneaux avec une ouverture verticale de moins de 2 m. Le maillage minimal est de 70 mm d'ouverture de maille dans la poche, à l'exclusion de toutes autres mesures techniques (nombre de mailles dans la circonférence, diamètre du fil).

Pêcherie démersale profonde de poissons

a) Flottille

Actuellement, seule une petite flottille de navires européens exploite les ressources de poissons du talus continental sénégalais. Les espèces ciblées sont les merlus (*Merluccius senegalensis* et *M. polli*). En 2004, la flottille de merlutières comptait 7 chalutiers espagnols : 1 congélateur et 6 glaciers (tableau suivant). Aucun navire sénégalais ne pratique l'exploitation ciblée de ces espèces.

Tableau 30 : Caractéristiques de la flottille européenne de chalutiers merlutières, en 2004 (source : DPM)

Caractéristiques	Chalutier congélateur (N = 1)	Chalutiers glaciers (N = 6)		
		Minimum	Maximum	Moyenne
Tonnages (TJB)	198,30	148,69	349,25	197,44
Longueurs (m)	34,05	26,28	41	30,37
Puissances (cv)	683	270	1170	538
Âges (ans)	8	2	45	12

La flottille est relativement homogène, à l'exception d'un vieux glacier de 45 ans, mesurant 41 m, jaugeant 349 tjb et d'une puissance motrice de 1 170 cv. Les six autres navires sont des chalutiers de 25 à 35 m, jaugeant de 150 à 200 tjb et développant une puissance motrice de 270 à 680 cv ; tous sont âgés de moins de 10 ans.

La pêche a lieu sur le talus continental, jusqu'à une profondeur d'environ 700 m. Par jour de pêche, un navire chalute de 15 à 19 heures.

b) Engin de pêche

L'engin de pêche utilisé est un chalut de fond à panneaux à grande ouverture verticale. Les merlus sont, en effet, des poissons démersaux qui vivent décollés du fond ; et leur capture exige l'utilisation d'un chalut qui opère sur une grande hauteur d'eau au dessus du fond. Le maillage réglementaire dans la poche de l'engin ne doit pas être inférieur à 70 mm d'ouverture de maille (article 32 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime).

Pêcherie de crevettes profondes

a) Flottes

Deux flottes, une nationale et une européenne, exploitent les ressources de crevettes profondes du talus continental. En 2004, 24 chalutiers crevettiers, 18 nationaux et 6 européens (5 sous pavillon espagnol et 1 sous pavillon portugais), tous congélateurs, ont opéré dans les eaux sous juridiction du Sénégal.

Le tableau suivant présente les caractéristiques des deux flottes. Les chalutiers nationaux sont en moyenne plus grands, plus gros et plus puissants que les chalutiers européens. Ils sont aussi beaucoup plus vieux (23 ans d'âge moyen contre 7 pour les navires de la CE).

Tableau 31 : Caractéristiques des flottes, nationale et européenne, de chalutiers exploitant les crevettes profondes, en 2004 (source : DPM)

Caractéristiques	Chalutiers sénégalais (N = 18)				Chalutiers européens (N = 6)			
	Minimum	Maximum	Total	Moyenne	Minimum	Maximum	Total	Moyenne
Tonnages (TJB)	98,00	413,66	3 909,97	217,22	98,00	150,19	807,86	134,64
Longueurs (m)	23,00	46,97		32,40	24,38	34,08		29,25
Puissances (cv)	236	1 200	13 723	762	340	850	3 254	542
Âges (ans)	2	39		23	4	8		7

b) Engin de pêche

Les navires exploitant la crevette profonde utilisent des chaluts de fond simples à panneaux classiques comparables à ceux utilisés par les navires langoustiniers en Europe (chalut type irlandais à deux faces avec une ouverture verticale inférieure à deux mètres). Le maillage minimal est fixé par la réglementation à 40 mm d'ouverture de maille dans la poche. Certains navires sénégalais opérés par des intérêts asiatiques continuent d'utiliser un chalut coréen à 4 faces plus lourd que le chalut irlandais.

Pêcherie de crabe profond

Depuis quelques années, un congélateur sous pavillon sénégalais, est titulaire d'une licence de pêche démersale profonde pour pêcher le crabe aux casiers. Ce crabe profond, *Geryon* sp. (famille des geryonidae), vit généralement sur les fonds vaseux du talus continental, jusqu'à une profondeur d'environ 1 000 m.

Le caseyeur mesure 31 m de LHT, jauge 202 tjb, et est équipé d'un moteur de 545 cv. Il s'agit également d'un navire ancien, âgé de 29 ans.

Les zones de pêche autorisées pour la pêche du crabe profond sont les mêmes que pour l'exploitation des merlus et des crevettes profondes. De fait, cette espèce constitue une prise accessoire recherchée par les navires crevettiers profonds.

Il n'y a pas de fermeture annuelle de la pêche pour ce type d'exploitation.

4.3.2. Captures de la pêche démersale industrielle

➤ Captures des chalutiers nationaux

Les données analysées proviennent des statistiques de débarquements de la pêche chalutière, qui figurent dans les rapports annuels de la DPM. Les informations sont collectées régulièrement auprès des armements industriels par le biais des journaux de bord.

Dans les statistiques officielles, une fraction relativement importante des captures figure sous la rubrique divers poissons ; il s'agit d'espèces, pélagiques ou démersales, qui n'ont pas été (ou n'ont pu être) identifiées.

Les captures démersales de la pêche industrielle sénégalaise se situent aux environs de 40 000 tonnes par an. Sur la période 2000-2003, elles ont varié de 37 900 tonnes (2000) à 43 700 tonnes (2001). Les bons résultats des années 2001 et 2002 sont dus en grande partie à l'augmentation sensible des prises de soles langues, *Cynoglossus spp.*, et de rouget, *Pseudupeneus prayensis*. Sur la même période, la valeur des débarquements a baissé d'environ 12 %, passant de près de 33 à près de 29 milliards de FCFA (figure 12).

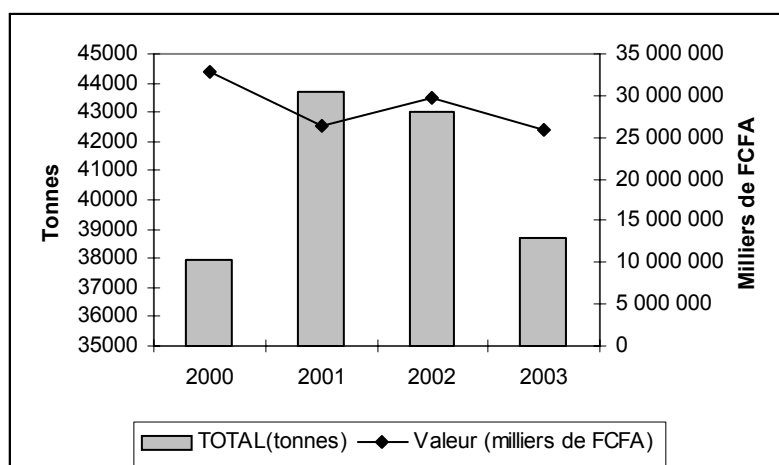


Figure 12 : Evolution des débarquements de la pêche chalutière nationale, en volume et valeur, de 2000 à 2003
(source : DPM)

Les captures d'espèces démersales (poissons, crustacés et mollusques) ont représenté, en moyenne, près de 71 % des captures ; celles de poissons pélagiques, 8 % (tableau suivant).

Après avoir dépassé les 22 000 tonnes en 2001, les débarquements de poissons démersaux ont diminué d'environ 3 000 tonnes par an jusqu'en 2003. Les prises de poissons pélagiques qui se situaient aux alentours de 3 000 tonnes, de 2000 à 2002, ont atteint les 4 000 tonnes en 2003. Les captures de crustacés ont varié autour de 5 000 tonnes. Quant à celles de mollusques, après avoir enregistré une baisse importante en 2001 (3 100 tonnes), elles ont doublé en 2002 (6 200 tonnes), puis ont diminué en 2003, en restant, toutefois, supérieures à 5 000 tonnes (figure suivante).

Tableau 32 : Evolution des débarquements de la pêche chalutière nationale par groupes d'espèces, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Produits	2000	2001	2002	2003	Moyenne 2000-2003	%
Poissons démersaux	17 741	22 232	19 543	16 769	19 071	46,7
Poissons pélagiques	3 381	2 677	2 970	4 099	3 282	8,0
Divers poissons	6 908	10 791	9 666	7 487	8 713	21,3
Total poissons	28 030	35 700	32 179	28 355	31 066	76,1
Crustacés	5 290	4 849	4 635	5 089	4 966	12,2
Mollusques	4 623	3 140	6 205	5 240	4 802	11,8
TOTAL général (tonnes)	37 943	43 690	43 019	38 684	40 834	100
Valeur (milliers de FCFA)	32 861 569	26 482 935	29 612 775	25 985 450	28 735 682	
Equivalent K€	50 401	40 618	45 418	39 855	44 073	

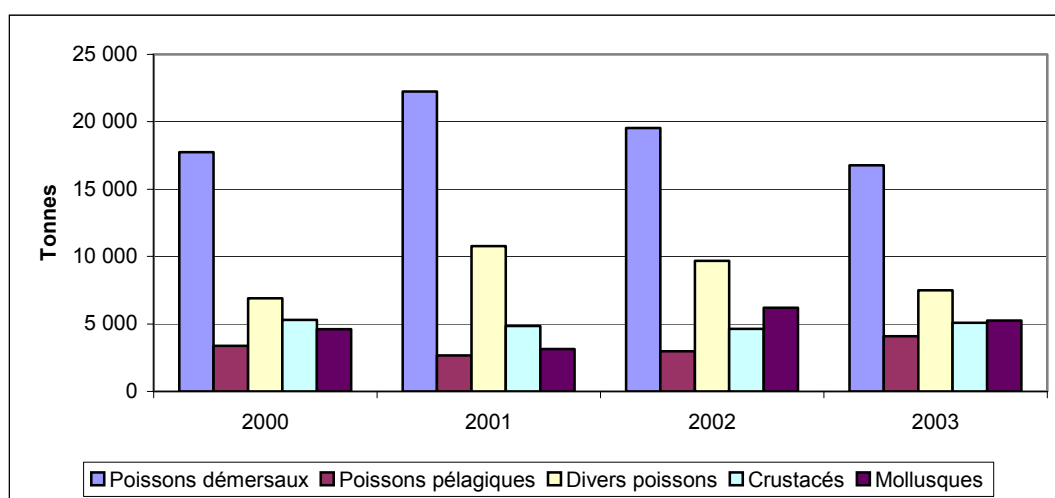


Figure 13 : Evolution des débarquements de la pêche chalutière nationale par groupes d'espèces, de 2000 à 2003 (source : DPM)

a) Poissons démersaux

Au total, 54 espèces ou groupes d'espèces (genres) de poissons démersaux, dont 5 requins et 4 raies, appartenant à 46 familles, ont été identifiés dans les débarquements des chalutiers sénégalais. Ceci confirme que la pêche chalutière est susceptible de pêcher un large spectre d'espèces.

10 espèces ou groupes d'espèces représentent entre 81 et 85 % de la totalité des captures des poissons démersaux identifiés. Ce sont les machoirons (*Arius* spp.), la brotule (*Brotula barbata*), les soles langues (*Cynoglossus* spp.), le rouget (*Pseudupeneus prayensis*), le petit capitaine (*Galeoides decadactylus*), la carpe blanche (*Pomadoury rogerii*), l'ombrine (*Umbrina canariensis*), les soles de roche (*Synaptura* spp.), la daurade rose (*Pagellus bagaraveo*) et le pageot à tache rouge (*Pagellus bellottii*). Les débarquements les plus importants concernent les soles (soles langues et soles de roche) ; ils ont été de 4 100 à 5 400 tonnes par an de 2000 à 2003. Les captures de deux autres espèces, le petit capitaine et la carpe blanche, dépassent couramment les 1 500 tonnes, voire les 2 000 tonnes, par an. Soles, petit capitaine et carpe blanche représentent de 43 à 53 % des captures annuelles de poissons démersaux (tableau suivant).

Tableau 33 : Principaux poissons démersaux entrant dans les débarquements de la pêche chalutière nationale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Noms vernaculaires		2000	%	2001	%	2002	%	2003	%
Machoirons	<i>Arius spp.</i>	1 534	8,7	2 230	10,0	929	4,8	950	5,7
Brotule	<i>Brotula barbata</i>	998	5,6	721	3,2	715	3,7	479	2,9
Soles langues	<i>Cynoglossus spp.</i>	2 941	16,6	4 169	18,8	4 425	22,7	3 082	18,4
Rouget	<i>Pseudupeneus prayensis</i>	974	5,5	1 705	7,7	1 740	8,9	974	5,8
Petit capitaine	<i>Galeoides decadactylus</i>	1 623	9,2	2 596	11,7	2 361	12,1	2 401	14,4
Carpe blanche	<i>Pomadasys rogerii</i>	1 880	10,6	2 224	10,0	1 763	9,1	1 547	9,3
Ombrine	<i>Umbrina canariensis</i>	1 333	7,5	2 024	9,1	1 620	8,3	1 163	7,0
Soles de roches	<i>Synaptura spp.</i>	1 161	6,5	1 258	5,7	1 003	5,2	1 779	10,6
Daurade rose	<i>Pagellus bogaraveo</i>	548	3,1	617	2,8	404	2,1	408	2,4
Pageot à tache rouge	<i>Pagellus bellottii</i>	2 071	11,7	1 435	6,5	1 352	6,9	790	4,7
Total		15 062	84,9	18 979	85,4	16 313	83,7	13 572	81,1
			0,0						
Autres		2 680	15,1	3 241	14,6	3 173	16,3	3 160	18,9
Total démersaux (tonnes)		17 741	100	22 220	100	19 486	100	16 732	100

b) Poissons pélagiques

Sur la période 2000-2003, les débarquements annuels de poissons pélagiques par la flottille chalutière nationale ont été compris entre 2 300 tonnes en 2001 et 4 100 tonnes en 2003. 31 espèces ou groupes d'espèces, appartenant à 9 familles ont été identifiées (tableau suivant).

La grande majorité des captures a concerné les carangidae. Cette famille a représenté de 79 % à 90 % de la totalité des captures de pélagiques. L'espèce dominante est le chinchard jaune, *Caranx rhoncus*, qui a donné lieu à des captures annuelles de 1 500 à près de 3 300 tonnes. A noter que le segment chalutier n'exploite pas les espèces dites de petits pélagiques (sardinelle, chinchard, sardine) du fait de leur spécialisation sur les espèces de fond. Les espèces pélagiques mentionnées dans le tableau suivant sont en fait pour l'essentiel (carangidae) des espèces vivant principalement décollées du fond, tout en restant inféodées à celui-ci pour la recherche de nourriture

Tableau 34 : Evolution des débarquements de poissons pélagiques par la flotte chalutière nationale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Noms vernaculaires	Noms scientifiques	Familles	2000	2001	2002	2003
Chinchard jaune	<i>Caranx rhoncus</i>	carangidae	2177	1534	1872	3272
Carangue	<i>Caranx crysos</i>	carangidae	194	135	157	183
Chinchard noir	<i>Trachurus trecae</i>	carangidae	408	2	84	64
Scyris d'Alexandrie	<i>Scyris alexandrina</i>	carangidae	90	138	89	68
Mussolini	<i>Selene dorsalis</i>	carangidae	30	69	98	57
Petite carangue	<i>Chloroscombrus chrysurus</i>	carangidae	113	58	41	28
Mulets		Mugilidae	14	9	134	9
Sardinelle plate	<i>Sardinella maderensis</i>	Clupeidae	11	18	66	57
Sardinelle ronde	<i>Sardinella aurita</i>	Clupeidae	15	48	47	18
Guinée	<i>Elops lacerta</i>	Elopidae	18	27	55	24
Thonine	<i>Euthynnus alletteratus</i>	Scombridae	5	3	14	2
Autres			20	11	17	15
Total pélagiques (tonnes)			3 381	2 310	2 970	4 099

On note la présence, dans les débarquements, d'espèces pélagiques qui n'ont pu être capturées au chalut de fond. Ce sont l'espadon et les thons (thons majeurs : albacore, patudo, listao ; et thons mineurs : thonine, bonite à dos rayée, palomette), probablement pêchés à la ligne de traîne.

c) Crustacés

Les captures de crustacés sont dominées par celles de crevettes blanches et de crevettes profondes. Les crevettes blanches, *Penaeus notialis* et accessoirement *P. kerathurus*, sont les espèces cibles de la pêche de crevettes côtières ; elles sont uniquement exploitées par des chalutiers nationaux. Les crevettes profondes, *Parapenaeus longirostris*, et accessoirement *Aristeus varidens*, sont actuellement ciblées dans la pêche de crevettes profondes par des chalutiers nationaux et des chalutiers battant pavillons de pays membres de l'Union Européenne.

Au cours de la période 2000-2003, les crevettes blanches ont donné lieu à des débarquements annuels de 1 600 à près de 2 600 tonnes ; et ceux de crevettes profondes à des mises à terre de 2 200 à 3 100 tonnes par an (tableau suivant).

Tableau 35 : Evolution des débarquements de crustacés (en tonnes) par la flotte chalutière nationale, de 2000 à 2003 (source : DOPM)

Crustacés	Noms scientifiques	2000	2001	2002	2003
Crevettes blanches	<i>Penaeus notialis</i> , <i>P. kerathurus</i>	2557	2369	1966	1647
Crevettes profondes	<i>Parapenaeus longirostris</i> , <i>Aristeus varidens</i>	2449	2194	2552	3136
Crabe		282	264	115	304
Crabe profond	<i>Geryon sp.</i>		18		1
Langouste verte	<i>Panulirus regius</i>	2	3	2	1
Langouste rose	<i>Palinurus mauritanicus</i>		0		
Cigales de mer	<i>Scyllarides spp.</i>		0	0	0
Autres crustacés					1
Total crustacés (t)		5290	4849	4635	5089

Ces dernières années, les captures de crevettes blanches côtières sont en diminution régulière ; elles ont enregistré en trois ans une baisse de près de 36 %, passant de 2 557 tonnes en 2000 à 1 647 tonnes en 2003. Au contraire, les prises de crevettes profondes, après avoir enregistré une diminution en 2001 (près de 2 200 tonnes) ont augmenté les deux années suivantes, pour dépasser 3 100 tonnes en 2003 ; en définitive, les débarquements de crevettes profondes ont augmenté de près de 28 %.

d) Mollusques

Sur la période 2000- 2004, les captures de mollusques des chalutiers nationaux ont varié de 3 100 à 6 200 tonnes (tableau 26). Elles sont presque uniquement composées de poulpe (*Octopus vulgaris*) et de seiches (*Sepia spp.*).

Tableau 36 : Evolution des débarquements de mollusques (en tonnes) par la flotte chalutière nationale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Mollusques	Noms scientifiques	2000	2001	2002	2003
Poulpe	<i>Octopus vulgaris</i>	2845	1362	3849	3474
Seiches	<i>Sepia spp.</i>	1650	1724	2235	1713
Encornets		53	54	120	53
Total mollusques (t)		4549	3140	6205	5240

Le poulpe est une des espèces ciblées dans la pêche démersale côtière de poissons et de céphalopodes, où opèrent conjointement des navires nationaux et des navires européens. La variabilité inter-annuelle des captures de cette espèce peut être très importante. Ainsi, par exemple, de 2001 à 2002, les prises de poulpe ont été multipliées par 2,8 ; elles ont dépassé les 3 800 tonnes en 2002, alors qu'elles n'étaient que de 1 360 tonnes en 2001. Les variations des captures de seiches sont moins accentuées ; de 2000 à 2003, les prises ont été comprises entre 1 650 et 2 235 tonnes.

➤ **Captures des chalutiers européens**

Depuis l'entrée en vigueur de l'actuel protocole d'application de l'accord de pêche entre la Communauté Européenne et la République du Sénégal, le nombre de chalutiers européens ayant opéré chaque année dans les eaux sous juridiction du Sénégal n'a cessé de diminuer ; il est passé de 39 en 2002 à 12 en 2004. C'est chez les navires opérant sous licences de catégories 2 et 3, dans les pêcheries démersales profondes de poissons et de crevettes, que la baisse a été la plus importante (tableau suivant).

Tableau 37 : Evolution des captures des chalutiers européens (en tonnes), par catégorie de licences, dans la ZEE du Sénégal (sources : DPM ; Délégation de la Commission Européenne)

Années	Catégorie 1		Catégorie 2		Catégorie 3	
	Navires	Captures	Navires	Captures	Navires	Captures
2002 (1)	7	1 584	15	4 556	17	1 697
2003 (1)	7	5 355	10	2 884	11	1 234
2004 (2)	5	1 718	1	784	6	272
Total	19	8 656	26	8 224	34	3 203

(1) DPM ; (2) Délégation de la Commission Européenne

Sur la période allant du 1er juillet 2002 au 31 décembre 2004, près de 20 100 tonnes de produits halieutiques ont été capturés dans les eaux sénégalaises, soit environ 7 000 tonnes par an. La contribution de chaque segment de la flotte européenne à cette production a été de 43 % pour les chalutiers côtiers poissonniers et céphalopodiers, de 41 % pour les merluttiers et de 16 % pour les crevettiers profonds.

Dans chaque catégorie de licence, les différences souvent importantes entre les captures annuelles moyennes par navires indiquent que la fréquentation des eaux sénégalaises par les navires européens, et donc l'effort effectif global (en termes de jours et/ou d'heures de pêche) qu'ils y ont déployé, a été très variable d'une année sur l'autre.

a) Catégorie 1 – Chalutiers côtiers poissonniers et céphalopodiers

Dans la pêche démersale côtière de poissons et de céphalopodes, les captures qui dominent sont celles de poulpe (*O. vulgaris*) et de soles, qui représentent près de 50 % des prises. Les captures de seiche (*S. officinalis*) et de chinchards (*Trachurus spp.*) sont significatives et représentent respectivement 6 et 5 % des prises (tableau suivant).

Tableau 38 : Captures de 5 chalutiers poissonniers-céphalopodiers européens dans les eaux sénégalaises, en 2004 (source : CE)

Noms espagnols	Noms français	Noms scientifiques	Familles	Captures (t)	% du TOTAL
Poissons					
Acedia	Soles	<i>Cynoglossus sp.</i>	cynoglossidae	221	12,9
Jurel	Chinchards	<i>Trachurus spp.</i>	Carangidae	80	4,7
Peluda	Soles	<i>Cynoglossus sp.</i>	cynoglossidae	49	2,9
Lenguado	Soles	<i>Solea spp.</i>	Soleidae	48	2,8
Brotola	Brotule	<i>Brotula barbata</i>	Brotulidae	18	1,1
Mero	Mérou	<i>Epinephelus sp.</i>	Serranidae	17	1,0
Pez vela	Voilier	<i>Istiophorus albicans</i>	Istiophoridae	14	0,8
Burro	Grondeur	<i>Pomadasys sp.</i>	Pomadasyidae	14	0,8
Cachucho	Denté	<i>Dentex macrophthalmus</i>	Sparidae	6	0,4
Gallo	Cardine	<i>Lepidorhombus sp.</i>	Scophthalmidae	6	0,4
Salmonete	Rouget	<i>Pseudupeneus prayensis</i>	Mullidae	5	0,3
Denton	Denté	<i>Dentex sp.</i>	Sparidae	5	0,3
Rascacio	Rascasses	<i>Scorpaena spp.</i>	Scorpaenidae	2	0,1
Dorada	Daurade		Sparidae	2	0,1
Solleta	Feuille	<i>Citharus sp.</i>	Citharidae	1	0,0
Denton angoleno	Denté	<i>Dentex sp.</i>	Sparidae	1	0,0
Cherna	Mérou	<i>Epinephelus sp.</i>	Serranidae	0	0,0
	Total poissons			492	28,6
Mollusques					
Pulpo	Poulpe	<i>Octopus vulgaris</i>	Octopidae	510	29,7
Choco	Seiche	<i>Sepia officinalis</i>	Sepiidae	102	6,0
Potas	Encornets	<i>Illex sp., Todarodes sp.</i>	Ommastrephidae	8	0,5
Pota angolena	Encornet	<i>Illex sp.</i>	Ommastrephidae	5	0,3
Sepia	Seiches	<i>Sepia spp.</i>	Sepiidae	4	0,2
Calamar	calmar	<i>Loligo spp.</i>	Loliginidae	1	0,1
	Total mollusques			630	36,7
Crevettes					
Langostino	Crevettes blanches	<i>Penaeus notialis, P. kerathurus</i>	Penaeidae	0	0,0
Varios	Divers			596	34,7
TOTAL				1718	100

b) Catégorie 2 – Chalutiers merlutiers

Les captures dans la pêche démersale profonde de poissons sont presque uniquement composées de merlus, *Merluccius senegalensis* et *M. polli*. (94 %). Il s'agit donc d'une pêche relativement spécifique. Le reste des prises est constitué de cardines (0,9 %), ainsi que de quelques baudroies, dentés à gros yeux et squales.

Tableau 39 : Captures déclarées d'un chalutier merlutier européen dans les eaux sénégalaises, en 2004 (source : Commission européenne)

Noms espagnols	Noms français	Noms scientifiques	Familles	Captures (t)
Merluza negra	Merlus	<i>Merluccius senegalensis</i> , <i>M. polli</i>	Merluccidae	739
Varios	Divers			37
Gallo	Cardine	<i>Lepidorhombus sp.</i>	Scophthalmidae	7
Rape	Baudroies	<i>Lophius spp.</i>	Lophiidae	1
Cachucho	Denté à gros yeux	<i>Dentex macrophthalmus</i>	Sparidae	0
Tollos	Squales	<i>Deania sp.</i>	Centrophoridae	0
Total (en tonnes)				784

c) Catégorie 3 – Chalutiers crevettiers profonds

Dans la pêche démersale profonde de crevettes, l'espèce largement dominante dans les déclarations de captures est *Parapenaeus longirostris* (76 % des prises). Les autres espèces de crevettes profondes (*A. varidens* ; *P. edwardsianus* ; *Plesionika spp.*) et le crabe profond représentent respectivement 5,8 % et 2,3 % des prises ; les poissons (merlus, baudroies, requins) seulement 0,7 % (tableau suivant).

Tableau 40 : Captures de 6 crevettiers profonds européens dans les eaux sénégalaises, en 2004 (source : Commission européenne)

Noms espagnols	Noms français	Noms scientifiques	Familles	Captures (t)
Alistado	Crevettes profondes	<i>Aristeus varidens</i>	Aristeidae	13
Carabinero	Crevettes profondes	<i>Plesiopenaeus edwardsianus</i>	Aristeidae	1
Gamba	Crevettes profondes	<i>Parapenaeus longirostris</i>	Aristeidae	206
Camaron	Crevettes	<i>Plesionika spp.</i>	Pandalidae	2
Cangrejo	Crabe	<i>Geryon sp. (?)</i>	Geryonidae (?)	6
Pulpo	Poulpe	<i>Octopus vulgaris</i>	Octopodidae	0
Merluza negra	Merlus	<i>Merluccius senegalensis</i> , <i>M. polli</i>	Merluccidae	0
Rape	Baudroie	<i>Lophius spp.</i>	Lophiidae	2
Cazon	Requin	<i>Galeorhinus sp.</i>	Triakidae	0
Varios	Divers			42
TOTAL (en tonnes)				272

4.3.3. Pêche pélagique côtière

Flottille

Une petite flottille industrielle de senneurs côtiers, tous nationaux, exploite les petits pélagiques sur le plateau continental. Aucun navire européen n'est présent sur ce segment. Cette flottille composée de 5 navires en 2000, ne comptait plus que 4 unités en 2001 et 2002 ; puis 3 unités en 2003. Les senneurs côtiers sénégalais sont des glaciers d'une vingtaine de mètres, d'un tonnage brut inférieur à 100 tjb et de puissance motrice moyenne. Tous sont âgés ; deux navires sur trois ont près de 30 ans (tableau suivant).

Tableau 41 : Caractéristiques de la flottille de senneurs côtiers, en 2004 (source : DPM)

Caractéristiques	Senneurs côtiers (N = 3)		
	Maximum	Minimum	Moyenne
Tonnages (TJB)	60,00	41,10	49,53
Longueurs (m)	21,40	20,75	21,05
Puissances (cv)	400	160	247

Ages (ans)	28	17	24
------------	----	----	----

Engin de pêche

L'engin de pêche est une senne coulissante dont le maillage réglementaire est de 28 mm d'ouverture de maille (article 32 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime).

Captures

Les captures des senneurs côtiers se situent aux environs de 1 500 tonnes par an (tableau suivant). La réduction du nombre de navires en activité, sur la période 2000-2003, n'est pas ressentie au niveau des débarquements. Ceux-ci, depuis 2002, sont uniquement constitués de sardinelles.

Tableau 42 : Evolution des débarquements de la flottille de senneurs côtiers, de 2000 à 2003. Source : DPM

Espèces	Noms scientifiques	2000	2001	2002	2003
Sardinelle ronde	<i>Sardinella aurita</i>	845,3	1 114,00	520,3	689,3
Sardinelle plate	<i>Sardinella maderensis</i>	519,5	573,1	951,9	850
Maquereau bonite	<i>Scomberomorus tritor</i>	7,9			
Chinchard jaune	<i>Caranx rhoncus</i>	3,8	0,5		
TOTAL (en tonnes)		1 376,50	1 687,60	1 472,20	1 539,30

Synthèse sur la pêche industrielle

La régulation de la pêche industrielle et l'accès aux ressources reposent sur un système de licences et la définition de zones de pêche par types de licence.

La flotte industrielle sénégalaise est vétuste et peu performante ; les navires sont souvent très âgés et insuffisamment entretenus. Ces dernières années, à la fois pour des questions de maintenance et de rentabilité, les nombres de chalutiers et de sardiniers-senneurs en activité sont en diminution. On comptait 179 chalutiers et 5 sardiniers en 2000, ils ne sont plus, respectivement, que 132 et 3 en 2003. La très grande majorité des navires sénégalais est constituée d'unités de type démersale côtière qui exploitent les espèces du plateau.

La contribution des sardiniers à la production nationale est faible ; ils débarquent aux alentours de 1 500 tonnes de sardinelles par an, pour une valeur commerciale d'environ 57 millions de FCFA.

Les chalutiers, quant à eux, sont répartis dans trois pêcheries démersales, deux sur le plateau continental (crevettes côtières ; poissons et céphalopodes) et une sur le talus continental (crevettes profondes). Leurs débarquements, de 41 000 tonnes par an, en moyenne, sur la période 2000-2003, représentent une valeur de plus de 27 milliards de FCFA (41,4 M€). Les mises à terres sont essentiellement constituées d'espèces démersales (poissons, crustacés et mollusques) ; les poissons pélagiques, surtout des chinchards jaunes, représentent 8 % des prises. Les débarquements de certaines espèces de démersaux montrent une nette tendance à la baisse ; ils concernent les crevettes blanches, les machoirons, la brotule, des mérous (dont le thiof) et des sparidae (dont le pageot). Par contre, les mises à terre de crevettes profondes sont en augmentation depuis 2001.

La fréquentation de la ZEE du Sénégal par les navires européens n'a pas été régulière. De juillet 2002 à juillet 2005, en moyenne, entre 10 et 40 chalutiers sous pavillon d'un des pays membres de l'Union Européenne ont pêché chaque mois dans les eaux sénégalaises, en dehors des périodes annuelles de fermeture de la pêche d'une durée de deux mois (repos biologique) : 5 à 8 unités titulaires d'une licence de catégorie 1, dans la pêcherie démersale côtière de poissons et de céphalopodes ; 1 à 13, titulaires d'une licence de catégorie 2, dans la pêcherie démersale profonde de poissons ; et entre 1 et 21 unités, titulaires d'une licence de catégorie 3, dans la pêcherie démersale profonde de crevettes.

De juillet 2002 à décembre 2004, 20 100 tonnes d'espèces démersales (poissons, crustacés et mollusques) ont été capturées par les chalutiers européens dans les eaux sénégalaises : 8 700 tonnes par ceux de catégorie 1 ; 8 200 tonnes par ceux de catégorie 2 ; et 3 200 tonnes par ceux de catégorie 3. Ce qui correspond, en gros, au cinquième des débarquements des chalutiers industriels nationaux.

4.4. La pêche industrielle thonière

La pêche industrielle thonière cible le groupe des pélagiques hauturiers qui est composé de l'albacore (*Thunnus albacares*), du patudo (*Thunnus obesus*), du listao (*Katsuwonus pelamis*) à titre principal, et les espèces dites apparentées que sont l'espadon (*Xiphias gladius*) et d'autres espèces de poissons porte-épée. Ces espèces occupent l'espace océanique en dehors du plateau continental. Les espèces sont ciblées par des navires spécialisés dont les thoniers senneurs pour la capture de thonidés à destination de la conserve, les canneurs qui ciblent les mêmes espèces, et les palangriers dont la cible est constituée essentiellement par l'espadon et par les requins océaniques.

La zone sénégalaise est proche de la limite nord de l'aire de distribution des thonidés recherchés. L'aire de répartition de l'espadon s'étend beaucoup plus vers le nord, jusqu'aux latitudes européennes.

La pêcherie industrielle thonière est à dominante étrangère au Sénégal, l'armement national restant modeste en capacités sur ce segment.

4.4.1. La pêche à la senne

Comme les océans pacifique et indien, l'océan atlantique est le théâtre d'une pêcherie thonière à la senne importante. Suivant les données de l'ICCAT, les captures de thons se sont élevées à 180 000 tonnes par an en moyenne sur ces cinq dernières années. Les navires communautaires sont à l'origine de 63% des prises (115 000 tonnes par an en moyenne), avec l'Espagne (35% des prises) et la France (28%) comme seuls Etats membres participant à cette pêcherie. Les autres pavillons importants sont ceux du Ghana (17% des prises, 30 000 tonnes par an) et des Antilles Néerlandaises (10%, 18 000 tonnes par an en moyenne). Les quelques centaines de tonnes déclarées par le Sénégal jusqu'en 2002 étaient constituées de prises accessoires de navires senneurs, mais spécialisés sur les petits pélagiques.

Tableau 43 : Captures (tonnes) des senneurs par pavillon dans l'Atlantique oriental. Source : ICCAT

Pays	1999	2000	2001	2002	2003Moyenne	% moyenne 1999-2003	
Pavillons C.E. dont :	114 496	115 046	114 216	108 569	120 826	114 631	63%
<i>Espagne</i>	62 548	64 711	65 182	59 400	67 951	63 959	35%
<i>France</i>	51 736	50 166	49 034	49 169	52 875	50 596	28%
Ghana	30 013	17 411	32 268	37 851	33 451	30 199	17%
Antilles Néerlandaises	17 537	18 039	21 753	11 619	19 548	17 699	10%
Pavillons divers	14 058	12 364	16 983	15 639	14 554	14 720	8%
Fédération Russie	5 793	1 202	.	.	.	3 498	2%
Panama	2 222	2 839	944	1 427	.	1 858	1%
Sénégal	572	420	416	416	.	456	0%
Cape Vert	27	279	620	344	71	268	0%
Total	184 719	167 600	187 200	175 865	188 450	180 767	

La pêcherie à la senne de l'Atlantique oriental capture principalement du listao et de l'albacore. Le patudo est la troisième espèce la plus pêchée. Comme l'indique le tableau suivant, les prises de listao et d'albacore représentent entre 87 et 90% des prises déclarées des senneurs. Les captures de patudo varient grossièrement entre 15 et 20 000 tonnes par an pour représenter en moyenne un peu moins de 10% des prises. Les autres espèces pêchées le sont en quantités relativement faibles, avec la thonine (*Euthynnus alleteratus*) comme principale espèce accessoire de thon pêchée.

Tableau 44 : Prise (tonnes) par espèce de la pêcherie à la senne de l'atlantique oriental. Source : ICCAT

Espèce	1999	2000	2001	2002	2003Moyenne	% moyenne 1999-2003	
Albacore	76 922	72 383	89 569	87 469	75 301	80 329	44%
Listao	91 710	77 518	72 599	68 507	89 997	80 066	44%
Patudo	14 503	14 247	21 547	15 748	17 554	16 720	9%
Thonine	429	935	786	2 732	4 451	1 866	1%
Espèces diverses	1 154	2 516	2 699	1 410	1 148	1 785	1%
TOTAL	184 718	167 600	187 200	175 866	188 450	180 767	180 767

Du fait du caractère hautement migrateur des thons, les thoniers senneurs européens, espagnols et français, sont donc amenés à exploiter une vaste zone, grossièrement limitée par les parallèles 20°N et 10°S, et la côte d'Afrique et le méridien 30°W. Cette zone englobe les ZEE de plus d'une vingtaine de pays d'Afrique de l'Ouest (soulignés : les Etats avec lesquels la C.E. a des protocoles d'accords de pêche en vigueur): Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria, Guinée Equatoriale, Sao Tomé, Gabon, Congo, Angola), mais comprend également une partie importante en dehors de toute ZEE.

A titre d'exemple, les distributions de l'effort de pêche des senneurs européens sont représentées sur la figure suivante pour l'année 2002. Les zones exploitées sont sensiblement les mêmes d'une année sur l'autre. Ces figures indiquent une concentration de l'effort dans les eaux tropicales du Golfe de Guinée, grossièrement de part et d'autres de l'équateur sur une bande de 5° de latitude de large.

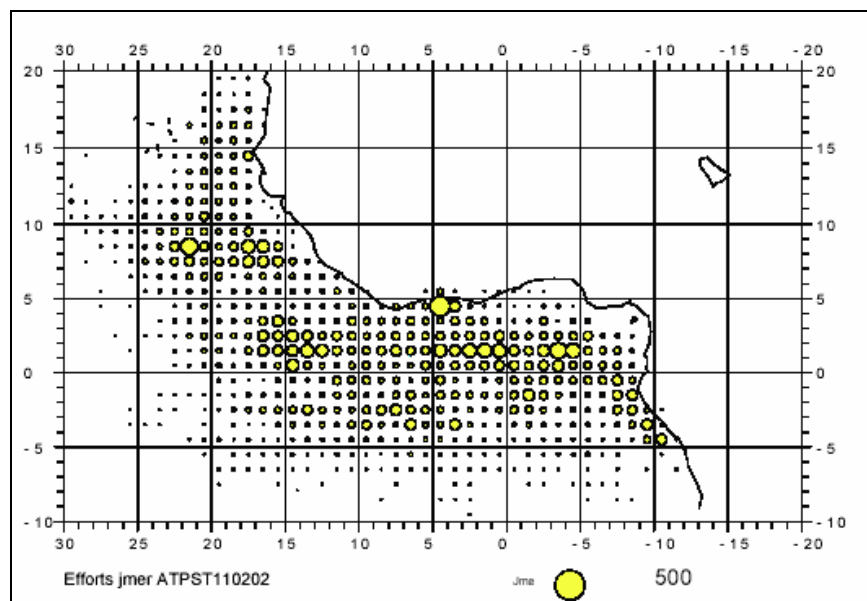


Figure 14 : Distribution de l'effort de pêche des senneurs européens en 2002. Source : Pallares et al., 2003

Les senneurs espagnols et français ont des stratégies de pêche sensiblement identiques en termes de zones prospectées, recherchant les thons aux mêmes endroits et aux mêmes moments. La seule exception notable concerne le troisième trimestre de l'année où les deux flottilles se séparent : la majorité de la flotte française pêche vers le fond du Golfe de Guinée, autour des zones Cap Lopez et Ghana à la recherche de bancs libres, alors que la flotte espagnole remonte vers le nord vers la zone Sénégal et Mauritanie pour y rechercher le listao⁶. Les flottilles se rejoignent ensuite dans la zone Pico en fin d'année.

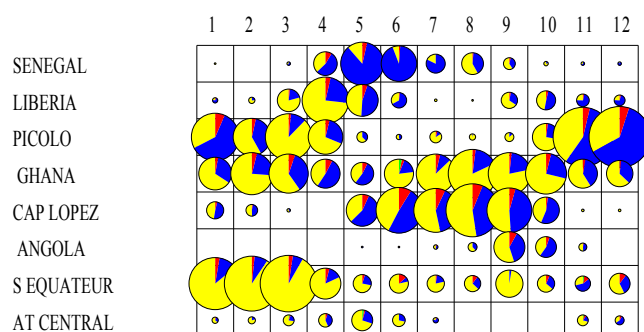


Figure 15 : Répartition mensuelle moyenne des prises des senneurs français par zone. Bleu : Listao, jaune : Albacore, rouge : patudo. Source : IRD d'après données ICCAT

⁶ La dénomination « zone sénégal » ne signifie pas la ZEE du Sénégal mais la zone océanique incluant les eaux internationales du large situées au-dessus du 10°N

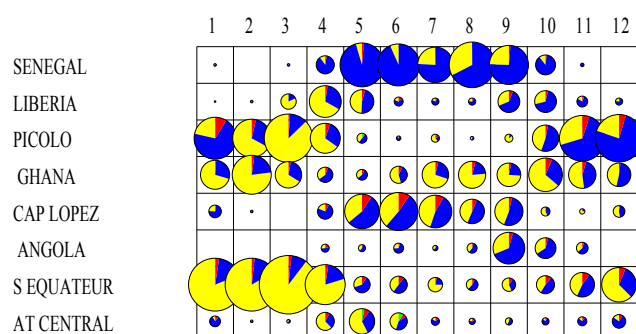


Figure 16 : Répartition mensuelle moyenne des prises des senneurs espagnols par zone. Source : IRD d'après données ICCAT

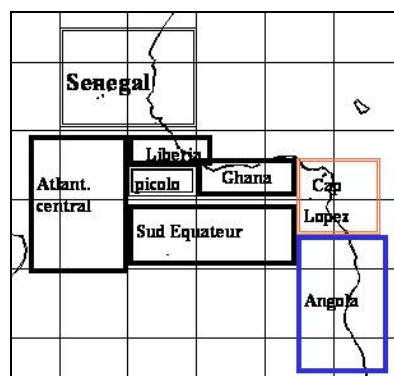


Figure 17 : Grandes zones biologiques découpant l'océan atlantique

Le tableau suivant compare les prises des senneurs communautaires dans la ZEE du Sénégal aux prises totales dans l'océan atlantique. Les données indiquent que les navires français pêchent relativement peu au Sénégal, au maximum un peu plus de 3 600 tonnes en 1999 et beaucoup moins par an depuis. La zone sénégalaise est plus importante pour les senneurs espagnols qui y ont capturé plus de 5 100 tonnes en 1999, et des quantités variables ensuite mais souvent de l'ordre du millier de tonnes. Dans l'ensemble, on note que les prises des senneurs européens dans la ZEE sénégalaise varient entre moins de 0% (2002) et 8% (1999) du total des prises de ce segment dans l'atlantique.

Tableau 45 : Prises (en tonnes) des senneurs communautaires dans la ZEE sénégalaise. Source : ICCAT et DG FISH

	France			Espagne			Total C.E.		
	Atlantique	ZEE Sénégal	%	Atlantique	ZEE Sénégal	%	Atlantique	ZEE Sénégal	%
1999	51 682	3 618	7%	64 257	5 121	8%	115 939	8 739	8%
2000	50 098	0	0%	60 285	1 601	3%	110 383	1 601	1%
2001	48 867	1 237	3%	63 664	1 664	3%	112 531	2 901	3%
2002	49 052	6	0%	58 975	103	0%	108 027	109	0%
2003	52 875	391	1%	67 360	1 319	2%	120 235	1 710	1%

La fréquentation de la zone sénégalaise par les senneurs européens apparaît donc comme irrégulière. Cela s'explique par la position septentrionale extrême de cette zone de pêche par rapport aux autres zones de l'atlantique tropical qui fait que si la pêche est bonne ailleurs, les navires ne monteront pas jusque là, mais aussi probablement par les conditions hydroclimatiques variables de cette zone qui font que suivant l'intensité des upwellings, la ressource peut y être abondante ou non.

4.4.2. La palangre de surface

Les métiers de la palangre englobent toute une série d'engins de pêche. Les flottes de pêche industrielle utilisent deux grandes familles de palangres : les palangres profondes pêchant autour de 400 mètres de profondeur pour cibler les espèces de thons types albacore, patudo ou thon rouge, et les palangres de surface exploitant les couches superficielles à la recherche d'espadons principalement. Le premier type de palangres profondes est pratiqué par les flottes asiatiques car elle permet de capturer de gros individus pour le marché du sashimi. Les palangres de surface sont utilisées notamment par les flottilles européennes avec des prises d'espadons destinées au marché intérieur.

Les navires palangriers se répartissent sur tout l'océan atlantique, y compris dans ses latitudes extrêmes nord et sud où les thons dits tempérés (germon, thon rouge) sont exploités. La plupart des navires ciblant les thonidés à la palangre sont la propriété d'intérêts asiatiques (Japon, Chine y compris Taïwan, Corée). Une étude récente a estimé à près de 900 le nombre de navires palangriers de plus de 24 m licenciés dans l'océan atlantique⁷. La flotte européenne de palangriers hauturiers est plus modeste. On l'estime à environ 45 navires espagnols et 12 navires portugais, dont certains restent exploiter les eaux communautaires autour des Açores ou de Madère.

Le Sénégal ne possède aucun navire palangrier autorisé à pêcher dans l'atlantique. Il existe cependant curieusement un navire palangrier sénégalais de près de 49 m de long qui est autorisé à pêcher dans l'océan indien⁸.

La pêche palangrière dans l'océan atlantique (toutes régions) est à l'origine de la capture de près de 160 000 tonnes de thonidés (et espèces apparentées, soit les espadons et les poissons porte-épées) par an. Pour comparaison, la pêcherie à la senne capture en moyenne 180 000 tonnes par an dans cet océan. La Chine (36% des prises moyennes) et le Japon (19%) représentent plus de 54% des captures palangrières déclarées dans cet océan. Les captures de la flotte européenne représentent 14% des prises annuelles en moyenne, nettement dominées par l'Espagne avec une moyenne de 13 000 tonnes par an. Les prises des navires italiens et grecs sont confinées à la Méditerranée, seuls l'Espagne et le Portugal ayant des flottes de pêche palangrière lointaines parmi les Etats membres.

La figure suivante indique la répartition de l'effort de pêche des palangriers de surface espagnols en 2001. Ce graphique permet de vérifier que l'activité des palangriers espagnols se répartit sur une surface importante de l'océan atlantique, et principalement dans des zones hauturières, y compris dans les latitudes australes. Une partie de l'effort de pêche est développée dans les eaux proches de la côte de pays d'Afrique de l'ouest, en particulier la zone Cap Vert, et la zone Angola (incluant Sao Tomé, Gabon, Angola). On ne dispose pas de telles données pour les palangriers de surface du Portugal.

⁷ Miyake, P.M. - 2004 : Review of longline fleet capacity of the world. SCTB17 Working Paper- SPC

⁸ le navire «ROBALEIRA »

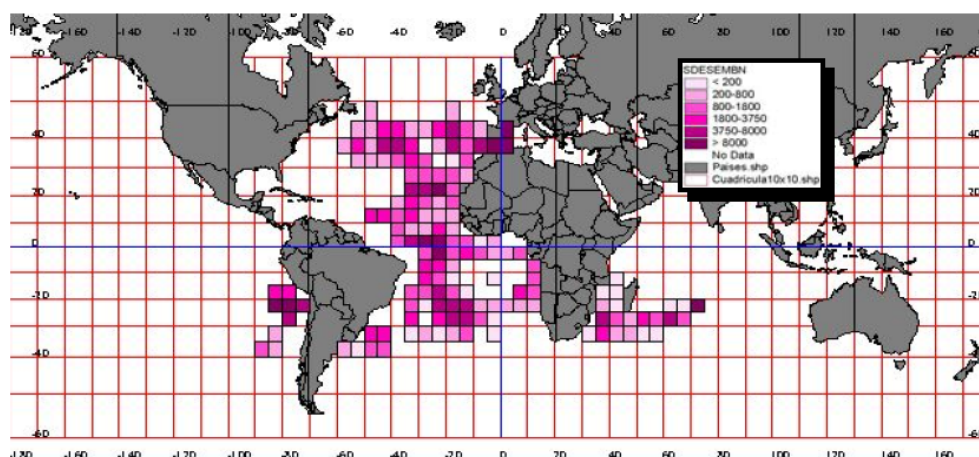


Figure 18 : Distribution de l'effort de pêche des palangriers espagnols en 2001. Source : Mejuto et al., 2004

Les captures par les navires palangriers européens dans la ZEE sénégalaise sont très faibles, nulles de manière générale sauf en 2002 où 116 tonnes ont été pêchées par un palangrier espagnol. Le taux d'utilisation des possibilités de pêche pour cette catégorie est resté très faible, 2 navires espagnols ont pris des licences entre juillet 2002 et juin 2003, aucun depuis. Aucun navire du Portugal n'a utilisé de possibilités de pêche. Les japonais qui disposent d'un accord de pêche avec plusieurs pays de la sous-région pour l'accès de palangriers n'a pas d'accord avec le Sénégal.

Ces éléments indiquent que l'attractivité de la ZEE du Sénégal pour les navires palangriers est très faible, probablement du fait de rendements insuffisants.

4.4.3. La pêche à la canne

La technique de la pêche à la canne consiste à exploiter les thons en surface en les attirant vers le navire à l'aide d'appâts vivants qui sont en général des petits pélagiques type sardinelle ronde (*S. aurita*) et sardinelle plate (*S. maderensis*). Les poissons sont alors pêchés un par un à l'aide de cannes équipées d'un hameçon sans ardillon.

Le développement du segment canneur à Dakar remonte aux années 50 quand une partie de la flottille qui pêchait le germon dans le Golfe de Gascogne venait au Sénégal entre novembre et mars pour exploiter l'albacore. Certains de ces navires ont fini par s'installer de façon permanente à Dakar pour se consacrer exclusivement à la pêche de thons tropicaux, avec des changements de pavillon pour certains. Les canneurs français sont même réputés basés à Dakar dans la mesure où ils ont constitué des sociétés d'armement de droit sénégalais.

Au cours de la période historique, le nombre de canneurs a d'abord connu un fort accroissement. D'une moyenne de 17 canneurs au début des années 60, la flottille européenne a compté plus de 60 canneurs de 1963 à 1970. Ensuite, le nombre d'unités a continuellement baissé pour avoisiner les 10 unités en 1991. A partir de 1992, le nombre de canneurs s'accroît pour atteindre 22 en 1999. D'abord dominée par des navires glaciers, la proportion de navires congélateurs de grande capacité (capacité de stockage supérieur à 90 tonnes) a augmenté pour représenter actuellement la totalité de la flottille. La flotte de canneurs battant pavillon européen (France et Espagne) est proche de 15 unités. Le Sénégal a également développé un armement national canneur qui compte depuis peu 3 unités.

Le déclin observé à partir des années 70 correspond à un déclin de ce type de pêche qui en raison de ses faibles rendements n'est plus compétitif face aux navires senneurs qui vendent sur le même marché de la conserve. L'augmentation de la flotte à partir de 1992 est liée à un changement de stratégie de pêche basé sur l'association permanente des mattes de thons avec le navire et un allongement de la saison de pêche.

La technique d'association permanente entre les bancs de thons et le navire exploite l'une des particularités des thonidés qui consiste à se fixer sous des objets flottants. C'est ce trait particulier qu'exploitent également les senneurs avec l'usage des DCP. Dans le cas des canneurs, l'objet flottant est le navire lui-même. Les navires commencent à pêcher les thons en général à la fin de la nuit en jetant autour des navires des appâts qui font remonter le thon à la surface. D'autres pêches ont lieu durant la journée. Le canneur exploite ainsi sa matre pendant plusieurs jours en suivant ses déplacements naturels. Lorsque les cales du navire sont pleines après environ 13 jours d'exploitation, un canneur associé vient le remplacer et continue l'exploitation de la matre pendant que l'autre rentre à Dakar pour décharger. Les capitaines des navires ont développé un véritable savoir-faire pour la fixation des matres. Alors qu'un navire arrivait à conserver sa matre associée une vingtaine de jours dans les années 80, la durée moyenne a atteint plus de 140 jours à la fin des années 1990. Maintenant, les navires arrivent à conserver les matres associées entre les saisons, mais en général elles sont perdues quand les thons migrent vers le sud du Sénégal à partir de décembre.

Zone de pêche

La pêcherie à la canne des canneurs européens et sénégalais est très localisée entre 6°N et 22°N le long des côtes d'Afrique de l'Ouest et un peu plus au large vers les îles du Cap Vert. Toutefois, la zone la plus productive qui assure la pérennité de la flottille est beaucoup plus restreinte, de 18°N à 22°N au large de la Mauritanie jusqu'au 20°W.

La principale saison de pêche demeure celle allant de juillet à décembre, conséquence de la forte saisonnalité de l'environnement océanographique dans la région.

La figure suivante illustre cette répartition spatio-temporelle des prises des canneurs. Elle confirme l'importance de la zone Mauritanie dont les limites sont grossièrement comprises entre les parallèles 16°N et 21°N.

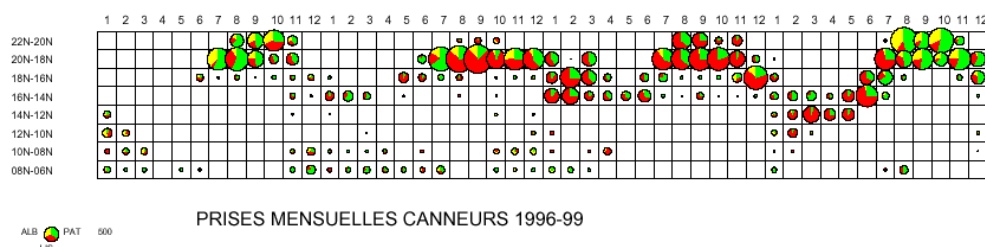


Figure 19 : Prises mensuelles des canneurs de Dakar par intervalle de latitude entre 1996 et 1999. Source : Hallier et al. 2001.

Une répartition plus fine dans l'espace est indiquée par la figure suivante à partir de l'exemple de l'année 1999. Cette carte confirme l'importance de la bande latitudinale 16°N-21°N, et indique que la plupart des prises des canneurs européens sont réalisées entre la côte et le 20°W qui correspond grossièrement à la limite occidentale de la ZEE de la Mauritanie.

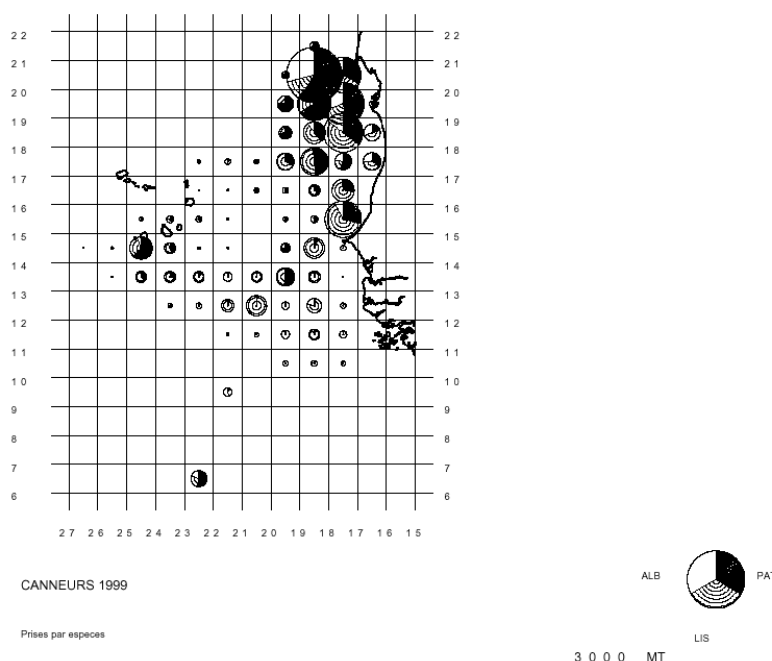


Figure 20 : Distribution des captures des canneurs basés à Dakar en 1999. D'après Hallier et al. 2001.

La localisation des pêches est relativement côtière mais toujours au-delà des limites du plateau continental (plus de 500 m). Le travail plus près de la côte n'apporte de pas de gain particulier et présente l'inconvénient d'augmenter la probabilité de capture de la thonine (*Euthynnus alletteratus*) qui est une espèce de thonidé sans valeur commerciale.

Les thoniers canneurs européens et sénégalais ciblent, comme les thoniers senneurs, les trois espèces de thonidés majeurs que sont l'albacore, le patudo et le listao. Les thons sont pêchés pour être vendus comme matière première à l'industrie de la transformation en conserve et principalement aux usines basées à Dakar, port historique d'attache de ces navires.

Comme l'indique le tableau suivant, les navires européens pêchant à la canne dans l'atlantique tropical (navires français et espagnols) capturent en moyenne 9 500 tonnes de thons par an, avec une production record de plus de 11 000 tonnes en 2003. La principale pêcherie de ce type reste celle des canneurs ghanéens mais cette dernière reste localisée dans le Golfe de Guinée avec une moyenne de près de 38 000 tonnes par an, avec un débarquement dans les usines du pays. Globalement, les prises à la canne des navires européens représentent 14% des tonnages prélevés avec cet engin dans l'atlantique tropical oriental. L'armement sénégalais capture en moyenne 2 600 tonnes par an, soit un peu moins de 5% des captures totales.

Tableau 46 : Prises (tonnes) des canneurs par pavillon dans l'atlantique oriental tropical. Source : ICCAT

Flag	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Ghana	42 081	30 257	56 539	28 196	31 702	37 755
Pavillons C.E.	9 765	8 464	7 852	9 779	11 212	9 414
Dont :						
Espagne	4 324	4 612	3 007	5 240	7 819	5 000
France	5 441	3 852	4 845	4 539	3 393	4 414
Antilles Néerlandaises					2 922	2 922
Divers pavillons	3 021	3 532	3 855	3 582	117	2 822
Sénégal	3 788	2 892	2 874	2 058	1 419	2 606
Cap Vert	2 190	1 564	783	515	500	1 110
Panama	607	292				449
Angola	233	109	46	48	48	97
TOTAL	61 685	47 109	71 950	44 178	47 921	57 176

Tableau 47 : Prises (tonnes) des canneurs de la C.E. dans l'atlantique oriental tropical par espèce. Source : ICCAT

	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne	% Moyenne
Listao	3 831	4 157	4 168	5 776	7 635	5 113	54%
Patudo	4 047	3 418	2 491	1 698	1 593	2 649	28%
Albacore	1 855	871	1 173	2 274	1 964	1 627	17%
Thonine commune	32	18		19	1	18	0%
Auxide			20	13	19	17	0%
TOTAL	9 765	8 464	7 852	9 779	11 212	9 425	

Le tableau suivant indique les captures des canneurs européens dans la ZEE du Sénégal. Celles-ci ont varié entre 800 (2002) et 2 200 (2000) tonnes par an, avec une moyenne annuelle de plus de 1 500 tonnes. Ces captures représentent en moyenne 17% des prises annuelles des navires dans l'atlantique tropical, avec des proportions variables d'une année sur l'autre. L'essentiel des captures de ce segment est réalisé dans les eaux mauritaniennes avec 70% de leurs captures annuelles dans la ZEE mauritanienne, proportion moyenne qui tend à augmenter sur ces 5 dernières années. Hormis le Sénégal et la Mauritanie, les navires réalisent quelques captures dans les eaux internationales ou dans les ZEE du Cap-Vert ou de la Guinée Bissau, mais avec des tonnages relativement marginaux. Les ZEE de la Mauritanie et du Sénégal représentent ensemble autour de 85% des captures de ce segment.

Tableau 48 : Prises (tonnes) des canneurs de la C.E. dans la ZEE du Sénégal, et comparaison avec les prises dans l'atlantique tropical. Source : C.E. et ICCAT

	Atlantique	France ZEE Sénégal	%	Atlantique	Espagne ZEE Sénégal	%	Atlantique	Total C.E. ZEE Sénégal	%
1999	5 441	844	16%	4 324	657	15%	9 765	1 501	15%
2000	3 852	690	18%	4 612	1 522	33%	8 464	2 212	26%
2001	4 845	1 432	30%	3 007	287	10%	7 852	1 719	22%
2002	4 539	837	18%	5 240	0	0%	9 779	837	9%
2003	3 393	605	18%	7 819	765	10%	11 212	1 370	12%

Le Sénégal constitue par conséquent une base logistique de première importance pour ces navires à rayon d'action plus limité que celui des senneurs. L'essentiel de la pêche thonière se déroule dans les eaux mauritaniennes, avec cependant des captures dans la ZEE du Sénégal suivant le schéma migratoire des bancs.

L'accès à la ZEE du Sénégal est également primordial pour les canneurs pour la pêche de l'appât vivant. De manière générale, les navires européens font leurs réserves d'appâts au Sénégal avant de partir en campagne (pêche par eux-mêmes ou achat à des artisans locaux). Les essais de pêche d'appâts vivants menés en Mauritanie se sont révélés jusqu'alors décevants (capturabilité des bancs, tailles des sardinelles pêchées). Suivant des données de l'IRD, les navires canneurs chargent entre 3 et 7 tonnes d'appât vivant avant chaque marée. La prise totale de sardinelles à cet usage serait par conséquent entre 400 et 800 tonnes par an.

4.5. Interactions entre pêcheries

Les interactions entre pêcheries concernent le partage de l'espace et de la ressource entre les différentes composantes de l'activité halieutique. Au Sénégal, un certain nombre d'interactions concurrentielles entre pêcheries ont été identifiées. Elles concernent essentiellement les pêcheries artisanales et les pêcheries industrielles exploitant les ressources du plateau et de ses accores.

4.5.1. Interactions entre pêche artisanale et pêcheries industrielles

a) Pêcherie de crevettes côtières

Aucune restriction spatiale n'est imposée à la flottille artisanale, alors que les chalutiers industriels sont repoussés, pour les plus côtiers (exploitant les crevettes côtières, et les poissons et céphalopodes du plateau continental), au-delà de 6-7 milles des côtes. Les pirogues ont donc la possibilité de pêcher dans la bande côtière où se concentrent la plupart des nurseries ; et de capturer des individus dans la phase juvénile de leur cycle biologique, avant leur migration vers le large où ils deviendront capturables par les chalutiers.

Cette forme de concurrence au plan de l'utilisation de la ressource existe dans les pêcheries séquentielles ; en particulier celles de crevettes pénéides côtières, où l'effort de pêche artisanal se concentre généralement sur les juvéniles dans les zones d'estuaires et de mangroves ; alors qu'au large les chalutiers crevettiers capturent des individus devenus adultes.

Au Sénégal, les maillages réglementaires des engins de pêche sont adaptés à cette forme d'exploitation. Les maillages des engins artisanaux (filet à crevettes, filet filtrant à crevettes, filet dormant à crevettes), de 24 à 40 mm maille étirée, sont, en effet inférieurs au maillage du chalut à crevettes côtières (50 mm d'ouverture de maille).

La figure suivante présente l'évolution des débarquements de crevettes côtières, par la pêche artisanale et les chalutiers, de 2000 à 2003. On observe que la production totale est en baisse ; et que cette diminution des captures se retrouve au niveau des deux segments de pêcheries, artisanal et industriel. Par ailleurs, à l'exception de l'année 2000, les productions des deux flottilles, piroguière et chalutière, sont grossièrement équivalentes.

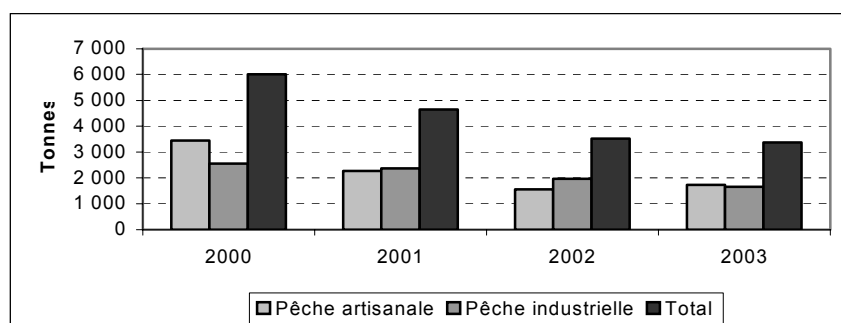


Figure 21 : Evolution des débarquements de crevettes côtières, par la pêche artisanale et la pêche industrielle, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Cette baisse de la production de crevettes pourrait s'expliquer par la prédominance de crevettes de petits calibres dans les débarquements ; surtout si on se réfère à la taille réglementaire de l'espèce dominante, *Penaens notialis*, fixée à 200 individus / kg.

b) Pêcherie démersale côtière de poissons et de céphalopodes

C'est sur le plateau continental, dans la pêcherie démersale côtière de poissons et de céphalopodes, que les interactions concurrentielles entre pêche artisanale et pêche industrielle sont les plus nombreuses.

Avec la généralisation de la motorisation de la flottille artisanale et l'augmentation du rayon d'action des pirogues, celles-ci fréquentent les mêmes zones de pêche que les chalutiers et exploitent les mêmes ressources démersales. Il en résulte des conflits liés à l'occupation de l'espace : les filets fixes de pêche artisanale, la plupart du temps non balisés et non munis de réflecteur radar pour qu'ils ne soient pas visibles et éviter ainsi les vols entre pirogues, gênent l'activité des chalutiers et sont parfois détruits par ces derniers.

Au plan de l'utilisation de la ressource, pirogues et chalutiers se retrouvent en concurrence pour l'exploitation de certaines espèces, ciblées conjointement, comme le poulpe et les soles langues.

Concernant le poulpe, les productions annuelles des deux flottilles suivent les fluctuations d'abondance de la ressource (figure suivante). Les captures de la flottille piroguière sont toujours plus importantes que celles des chalutiers. Sur la période 2000-2003, 65 % des débarquements de poulpe provenaient de la pêche artisanale.

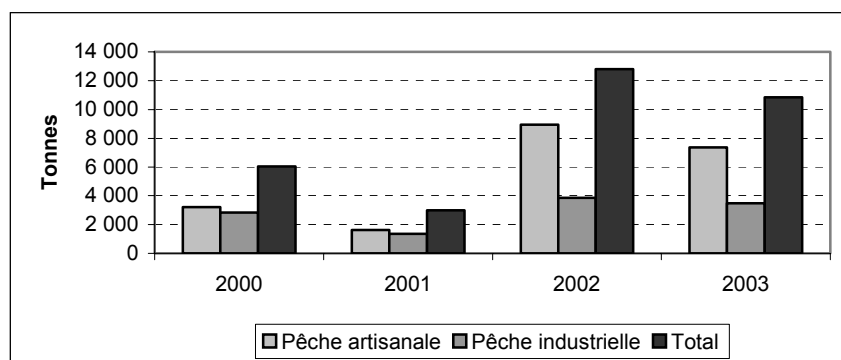


Figure 22 : Evolution des débarquements de poulpes, par la pêche artisanale et la pêche industrielle, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Les soles langues sont des poissons ciblés par les chalutiers ; et sur la période 2000-2003, elles ont représenté entre 17 et 23 % de leurs débarquements annuels de démersaux. Elles sont également un des principaux groupes de poissons exploités par la pêche artisanale ; et sur la même période, ont représenté, chaque année, de 5 à 6,5 % de leurs mises à terre de poissons démersaux. La figure 18 présente l'évolution des débarquements de soles langues par les deux flottilles, piroguière et chalutière, de 2000 à 2003. Sur quatre années, 57 % des débarquements de soles langues proviennent de la pêche industrielle ; et 43 % de la pêche artisanale.

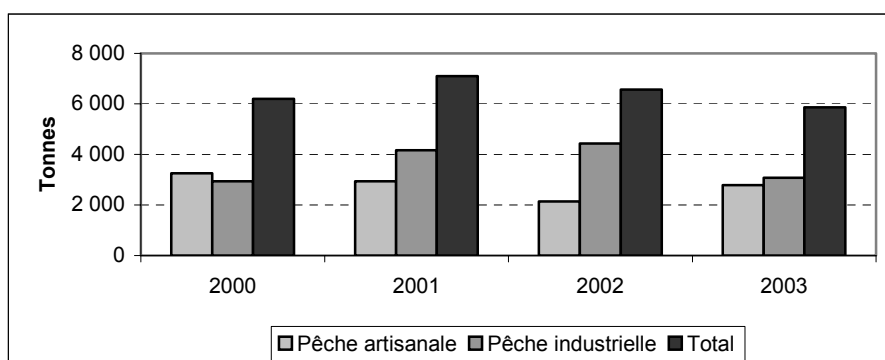


Figure 23 : Evolution des débarquements de soles langues, par la pêche artisanale et la pêche industrielle, de 2000 à 2003 (source : DPM)

4.5.2. **Interactions entre pêche chalutière nationale et pêche chalutière européenne**

L'importance des interactions concurrentielles entre chalutiers nationaux et chalutiers européens peut être estimée, en considérant l'effort de pêche qu'ils déploient respectivement par pêcherie, ainsi que les captures correspondantes d'espèces cibles. Les deux flottilles opèrent conjointement dans deux pêcheries : la pêcherie démersale côtière de poissons et de céphalopodes ; et la pêcherie de crevettes profondes.

L'effort de pêche effectif (nombre de jours et/ou d'heures de pêche) déployé par chaque flottille n'étant pas disponible, on a considéré des indicateurs de l'effort de pêche nominal (nombre de navires, puissance motrice totale, tonnage total).

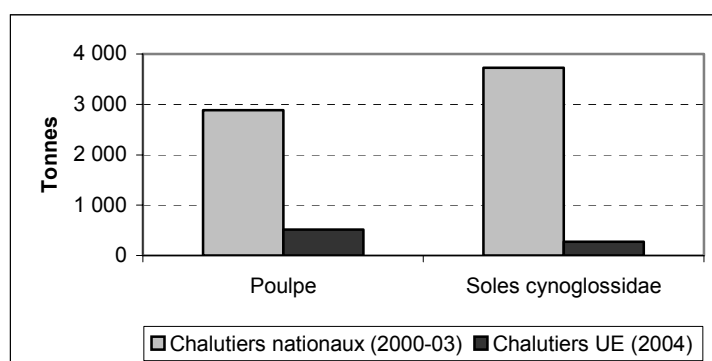
Concernant les captures, les données disponibles pour les chalutiers sénégalais concernent l'ensemble de la flotte chalutière nationale (toutes pêcheries confondues) et couvrent la période 2000-2003 ; alors que l'on dispose des données détaillées des chalutiers européens par pêcherie. Ces données ne concernent que l'année 2004 et ne sont pas disponibles pour les années précédentes du protocole (absences de déclarations). On a donc tenté une comparaison, en confrontant les captures européennes de 2004 aux captures nationales moyennes de la période 2000-2003.

En 2004, dans la pêcherie démersale côtière de poissons et de céphalopodes, en fonction de l'indicateur considéré, 7 à 9 % de l'effort de pêche nominal a été développé par la flottille européenne (tableau suivant).

Tableau 49 : Répartition de l'effort de pêche nominal dans la pêcherie démersale côtière de poissons et céphalopodes, en 2004 (source : DPM)

Indicateurs de l'effort nominal	Navires sénégalais	%	Navires européens	%
Nombre de chalutiers	78	92,86	6	7,14
Puissance motrice (cv)	52 720	92,21	4 456	7,79
Tonnage (tjb)	12 613	91,08	1 236	8,92

Pour ce qui est des captures des deux principales espèces-cibles, poulpe et soles cynoglossidae, la flottille européenne a réalisé respectivement 15 et 7 % des prises de ces espèces.



b) Pêcherie démersale côtière de poissons et de céphalopodes

L'effort de pêche nominal déployé par la flottille de chalutiers européens dans la pêcherie de crevettes profondes, en 2004, a représenté 17 à 25 % de l'effort nominal total (tableau suivant).

Tableau 50 : Répartition de l'effort de pêche nominal dans la pêcherie de crevettes profondes, en 2004 (source : DPM)

Indicateurs de l'effort nominal	Navires sénégalais	%	Navires européens	%
Nombre de chalutiers	18	75,00	6	25,00
Puissance motrice (cv)	13 720	80,80	3 250	19,20
Tonnage (tjb)	3 910	82,90	808	17,10

Concernant les captures de crevettes profondes, près de 8 % des captures ont été réalisées par les chalutiers européens (figure suivante). Ceci indique par ailleurs que les 6 navires en question ne travaillent que de manière intermittente au Sénégal, car avec 25% de l'effectif, les navires communautaires auraient

dû capturer une proportion sensiblement identique des captures s'ils étaient dans la ZEE de manière permanente.

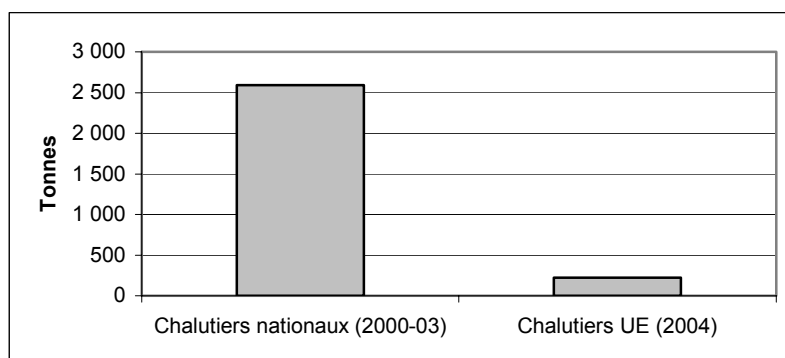


Figure 24 : Captures de crevettes profondes par les flottilles de chalutiers, nationaux et européens

4.5.3. Pêche thonière

La pêche thonière n'interagit pas avec les pêcheries du plateau continental car les zones de pêche sont beaucoup plus hauturières, et les espèces ciblées différentes de celles des pêcheries artisanales ou industrielles du plateau. Il y a cependant l'exception de la pêche des appâts vivants (sardinelles) par les thoniers canneurs qui prélève des espèces ciblées par la pêche artisanale. La prise annuelle d'appâts par ces navires est évaluée varier entre 400 et 800 tonnes par an. Cette dimension reste très inférieure aux captures de la pêche artisanale de sardinelles qui dépassent les 200 000 tonnes par an, suggérant que les interactions sont minimales voire nulles.

4.5.4. Synthèse

Les données disponibles permettent de constater qu'il existe des interactions pour la ressource entre pêche artisanale et industrielle essentiellement pour le segment crevettier où la flotte européenne n'intervient pas. La compétition existe pour deux autres espèces principales, le poulpe et les soles. En l'absence de données sur les tailles des individus capturés par les deux segments, on ne peut vérifier s'il s'agit d'une exploitation séquentielle comme pour les crevettes, ou si les deux types de pêche exploitent les mêmes classes d'âges. Du fait de capacités sensiblement inférieures, le poids de la pêche européenne dans ces interactions apparaît faible. Cela se vérifie par des niveaux de captures très inférieurs à ceux des navires sénégalais.

Le problème qui se pose avec le plus d'acuité, et qui reçoit l'écho de l'opinion publique, est celui des interactions entre pêche artisanale et pêche industrielle. Comme elle en a le droit, la pêche artisanale déborde de la zone des 6 à 7 milles qui lui est réservée, probablement du fait de la rareté de la ressource dans la bande côtière. Le climat de compétition qui règne sur zone incite par ailleurs les pêcheurs artisans à dissimuler leurs engins pour éviter les vols, au lieu de les baliser clairement comme l'impose le Code International des Signaux afin d'éviter les arrachages par les chalutiers. Il n'est donc pas surprenant que des dégâts soient occasionnellement causés aux pirogues et leurs engins. Il existe un système de conciliation à l'amiable entre les artisans et les industriels qui peut conduire à des indemnités en cas de faute avérée de l'une des deux parties, système qui a déjà fonctionné notamment quand la faute revient au chalutier pour non respect de sa limite de pêche. Le système de règlement amiable concerne également les incidents entre pêcheurs artisans relativement nombreux.

Ces interactions semblent inévitables en l'état, sauf si les artisans adoptent un balisage plus conforme de leurs engins et assurent une veille visuelle et VHF quand ils pêchent dans des zones fréquentées par les chalutiers. Dans un avenir plus lointain, ces interactions pourront diminuer quand les capacités

deviendront plus en équilibre avec la ressource, permettant à chaque navire de travailler rentablement dans sa zone.

4.6. Pêche continentale et aquaculture

4.6.1. Pêche continentale

Les pêcheries continentales connues sont celles du fleuve Sénégal et du lac de Guiers (FAO, 2004). Cependant, la pêche continentale est également pratiquée dans le fleuve Casamance, ainsi que dans le complexe du Saloum.

Le lac de Guiers s'étend du Nord au Sud, sur 70 km de long et 8 de large. Sa surface varie entre 120 km² (en période d'étiage) et 240 km² (en période de crue). Sa profondeur est de 3,5 à 2 m ; et la variation annuelle du niveau d'eau est de 1,6 m. Il est alimenté par le fleuve Sénégal auquel il est relié par un court canal, le Tawey.

Le fleuve Sénégal constitue les frontières avec la Mauritanie au Nord, et le Mali à l'Est. Il est bordé de plaines d'inondation étendues, dont 70 % se trouvent sur le territoire sénégalais. Au moment des crues (d'août à novembre, avec le maximum en septembre), la surface inondée occupe, au Sénégal, une surface de 5 000 km² le long du canal principal et de près de 8 000 km² dans le delta (Vanden Bossche et Bernacsek, 1990).

La pêche continentale est pratiquée par 7 000 pêcheurs professionnels (recensement 1999), utilisant environ 2 000 pirogues et divers engins de capture. Les engins de pêche les plus utilisés sont les filets maillants ; 10 600 filets maillants ont été dénombrés sur le fleuve Sénégal et le lac de Guiers (FAO, 2004). Depuis quelques décennies la production de la pêche continentale connaît une forte tendance à la baisse. Actuellement, les captures sont estimées à environ 10 000 tonnes par an. Elles atteignaient près de 15 000 tonnes dans les années 80 (Vanden Bossche et Bernacsek, 1990), près de 45 000 tonnes dans les années 60 et 55 000 tonnes dans les années 50 (FAO, 2004).

Cette baisse de la production serait la conséquence d'une combinaison de plusieurs facteurs dont les plus déterminants sont les sécheresses qui ont frappé le Sahel ces dernières décennies, ainsi que les effets des barrages et des aménagements hydro-agricoles (FAO, 2004).

Les poissons capturés par la pêche continentale sont des espèces d'eau douce et d'eau saumâtre. Les principales espèces d'eau douce sont *Lates niloticus*, *Citharinus citharus*, *Mormyrus macrophthalmus*, *Hemichromis fasciatus*, *Gymnarchus niloticus*, *Clarias anguillaris*, *Hydrocynus*, *Alestes*, *Distichodus*, *Labeo*, *Schilbe*, *Synodontis*, *Polypterus* et *Heterotis*. Quant aux espèces d'eau saumâtre, il s'agit essentiellement d'*Elops*, *Liza*, *Mugil*, *Tilapia bendelotti*, *Ethmalosa*, *Ilisha*, *Cynoglossus*, *Polydactylus* et *Pellonula* (Vanden Bossche et Bernacsek, 1990).

4.6.2. Aquaculture

L'aquaculture reste une activité marginale au Sénégal. Elle se limite actuellement à une ostréiculture et à une pisciculture d'eau douce, très peu développées.

L'ostréiculture est pratiquée dans les mangroves du Sine Saloum et de la Casamance à partir de l'huître indigène, *Crassostrea gasar*. Dans les années 80, la production d'huître d'élevage atteignait de 25 à 50 tonnes par an (Vanden Bossche et Bernacsek, 1990). La pisciculture du tilapia, *Oreochromis niloticus*, est principalement pratiquée dans la vallée du fleuve Sénégal. La production qui atteignait 18 tonnes en 1982, n'était plus que de 1 à 2 tonnes à la fin des années 80 (Vanden Bossche et Bernacsek, 1990).

Des essais de crevetticulture intensive ont été menés en Casamance dans les années 80, mais les conditions difficiles de grossissement n'ont pas permis de rendre les opérations économiquement viables.

Actuellement la production aquacole du Sénégal est négligeable (FAO, 2004). La relance de l'activité est dans les objectifs du Gouvernement. La succession de projets pilotes menés entre 1990 et maintenant, mais qui se sont tous soldés par un échec, a livré un certain nombre d'enseignements. Les autorités sénégalaises comptent capitaliser sur les résultats de ces expériences passées pour relancer une activité qui serait plutôt basée sur des modèles d'aquaculture extensive associés ou non à des unités de production agricoles. La relance de cette activité est espérée apporter une contribution à la résolution du problème de la surexploitation des ressources halieutiques en donnant des possibilités alternatives d'emplois pour les marins et en sécurisant l'approvisionnement du marché national. La démarche devra cependant être planifiée avec soin car l'impact de l'aquaculture n'est pas neutre sur l'environnement. En particulier, le développement de fermes conduit souvent à des déforestations de zones sensibles (zones humides, mangroves), les eaux usées sont sources potentielles de contamination des nappes phréatiques, et l'alimentation de certaines espèces élevées peut demander un approvisionnement en poissons sauvages qui entraînerait à son tour un accroissement de l'effort de pêche.

5. L'état des stocks exploités

En Afrique de l'Ouest et notamment au Sénégal, les évaluations de stocks sont conduites pour les espèces les plus ciblées et ayant un poids économique élevé. La grande diversité des captures et la difficulté d'acquisition des statistiques de pêche limitent le suivi des stocks à un nombre restreint d'espèces ou de groupes d'espèces. Les études prenant en compte des groupes associent des espèces d'une même famille. Ces espèces sont souvent difficiles à distinguer entre-elles, et les statistiques spécifiques sont difficiles à établir.

Les travaux d'évaluations sont confrontés au problème de la répartition spatiale des stocks. Dans bien des cas, les stocks se répartissent sur des zones bien plus larges que la ZEE des pays côtiers. Sachant que les politiques des pêches sont différentes selon les pays, le suivi statistique des captures diffère également. Toute la difficulté est d'établir des statistiques à l'échelle du stock et de réaliser les évaluations à cette même échelle. Pour le moment, ce travail à l'échelle des stocks lorsque ces derniers se répartissent sur plusieurs ZEE est uniquement effectué pour les petits pélagiques. Pour les espèces démersales, les évaluations sont conduites à l'échelle de la ZEE des pays. Cette approche, même incomplète, apporte cependant des indications sur la situation d'un stock. Dans le cas du Sénégal où les statistiques de pêche peuvent être considérées comme bonnes par rapport aux pays frontaliers, de nombreuses évaluations sont conduites en considérant un stock « national » alors que la répartition va bien au-delà de la ZEE.

Les travaux récents (groupe de travail du COPACE 2004 et groupe de travail évaluation au sein du projet SIAP) ont permis de réaliser un diagnostic sur l'état du stock de nombreuses espèces. Ce travail indispensable à la gestion était réalisé d'une manière très irrégulière et pour un faible nombre de stocks jusque la fin des années 1990. Ces travaux récents se sont intéressés aux espèces dont les captures et le poids économique sont importants dans la pêche.

Les approches des deux groupes de travail qui se sont intéressés à l'état des ressources démersales en Ouest Afriques étaient différentes.

Ainsi, le groupe de travail du COPACE s'est intéressé à un maximum de stock (espèces du talus et du plateau en considérant les crevettes et les poissons) mais en appliquant d'une manière standard un seul type de modèle d'évaluation de stock. Cette approche a comme intérêt de dresser un état des lieux global d'une part importante des ressources démersales, qui est repris *in extenso* par le CRODT dans les notes d'avis remises aux autorités de tutelle du secteur de la pêche. Néanmoins, pour chaque stock, le diagnostic qui est retenu s'appuie sur un modèle dont l'ajustement est réalisé à partir d'une seule série de CPUE. Cette méthode rend le résultat extrêmement dépendant de la qualité de cette série sans que l'on puisse objectivement confirmer le résultat. On relève qu'aucune évaluation n'a été réalisée en utilisant des indices

d'abondance issus des campagnes scientifiques qui sont menées par certains pays. Le COPACE souligne que seuls les modèles de production peuvent être appliqués. Or, ils existent des données de fréquences de taille des captures dans plusieurs pays qui permettent l'application de modèles structurés en taille ou en âge. Enfin, le COPACE souligne que de meilleures données de captures et d'efforts sont indispensables, ce qui est en partie vrai, mais les données actuellement disponibles permettraient de réaliser un réel travail d'évaluation. Il apparaît que les recommandations sur les recherches futures (Tableau 1b, COPACE 2004) concernant les espèces démersales du plateau ne sont pas fondées, puisque les nouvelles informations demandées existent en grande partie si l'on en juge par le travail réalisé par le projet SIAP.

Il est en fait très difficile d'analyser en détail les travaux du COPACE. Les documents disponibles au grand public ne sont que des rapports des groupes de travail scientifiques qui ne détaillent pas les méthodes utilisées. Les documents de travail sur lesquels s'appuient les rapports sont très difficiles à obtenir. Ils ne révèlent pas plus les données et méthodes utilisées. Si les recommandations du COPACE doivent servir de base à l'établissement de politiques de gestion, il conviendrait que le fonctionnement des groupes de travail gagne en transparence par le biais de publications de rapports plus détaillés, et aussi par une participation étendue à davantage de scientifiques. Actuellement, seuls les scientifiques espagnols ont le droit de participer aux travaux d'évaluation pour la partie européenne. Des représentants d'autres Etats membres ou de la Commission devraient pouvoir y participer également.

Le projet SIAP s'est uniquement intéressé aux espèces démersales du plateau pour une zone allant de la Mauritanie à la Guinée Conakry. De ce fait, le nombre de stocks étudié est moins important et ne permet pas un état des lieux aussi large des ressources démersales. Contrairement au COPACE, pour chaque espèce étudiée, un large panel de modèle d'évaluation a été appliqué. Ce choix tenait compte de l'un des objectifs du projet, à savoir la valorisation de l'ensemble des données disponibles et cette méthode multi-approche avait pour objectif de prendre en compte les incertitudes sur les jeux de données afin d'obtenir des diagnostics robustes. L'un des points faibles de ce travail est que les séries de données utilisées s'arrêtent en 1999. Pour la majorité des évaluations du COPACE (2004), les séries de données couvrent une période jusque 2002. On peut cependant estimer que les diagnostics établis sur la base des séries de données s'arrêtant en 1999 sont encore réalistes dans la mesure où l'effort de pêche n'a pas montré de tendance à la baisse, au contraire.

Au Sénégal, les espèces pour lesquelles un suivi de l'état de stock est réalisé appartiennent à trois groupes, les poissons, les céphalopodes et les crustacés. La situation de ces stocks est présentée dans les paragraphes suivants, en rappelant au préalable les grands traits de la biologie des espèces. Concernant les évaluations de stocks, les résultats des modèles, les diagnostics et recommandations issus des différents travaux sont présentés et trois tableaux synthétiques reprennent ces résultats.

Pour chaque évaluation, l'état d'un stock est obtenu en estimant la valeur des deux points de référence suivant :

L'état de chaque stock est défini en estimant son état actuel d'exploitation par rapport à celui qui permettrait de maximiser la capture. Pour cela, un multiplicateur d'effort (mf) est utilisé, sa valeur est fixée à 1 pour la dernière année d'exploitation. Le niveau d'exploitation qui permettrait de maximiser la capture soit l'obtention du MSY ($mfMSY$), indique l'état du stock. Lorsque le $mfMSY$ est inférieur à 1, cela signifie que l'effort de pêche est supérieur à celui qui permettrait de maximiser la capture, on considère que le stock est surexploité. A l'inverse lorsque le $mfMSY$ est supérieure à 1, la capture maximale devraient être obtenue suite à une augmentation de l'effort de pêche, le stock est alors considéré comme sous exploité. Une valeur de $mfMSY$ autour de 1 signifie que le stock est pleinement exploité.

Le ratio B/B_v est un autre point de référence permettant d'estimer le niveau de biomasse d'un stock (B) par rapport à son niveau en absence d'exploitation (B_v). Un ratio inférieur à 20% signifie que le stock est en situation de surexploitation de recrutement.

5.1. Les crustacés

Dans ce groupe deux espèces sont prises en compte : la crevette profonde (*Parapeneus longirostris*) et la crevette côtière (*Penaeus notialis*). Comme en Mauritanie, deux autres espèces sont capturées dans la pêche sénégalaise, une crevette côtière (*Penaeus kerathurus*) et une crevette profonde (*Aristeus varidens*), mais leurs captures sont faibles comparées aux deux autres espèces et aucun suivi spécifique n'est effectué.

Les principales caractéristiques biologiques de ces espèces sont des durées de vie courtes et une croissance rapide. La crevette côtière se trouve principalement dans des eaux d'une profondeur inférieure à 50 mètres. Au Sénégal, l'exploitation se situe devant la Casamance et devant le fleuve Sénégal. La crevette profonde est localisée sur le talus à des profondeurs comprises entre 100 et 300 mètres.

L'espèce profonde est capturée par les navires battant pavillon communautaire opérant dans la ZEE sous accord de pêche et par la flotte industrielle nationale. La crevette côtière est par contre capturée par des chalutiers industriels sénégalais et des unités artisanales. Ces pêcheries se caractérisent par des prises accessoires importantes qui génèrent une quantité importante de rejets. Une étude sur la pêche de crevettes côtières (Caverivière et Rabarison Andriamirado, 1988) indique que les 2/3 des poissons sont rejetés car trop petits ou non ciblés.

Les évaluations de stocks conduites pour ces deux espèces ne mettent en œuvre que le modèle global (COPACE, 2004). En effet, aucune donnée de structure de taille permettant une évaluation par un modèle structural n'est disponible.

Pour la crevette profonde *Parapeneus longirostris*, les sorties du modèle indiquent que le stock est sous exploité à pleinement exploité ($mfMSY > 1.5$) avec un MSY de l'ordre de 2500 tonnes et une biomasse qui est proche de celle qui assurerait une capture proche du MSY. L'ajustement du modèle est considéré satisfaisant. Ce stock est donc considéré comme étant en bon état.

Pour la crevette côtière, aucun ajustement de modèle n'a pu être possible. En effet, l'évolution des captures en fonction de l'effort de pêche ne permet pas à partir de ce type de modèle d'aboutir à un diagnostic. Néanmoins les données récentes (CRODT, 2005) semblent montrer que les prises par unité d'effort (PUE) diminuent. L'état du stock ne peut être obtenu suite à l'application de modèles, mais cette baisse des PUE indiquerait un début surexploitation (CRODT, 2005).

Pour la crevette côtière, le signe d'un début de surexploitation, et le fait que la pêche crevettière engendre de nombreuses prises accessoires, amènent à recommander au minimum un gel de l'effort de pêche. Dans le cas de la crevette profonde, le diagnostic de pleine exploitation implique que l'effort de pêche peut rester proche de son niveau actuel.

5.2. Les poissons démersaux

Parmi l'ensemble des espèces ou groupe d'espèces qui sont suivis par une évaluation de stock, les seules espèces profondes étudiées sont les merlus.

➤ Merlu

Au Sénégal, le terme de merlu regroupe deux espèces (*Merluccius polli* & *Merluccius senegalensis*). Ces deux espèces vivent sur le talus entre 150 et 600 mètres de fond. Leur croissance est considérée comme moyenne et la taille de certains individus comme importante. Par ailleurs, des migrations bathymétriques sont notées, celles-ci sont parfois journalières, mais elles sont surtout notées au cours des changements de saisons.

Le merlu est capturé pour l'essentiel par les navires européens sous accords de pêche. La majorité des captures est réalisée par des chalutiers, le reste des captures est le fait de navires palangriers.

Les faibles différences morphologiques entre les deux espèces expliquent qu'il est difficile de les distinguer. L'évaluation des stocks doit ainsi confondre les deux espèces. De plus, les données de fréquence de taille sont rares et obtenues de manière épisodique. A partir de cette situation, la seule méthode d'évaluation de stock possible est l'application de modèles globaux.

L'ajustement du modèle global dynamique conduit à une estimation du MSY de 4 200 tonnes et à un diagnostic de sous exploitation ($mfMSY=1.36$) (COPACE, 2004). Cette situation pourrait conduire à proposer une augmentation de l'effort de pêche. Mais le fait de travailler au niveau des données de la ZEE sénégalaises pour les deux espèces dont on sait que les limites de stock vont bien au-delà, notamment en Mauritanie, conduit à recommander un gel de l'effort.

➤ Les espèces du plateau continental

Les espèces ou groupes d'espèces suivis par évaluation de stock se distinguent par leur écologie. On retrouve des espèces appartenant à la communauté des sciaenidés ou des sparidés. De multiples techniques de pêche sont mises en œuvre pour la capture de ces espèces. En pêche artisanale (PA) à partir des pirogues, la technique de la ligne permet la capture d'importantes quantités de thiofs (*Epinephelus aeneus*), de pageots (*Pagellus bellotti*) et de pagres à point bleu (*Pagrus caeruleostictus*), celle du filet permet la capture de l'ensemble des espèces et l'utilisation de la palangre permet la capture des machoirons (*Arius* spp). Parmi les espèces dont le stock est suivi, le rouget est la seule espèce qui ne soit pas ciblée par la PA.

La pêche chalutière industrielle capture l'ensemble de ces espèces sans les cibler réellement. Néanmoins, les espèces dites côtières sont moins capturées car elles sont principalement situées dans des zones interdites d'accès aux chalutiers et les espèces très inféodées à des structures rocheuses sont également moins capturées car le chalut ne permet pas de travailler sur ce type de substrat.

La communauté des sciaenidés

La communauté des sciaenidés est représentée par une espèce (le petit capitaine) et par deux groupes, l'un englobant des espèces de la famille des *Arius* et l'autre les espèces de la famille des *Pseudotolithus*. Comme pour le merlu, la difficulté de distinguer les différentes espèces de ces deux familles et les incertitudes sur les statistiques spécifiques imposent de créer des groupes. Ces deux groupes sont composés d'espèces vivant dans des eaux peu profondes (moins de 20 mètres), d'une salinité faible et d'une température élevée. Pour le groupe *Pseudotolithus* spp, le MSY est estimé à 3 100 tonnes et le $mfMSY$ est de 0.1. Ces valeurs indiquent que l'état de ce groupe est très préoccupant avec une surexploitation très marquée. De plus, le ratio B/B_v inférieur à 20 indique un fort risque de surexploitation du recrutement. La recommandation de gestion est sans surprise avec une diminution de l'effort de pêche. Pour le groupe *Arius* spp, l'impossibilité d'ajuster un modèle traduit essentiellement la faible qualité des données (série d'effort, de captures ou indices d'abondance). Néanmoins, la recommandation de gestion est similaire au groupe *Pseudotolithus* spp avec une diminution de l'effort de pêche.

Le petit capitaine (*Galeoides decadactylus*) est majoritairement ciblé par la pêche industrielle. Les débarquements sont plus importants durant la saison chaude. Les captures sont constituées d'individus de petites tailles (15 à 40 cm), la croissance de l'espèce est moyenne. Les données disponibles ont permis au groupe de travail SIAP d'appliquer les modèles globaux et structuraux. Les diagnostics sont convergents et concluent à une surexploitation marquée de cette espèce. En effet, les valeurs de $mfMSY$ sont estimées à 0.8 et celles du ratio B/B_v sont comprises entre 20 et 30%. Le MSY est compris entre 3 000 et 4 000 tonnes. Malgré des résultats convergents pour les deux modes d'évaluation, des incertitudes existent au vu de la qualité des données et des ajustements. Pour autant, les recommandations tiennent compte des conclusions et préconisent une réduction significative de l'effort de pêche.

La communauté des sparidés

Pour la communauté des sparidés, les données disponibles permettent de développer des travaux d'évaluations de stock par espèce. Ainsi, un travail spécifique est conduit pour les espèces suivantes : le

thiof (*Epinephelus aeneus*), le pageot (*Pagellus bellottii*), le pagre à point bleu (*Pagrus caeruleostictus*), le rouget (*Pseudupeneus prayensis*), et la daurade grise (*Plectoborhynchus mediterraneus*).

Le **thiof**, ou mérou blanc, est une espèce très prisée au Sénégal. C'est une espèce qui est majoritairement capturée par la pêche artisanale. En effet, les zones rocheuses et les accores constituent l'essentiel de son biotope et les engins qui permettent alors de le cibler sont les filets et les lignes à main. Au Sénégal, sa capture est saisonnière, elle se concentre sur la période allant de début décembre à fin mai. Cette période correspond à une migration de l'espèce sur les côtes du Sénégal en provenance de la Mauritanie. L'élément moteur de cette migration est l'apparition de l'upwelling qui entraîne des conditions hydro-climatiques particulières le long du littoral, notamment une baisse de la température de l'eau. Cette espèce a une croissance qui est considérée comme lente avec une maturité sexuelle tardive liée à son caractère hermaphrodite protandre.

L'évaluation du stock de cette espèce a été conduite au cours de différentes études qui ont appliqué différents modèles. L'ensemble des diagnostics converge et la surexploitation de cette espèce est avérée. Néanmoins, les valeurs des points de références diffèrent selon les études. Ainsi, la valeur du MSY estimée à 292 tonnes (COPACE, 2004) est manifestement sous estimée sachant que les captures sénégalaises ont toujours été supérieures à 1 300 tonnes par an. Aussi, les estimations comprises entre 1 000 et 2 700 tonnes sont sans doute plus vraisemblables (SIAP, 2003). Les valeurs de mfMSY (entre 0.05 et 0.5) traduisent la forte surexploitation de l'espèce. Enfin, le ratio B/Bv (entre 10 et 25) confirme la situation préoccupante de ce stock avec un risque de surexploitation du recrutement. Face à ces diagnostics, les recommandations sont unanimes, avec une diminution très forte de l'effort, voire même un arrêt de la pêche ciblant cette espèce durant une période.

Le **pageot** est une espèce qui est capturée par l'ensemble des flottilles (artisanales ou industrielles). En pêche artisanale, la technique de la ligne à main permet de réaliser la majorité des captures. Les captures ne montrent pas de saisonnalités marquées, on note des changements de zone de pêche en fonction de la profondeur à laquelle se trouve l'espèce. Le pageot est une espèce de petite taille, l'essentiel des individus capturés pèse entre 250 et 400 grammes. La croissance est considérée comme moyenne.

Comme pour le thiof, l'évaluation de stock de cette espèce a été conduite lors de différents travaux ayant appliqué plusieurs modèles. Les diagnostics divergent selon les études qui ont été réalisées. Ainsi, le mfMSY et le ratio B/Bv sont de 1.07 et 140 pour les travaux du COPACE (2004) alors que leurs valeurs ne sont que de 0.4 et 14 pour les travaux du SIAP (2003). Les valeurs du MSY sont aussi différentes mais avec des ordres de grandeurs proches (entre 7 000 et 10 000 tonnes). Sachant que les travaux du COPACE (2004) appliquent un seul type de modèle et utilisent comme indice d'abondance une série de CPUE provenant d'une flottille mal suivie (pêche industrielle gambienne), le diagnostic de pleine exploitation est à considérer avec prudence. A contrario, l'étude SIAP (2003) conclut à un diagnostic de surexploitation suite à l'application de deux approches distinctes et en tenant compte pour l'application d'un modèle global de plusieurs séries d'abondance. Ainsi, le diagnostic de surexploitation semble plus robuste car il ne dépend pas uniquement d'un seul modèle et d'une seule série d'abondance.

Face à ces diagnostics divergents, les recommandations sont elles-mêmes différentes, entre un gel de l'effort et une diminution marquée de celui-ci. Néanmoins, l'approche de précaution et le diagnostic de surexploitation considéré comme plus robuste, incitent à retenir comme recommandation une diminution de l'effort de pêche.

Le **pagre à point bleu** est à la fois capturé par les flottilles industrielles et artisanales. Comme pour le pageot, aucune saisonnalité n'apparaît dans les captures. La technique de la ligne à la main en pêche artisanale permet la capture des plus gros individus présents sur les structures rocheuses. La majorité des individus capturés a un poids compris entre 400 grammes et 1.2 kilogrammes. Sa croissance est considérée comme moyenne.

L'évaluation de stock de cette espèce a uniquement été réalisée au cours des travaux du projet SIAP (2003). Les deux types d'approches, globale et structurale, ont été menées et leurs diagnostics sont convergents. Avec un mfMSY de 0.8 et un ratio B/Bv compris entre 22 et 30, le stock de pagre à point

bleu est considéré comme modérément surexploité. L'estimation du MSY donne une valeur entre 4 000 et 5 000. La recommandation de gestion sur ce stock est de réduire l'effort de l'ordre de 20%.

Le **rouget** est une espèce qui est uniquement ciblée par la pêche industrielle, les captures de la pêche artisanale sont faibles et correspondent à des prises accessoires. Le rouget est une espèce à croissance rapide et la majorité des captures est constituée d'individus de moins de 300 grammes.

Seuls les travaux du SIAP (2003) ont étudié cette espèce par application de modèles globaux. Son cycle de vie court (autour de 2 ans en moyenne) et l'absence de données de structures de taille à une échelle de temps inférieure à celle de l'année ne permettent pas l'application de modèles structuraux. Avec une valeur de 1.8 pour le $mfMSY$ et de 60 pour le ratio B/B_v , le stock de rouget est diagnostiqué comme sous exploité. Ce diagnostic est considéré comme robuste car l'ajustement du modèle global est conduit en considérant plusieurs séries d'indice d'abondance. Face à cette situation, une augmentation de l'effort de pêche est envisageable sur cette espèce. Néanmoins, il est recommandé de tenir compte du caractère multispécifique de cette pêcherie et des prises accessoires qu'elle engendre.

La **daurade grise** est une espèce majoritairement ciblée par la pêche artisanale. Cette dernière la capture en mettant en œuvre le filet ou la ligne à main. La taille des individus capturés est considérée comme moyenne tout comme la croissance de l'espèce.

Le suivi du stock de cette espèce a pu être réalisé au cours des travaux du projet SIAP (2003) suite à l'application de modèles structuraux et globaux. Un $mfMSY$ compris entre 0.4 et 0.6 et un ratio B/B_v compris entre 11 et 20 conduisent à un diagnostic de surexploitation marquée. Le MSY est autour de 2 600 tonnes. Ces conclusions mènent à recommander une diminution de l'effort de pêche de l'ordre de 40 %.

5.3. Les céphalopodes

Le groupe des céphalopodes comprend deux espèces, le poulpe (*Octopus vulgaris*) et la seiche (*Sepia officinalis*). Ces deux espèces sont capturées par les flottilles industrielles et artisanales. La pêche industrielle cible simultanément ces deux espèces. En pêche artisanale, l'utilisation de la turlutte permet un ciblage du poulpe. Concernant la seiche, aucun engin ne permet un tel ciblage. Ces deux espèces sont très prisées du fait de leur prix de vente élevé. Elles sont ubiquistes, on les retrouve sur l'ensemble du plateau. Ce sont des espèces à croissance rapide avec de nombreux individus dépassant le kilogramme, mais une durée de vie courte (12 à 16 mois pour les poulpes et moins de 2 ans pour les seiches). Aussi, les captures annuelles fluctuent dans des proportions importantes (notamment pour le poulpe) car elles sont très dépendantes du recrutement, qui lui-même varie fortement en fonction des conditions environnementales.

Le groupe de travail du COPACE (2004) est le seul à avoir réalisé une évaluation de stock sur la **seiche** à partir d'un modèle global. Les sorties du modèle donnent un $mfMSY$ de 0.71, un ratio B/B_v de 57 et un MSY de 2 640 tonnes. Ce stock est donc surexploité. Ce diagnostic est considéré comme robuste car il est obtenu après l'ajustement d'un modèle qui utilise une série d'indices d'abondance issue de la pêcherie espagnole (données considérées comme fiables). Le groupe recommande une diminution de la mortalité par pêche sur cette espèce.

L'évaluation du stock de **poulpe** s'avère plus difficile du fait des fortes variations annuelles des captures. Cette caractéristique de la pêcherie du poulpe se retrouve en Mauritanie, mais elle est particulièrement marquée au Sénégal. Ainsi, le groupe de travail du COPACE (2004) n'abouti à aucun diagnostic suite à l'impossibilité d'ajuster un modèle global dynamique. Un travail antérieur (Laurans et al., 2002) applique un modèle global avec effet de l'environnement. La prise en compte de ce paramètre environnemental, permet d'expliquer les années où les captures sont fortes et permet un ajustement du modèle. Il ressort que le stock de poulpe est surexploité les années où l'upwelling est d'une intensité faible à moyenne. A l'inverse, les années où l'upwelling est fort (cas de l'année 1999) on se retrouve dans une situation de pleine exploitation voire même de sous exploitation. Face à cette situation où l'état du stock dépend d'une part de l'effort de pêche et d'autre part de paramètres environnementaux, il est difficile de prendre une

orientation de gestion précise. Compte tenu du fait que le poulpe est capturé par la même pêcherie que celle qui cible la seiche (pêche industrielle), il est recommandé de réduire l'effort dans des proportions qui ne sont pas identifiées.

Tableau 51 : Synthèse des paramètres biologiques des principales espèces étudiées

Stock/ Sous Stock ou groupe d'espèces	Taille*	Croissance**	Durée de vie***	Migration****	Profondeur
<i>Merluccius polli</i> & <i>Merluccius senegalensis</i>	Moyenne-Forte	Moyenne	2-3	Bathymétrique	100 m (sur talus)
<i>Pagellus bellotti</i>	Faible	Moyenne	2	Bathymétrique	20-80 m (sur le plateau)
<i>Arius spp</i>	Moyenne-Forte	Moyenne	2	Très faible	<20 m (sur le plateau)
<i>Pseudolithus spp</i>	Moyenne-Forte	Moyenne	2	Très faible	<20 m (sur le plateau)
<i>Epinephelus aeneus</i>	Moyenne-Forte	Lente	3	Latitudinale	20-80 m (sur le plateau)
<i>Pagrus Caeruleostictus</i>	Faible-Moyenne	Moyenne	2	Bathymétrique	20-80 m (sur le plateau)
<i>Pseudupeneus prayensis</i>	Faible	Rapide	1	Bathymétrique	<60 m (sur le plateau)
<i>Plectorhynchus mediterraneus</i>	Moyenne	Moyenne	2	Bathymétrique	< 60 m (sur le plateau)
<i>Galeoides Decadactylus</i>	Faible-Moyenne	Moyenne	2	Bathymétrique latitudinale et	<20 m (sur le plateau)
<i>Parapaneus longirostris</i>	Moyenne	Rapide	1	Absente	> 100 m (sur le talus)
<i>Penaeus notialis</i>	Elevée	Rapide	1	Bathymétrique	< 50 m (sur le plateau)
<i>Octopus vulgaris</i>	Moyenne	Rapide	1	Absente	0-100 m (sur le plateau)
<i>Sepia spp</i>	Faible-Moyenne	Rapide	1	Bathymétrique	0-100 m (sur le plateau)

*Taille

Faible : majorité des captures inférieures à 1kg.

Moyenne : majorité des captures entre 1 et 2kg.

Forte : majorité des captures d'une taille supérieure à 2kg.

**Croissance

Faible : maturité sexuelle atteinte à un âge supérieur à 4 ans.

Moyenne : maturité sexuelle atteinte entre 2 et 4 ans.

Rapide : maturité sexuelle atteinte avant l'âge de 18 mois.

***Durée de vie

1 : inférieure à 2 ans.

2 : comprise entre 2 et 8 ans.

3 : supérieure à 8 ans.

****Migration

Bathymétrique : migration entre des eaux peu profondes et profondes selon la température de l'eau.

Latitudinale : migration nord-sud ou sud-nord le long du littoral en fonction de la température de l'eau.

Absente : l'espèce n'opère pas de mouvement migratoire.

****Profondeur

Profondeur à laquelle est capturée majoritairement l'espèce.

Tableau 52 : Synthèse des résultats des évaluations menées sur les espèces démersales au Sénégal

Stock/ Sous Stock ou groupe d'espèces	Indice d'abondance (tendance)	MSY	mfMSY	B/Bv	Fiabilité du diagnostic	Type d'approche	Echelle de travail	Référence
<i>Merluccius polli</i> & <i>Merluccius senegalensis</i>	stable	4 189	1.36	68	4/5	Modèle global	Sous- stock	Copace 2004
<i>Pagellus bellotti</i>	Diminution	10 657	1.07	140	2/5	Modèle Global	Stock	Copace 2004
		8 700	0.40	14	4/5	Modèle global		SIAP 2003
		7 000	0.4	14	4/5	Modèle Structural		SIAP 2003
<i>Arius spp</i>	?	?	?	?	?	Modèle Global	Sous- stock	Copace 2004
<i>Pseudolithus spp</i>	?	3 121	0.1	13	2/5	Modèle Global	Sous- stock	Copace 2004
<i>Epinephelus aeneus</i>	Forte Diminution	292	0.05	15	1/5	Modèle Global	Sous- stock	Copace 2004
		2 700	0.3	10	4/5	Modèle Global		SIAP 2003
		1 000	0.5	25	4 /5	Modèle Structural		SIAP 2003
<i>Pagrus Caeruleostictus</i>	Légère diminution	4 000	0.8	30	4/5	Modèle Global	Stock	SIAP 2003
		5 200	0.8	22	4/5	Modèle Structural		SIAP 2003
<i>Pseudupeneus prayensis</i>	Stabilité	2 000	1.8	60	4/5	Modèle Global	Stock	SIAP 2003
<i>Plectorhynchus mediterraneus</i>	Forte Variabilité	2 500	0.6	20	4/5	Modèle Global	Sous- stock	SIAP 2003
		2 800	0.4	11	4/5	Modèle Structural		SIAP 2003
<i>Galeoides Decadactylus</i>	Légère diminution	4 000	0.8	20	3/5	Modèle Global	Sous- stock	SIAP 2003
		3 000	0.8	30	3/5	Modèle Structural		SIAP 2003
<i>Parapaneus longirostris</i>	Stabilité	2 560	2	100	3/5	Modèle Structural	?	Copace 2004
<i>Penaeus notialis</i>	PUE en baisse	?	?	?		Modèle Structural	Sous- stock	Copace 2004
<i>Octopus vulgaris</i>	?	?	?	?	?	Modèle Global	Stock	Copace 2004
<i>Sepia spp</i>	?	2 640	0.71	58	3/5	Modèle Global	Stock	Copace 2004

Tableau 53 : Diagnostic de l'état des stocks démersaux et recommandations de gestion.

Stock/ Sous Stock ou groupe d'espèces	Groupe de travail	Région	Etat	Recommandation
<i>Merluccius polli</i> & <i>M. senegalensis</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Modérément exploité	Ne pas augmenter l'effort
<i>Pagellus bellotti</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Pleinement exploité	Ne pas augmenter l'effort de pêche
	SIAP 2003	Sénégal	Forte surexploitation	Réduire d'une manière importante l'effort
<i>Arius spp</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Incertitude dans l'évaluation	Réduire l'effort de pêche
<i>Pseudotolithus spp</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Surexploité	Réduire l'effort de pêche
<i>Epinephelus aeneus</i>	COPACE 2004	Mauritanie-Sénégal-Gambie	Risque de disparition	Arrêt de la pêche ciblant cette espèce
	SIAP 2003	Sénégal	Grave surexploitation	Arrêt de la pêche ciblant cette pêcherie
<i>Pagrus Caeruleostictus</i>	SIAP 2003	Sénégal	Surexploitation modérée	Réduire l'effort de 20%
<i>Pseudupeneus prayensis</i>	SIAP 2003	Sénégal	Sous exploitation	Possibilité d'augmenter la mortalité par pêche en tenant compte d'une pêcherie multispécifique
<i>Plectorhynchus mediterraneus</i>	SIAP 2003	Sénégal	Surexploitation marquée	Réduire l'effort de 40%
<i>Galeoides Decadactylus</i>	SIAP 2003	Sénégal	Surexploitation marquée	Réduire significativement l'effort
<i>Parapaneus longirostris</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Pleinement exploité	Geler l'effort
<i>Penaeus notialis</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Aucun diagnostic	Geler l'effort
<i>Octopus vulgaris</i>	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Diagnostic incertain	Réduire l'effort comme pour la seiche
<i>Sepia spp</i>	SIAP 2003	Sénégal	Surexploitation	Réduire l'effort
	COPACE 2004	Sénégal-Gambie	Surexploité	Réduire l'effort

5.4. Les petits pélagiques

Les captures de petits pélagiques par le Sénégal sont quasi-exclusivement réalisées par la flottille artisanale. En effet, s'agissant du segment industriel, on ne compte que 3 sardiniers dakarois qui capturent 1% de la capture totale. Les principales espèces ciblées sont les sardinelles (*Sardinelle aurita* et *maderensis*), les chinchards (*Trachurus trachurus*, *trecae* et *Caranx rhonchus*), l'ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*) et le maquereau (*Scomber japonicus*). Les sardines sont capturées en très faibles quantités et irrégulièrement. Pour l'ensemble de ces espèces, les évaluations sont conduites à l'échelle des stocks régionaux.

Les captures de sardinelles par le Sénégal atteignent environ 200 000 tonnes ces dernières années, avec une répartition à part égale entre la sardinelle ronde (*Sardinelle aurita*) et la sardinelle plate (*Sardinelle maderensis*). C'est de loin le groupe d'espèces le plus capturé puisqu'il représente environ 90% de la capture totale des petits pélagiques.

Pour la sardinelle ronde, sur l'ensemble du stock, les captures et les indices d'abondance sont à la baisse depuis 1997. Les différentes évaluations (directes ou indirectes) donnent des résultats divergents en terme de valeur de MSY et de biomasse du stock, mais un début de surexploitation semble apparaître. Ainsi, les dernières recommandations de gestion (COPACE, 2004) indiquent que la capture doit être plafonnée à 420 000 tonnes pour les deux espèces. Pour la sardinelle plate, aucune tendance n'apparaît dans les captures et dans les indices d'abondance. Ainsi, le groupe de travail (FAO, 2004) indique que l'effort de pêche peut être maintenu à son niveau actuel.

Les chinchards sont capturés en très faible quantité au Sénégal, les captures annuelles moyennes sur les 5 dernières années ne dépassent pas les 10 000 tonnes. Ce stock est sous-exploité, avec des captures qui sont en deçà du potentiel de production (FAO, 2004). Pour la zone sénégal-mauritanienne il est néanmoins recommandé de conserver un effort qui soit proche de l'effort de pêche moyen des 5 dernières années.

Comme pour les chinchards, les captures de maquereau sont faibles au Sénégal, elles représentent entre 1 et 2% de la capture totale des petits pélagiques. Les différents travaux d'évaluation concluent que la biomasse de ce stock est stable. Les recommandations de gestion préconisent une approche de précaution avec un effort de pêche qui ne doit dépasser la valeur moyenne des 5 dernières années.

Les derniers groupes de travail (FAO, 2004) concluent que le stock régional de sardine est sous exploité. Ainsi une augmentation de l'effort de pêche est envisageable, mais celle-ci doit tenir compte des fluctuations d'abondance qui peuvent être importante d'une année à l'autre. Au Sénégal, où l'espèce est dans la partie sud de son aire de répartition, une augmentation de l'effort de pêche ne se traduira pas obligatoirement par une augmentation des captures.

Les captures d'ethmalose atteignent environ 17 000 tonnes au Sénégal. Aucune évaluation n'est conduite pour cette espèce et aucune précision sur l'état de ce stock n'est disponible.

5.5. Les pélagiques hauturiers

Les stocks de pélagiques hauturiers susceptibles d'être capturés dans les eaux sénégalaises incluent les thons majeurs tropicaux comme l'albacore (*Thunnus albacares*), le patudo (*Thunnus obesus*), le listao (*Katsuwonus pelamis*), et les espèces dites apparentées que sont l'espadon (*Xiphias gladius*) et les marlins (ou makaires).

La ZEE du Sénégal est proche de la limite nord de la répartition de ces espèces qui fréquentent les eaux internationales et les ZEE de nombreux Etats riverains de l'Atlantique tropical et sub-tropical. La gestion de ces stocks est assurée par l'ICCAT dont les groupes de travail scientifiques émettent des avis sur l'état de la ressource, et qui est ensuite habilité à prendre des mesures de gestion contraignantes pour ses parties contractantes. Les dernières évaluations disponibles sont celles publiées dans le rapport du Sous-Comité de la Recherche et des Statistiques (SCRS) daté d'octobre 2004.

Les paragraphes suivants présentent un bref résumé des avis scientifiques formulés par l'ICCAT sur l'état des stocks des espèces présentées ci-dessus.

L'état du stock de listao (est et ouest) reste inconnu, même si certaines hypothèses scientifiques font état de possibles surexploitations localisées. Le stock d'albacore est considéré comme en état de pleine exploitation avec des captures et effort de pêche à des niveaux soutenables. Le stock de patudo oscille suivant les estimations entre un état de pleine exploitation et un état de surexploitation. Les dernières recommandations du Comité Scientifique de l'ICCAT font état d'un besoin de limiter les captures d'albacore et de patudo juvéniles, et de la nécessité de limiter l'effort et le volume des captures de ces deux espèces afin que les prises restent compatibles avec un niveau de PME. Le Comité Scientifique recommande ainsi que l'effort de pêche exercé sur l'albacore reste à des niveaux inférieurs à 1992, et que la prise totale de patudo soit plafonnée à 90 000 tonnes. Parmi les mesures visant à limiter les prises de juvéniles, le maintien du moratoire sur les pêches de surface sur DCP est recommandé, celui-ci ayant également des effets bénéfiques pour le stock de listao.

Les informations disponibles sur l'état des stocks d'espadon atlantique indiquent que les niveaux d'exploitation actuels sont compatibles avec des niveaux soutenables. Le stock d'espadon d'atlantique nord dont l'état avait été jugé préoccupant dans les années 90 est en voie de reconstitution. Les principales recommandations scientifiques vont vers un maintien des captures et efforts de pêche actuels, et une protection des juvéniles. La situation des stocks des autres poissons porte-épée est beaucoup plus délicate. Les stocks de marlin bleu et de marlin blanc sont dans un état de surexploitation depuis plusieurs années.

6. Mode de gestion et de conservation des pêcheries sénégalaises

Les deux textes de référence pour la gestion et la conservation des ressources halieutiques exploitées dans la ZEE du Sénégal sont la Loi 98-32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime, et du décret 98-498 fixant les modalités d'application de la loi portant code de la pêche maritime en date du 10 juin 1998. Ils s'y ajoutent des arrêtés spécifiques sur des points techniques, mais aussi, et c'est une particularité du Sénégal, des dispositions qui ont fait l'objet d'un accord entre les autorités et les opérateurs et qui ne sont pas officialisées par un acte officiel.

Les dispositions du Code s'appliquent uniquement aux personnes et navires de pêche opérant dans les limites de la ZEE. Les navires européens exploitant la ZEE du Sénégal doivent donc se conformer à ces textes législatifs, sauf si le protocole d'accord de pêche a explicitement prévu des dispositions différentes.

La restriction des termes du Code aux activités à l'intérieur de la ZEE entraîne que les opérations de pêche effectuées par des navires sénégalais en dehors de ces eaux, en haute mer ou dans les eaux sous juridiction d'Etats côtiers, ne sont pas couvertes par le Code. Cette restriction ne permet pas à l'Etat sénégalais de remplir pleinement ses obligations internationales en particulier d'assurer la responsabilité de l'Etat du pavillon⁹. En effet, en vertu de ce principe de droit international, la loi sénégalaise devrait subordonner l'exercice de la pêche en dehors des eaux maritimes sous juridiction sénégalaise par les navires sénégalais à un système d'autorisation¹⁰. L'instauration d'un tel système permettrait à l'administration chargée de la pêche maritime d'assurer le suivi des navires de pêche sénégalais pratiquant la pêche à l'extérieur de la ZEE¹¹ et de prévoir, dans la loi sénégalaise, un régime de sanctions pour les navires qui ne respectent pas les mesures de conservation internationales ou dans les eaux de pays tiers. On observera qu'un Etat qui n'est pas en mesure d'assurer le contrôle de ses navires de pêche battant son pavillon ne peut en principe autoriser ces navires à opérer à l'extérieur de la ZEE. Ceci est susceptible de concerner les thoniers canneurs sénégalais basés à Dakar, mais aussi le palangrier sénégalais qui opère dans l'océan indien et atlantique.

6.1. La réglementation de la pêche dans la ZEE

6.1.1. L'accès aux pêcheries

Pêche artisanale

Les textes réglementaires (loi N° 98-32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime et son décret d'application) évoquent la possibilité d'un contrôle de l'accès aux pêcheries artisanales, tant au niveau du nombre d'embarcations que de l'effectif des pêcheurs artisans.

Pour ce qui est de l'introduction de nouvelles pirogues, l'article 15 de la loi portant code de la pêche maritime, concernant l'autorisation ministérielle pour les navires de pêche, indique que les conditions appliquées aux embarcations de pêche artisanale sont fixées par arrêté du Ministre chargé de la pêche maritime, en tenant compte « des disponibilités des ressources halieutiques exploitables et, le cas échéant, des dispositions des plans d'aménagement et des niveaux d'effort de pêche admissibles ». Ces conditions

⁹ Article 94 de la CNUM

¹⁰ Article 8.2.2 du Code de conduite pour une pêche responsable, art. 18 de l'Accord des Nations Unies sur les stocks chevauchants, et article III.2 de l'accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche des mesures internationales de conservation et de gestion

¹¹ Ces navires pourraient, par exemple, être soumis à l'obligation d'être équipés de systèmes VMS

sont précisées à l'article 12 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime : « Le Ministre chargé de la pêche maritime ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'exercice d'activité de pêche artisanale pour les motifs suivants :

- lorsque l'embarcation a été construite, achetée, transformée ou reconvertie sans autorisation préalable dans les conditions qui auront été définies ;
- quand l'embarcation n'a pas été immatriculée et marquée conformément aux règles prescrites ;
- lorsque les engins de pêche n'auront pas été recensés selon les règles qui auraient été prescrites par arrêté du Ministre chargé de la pêche maritime ;
- lorsque la décision est nécessaire en vue de garantir une gestion adéquate des ressources halieutiques ou d'assurer une bonne exécution du plan d'aménagement des pêcheries en vigueur ;
- si l'embarcation ne satisfait pas aux normes de sécurité et de navigabilité. »

Les modalités d'immatriculation des pirogues de pêche artisanale ont été fixées par un décret daté du 16 août 1999. Elles n'ont pas été respectées à ce jour, si bien qu'une grande partie du parc piroguier est en principe en situation illégale.

Pour ce qui est de l'accès à la profession de pêcheur artisan, une simple déclaration suffit : « Toute personne désireuse d'exercer la pêche artisanale commerciale dans les eaux maritimes sous juridiction sénégalaise doit en faire la déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente. » (article 33 de la loi portant code de la pêche maritime).

Face à la raréfaction des ressources halieutiques et à l'impossibilité de contrôler le développement de la flotte de pêche artisanale, les autorités sénégalaises, fermement appuyées par les bailleurs de fonds, ont longuement travaillé sur la mise en place d'un système de licence de pêche artisanale, ou permis de pêche artisanale. La concertation avec la profession au sujet de ce permis de pêche a permis de gagner l'adhésion des principales organisations professionnelles, et le permis de pêche artisanale a été officiellement lancé en octobre 2005 pour une application en 2006. Le permis de pêche artisanale est payant, et revient à une charge équivalente à 8 € par an pour la pêche à pied, 23 € pour une pirogue de moins de 13 m, et 38 € pour les plus de 13 m. Les recettes du permis de pêche resteront au bénéfice du secteur de la pêche, et n'iront pas abonder les recettes générales du trésor public.

Pêche industrielle

Le régime d'accès à la pêche industrielle est plus clair car tout navire en exercice doit posséder une licence. Celles-ci sont accordées par le Ministre chargé de la pêche, pour une période de 6 à 12 mois, après avis de la Commission consultative d'attribution des licences de pêche. Cette Commission, créée auprès de la DPM et présidée par son directeur, « examine une fois par an ... la situation générale du programme de licences, ... à la lumière des plans d'aménagement des pêcheries en vigueur et du rapport du Centre de recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye sur la situation des principaux stocks de poissons. » (articles 14 à 16 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime).

Des licences de pêche peuvent être accordées à des navires étrangers sous accords de pêche. Actuellement, dans le cadre de l'accord de pêche entre la Communauté Européenne et la République du Sénégal, des chalutiers et des thoniers battant pavillons de pays de l'Union Européenne opèrent dans les eaux sous juridiction du Sénégal. Des navires de la sous-région ont également la possibilité de travailler au Sénégal en vertu des accords avec ces pays (Mauritanie, Cap Vert notamment).

Il existe également la possibilité pour des opérateurs sénégalais de faire travailler des navires industriels battant pavillons étrangers sous régime de l'affrètement, à condition que les navires affrétés soient des navires thoniers ou des chalutiers de pêche fraîche. L'autorisation est délivrée par le Ministre en charge de la pêche.

Il existe 4 catégories de licences de pêche industrielle ; et dans chaque catégorie différentes options, correspondant chacune à un type de pêche. Il y a en tout 14 options. Dans la pratique, ce sont 14 licences-options qui couvrent les formes possibles d'exploitation industrielle des ressources halieutiques

sénégalaises. Actuellement, 9 licences-options sont utilisées (tableau suivant); elles représentent, d'un point de vue administratif, autant de pêcheries. Les possibilités de pêche accordées aux navires européens sont conformes à ce découpage administratif.

Tableau 54 : Catégories de licences de pêche industrielle et options de pêche

Catégories de licences	Options
Pêche démersale côtière	Chalutiers crevettiers
	Chalutiers poissonniers et céphalopodiers
	Palangriers de fond *
Pêche démersale profonde	Chalutiers crevettiers
	Chalutiers poissonniers
	Palangriers de fond *
	Casiers à langouste rose *
	Casiers à crabe profond
Pêche pélagique côtière	Senneurs
	Chalutiers *
Pêche pélagique hauturière	Canneurs
	Senneurs
	Palangriers (thons)
	Palangriers (Espadon) *

* options de pêche non utilisées en 2004 et 2005

En principe, un navire ne peut pas être bénéficiaire, en même temps, de plus d'une licence de pêche (article 22 de la loi portant code de la pêche maritime) ; il ne peut pratiquer qu'un seul type de pêche à la fois.

Actuellement, sans compter les pêcheries pélagiques hauturières (thons), il y a 6 types de pêcheries industrielles dans les eaux sénégalaises, réparties sur les plateau et talus continentaux :

- plateau continental :
 - pêche de crevettes côtières ;
 - pêche démersale côtière de poissons et céphalopodes ;
 - pêche de petits pélagiques côtiers ;
- talus continental :
 - pêche démersale profonde de poissons ;
 - pêche de crevettes profondes ;
 - pêche de crabe profond.

Les possibilités de pêche des navires européens hors secteur thonier se trouvent dans les options pêche démersale côtière de poissons et de céphalopodes (catégorie 1 du protocole), dans les pêcheries démersales profondes de poissons (catégorie 2) et dans la pêche de crevettes profondes (catégorie 3).

Il n'existe aucun objectif de nombre de licence publié par le Ministère en charge de la pêche. Il y a cependant une décision politique effective depuis quelques années de gel du nombre de licences de pêche industrielle côtière à laquelle les autorités sénégalaises se tiennent. Si l'on en juge par l'évolution des effectifs des navires industriels le nombre de licences côtières est même en diminution sensible.

Le coût de l'accès

La délivrance de la licence de pêche se fait contre paiement des droits tels qu'ils sont stipulés dans les arrêtés du Ministère en ce qui concerne les navires nationaux, les navires affrétés et les navires de la sous-région travaillant sous accord de pêche¹², ou dans le protocole d'accord de pêche pour les navires communautaires. Chaque catégorie de pêche se voit affecter un tarif différent, avec un barème différent suivant que le navire soit congélateur ou glacier.

¹² Dans la mesure où il s'agit d'accords de réciprocité, les navires étrangers qui viennent au Sénégal paient les droits de licences suivant le barème sénégalais.

Le coût des licences pour les navires sénégalais a été modifié pour la dernière fois par l'arrêté interministériel 002905 du 9 juin 2005. Compte-tenu de la situation difficile de la flotte sénégalaise, les barèmes 2005 sont identiques à ceux de 2004. Jusqu'alors, une augmentation progressive de 5% par an était appliquée. Les coûts des licences pour les navires européens sont fixés par le protocole d'accord pour la période 2002-2006. Les coûts sont proportionnels à la jauge du navire pour les navires des catégories 1 à 3, et augmentent chaque année du protocole. Ils sont proportionnels aux tonnages capturés dans la ZEE pour les navires thoniers (15 € par tonne pour les canneurs sans avance forfaitaire, 25 € pour les senneurs avec avance forfaitaire de 3 000 €, et 48 € par tonne pour les palangriers de surface avec avance forfaitaire de 2 000 €).

La comparaison du coût de l'accès payé par les armateurs sénégalais avec le coût payé par les armateurs européens pour l'accès aux mêmes pêcheries indique que le secteur privé européen paie les licences côtières environ 8 fois plus cher que leurs homologues sénégalais (tableau suivant). Le rapport est d'environ 5 pour les chalutiers poissonniers profonds (catégorie 2) et de 3 pour les chalutiers crevettiers profonds (catégorie 3).

Tableau 55 : Coût des licences (en € par TJB et par an) pour les armements nationaux et les armements communautaires des catégories pêche démersale côtière et pêche démersale profonde, et comparaison. Coût europe : base pour la troisième année du protocole 2004-2005

Catégorie	Option	Nationaux	Communauté européenne	Ratio CE / Sénégal
Pêche démersale côtière	Poissons céphalopodes glaciers	31	271 (cat. 1)	8,8
	Poissons céphalopodes congélateurs	35	271 (cat. 1)	7,7
	Palangriers de fond	81		
	Crevettes glaciers	60		
	Crevettes congélateurs	67		
Pêche démersale profonde	Poissonniers glaciers	31	165 (cat. 2)	5,4
	Poissonniers congélateurs	34	165 (cat. 2)	4,9
	Palangriers de fonds	34	165 (cat. 2)	4,9
	Crevettes glaciers	61	220 (cat. 3)	3,6
	Crevettes congélateurs	77	220 (cat. 3)	2,9
	Casiers à langoustes	77		
	Casiers à crabes profonds	77		

On notera par ailleurs que le coût des licences payées par les armateurs européens de navires des catégories 1 et 3 pour pêcher au Sénégal est sensiblement inférieur au coût que paieraient ces mêmes armateurs pour un accès aux eaux mauritaniennes sous accord (453 € par TJB et par an pour la catégorie 1 ; 361 € pour la catégorie 3). Le prix est comparable pour la catégorie 2.

6.1.2. La répartition dans l'espace des activités de pêche

Les zones dans lesquelles les navires de pêche peuvent exercer sont mentionnées dans le décret d'application dans la loi cadre, et les mêmes dispositions sont reprises dans le protocole d'accord de pêche pour les catégories concernées, si bien qu'il n'existe aucune différence de traitement entre les deux flottes. L'objectif de la législation est de repousser les navires industriels à une certaine distance de la côte afin de protéger les écosystèmes côtiers toujours plus sensibles que les parties hauturières, et donner un espace réservé à la pêche artisanale en lui réservant l'accès aux ressources les plus proches et en les protégeant des interactions avec la pêche industrielle.

Pêche artisanale

Pour la pêche artisanale, la pêche est libre dans toute l'étendue de la ZEE.

Pêche industrielle démersale côtière

Pour les navires industriels, il existe plusieurs zonages différents suivant les catégories. De manière générale, on distingue trois grandes zones, la zone A de la Grande Côte qui s'étend de la frontière mauritanienne au Cap Vert, la zone B de la Petite Côte qui va du Cap Vert jusqu'au nord de la frontière avec la Gambie, puis la zone C de la Casamance qui couvre l'étendue entre le sud de la Gambie et la frontière avec la Guinée Bissau.

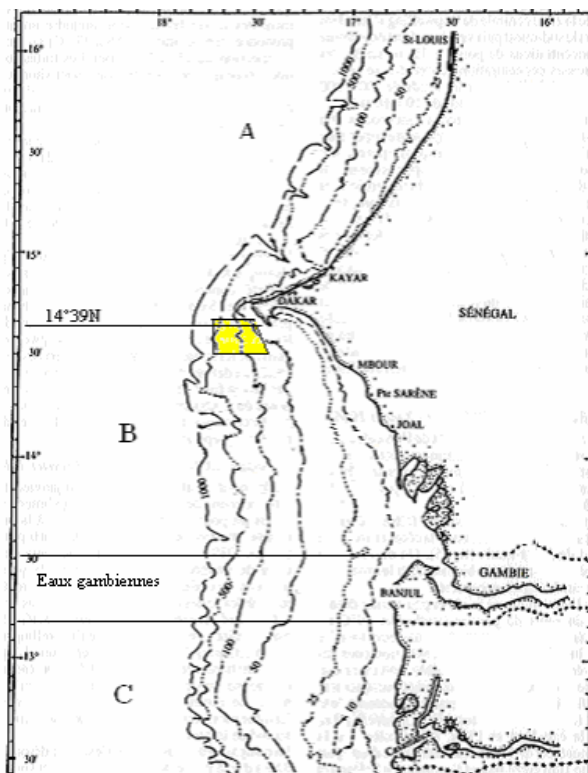


Figure 25 : Zonage de la ZEE pour les navires côtiers

Les navires industriels de pêche côtière (option crevettes ou poissons et céphalopodes) de moins de 250 tjb ont le droit de pêcher :

- au-delà de 6 milles de la ligne de référence, de la frontière avec la Mauritanie jusqu'à la latitude du cap Manuel, 14°39'00 N (secteur A de la carte ; grossièrement devant la Grande Côte) ;
- au-delà de 7 milles de la ligne de référence, du cap Manuel à la frontière Nord sénégalo-Gambienne (secteur B de la carte ; devant la Petite Côte) ; et
- au-delà de 6 milles de la ligne de référence, de la frontière Sud sénégalo-gambienne à la frontière avec la Guinée Bissau (secteur C de la carte ; devant la côte de la Casamance).

Les navires de jauges supérieurs n'ont pas accès à ces zones côtières. Les navires crevettiers jaugeant entre 250 et 400 tjb sont autorisés à pêcher au-delà des 12 milles de la ligne de référence, au large de toutes les côtes sénégalaïses. Pour les navires côtiers céphalopodes et poissons d'une jauge comprise entre 250 et 300 tjb, la limite est repoussée à 12 milles des lignes de base. Si le navire jauge entre 300 et 500 tjb, il ne peut s'approcher à moins de 15 milles des lignes de base.

Il résulte de cette répartition que, dans la partie Nord de la Grande Côte, devant l'embouchure du fleuve Sénégal, les crevettiers de moins de 250 tjb peuvent pêcher sur des fonds de 25 à 50 m. Quant aux unités de plus de 250 tjb, elles sont repoussées plus au large, au-delà de l'isobathe des 50 m. A partir de la presqu'île du Cap Vert, et vers le Sud, le plateau continental s'élargit ; et dès la Pointe Sarène, au milieu de la Petite Côte, tous les crevettiers, quels que soient leurs tonnages peuvent pêcher sur des fonds inférieurs à 25 m, et même inférieurs à 10 m devant la Casamance. On notera cependant que l'essentiel de la flotte sénégalaïse (91%) jauge moins de 250 tjb et a par conséquent accès aux limites les plus proches (6 à 7

milles de la côte). La flotte européenne de chalutiers côtiers compte également une très large majorité (5 unités sur 6) de navires de moins de 250 tjb.

Pêche industrielle démersale profonde

Les zones de pêche démersale profonde ont été définies par secteurs (figure suivante). On distingue sept secteurs délimités du Nord au Sud par des parallèles et les frontières avec les Etats voisins (Mauritanie, Gambie, Guinée Bissau). Chaque secteur renferme une zone de pêche ouverte vers le large et délimitée à l'Est, soit par un méridien (secteurs A, E, F et G), soit par la distance à la ligne de référence (secteur B : 15 milles ; secteur C : 12 milles ; secteur D : 8 milles).

Ces zones de pêches couvrent l'ensemble du talus continental, des fonds de 200 m jusqu'aux fonds de 1000 m. Vers l'Est, cependant, elles débordent sur la partie la plus au large du plateau continental, et recouvrent parfois des fonds inférieurs à 100 m.

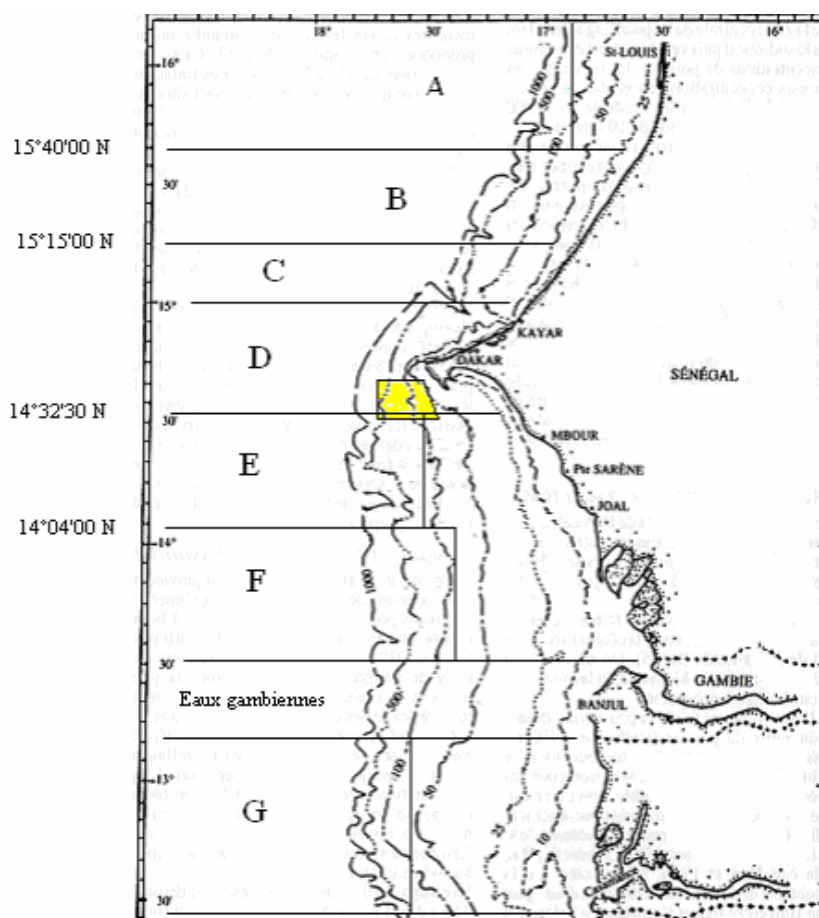


Figure 26 : Zonage de la ZEE pour les navires de pêche profonde

Pêche pélagique hauturière (navires thoniers et assimilés)

La législation sénégalaise et le protocole d'accord de pêche autorisent les navires thoniers et canneurs à la pêche sur toute l'étendue de la ZEE du Sénégal, y compris la pêche d'appât pour les canneurs. Cette absence de limite ne constitue pas cependant un incitatif aux navires pour se rapprocher de la côte dans la mesure où les espèces ciblées (thons hauturiers) et les engins utilisés (sennes de 300 m de chute) font que les navires pêchent en pratique au dessus de fonds supérieurs à 500 m.

En ce qui concerne les navires palangriers, la législation sénégalaise leur impose de pêcher relativement au large, grossièrement à au moins 15 milles des côtes pour les palangriers qui ciblent l'espadon (cas des

navires européens) et au moins 25 milles pour les palangriers qui ciblent le thon (navires asiatiques). On relève que cette limite n'a pas été inscrite dans les termes du protocole, alors que les limites des autres catégories l'ont été. Cette omission n'exonère cependant pas les armateurs européens de se conformer à la législation nationale en l'absence de dispositions spécifiques dans le protocole.

6.1.3. Les mesures techniques sur les engins

Les principales mesures techniques portant sur les engins de pêche concernent les maillages minimaux des filets. Pour les navires industriels, les maillages minimaux listés dans le tableau suivant sont compatibles avec les recommandations du COPACE pour les chaluts. Il serait cependant plus adapté de relever le maillage minimal des chalutiers crevettiers profonds à 50 mm, comme cela est la règle en Mauritanie, afin de rendre cette pêche un peu plus sélective.

Tableau 56 : Maillages minimaux réglementaires

Type d'engins	Ouverture de maille
Engins coulissants	
Filet coulissant à clupes	28 mm
Filet coulissant à appât vivant	16 mm
Engins traînants	
Chalut classique à panneaux (poissons et céphalopodes)	70 mm
Chalut à merlus	70 mm
Chalut à crevettes profondes	40 mm
Chalut à crevettes côtières	50 mm

Il n'existe aucune autre mesure technique portant sur les chaluts, comme l'usage de chaînes racleuses, le nombre de mailles dans la circonférence, ou le diamètre ou le nombre des fils dans le cul du chalut. Ces mesures, instaurées dans les eaux européennes, préviennent les grèements de chaluts qui tendent à fermer les mailles en diminuant ainsi la sélectivité. Il n'y a pas non plus d'obligation d'utiliser des dispositifs sélectifs comme des grilles séparatrices ou des panneaux à mailles carrées. Par ailleurs, la pratique du chalutage en bœuf (par paires) qui permet de tirer à moindre puissance des chaluts de dimensions très importantes, est interdite.

Les engins de pêche artisanale (filets dormants, sennes) sont aussi sujets à une réglementation sur la dimension des mailles. La réglementation interdit également l'usage de la pêche au poison ou à l'explosif, ainsi que l'emploi de filets monofilaments ou multimonofilaments du fait de leur propension (discutable) à continuer à pêcher une fois perdus. Cette dernière mesure ne serait que très peu respectée.

6.1.4. Les tailles minimales des espèces

Les tailles minimales de certaines espèces sont inscrites à l'article 37 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime. Au dessous de ces tailles, il est interdit de capturer, transporter, transborder, détenir, vendre ou acheter les produits. Ceci implique que les pêcheurs doivent immédiatement rejeter en mer toute espèce capturée inférieure à ces tailles. Les tailles minimales concernent les principales espèces exploitées par la pêche artisanale et la pêche industrielle. On note cependant que les espèces de merlus ne sont pas inscrites dans cette liste, permettant par conséquent de commercialiser du merlu de toute taille.

Tableau 57 : Tailles et poids minimaux réglementaires

Espèces	Noms scientifiques	Tailles ou poids minimaux
Sardinelles	<i>S. aurita</i> , <i>S. maderensis</i>	12 cm
Ethmalose	<i>E. fimbriata</i>	15 cm
Chinchards	<i>D. rhonchus</i> , <i>T. trecae</i> , <i>T. trachurus</i>	15 cm
Maquereau	<i>S. japonicus</i>	12 cm
Mérou	<i>Epinephelus</i> spp., <i>Mycteroperca rubra</i>	20 cm
Rouget	<i>P. prayensis</i>	10 cm
Soles langues	<i>Cynoglossus</i> spp.	15 cm
Dorades roses	<i>Sparus</i> spp., <i>Pagrus</i> spp., <i>Pagellus</i> spp., <i>Dentex</i> spp.	10 cm
Albacore	<i>T. albacares</i>	3,2 kg
Patudo	<i>T. obesus</i>	3,2 kg
Langouste verte	<i>P. regius</i>	20 cm
Langouste rose	<i>P. mauritanicus</i>	20 cm
crevette	<i>P. notialis</i>	200 individus / kg
Poulpe	<i>O. vulgaris</i>	350 g non éviscéré ; 300 g éviscéré
Huître	<i>C. gasar</i>	30 mm

Les tailles minimales réglementaires de 10 cm pour les dorades roses et de 20 cm pour les mérous sont probablement très inférieures à leurs tailles moyennes de maturité sexuelle.

Dans le groupe des dorades roses, la taille moyenne de maturité sexuelle des *Pagellus bellottii* du Sénégal est de 16,5 cm de longueur totale (soit une longueur à la fourche de plus de 14 cm) ; celle de *Pagrus caeruleostictus* de Guinée Bissau est de 18,7 cm de longueur à la fourche (FishBase).

Dans le groupe des mérous, les tailles moyennes de maturité sexuelle d'*Epinephelus aeneus* et d'*Epinephelus marginatus* de Tunisie sont respectivement 50-60 cm et 45-55 cm de longueur totale, soit sensiblement la même longueur à la fourche (FishBase). Même s'il peut y avoir des différences très sensibles dans le cycle biologique de ces espèces en Tunisie et au Sénégal, des différences de plusieurs dizaines de cm entre les tailles moyennes de maturité sexuelle paraissent inconcevables.

Le poids individuel moyen des *P. notialis* de la catégorie 200 / kg est de 5 g. Au Sénégal, la taille moyenne de maturité sexuelle de cette espèce est de 28 mm de longueur céphalothoracique, ce qui correspond à un poids de 18 g (GARCIA, 1977, LHOMME, 1979).

De fait, les tailles et poids minimaux réglementaires n'interdisent pas la capture des juvéniles de certaines espèces, notamment des serranidae (mérous) et des sparidae (dorades roses), particulièrement sensibles à la surexploitation, ainsi que des crevettes blanches. Rappelons que les tailles et poids marchands minimaux, fixés réglementairement, correspondent généralement à la taille moyenne ou au poids moyen de maturité sexuelle (50 % des individus de cette taille ou de ce poids sont matures). L'objectif est d'éviter la capture de juvéniles, afin de disposer d'une biomasse de reproducteurs suffisante pour assurer le renouvellement du stock. Le principe est qu'un individu ne devrait être capturé qu'après qu'il se soit reproduit au moins une fois.

Le CRODT a formulé des recommandations pour augmenter les tailles minimales de certaines espèces afin de mieux adapter la pêche au cycle biologique. Ces recommandations n'ont pas été appliquées car elles peuvent difficilement être opérantes sans un changement de réglementation sur les maillages des engins. En effet, l'usage de mailles de 70 mm, 50 voire 40 mm continuera à prélever des individus sous taille et conduira alors à augmenter les rejets.

6.1.5. Pourcentage de prises accessoires

La législation sénégalaise ne mentionne que deux limites de prises accessoires :

- L'interdiction de détenir des prises accessoires crevettes profondes pour les chalutiers crevettiers côtiers

- L'interdiction de détenir des prises accessoires de merlus pour les chalutiers démersaux côtiers (option poissons-céphalopodes). Cette mesure s'applique aux navires européens de la catégorie 1 du protocole).

Ces mesures ont pour effet d'empêcher les navires titulaires des licences pêche côtière de se redéployer plus au large en conservant le même type de licence. Compte tenu du fait que le merlu fait partie des rares stocks en état satisfaisant au Sénégal, la mesure apparaît un peu trop restrictive en l'état.

Il s'ajoute à ces règles légales une limite imposée par accord entre le secteur privé et l'administration sur le pourcentage minimal de crevettes débarquées par les crevettiers côtiers. En effet, les navires titulaires de licences de pêche côtière option crevettes et option poissons et céphalopodes peuvent pêcher dans les mêmes zones, mais avec un maillage de 50 mm pour les crevettiers et de 70 mm pour les poissons-céphalopodiers. En l'état de la réglementation, rien n'empêche un crevettier côtier de ne pêcher que du poisson ou des céphalopodes, mais avec un maillage plus faible donc moins sélectif. Il a donc été fixé un seuil annuel de 15% de crevettes¹³ dans les captures au dessous duquel un navire crevettiers n'est plus considéré comme tel, et doit donc changer d'option pour pêcher avec un chalut de 70 mm. L'inconvénient de cette mesure est qu'elle porte sur les quantités annuelles. Elle n'empêche ainsi pas les crevettiers de cibler uniquement poissons ou céphalopodes une partie de l'année.

Les pourcentages de prises accessoires sont plus restrictifs pour les navires européens que pour les navires nationaux. Outre les mesures citées précédemment (interdiction du merlu pour les navires de la catégorie 1), le protocole d'accord interdit aux navires européens de détenir à l'issue de chaque marée :

- Plus de 7,5% de crustacés pour la catégorie 1 (démersaux côtiers poissons-céphalopodes)
- Plus de 7,5% de crustacés et 7% de céphalopodes pour les démersaux profonds poissonniers (catégorie 2)
- Plus de 10% de poissons, 10% de céphalopodes et 2% de langoustes pour les navires de pêche démersale profonde aux crustacés.

Ces mesures additionnelles ne sont pas très contraignantes pour les navires des catégories 1 et 2 qui pêchent peu de crustacés avec un maillage de 70 mm. Elles le sont un peu plus pour les navires de la catégorie 3 qui peuvent avoir des prises accessoires de poissons importantes, et qui doivent donc rejeter l'excédent au-dessus de 10% le cas échéant.

6.1.6. Le repos biologique

Comme la loi le prévoit, les autorités peuvent imposer des fermetures saisonnières de pêcheries. Cette mesure, appelée repos biologique, a pour effet de réduire l'effort de pêche exercé par les chalutiers industriels sur les ressources démersales du plateau continental, et donc de protéger les stocks cibles au moment où ils sont le plus vulnérables. Dans les faits, l'expérience montre que le repos biologique a en général peu d'impact sur le stock lui-même, mais constitue un outil permettant de réduire l'effort de pêche exercé sur les espèces cibles et les prises accessoires.

Les trois périodes de fermeture s'appliquent à la pêche industrielle nationale et étrangère. La fermeture interdit toute pêche aux navires concernés qui doivent donc rester à quai pour les nationaux, ou sortir de la ZEE pour les étrangers. Ainsi :

- La pêcherie démersale industrielle côtière de poissons et céphalopodes est fermée chaque année pendant 2 mois, du 1er octobre au 30 novembre (concerne la catégorie 1 du protocole).
- La pêcherie démersale profonde de poissons est fermée chaque année pendant deux mois, du 1er mai au 30 juin (catégorie 2).

¹³ Ce pourcentage minimal a progressivement évolué de 10% à 12% puis à 15%.

- La pêche industrielle des crevettes profondes est fermée chaque année pendant deux mois, du 1er septembre au 31 octobre (catégorie 3).

Il n'y a pas de période de repos biologique imposée à la pêche artisanale, ni à la pêche industrielle côtière spécialisée sur les crevettes, ni à tout autre catégorie de pêche industrielle non mentionnée dans la liste ci-dessus.

En 2005, une fermeture exceptionnelle de la pêche aux poulpes fut décidée par les autorités sénégalaises, avec un préavis très court, du 20 mars au 30 avril¹⁴, après que des pêcheurs artisans aient signalé la présence en abondance de jeunes poulpes. Cette mesure a été appliquée à tous les segments de flotte, y compris les artisans. Cette mesure n'interdisait pas aux navires de sortir en mer, mais leur interdisait de pêcher du poulpe, ce qui rend la mesure très difficilement applicable et d'un intérêt discutable car les poulpes pêchés devaient alors être rejetés en mer. Les navires européens étaient concernés. Suivant les indications reçues, les navires européens auraient préféré quitter la zone de pêche du Sénégal devant l'impossibilité de ne pas pêcher de poulpes. La Commission européenne effectue une recherche sur les positions VMS des navires concernés afin d'être certaine du retrait des navires.

Les périodes de repos biologique ont été fixées après consultation des scientifiques du CRODT. Idéalement le repos biologique a pour objectif de protéger les reproducteurs ; et sa période correspond à l'époque optimale de frai. Les dates de repos biologique proposées par le CRODT pour les céphalopodiers ont été du 1er septembre au 31 octobre (source : Diallo, com. pers.), soit la même période d'arrêt que celle imposée en Mauritanie. Toutefois, les autorités ont décalé d'un mois la période proposée, tout en retenant sa durée. La motivation scientifique de l'arrêt exceptionnel d'avril 2005 n'a pu être obtenue et le CRODT s'est refusé à tout commentaire à ce sujet.

Suivant des informations récentes, le repos biologique serait en passe d'être réduit de deux à un mois. Cette mesure exceptionnelle a été prise par le Ministre pour aider les armements à faire face à la baisse des rendements et à l'augmentation des charges de carburant notamment. Ce raccourcissement concerne les trois périodes d'arrêts mentionnées plus haut. Cette décision revient à augmenter mécaniquement l'effort de pêche industriel de 10% (période de pêche passant de 10 à 11 mois par an). Elle va à l'encontre des recommandations scientifiques de diminution d'effort (espèces du plateau continental pêchées par les navires industriels côtiers poissons et céphalopodes), ou de gel d'effort (espèces profondes).

Il reste à décider si ce raccourcissement peut s'appliquer aux navires européens concernés.

6.1.7. Les plans d'aménagement

La possibilité d'introduire des plans d'aménagement des pêcheries est explicitement prévue dans la réglementation. A ce jour, aucun plan d'aménagement n'a été formulé, et il n'existe aucun projet immédiat pour le faire. Le principal facteur qui a prévenu l'adoption de plans d'aménagements est l'absence de maîtrise du secteur de la pêche artisanale qui rend inopérante toute disposition visant à réglementer l'effort ou le niveau des captures.

Avec l'adoption prochaine du permis de pêche artisanale, les choses devraient évoluer. Il reste cependant à vérifier si les avis scientifiques requis par la réglementation pourront être fournis compte tenu de la relative faiblesse actuelle du CRODT.

6.2. La réglementation de la pêche des pélagiques hauturiers

Les mesures de gestion et de conservation des pélagiques hauturiers sont classées à part dans ce chapitre car elles sont imposées par l'ICCAT dont les résolutions et recommandations prévalent sur les droits

¹⁴ Arrêté du 17 mars 2005 portant interdiction de la pêche et du transbordement du poulpe

nationaux. Les mesures de gestion de l'ICCAT s'appliquent par conséquent aux navires européens et sénégalais, qu'ils pêchent dans la ZEE du Sénégal ou ailleurs.

Les mesures en vigueur en septembre 2005, sont indiquées dans le tableau suivant.

Tableau 58 : Principales mesures techniques s'appliquant aux thons tropicaux majeurs fin 2004

Espèce	Catégorie de mesure	Principales règles en vigueur en 2005
Listao		Pas de mesures spécifiques
Albacore	Taille minimale	3,2 kg (tolérance 15% du nombre de poissons débarqués)
	Effort de pêche / Captures	Effort limité au niveau observé en 1992
	Moratoire	Interdiction totale de la pêche de surface (senne et canne) en novembre sur une aire comprise entre 0° et 5°N, 10 et 20°W
Patudo	Taille minimale	Pas de taille minimale
	Effort de pêche / Captures	Capacités gelées au niveau de celles déclarées pour 2005 TAC fixé à 90 000 t pour trois ans, quota variant entre 24 et 25 000 t pour la CE
	Moratoire	Interdiction totale de la pêche de surface (senne et canne) en novembre sur une aire comprise entre 0° et 5°N, 10 et 20°W
Espadon nord	Taille minimale	125 cm (25 kg), avec 15% de tolérance, ou 119 cm sans tolérance
	Effort de pêche / Captures	TAC de 14 000 tonnes, dont 6 000 tonnes pour la CE
	Moratoire	Aucune
Makaire bleu et blanc	Effort de pêche / Captures	Débarquements limités à 50% (M. bleu) ou 33% (M. blanc) des débarquements 1996 ou 1999
Requins	Général	Communication de données sur les prises à l'ICCAT Interdiction du prélèvement des nageoires, limite de 5% de poids de nageoires à bord par rapport au poids de carcasses.

Concernant l'albacore et le patudo pour lesquels le Comité scientifique recommande depuis quelques années une réduction des prises de juvéniles, et une limitation des captures, l'ICCAT a gelé les capacités et les niveaux des captures au niveau de ceux de 1991 et 1992. En outre des tailles minimales à 3,2 kg avaient été adoptées pour les deux espèces. L'effort de réduction des captures de juvéniles est accentué par la mise en place depuis 1999 (1997 pour les senneurs européens suite à une décision unilatérale) d'un moratoire qui interdit toute pêche sous DCP sur une vaste zone pendant 3 mois.

Comme suite aux résultats des dernières évaluations, un plan pluriannuel de conservation du patudo a été adopté fin 2004 et entre en vigueur en 2005. Ce plan place l'espèce sous TAC, et change le mode opératoire du moratoire. Désormais, une zone, plus restreinte, sera totalement fermée aux navires utilisant des engins de surface, soit la senne et la canne, pendant 1 mois (zone dite Picolo au large du Golfe de Guinée, loin de la ZEE du Sénégal). Cette mesure est jugée plus contrôlable grâce au VMS, que les dispositions du moratoire précédent qui faisaient l'objet de nombreuses violations. L'ICCAT évaluera l'impact de ce moratoire en 2005. On note également la disparition de la taille minimale du patudo à partir de 2005 alors que celle de l'albacore est maintenue.

Ce plan, qui concerne le patudo, aura également un impact sur l'albacore juvénile dans la mesure où cette espèce est souvent prise en association avec les juvéniles de patudo lors des pêches de surface.

Il s'ajoute à ces mesures techniques des résolutions et recommandations visant à combattre la pêche de thonidés par des navires IUU. L'une des mesures prises est l'établissement d'une liste positive publique de navires de parties contractantes autorisés à pêcher des thonidés, et en corollaire l'interdiction de pêche et de commercialisation des prises de thonidés de navires ne figurant pas sur cette liste positive.

La position de partie non-contractante du Sénégal jusqu'à fin 2004 lui a valu l'application des mesures d'interdiction de commercialisation des thonidés pêchés par ses navires. Du thon congelé a ainsi été refusé par les services des douanes espagnols. Ce refus a été une source d'incident dans les relations entre la

Communauté et le Sénégal, et notamment dans le suivi de l'accord de pêche mais force est de constater que la Communauté n'a fait qu'appliquer la réglementation et que le cas inverse aurait pu lui être reproché par les parties membres de l'ICCAT.

6.3. Le suivi, contrôle et surveillance des navires de pêche

La situation d'appauvrissement des ressources dans la ZEE sénégalaise constitue un incitatif fort à la fraude par des armements artisanaux ou industriels cherchant à maintenir leurs revenus. Le respect des règles de gestion énumérées dans les parties précédentes doit par conséquent faire l'objet de toutes les attentions et l'Etat s'est donné la priorité et les moyens de mettre en place la politique de contrôle qui faisait défaut jusqu'à une période récente.

6.3.1. Les moyens de suivi

Registre des navires : L'inscription de tout navire, pour lequel une demande de licence a été effectuée, sur les registres des navires de pêche, administré par la DPM, est une condition d'obtention de la licence. Suivant les termes de l'arrêté fixant les modalités d'immatriculation des embarcations de pêche artisanale, ces embarcations devront également figurer sur un registre dont on ne sait pas encore s'il sera séparé ou confondu avec celui des navires industriels. Les navires européens sous accord et dûment licenciés figurent sur ce registre.

Tenue d'un journal de pêche : D'après la loi, les capitaines des navires autorisés à pêcher dans la ZEE doivent tenir un journal de pêche. Ce journal est remis en fin de marée à la DPM. Cette obligation vaut bien entendu pour les navires européens suivant les dispositions du protocole et la législation communautaire en la matière. Suivant les témoignages recueillis au CRODT, la soumission des journaux de bord par les flottes européennes chalutières est considérée comme correcte, mais avec des problèmes de délais et de langage. Le décompte des captures des thoniers continue d'être un sujet de discussion entre les deux parties, le Sénégal mettant périodiquement en doute la véracité des déclarations sur lesquelles sont assises les redevances de pêche. Il n'existe que peu de moyens de contrôler les captures en dehors du système actuel de validation par les instituts scientifiques (IRD et IEO) sur la base de l'analyse des journaux de bord, de sondages au débarquement et d'analyse des données VMS¹⁵. Le système du marin-observateur ne peut donner de bons résultats car le marin reste salarié de l'armement, et l'embarquement d'observateurs n'est pas possible du fait du caractère ponctuel des séjours dans la ZEE.

Déclaration des entrées et sorties des eaux sénégalaises : le Code des Pêches rend obligatoire les déclarations d'entrée et sortie des eaux sénégalaises des navires, ainsi que des déclarations régulières de leurs positions et de leurs captures. La déclaration entrée sortie a été étendue aux navires européens. La déclaration régulière de position n'a pas été mise en œuvre, probablement dans l'attente de la mise en place du VMS.

Observateurs : en principe, l'arrêté ministériel 1008 du 16 février 1999 prévoit l'embarquement d'observateurs sur tout type de navire de plus de 100 TJB. L'obligation d'embarquement est mentionnée dans le protocole pour les navires européens sur les chalutiers et palangriers de fond. L'embarquement est à discrétion du Ministre pour les palangriers, et non mentionné dans le protocole pour les navires thoniers senneurs ou canneurs pour lesquels un marin pourra faire fonction. Dans les faits, l'embarquement d'observateurs n'a pas été mis en place sur les navires industriels nationaux (pas assez de personnel, manque de place à bord, coût trop élevé pour la collectivité). Le GAIPES a cependant proposé que des observateurs soient mis en place, au frais des armateurs, pour des périodes de quelques mois sur des navires qui auraient été convaincus d'infractions. La couverture observateurs des navires européens est par contre proche de 100%. Ce sont les armateurs communautaires qui financent ces observateurs en payant

¹⁵ Les données des navires thoniers européens sont réputées d'excellente qualité par l'ICCAT¹⁶ Interdiction déjà en vigueur dans la réglementation européenne

avant la marée aux autorités des frais équivalent à 1 435 € (936 000 CFA) par observateur et par période de 60 jours. L'observateur n'est pas habilité à constater les infractions, mais son rapport peut être retenu lors de l'instruction. Les rapports des observateurs, qui contiennent des informations sur les captures et les rejets, sont transmis à la DPSP qui les remet à son tour au CRODT pour exploitation.

Le futur - le VMS : Le VMS n'est pas obligatoire aujourd'hui au Sénégal. Les armements les plus performants ont cependant équipé leurs navires depuis longtemps pour des raisons de suivi de leurs flottes et la DPSP a acquis grâce à la compensation accord de pêche un nombre de balises suffisant pour couvrir le reste de la flottille. La dernière étape est d'après les responsables la promulgation d'un décret qui imposera l'emport de balise et fixera les règles en matière de transmission. L'introduction de ce décret est possible par les articles 21 (d) ou 38 du Code. Cette obligation pourra naturellement être étendue aux navires communautaires déjà équipés par le biais d'une convention similaire à celles adoptées sous d'autres accords et qui donne au FMC des Etats membres, qui reçoivent les positions des navires de leurs pavillons, la responsabilité de la transmission au FMS sénégalais. L'introduction du VMS favorisera en particulier le contrôle du respect des limites de zonages, et donnera aux autorités sénégalaises un moyen de valider les déclarations des thoniers en comparant les tonnages déclarés aux temps de séjour dans la ZEE.

6.3.2. Les moyens de contrôle dans la ZEE et résultats

Contrôle sur zone

Le contrôle repose sur les moyens propres du Ministère et sur les moyens mis à disposition par les Forces Armées. Jusqu'à un passé proche, seules ces dernières disposaient de navires ou d'aéronefs capables d'exercer des missions de surveillance. Depuis 2004, la DPSP est équipée de deux vedettes de 20 m et de deux vedettes côtières de 12 m. Elle attendait la livraison d'un lot de 2 dernières vedettes de 12 m. Ce programme d'investissement a été financé à hauteur de 6,7 M€ sur le budget d'investissement national.

La DPSP dispose en outre de sept stations côtières où sont implantés des radars utiles pour détecter les intrusions de navires industriels dans les zones interdites. Les stations sont équipées d'embarcations comparables à des pirogues de pêche.

Contrôle au port

La DPSP dispose d'une brigade de contrôle au port forte d'une douzaine d'inspecteurs qui effectue des inspections à quai. Ces contrôles peuvent permettre de détecter les mauvaises déclarations dans les journaux de bord en comparant les débarquements aux quantités déclarées, la détention d'espèces sous-tailles ou interdites notamment, voire la détention d'engins prohibés à bord.

Indicateurs d'activité

Il n'a pas été possible d'obtenir des indicateurs d'activité du contrôle détaillés sur la période du protocole. En 2004, les services de la DPSP ont déclaré avoir réalisé 613 inspections à quai et 16 inspections en mer sur des navires battant pavillon sénégalais. La Marine Nationale a quant à elle réalisé 7 patrouilles ayant permis d'identifier 140 navires. La surveillance aérienne de la ZEE a donné lieu à 15 sorties ayant permis d'identifier 528 navires.

Reste que le Sénégal est confronté à des problèmes récurrents de fonctionnement de son dispositif de contrôle. Les ressources manquent fréquemment pour financer les dépenses de fonctionnement (carburants) ou d'entretien des moyens de surveillance. Le Ministère des Pêches doit ainsi faire appel aux réserves constituées par la CEPIA pour financer les besoins en carburant des navires de la Marine Nationale. La présence sur zone, toujours dissuasive, ne peut donc pas être aussi importante que les autorités pourraient le souhaiter. Ceci laisse à penser que l'efficacité du dispositif, même si elle apparaît en progrès sensible par rapport aux pratiques des années 2000, pourrait être renforcée.

Régime des sanctions

Pour les navires industriels, la réglementation sénégalaise prévoit une graduation dans l'importance des infractions (pêche illicite, infractions très graves et infractions graves). La typologie des infractions, ainsi que le régime des sanctions afférent est montré dans le tableau suivant. Il indique un système de sanctions relativement dissuasif avec des amendes pécuniaires comparables à celles appliquées dans les Etats membres d'après le rapport annuel de la Commission européenne sur les infractions graves. Les sanctions additionnelles prévues renforcent le caractère dissuasif, surtout en cas de suspension de licence.

Tableau 59 : Typologie des infractions et régimes des sanctions (amendes en équivalent euros) prévus par le Code des Pêches

Catégorie d'infraction	Type d'infraction	Montant de l'amende	Sanctions additionnelles
Pêche illicite	Défaut de licence	230 à 310 000 €	Confiscation engins et captures Doublement des amendes en cas de récidive
Infraction très graves	Transbordements non autorisés Pêche dans zone interdite Pêche période interdite Engins prohibés Pêche pour autre type d'opération que défini par la licence Utilisation d'explosifs ou poisons Défaut de débarquement lorsqu'il y a obligation de débarquement	23 000 à 31 000 €	Confiscation des captures Suspension ou annulation de licence Doublement des amendes en cas de récidive
Infractions graves	Irrespect des règles relatives aux opérations connexes de pêche Maillages non-conformes Détenion espèces sous-tailles Espèces non autorisées Fausses déclarations sur la jauge Défaut de journal de bord	4 600 à 7 700 €	Confiscation des captures Suspension ou annulation de licence Doublement des amendes en cas de récidive

Bien que le recours au système judiciaire soit possible, la règle au Sénégal est la procédure transactionnelle. Les différends se règlent ainsi au sein d'une Commission dite des arraisonnements ou siègent les représentants du secteur privé et les représentants de l'administration des pêches. Ce système semble satisfaire l'ensemble des intervenants. Toutefois, le taux de recouvrement des amendes reste très peu satisfaisant, l'administration n'exerçant pas tous ses pouvoirs en la matière afin de ne pas compromettre la viabilité économique des navires fautifs. Au total en 2004, 11 cas d'infractions ont été retenus pour un montant total d'amende de 136 000 €. Les chiffres qu'annonçait l'administration pour les années précédentes (proche du double, voire du triple) confondaient en fait les encours et les amendes infligées dans l'année et ne peuvent donc être comparés aux montants 2004.

Les infractions les plus courantes sont l'utilisation de maillages non-conformes (infraction grave) et la pêche en zone interdite (infraction très grave). Les données disponibles pour les années précédentes uniquement indiquent que ces deux types d'infractions représentaient entre 20 et 30 cas par an. D'après la DPSP, ce sont ces deux types de comportement délictueux qui continueraient d'être les plus courants.

Tableau 60 : Types d'infractions les plus courants. Source : DPSP

Nature des infractions	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Maillages	5	9	6	10	12	14
Pêche en zone interdite	27	23	13	9	12	12
Obturation des mailles	13	2	4	5	3	3
Autres	15	15	16	23	31	9
Total	60	49	39	47	58	38

Les navires européens travaillant sous accord sont considérés par la DPSP comme respectueux des règlements. Trois cas d'infractions ont été relevés depuis le début du protocole, aucun n'étant qualifié d'infraction très grave. L'embarquement systématique d'observateurs sur les chalutiers européens est, d'après la DPSP une mesure d'une force dissuasive importante. Ce comportement respectueux permet de conserver un climat de confiance entre les deux parties.

6.3.3. Cas particulier du SCS des navires européens

Contrairement à ce qui a pu être établi avec la Mauritanie, le protocole d'accord de pêche ne prévoit pas de mesures additionnelles de contrôle pour les navires européens sous accord, comme le contrôle à des points de sortie de la ZEE ou l'échange d'inspecteurs incluant des inspections en Europe de navires communautaires ayant pêché au Sénégal par les inspecteurs sénégalais. Il est vrai que ces mesures n'ont pas été évaluées être d'une efficacité remarquable dans le cas mauritanien. On note par ailleurs que les armateurs européens n'ont à communiquer aux autorités sénégalaises que leurs captures. Ils n'ont pas à déclarer leurs débarquements quand ceux-ci se font, cas relativement courant, en dehors de la ZEE.

Les services d'inspection sénégalais regrettent à ce sujet que la coopération avec la Communauté en matière de contrôle soit minimale. Cela concerne les résultats éventuels d'inspections au port par les services européens de navires rentrant de pêche du Sénégal, et la communication des données de débarquements utiles pour corroborer les données de captures. Cela concerne également la coopération pour appréhender d'éventuels contrevenants sénégalais. Les inspecteurs du Sénégal soupçonnent ainsi quelques navires nationaux de débarquer sans autorisation à Las Palmas et n'ont pu obtenir de coopération des services d'inspection espagnols pour identifier et appréhender les contrevenants éventuels. Ce type de coopération pourrait être mis en place dans le futur, notamment par le biais de l'Agence de Contrôle des Pêches Européenne nouvellement créée.

7. Impacts environnementaux de la pêche

7.1. Impacts de la pêche sur les ressources exploitées

Un des impacts importants de la pêche sur les ressources exploitées est celui qui résulte de l'intensité de l'effort de pêche. Il peut être évalué en considérant l'état d'exploitation des principaux stocks. Dans la ZEE du Sénégal, les stocks démersaux (poissons, crustacés, mollusques) et de petits pélagiques côtiers sont l'objet d'un suivi par le CRODT ; et des évaluations de leurs niveaux respectifs d'exploitation sont réalisées, régulièrement, au sein des groupes de travail du COPACE. Les résultats les plus récents datent de mars 2004 pour les stocks de petits pélagiques côtiers, et de septembre 2003 et septembre 2004 pour les stocks démersaux.

La plupart des ressources du plateau continental apparaissent surexploitées (otolithes, pagre, petit capitaine, seiche), ou montrent des signes de surexploitation (sardinelles, machoirons, crevette côtière). Une espèce, le mérrou blanc ou thiof, serait même menacée d'extinction. Seul le rouget serait modérément à pleinement exploité. Ce diagnostic alarmant vient confirmer une première série d'évaluations, réalisées dans le cadre du projet SIAP (Système d'Information et d'Analyse des Pêches), en 2001-2002, sur cinq des principales espèces de poissons démersaux (Barry et al., 2002). Pour pratiquement tous les stocks, les recommandations du CRODT sont soit un gel de l'effort de pêche aux niveaux actuels, soit plus fréquemment une réduction de l'effort ; et, pour le mérrou blanc, l'arrêt de l'exploitation. Il convient de souligner ici, la difficulté (voire l'impossibilité) qu'il y a, dans des pêcheries tropicales plurispécifiques, de réduire l'effort de pêche sur certains stocks en le maintenant sur d'autres, alors qu'ils sont la plupart du temps exploités dans les mêmes zones de pêche avec des engins de mêmes types et de mêmes sélectivités. L'état global actuel des ressources côtières exige donc une réduction, significative et effective, de l'effort de pêche déployé sur le talus continental. En premier lieu, cette réduction devrait logiquement concerner la pêche artisanale qui, grâce au libre accès dont elle bénéficie et en l'absence de tout contrôle, exerce une pression de pêche de plus en plus forte sur les ressources.

La situation des ressources démersales du talus continental est beaucoup plus rassurante. Le stock de merlus est considéré comme modérément exploité ; et celui de crevettes profondes, pleinement exploité.

Pour les deux stocks, la recommandation du CRODT est le maintien de l'effort de pêche à son niveau actuel.

Concernant les ressources de pélagiques hauturiers, la pêche thonière telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui est susceptible d'avoir un impact sur la durabilité des stocks. Dans l'océan Atlantique, les stocks de thons tropicaux (albacore, patudo, listao), d'espadons et de poissons porte-épée sont suivis et évalués dans le cadre de l'ICCAT. En résumé, les principaux problèmes identifiés, au sein de l'ICCAT, sont les captures de juvéniles d'albacore et de patudo par les senneurs ; les prises excessives de patudos adultes par les palangriers ; et les captures d'espadons de trop petites tailles par les palangriers de surface. Des mesures correctives sont prises par l'ICCAT au travers de ses recommandations aux parties contractantes. Les dernières recommandations du Comité Scientifique soulignent la nécessité de limiter les captures d'albacore et de patudo pour qu'elles restent compatibles avec un niveau de PME (Prise Maximale Equilibrée), ainsi que le besoin de réduire les captures de juvéniles de ces deux espèces. Parmi les mesures visant à limiter les prises de juvéniles, le maintien du moratoire concernant les pêches de surface sur DCP est recommandé ; celui-ci ayant également des effets bénéfiques pour le stock de listao. Pour ce qui est de l'espadon, les recommandations sont le maintien des niveaux de captures et d'efforts de pêche actuels, ainsi que la protection des juvéniles.

Au Sénégal, un autre impact de la pêche sur les ressources exploitées découle de l'utilisation d'engins de pêche peu (ou pas) sélectifs, en particulier dans les zones très côtières où se concentrent des nurseries. Ainsi, les sennes de plage captureraient d'importantes quantités de poissons démersaux juvéniles (ariidae, sciaenidae, sparidae,...) ; il y aurait actuellement une centaine de sennes de plage en activité, répartie sur l'ensemble du littoral sénégalais (source : Oceanium). Les maillages réglementaires de certains engins de pêche artisanale semblent trop petits pour permettre l'échappement des juvéniles. Les filets à crevettes de maillage de 24 mm (maille étirée) capturent probablement des jeunes crevettes, surtout s'ils sont utilisés dans les zones de mangrove et dans les estuaires. Enfin, l'utilisation des filets monofilaments en nylon, bien qu'interdite, serait très répandue.

Concernant l'impact de la pêche sur les juvéniles, il faut souligner que la réglementation actuelle sur les tailles marchandes minimales n'est pas adaptée. La plupart des tailles réglementaires ne correspondent pas, en effet, aux tailles moyennes de maturité sexuelle ; ce qui, de fait, revient à autoriser la capture et la commercialisation des individus juvéniles, immatures. Les espèces concernées sont, notamment, des sparidae (pagre, pageot), des serranidae (mérus), et la crevette côtière.

7.2. Captures accessoires et rejets

Dans les zones de grande diversité spécifique, comme c'est le cas dans la plupart des pêcheries tropicales et notamment au Sénégal, les captures d'espèces non ciblées, représentent une part importante des prises. En fonction de leur valeur marchande, ces captures accessoires sont soit conservées pour être commercialisées, soit rejetées directement en mer.

Le problème des rejets concerne essentiellement les pêcheries industrielles, chalutières et thonières. Dans les pêcheries artisanales africaines, même les poissons de faible (ou sans) valeur commerciale sont conservés. Comme ils représentent, malgré tout, une source de protéines animales, ils sont soit auto-consommés à l'état frais par les familles de pêcheurs, soit transformés en produits séchés ou fumés.

7.2.1. Captures accessoires et rejets dans les pêcheries démersales

Les rejets concernent essentiellement des espèces de petites tailles ; et leur importance dépend du maillage et de la sélectivité du chalut utilisé. En plus des espèces sans valeur marchande, il arrive également que les chalutiers rejettent des spécimens d'espèces commerciales, soit parce qu'ils sont au-dessous des tailles réglementaires, soit parce que la réglementation en matière de pourcentage d'espèces cibles les y oblige.

Ce sont les chalutiers crevettiers côtiers, opérant dans les zones côtières peu profondes et riches en apports terrigènes, qui sont susceptibles d'avoir les taux de captures accessoires et de rejets les plus élevés. Compte tenu du maillage du chalut utilisé (50 mm), les prises accessoires doivent comprendre toutes sortes de poissons de petites tailles dont des juvéniles d'espèces commerciales qui passent les premiers stades de leur existence dans les nurseries côtières. Il est de notoriété internationale que la pêche chalutière crevettière est peu sélective. Pour chaque capture d'un kg de crevettes, on estime que ce sont en moyenne 5,2 kg de poissons qui sont également capturés et souvent rejetés, car comprenant des espèces sans valeur marchande et/ou de trop petites tailles. Ce ratio moyen tient compte des pêcheries "sales", comme la pêche crevettière de Trinidad & Tobago, qui a un ratio de 1 kg de crevettes pour 14 kg de poissons, et des pêcheries plus propres, comme la pêche crevettière du Sénégal, dont le ratio est de 1 kg de crevettes pour environ 3 kg de poissons (Alverson et al, 1994). Curieusement, ce problème des prises accessoires des chalutiers crevettiers sénégalais semble peu étudié. Il n'existe aucune donnée récente, ni mention de programmes d'observateurs en cours sur cette pêche exclusivement nationale.

S'agissant des chalutiers poissonniers-céphalopodières, l'autre segment important de la flottille chalutière côtière, ils capturent également des individus inférieurs aux tailles légales, et même des juvéniles quand ils opèrent dans les mêmes zones que les crevettiers côtiers ; et cela, malgré l'utilisation d'un chalut plus sélectif de 70 mm de vide de maille dans la poche. Les relevés des observateurs embarqués sur les navires européens indiquent que les rejets effectués par cette flottille sont importants. Ainsi, en septembre 2001, un chalutier européen opérant sur des fonds d'une trentaine de mètres devant le delta du Saloum a rejeté, en une journée, près de 33 % de ses captures totales, dont plus de 8 % de petites soles. Ce pourcentage est cohérent avec les 35% de pourcentages moyens relevés par le programme observateurs sur les chalutiers européens au cours de la période 1997-2001. A noter que depuis, aucune nouvelle donnée n'a été publiée. Les données récoltées par les observateurs de la DPSP seraient toujours en cours d'analyse par le CRODT. Des données sur les rejets des navires sénégalais n'ont pu être trouvées.

Dans la pêche de crevettes profondes, compte tenu du maillage réglementaire du chalut utilisé (40 mm de vide de maille), les captures accessoires sont abondantes. D'après les données collectées par les observateurs embarqués, elles constituent la majorité des captures et sont en grande partie rejetées. Les rejets sont essentiellement des jeunes merlus qui, en raison de leur comportement plus benthique que les adultes, sont vulnérables au chalut à crevettes, malgré la faible ouverture verticale (1 à 2 m) de celui-ci. A titre d'exemple, fin novembre 2001, les captures d'une journée de pêche d'un crevettier opérant sur des fonds de 650 à 700 m, au large de la Petite Côte, comprenaient 14 % de crevettes *Aristeus varidens*, 32 % de crabes et de baudroies conservés, et 54 % de petits merlus rejetés. Globalement, les rejets des navires crevettiers profonds avaient été estimés à 55% de la capture totale pour la période 1997-2001. Comme pour les navires démersaux céphalodiers, il n'y a aucune donnée actualisée.

Les captures accessoires des chalutiers merlutiers, qui utilisent un chalut dont le maillage dans la poche est de 70 mm de vide de maille, sont moins importantes. Pour la période 1997-2001, les rejets des merlutiers ont été estimés à un peu moins de 10% des captures totales dans la ZEE du Sénégal.

Il existe des solutions éprouvées pour réduire les captures accessoires d'individus de petites tailles, par les chalutiers, tout en limitant les pertes commerciales qu'une augmentation de maillage ne manquerait pas de provoquer. Parmi celles-ci, on peut citer l'usage des panneaux à mailles carrées placées dans le dos des chaluts. Ce dispositif permet de maintenir les mailles grandes ouvertes et ainsi de faciliter la fuite des petits poissons. Il a été rendu obligatoire dans certaines pêcheries européennes comme mesure dérogatoire à l'augmentation des maillages. Il existe également des mesures techniques imposées sur les chaluts qui visent à empêcher les méthodes de montage qui entraînent une fermeture des mailles, diminuant ainsi la sélectivité des mailles. Ces mesures sont mises en œuvre dans les eaux européennes.

7.2.2. Impacts indirects des rejets en mer

Le rejet en mer de quantités importantes de poissons morts peut avoir des conséquences sur l'environnement. Le tableau suivant propose une typologie des impacts environnementaux directs et indirects de ces rejets de matières organique en mer d'après une étude menée par la FAO. Parmi ces

impacts, des études menées dans les eaux européennes ont montré que la prédation par les oiseaux de mer est le phénomène le plus important, avec entre 56 et 72% des rejets consommés. Cette prédation est susceptible de générer des phénomènes de dépendance des populations aviaires vis-à-vis de cette source de nourriture. Ce point particulier n'a pas fait l'objet d'études au Sénégal, mais il pourrait se révéler important compte-tenu des populations importantes qui vivent notamment dans le Delta du Saloum.

Tableau 61 : Typologie des impacts environnementaux des rejets. Source : FAO

Impact		Composants	Conséquences
DIRECT	Consommation par les nécrophages	<u>Surface</u> : consommation par les oiseaux de mer (principalement les petits spécimens de poissons)	Composante importante du régime alimentaire, et possible dépendance. La disponibilité des rejets peut conditionner le taux de réussite de la reproduction
		<u>Colonne d'eau</u> : consommation par les mammifères marins et les requins.	Effet d'abondance localisé, sans conséquences à plus grande échelle
		<u>Fond marin</u> : consommation rapide par les nécrophages du fond. Interactions localisées et lentes.	Localement important mais peu susceptible d'avoir des impacts sur les populations à grande échelle.
	Dégradation environnementale	<u>Qualité de l'eau</u> : réduction localisée et à court terme de la qualité de l'eau et phénomènes possibles d'anoxie (dépend des conditions océanographiques)	Mortalités possibles d'animaux marins sessiles ou peu mobiles. Evitement à plus long terme par la faune des zones les plus régulièrement impactées
		<u>Maladies</u> : introduction d'éléments pathogènes ou de maladie induites par le stress	Peut favoriser la diffusion d'éléments pathogènes ou de parasites sous des conditions de qualité de l'eau défavorables.
INDIRECT	Changements dans les communautés	<u>Peuplements naturels</u> : attraction des nécrophages vers les aires de réception des rejets	Favorise les prédateurs motiles au détriment des habitants sessiles.
		<u>Disponibilité en nutriants</u> : disponibilité accrue de matière organique, principalement dans les environnements profonds	Les rejets peuvent devenir une source de nutriants pour les populations des couches profondes. Les effets peuvent être relativement étendus dans l'espace.
	Changements trophiques	<u>Transfert d'énergie</u> : recyclage de la biomasse des rejets vers la surface ou transfert vers d'autres zones	Améliore la disponibilité de matériel benthique aux populations de surface, oiseaux de mer principalement. Peut résulter en des augmentations de populations mais la dépendance vis-à-vis des rejets rend les espèces vulnérables. Moins de rejets aura des impacts sur la disponibilité en nourriture (spécialement pour les espèces de petites tailles), et une prédation accrue sur les poussins.

Pour ce qui est des autres impacts possibles, les risques au Sénégal semblent réduits du fait des conditions océanographiques plutôt animées (courants, vents) qui favorisent le brassage des eaux.

7.3. Impact de la pêche sur les structures des communautés marines

Les communautés marines des eaux sénégalaises subissent, depuis plusieurs décennies, les effets d'une forte pression de pêche ; et l'on peut se demander si la biodiversité spécifique en a été affectée. La réponse des communautés démersales côtières à un effort de pêche croissant a été analysée, à partir des données des campagnes de chalutage du N.O. LOUIS SAUGER, réalisées entre 1986 et 1995, de janvier à juin (saison froide), jusqu'à l'isobathe des 50 m. Les résultats de l'étude indiquent que « le peuplement démersal semble indiquer une instabilité des structures et des profils d'espèces assez erratiques d'une année sur l'autre », mais soulignent cependant que « l'évolution globale sur la période est marquée par une relative stabilité de la diversité spécifique observée » (Domain et al., 2002). Pour conclure, sur la période considérée, le peuplement démersal côtier est resté stable ; et il n'y a pas eu de modification dans sa composition spécifique.

La question de l'impact de la pêche sur l'environnement peut également être posée en terme de l'influence du prélèvement de quelques espèces cibles et des prises accessoires associées sur la biodiversité et l'équilibre biologique des populations marines. En effet, les espèces exploitées sont souvent des espèces situées en haut de la chaîne alimentaire et la diminution de leurs biomasses peut favoriser le développement d'espèces de niveaux trophiques inférieurs. En clair, la baisse d'abondance de prédateurs peut-elle induire une hausse d'abondance de leurs proies ?

Dans un article récent, Caverivière (2002) s'est intéressé aux raisons des explosions démographiques constatées en Afrique de l'Ouest pour le baliste (*Balistes carolinensis*), le poulpe (*Octopus vulgaris*) et la crevette côtière (*Penaeus notialis*) et a cherché à savoir s'il y avait un lien avec la pêche des espèces qui s'en nourrissent. En effet, seuls de grands prédateurs sont capables de capturer de jeunes poulpes et des crevettes, et c'est probablement aussi le cas pour le baliste. Or, sous l'effet d'une exploitation intense, l'abondance de ces prédateurs a considérablement baissé.

Concernant la crevette côtière, la pêche, aux chaluts et aux filets maillants, a augmenté la part de cette ressource disponible pour l'exploitation, en capturant les poissons vivants sur les mêmes fonds et particulièrement les gros individus.

La diminution de la pression de prédation et de son rôle régulateur ne peut être seule en cause dans les cas des phénomènes explosifs et variables concernant le poulpe et le baliste. En effet, pour ces deux espèces, l'influence de l'intensité de l'upwelling sur le recrutement est beaucoup plus concluante que celle de la diminution de la prédation, qui n'est le fait que d'individus carnivores de grandes tailles (plus de 50 cm) et qui ne concerne que les poulpes juvéniles.

En conclusion, les captures de poissons par les crevettiers et les autres engins semblent avoir favorisé l'augmentation de la biomasse de crevettes exploitées, témoignant ainsi d'un impact de l'activité de pêche sur la structure des communautés vivant dans les zones crevettières. La même conclusion ne peut être formulée pour le poulpe et le baliste plus dépendants des conditions environnementales.

7.4. Pêche fantôme

La perte en mer d'engins de pêche, plus particulièrement d'engins de pêche artisanale, serait courante au Sénégal, en raison des intempéries, ou bien de leur destruction accidentelle par les chalutiers. La perte d'engins en mer soulève le problème de la pêche fantôme.

Concernant la pêche fantôme par les filets perdus, des études ont montré que ceux-ci finissent par perdre leur pouvoir emmêlant, dans le moyen terme, en se couvrant de fouling et en formant des masses compactes dans lesquelles les espèces ne peuvent plus se prendre (cf. résultat du programme de recherche FANTARED dans les eaux communautaires, co-financé par la Communauté européenne). Cependant, dans les premiers mois qui suivent leur perte, on montre que les filets continuent à pêcher des poissons, qui attirent eux-mêmes des espèces se nourrissant de cadavres (tels les crabes et les langoustes), qui se retrouvent emmêlés à leur tour. Les tortues marines peuvent également être piégées en cherchant à se nourrir des poissons et crustacés pris dans ces filets perdus.

Pour les casiers, le problème de la pêche fantôme se pose avec davantage d'acuité ; car une fois perdus, ils peuvent conserver plus longtemps leur pouvoir de capture et induire des mortalités.

Il est difficile, voire impossible, d'avoir une estimation, même très grossière, du nombre d'engins de pêche perdus dans les eaux sénégalaises. Aussi, bien qu'on connaisse globalement les mécanismes de la pêche fantôme, il est impossible d'apprécier l'importance de son impact sur les ressources. Toutefois, compte tenu de l'intensité de l'exploitation halieutique, notamment sur le plateau continental, on peut raisonnablement supposer que cet impact est loin d'être négligeable.

Des propositions de mesures de prévention et de mesures curatives de la pêche fantôme avaient été proposées par le programme de recherche européen FANTARED, elles sont présentées ci-dessous.

Tableau 62 : Mesures mitigatives préconisées par le programme de recherche FANTARED

Mesures de prévention	Mesures de traitement
<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du risqué de conflit : zonation de l'activité des engins actifs et passifs - Réduction des risques d'accrochage des engins - Réduction de l'efficacité des filets fantômes comme par exemple l'emploi de matériaux biodégradables - Réduction de l'effort de pêche : nombre de filets, durée d'immersion, nombre de navires - Améliorer la récupération des engins perdus : emplois de transpondeurs 	<ul style="list-style-type: none"> Signalement des pertes par les pêcheurs pour l'organisation de campagnes de récupération Campagnes de récupération des engins Récupération opportuniste lors de campagnes océanographiques

Dans sa communication sur les méthodes de pêches respectueuses de l'environnement (COM(2004-438), juin 2004), la Commission européenne a signalé que la pêche fantôme constituait un problème, à placer dans le problème global des prises non-désirées, et qu'elle se préparait à mener des projets pilotes avec les Etats membres pour favoriser le ramassage des engins perdus et l'identification de solutions pour diminuer la perte et la nocivité de ces engins. Il pourrait être envisagé que des projets similaires soit menés en partenariat avec les autorités sénégalaises.

7.5. Captures d'espèces sensibles

7.5.1. Requins

Les requins ont des caractéristiques biologiques (croissance lente, maturité sexuelle tardive, longs cycles de reproduction, fécondité peu élevée et longue durée de vie) donnant lieu à un faible taux de renouvellement spécifique. Ce qui les rend très vulnérables à toutes les formes d'exploitation et les expose à un risque élevé de surexploitation.

Quand les requins sont l'objet d'une exploitation ciblée, le risque de réduction rapide de la biomasse féconde des espèces les plus fragiles est élevé. A partir de là, tous les scénarios sont possibles, y compris celui de la quasi-disparition de certaines espèces. L'histoire des pêcheries de requins souligne qu'elles ne sont pas durables ; et, qu'après un rapide déclin des captures, survient l'effondrement de la pêcherie (Castro et al., 1999).

Face à l'augmentation des prises mondiales de requins et au risque de raréfaction, voire de disparition de certaines espèces, la FAO a mis en place dans le cadre du Code de conduite pour une pêche responsable, un instrument international, l'IPPOA sharks (International Plan of Action for the conservation and management of sharks), destiné à inciter les pays à gérer les stocks de requins de manière responsable, pour assurer leur exploitation durable.

Dans les pêcheries démersales sénégalaises, seule la pêche artisanale donne lieu à d'importants débarquements de requins (de 5 000 à plus de 7 000 tonnes par an, de 2000 à 2003), capturés à l'aide de filets maillants et de palangres. Les débarquements de la pêche industrielle chalutière ne sont que de quelques tonnes des mêmes espèces (14 tonnes par an, en moyenne, sur la période 2000-2003).

Les principales espèces débarquées sont l'émissole (*Mustelus mustelus*), le chien de mer (*Mustelus sp.*), le requin de nuit (*Carcharhinus signatus*), le requin-marteau (*Sphyrna zygaena*) et l'aiguillat galludos (*Squalus blainvillei*). Ces espèces sont très vulnérables à une forte pression de pêche. Leurs temps minimum de doublement de population sont, en effet, supérieurs à 14 ans ; à l'exception du requin-marteau, dont le temps minimum de doublement de population est compris entre 4,5 et 14 ans (FishBase).

La figure suivante présente l'évolution récente des captures des principales espèces de requins, ainsi que celle de leur capture totale (toutes espèces confondues), de 2000 à 2003. Au cours de cette période, on observe que les débarquements d'émissole ont augmenté de manière significative (ils ont été multipliés par

4,6), alors que ceux des autres principales espèces ont baissé. Cette situation pourrait indiquer une extension du nombre d'espèces ciblées en même temps que des zones de pêche, pour compenser les baisses de rendements sur les espèces habituellement exploitées. Si cette hypothèse est confirmée, cela traduirait, en définitive un accroissement de l'effort de pêche aux requins. Globalement, les débarquements de requins de la pêche artisanale ont diminué de près de 24 % en quatre ans.

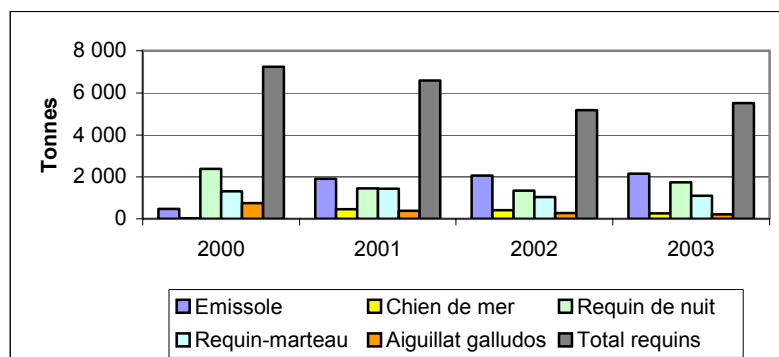


Figure 27 : Evolution des captures de requins par la pêche artisanale, de 2000 à 2003 (source : DPM)

Avec la forte demande existant notamment sur le marché asiatique, une filière relativement importante et très rémunératrice d'exportation d'ailerons de requin s'est développée. Sur le marché international, le prix des ailerons de requin est, en effet, très supérieur à celui d'autres produits halieutiques de haute valeur commerciale, comme les crustacés ou céphalopodes congelés.

De 2000 à 2003, le prix moyen des ailerons de requins exportés par le Sénégal a toutefois baissé de 82 000 (126 €) à 58 000 FCFA (89€) la tonne (figure suivante) ; ce qui pourrait résulter d'une baisse de la qualité du produit et, en particulier, de la taille des ailerons. La diminution de la taille des ailerons de requins a été signalée à plusieurs reprises ; elle souligne que les captures concernent de plus en plus des requins de petites tailles. Cet accroissement de la mortalité par pêche chez les petits individus, en grande partie immatures, représente un risque important de dégradation de la biomasse féconde de certaines espèces. Par ailleurs, si l'on compare l'évolution des exportations d'ailerons avec celle des débarquements de requins, il apparaît que la filière s'est développée récemment ; et que les exportations d'ailerons ont atteint un maximum en 2002, alors que les débarquements de requins connaissaient justement un minimum. Cette divergence laisse soupçonner la pratique du finning, qui consiste, après capture, à ne conserver du requin que les ailerons et à rejeter la carcasse ; ce qui est contraire à l'exercice d'une pêche.

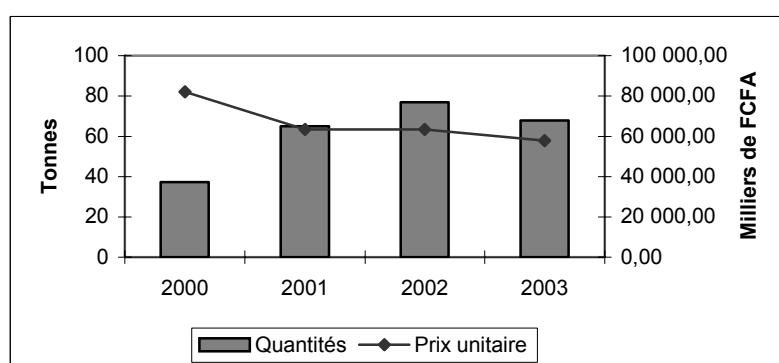


Figure 28 : Evolution des exportations d'ailerons de requin et du prix moyen à la tonne (source : DPM)

Dans les pêcheries hauturières de la ZEE sénégalaise, des requins entrent dans les captures accessoires des thoniers senneurs pêchant sur DCP. Il s'agit d'espèces faisant partie de l'écosystème pélagique océanique, comme le requin soyeux (*Carcharinus falciformis*), le requin océanique (*C. longimanus*) et le requin marteau (*Sphyrna sp.*). Dans l'océan atlantique, les captures de requins par les senneurs, même si elles ont augmenté de manière significative avec le développement de la pêche sur DCP, restent relativement peu

importantes, surtout si on les compare à celles des palangriers. Les requins ne représentent, en effet, que moins de 6 % de la totalité des captures accessoires des senneurs (Fonteneau et al., 1999). Les pêcheries hauturières dans lesquelles les prises accessoires de requins sont importantes et souvent en augmentation, ces dernières années, sont celles des palangriers de surface. Dans l'océan Atlantique deux principales espèces de requins sont capturées par ces navires : le requin peau-bleu (*P. glauca*) et le requin mako (*I. oxyrinchus*). Il faut souligner que, jusqu'à présent, très peu de palangriers de surface ont opéré dans la ZEE du Sénégal. La situation des stocks de requins océaniques est une des préoccupations de l'ICCAT, qui a pris plusieurs mesures destinées à mieux connaître et gérer ces stocks. Ainsi, les parties contractantes doivent fournir des informations détaillées sur les prises et le commerce des requins, et s'engager à ne pas augmenter l'effort sur ces espèces tant que les effets de la pêche sur les populations naturelles seront mal connus. De plus, dès 2005, la pratique du finning est interdite à toutes les parties contractantes¹⁶.

7.5.2. Tortues marines

Cinq espèces de tortues marines fréquentent les eaux du Sénégal (Dupuy, 1986).

- La tortue verte (*Chelonia mydas*) est la plus commune. On la rencontre le long des côtes du Sénégal, tout au long de l'année ; et en plus grande abondance dans les zones colonisées par des herbiers à zoostères. C'est une espèce en partie migratrice, qui se nourrit généralement de végétaux et peut peser plus de 450 kg. Au Sénégal, sa reproduction a lieu de janvier à mars et de juillet à octobre. Les principaux sites de nidification, au Sénégal, se trouvent dans les petites îles sableuses du parc national du delta du Saloum. La chair et les oeufs de la tortue verte sont très appréciés ; ce qui expliquerait le déclin de sa population, au Sénégal comme dans d'autres régions tropicales. On rapporte que, vers la fin des années 70, les captures de tortue verte par les populations côtières augmentaient quand, en raison de la sécheresse dans le Sahel, le prix de la viande était en hausse.
- La tortue caret (*Eretmochelys imbricata*) est une espèce sédentaire et carnivore que l'on rencontre dans les eaux peu profondes des zones côtières et des mangroves. C'est la plus petite des tortues marines ; les plus gros individus pèsent environ 100 kg. Très recherchée à la fois pour sa chair et ses écailles, elle est devenue rare dans les eaux sénégalaises ; et serait plus fréquente au Sud de Mbour.
- La tortue caouane (*Caretta caretta*) est généralement errante. C'est une espèce de grande taille, mesurant plus d'un mètre et pesant de 400 à 500 kg. La tortue caouane est carnivore ; et se nourrit de poissons. Elle est relativement commune aussi bien dans la zone côtière qu'au large où elle est souvent aperçue par les pêcheurs, à la latitude de Dakar. Des sites de nidification ont été observés dans plusieurs endroits du littoral sénégalais. La ponte a lieu généralement pendant la saison humide (de juillet à octobre) et l'éclosion des oeufs en février-mars. Bien que sa chair soit peu appréciée, la tortue caouane est capturée pour ses écailles.
- La tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*) est commune dans les eaux peu profondes de la zone côtière et des estuaires, où elle vit sur le fond. C'est une espèce qui se nourrit de poissons et d'invertébrés. Sa chair est peu appréciée, ainsi que sa carapace ; ce qui expliquerait son abondance relative.
- La tortue luth (*Dermochelys coriacea*) est une espèce pélagique et grande migratrice, qui s'approche des côtes en période de ponte. Dans les eaux du Sénégal, elle est régulièrement présente ; et rencontrée, en particulier, dans la région de Sangomar et du Saloum, où des nidifications et des éclosions ont été observées. La tortue luth est la plus grande des tortues ; sa taille peut approcher 2,5 m et son poids dépasser 600 kg ; elle se nourrit essentiellement de méduses. Cette tortue n'est pas recherchée par les pêcheurs, car sa chair est très peu appréciée et même réputée vénéneuse.

Les tortues marines sont des animaux très vulnérables. Elles peuvent être facilement capturées à la main, sur les plages, à l'époque de la ponte. La prédation par l'homme représente probablement la principale source de mortalité d'origine anthropique. Les tortues sont également capturées accidentellement par les engins de pêche, surtout dans les zones côtières.

La plupart des espèces étant considérées comme menacées, les tortues marines font l'objet de mesures internationales de protection parmi lesquelles on peut citer la convention de Berne, la CITES et la convention de Bonn. Elles sont également l'objet d'une stratégie globale de conservation, de la part de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature et des ressources naturelles), qui recommande des mesures pour leur gestion intégrée et adéquate scientifiquement. Les tortues verte, olivâtre et caouanne sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN comme « espèces en danger » ; les tortues luth et caret, comme « espèces en danger critique ».

On ne dispose pas d'information sur les captures accidentelles de tortues marines dans les différentes pêcheries de la ZEE sénégalaise. Cependant, on peut raisonnablement supposer que ces animaux présents dans les eaux peu profondes de la zone littorale, notamment à l'époque de la ponte, sont potentiellement capturables par les engins de pêche utilisés dans les pêcheries côtières, artisanale (filets maillants) et industrielles (chaluts). Dans la pêche industrielle côtière de crevettes, ainsi que dans celle de poissons et de céphalopodes, les chalutiers ont, réglementairement, la possibilité d'opérer sur de très petits fonds. Dans ces conditions, les captures accidentelles de tortues par les chaluts sont possibles.

Des tortues marines peuvent aussi être capturées accidentellement par les filets maillants des pêcheurs artisans. De plus, la pêche fantôme, exercée par les filets perdus en mer, peut également générer des mortalités de ces animaux.

A l'heure actuelle, dans la ZEE du Sénégal, l'impact potentiel de la pêche sur les populations de tortues marines ne peut être considéré comme négligeable. En effet, dans les conditions d'exploitation actuelles (notamment, exploitation des zones très côtières par les chalutiers et absence de dispositifs sélectifs dans les chaluts), la probabilité que des captures accidentelles de tortues marines aient lieu existe. Dans certaines pêcheries crevettières (Madagascar, Golfe du Mexique), la mise en place obligatoire dans les chaluts de dispositifs spécifiques, les TED (*Turtle Excluding Devices*) a permis de réduire les prises accidentelles de tortues marines. Au Sénégal, la réglementation en vigueur n'impose pas l'usage de TED aux navires, nationaux ou étrangers, opérant dans la ZEE. Il serait important dans un premier temps de mesurer par observations le nombre de tortues capturées par les chalutiers le cas échéant (ce qui nécessitera un programme d'observateurs embarqués sur la flotte nationale crevettière), et de décider ensuite de la mise en place de mesures mitigatives (les TED) dans les zones et pendant les saisons où les prises de tortues sont les plus abondantes.

Les palangriers hauturiers qui ciblent l'espadon sont également une source de mortalité potentielle de tortues. Ce problème est connu de l'ICCAT et la Communauté européenne vient de lancer une étude pilote qui visera à expérimenter dans l'Atlantique et en Méditerranée des solutions techniques permettant de minimiser ces prises accidentelles.

7.6. Synthèse

Dans une zone d'intense activité halieutique comme la ZEE sénégalaise, les impacts environnementaux de la pêche sont forcément nombreux. La plupart d'entre eux, effectifs ou probables, voire potentiels ont été décrits et les risques pour l'environnement analysés.

Quatre problèmes ont été identifiés :

- l'état global de surexploitation des ressources du plateau continental qui résulte de la forte pression de pêche, exercée depuis plusieurs décennies ;
- l'importance des rejets des chalutiers, en particulier ceux exploitant les ressources côtières (crevettes, poissons et céphalopodes) et ceux ciblant les crevettes profondes ;
- un risque modéré de dégradation des stocks de requins côtiers, ciblés pour leurs ailerons par la pêche artisanale sénégalaise ; et
- une probabilité de captures de tortues marines par les chalutiers opérant dans la frange très côtière, et notamment les crevettiers.

Le problème le plus critique concerne cependant les rejets des chalutiers, qui renferment une fraction importante de juvéniles immatures et représentent une perte considérable de protéines animales et de production. Ce problème concerne la flotte industrielle nationale (114 chalutiers industriels sur le segment côtier en 2004, 18 sur le segment crevettes profondes), et la flotte européenne sous accord (6 navires sur le segment côtier et 6 à 7 unités sur le segment crevettier profond depuis 2003). Les prises accessoires sur le segment pêche profonde aux poissons apparaissent plus limitées.

Les quantités rejetées ne sont pas connues en valeur absolue. Des données sont pourtant collectées depuis plusieurs années par les observateurs sur les chalutiers européens ; et des fiches de pêche sont régulièrement transmises par les armements nationaux. Toutes ces données, conservées au CRODT, seraient en cours de traitement. Quoi qu'il en soit, le problème des rejets dans les eaux sénégalaises se pose avec une telle acuité qu'il mérite l'attention de l'administration des pêches et l'intérêt des scientifiques, d'une part parce que le rejet en mer constitue un gaspillage de la ressource qu'il convient de tenter de minimiser, et d'autre part parce que la méconnaissance de l'étendue du problème empêche sa prise en compte dans les exercices d'évaluations des stocks et conduit à sous-estimer la mortalité réelle par pêche, surtout sur les jeunes classes.

Des mesures mitigatives éprouvées sont connues (panneaux à mailles carrées, gréement des chaluts, emploi de grilles sélectives) et peuvent être mises en place rapidement, en limitant le temps d'expérimentation nécessaire. D'autres types de mesures peuvent être également adoptées comme le relèvement des maillages autorisés, à commencer par celui des crevettiers profonds qui devrait pouvoir être porté de 40 à 50 mm sans pertes commerciales excessives. A noter que compte-tenu des effectifs de flotte en présence, une application unilatérale de dispositifs sélectifs aux navires européens n'aura que peu d'effets. La flotte industrielle sénégalaise doit également faire l'objet de changements de méthodes de travail en mer.

En ce qui concerne les prises potentielles de tortues marines par les chalutiers licenciés en pêche côtière, il convient tout d'abord de mesurer les prises par des observations en mer (sur la flotte nationale crevettière surtout) afin de pouvoir préconiser et adopter l'emploi de mesures mitigatives le cas échéant.

8. Le secteur de la transformation de la commercialisation

Au Sénégal, les débarquements de la pêche maritime jouent un rôle de première importance dans l'approvisionnement de la population en protéines animales ; ils contribuent ainsi, de manière significative, à la sécurité alimentaire en approvisionnant le marché intérieur. Ils alimentent, en outre, une importante filière d'exportation de produits halieutiques, qui génère des recettes en devises.

La production de la pêche artisanale alimente le marché local et contribue à l'approvisionnement des usines exportatrices. Environ 20 % des produits sont commercialisés au détail et à l'état frais sur les sites de débarquement, pour être consommés localement ; 67 %, sont vendus à des mareyeurs qui assurent leur distribution et leur vente dans les différents marchés du pays, et qui, pour certains, approvisionnent les entreprises de conditionnement et d'exportation ; 13 %, enfin, sont l'objet d'une transformation artisanale pour accroître leur durée de conservation.

La transformation artisanale utilise des techniques traditionnelles de séchage, salage et fumage ; et élabore une gamme diversifiée de produits : sardinelles braisées, salées et séchées (*kéthiak*) ; petits poissons entiers salés et séchés (*tambadiang*) ; poissons fumés et séchés (métorah) ; poissons salés, fermentés et séchés (Salé-séché) ; poissons fermentés et séchés (*guedj*) ; ailerons de requins séchés ; *cymbium* fermenté et séché (*yeet* et *touffa*) ; et bivalves séchés (pagne). Cette filière est surtout occupée par les femmes. Les mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles se déroulent les opérations de transformation ont souvent été dénoncées. Elles occasionnent des pertes importantes de produits, qui pourraient atteindre les 30 %.

Les débarquements de la pêche industrielle, notamment celles des chalutiers, approvisionnent les usines de conditionnement des produits, destinés ensuite au marché intérieur et à l'exportation. Dans ces établissements, les poissons sont conditionnés sous glace ou congelés ; et conservés entiers ou transformés (éviscérés, étêtés, pelés, en filets). Les crustacés et les mollusques sont surtout conditionnés congelés. Il existe également des usines de transformation du thon en conserves.

La transformation des produits frais artisanaux et du thon en conserves constituent la principale source de création de valeur-ajoutée à terre. Les produits congelés débarqués par les chalutiers industriels sont difficilement transformables, car cela imposerait une décongélation toujours risquée, et sont donc le plus souvent commercialisés en l'état après simple reconditionnement le cas échéant.

8.1. Les infrastructures à terre

➤ Pêche artisanale

Grâce aux efforts consentis par le Gouvernement et les bailleurs de fonds internationaux (Communauté européenne, France, Canada, Japon notamment), il existe aujourd'hui plusieurs dizaines de sites aménagés pour le débarquement des produits de la pêche artisanale couvrant toute l'étendue littorale du pays. Ces sites intègrent des quais de débarquement, des halles couvertes pour la vente et le traitement des poissons, et les réseaux d'assainissement des eaux usées. La construction de ces sites faisait partie de la stratégie du Gouvernement visant à développer le secteur. La concentration du marché sur ces sites aménagés avait notamment pour objectifs d'améliorer les conditions de travail des intervenants de la filière (pêcheurs, mareyeurs), d'améliorer les conditions sanitaires de traitement des produits de la pêche, de promouvoir la sécurité en mer, et de favoriser la structuration de la profession (organisation, gestion, formation).

Comme l'a constaté le rapport de l'OAV, les manquements aux règles d'hygiène de base sont encore monnaie courante au Sénégal, laissant craindre des possibilités multiples de contamination des produits débarqués.

➤ Pêche industrielle

Dakar est le principal, si ce n'est l'unique, site de débarquement pour la pêche industrielle. Le port de pêche de Dakar est inséré dans les installations du Port Autonome de Dakar, ou fonctionnent également des concessions commerce et transport de passagers.

Le port de Dakar est accessible à tous types de navires de pêche, y compris les plus importants (type thoniers senners européens par exemple). Les armements trouvent à Dakar la plupart des services dont ils ont besoin : réparation navale avec des moyens de levage des navires,avitaillement en consommables (énergie, eau, sel, nourriture) et services de chargement / déchargement des unités de pêche.

L'intérêt du port de Dakar se situe également dans sa localisation dans la sous-région. Il est en effet le premier port au sud de la zone de pêche mauritanienne et le port le plus proche pour des navires qui fréquentent les zones de pêche de Guinée-Bissau, de Guinée Conakry ou de Sierra Leone, pays où il existe des ports de pêche mais où l'instabilité politique qui prévaut les rend moins attractifs. Fort de cette situation, le port de Dakar est un site privilégié d'escale pour les navires de pêche industrielle qui fréquentent la zone.

Le tableau suivant indique que les débarquements à Dakar excèdent en général le volume des prises dans la ZEE. Ces débarquements proviennent des navires sénégalais pour les $\frac{3}{4}$ des tonnages, mais il y a une contribution significative des armements européens (plus de 11 000 tonnes par an). Ces débarquements proviennent des navires licenciés au Sénégal pour partie¹⁷, mais aussi de navires européens qui pêchent dans le sud des eaux mauritaniennes et de navires européens qui pêchent dans les eaux de Guinée Bissau

¹⁷ Les navires licenciés au Sénégal débarquent une partie des prises sur place mais le gros des captures est débarqué à Las Palmas aux Canaries ou transbordé en mer.

et Guinée Conakry. A noter que le fait de débarquer à Dakar ne signifie pas nécessairement une mise sur le marché national. Les produits de la pêche peuvent être débarqués pour être chargés sur des reefers qui achemineront ensuite les prises vers les marchés de destination en Europe. Quoiqu'il en soit, ces débarquements contribuent à générer de l'activité portuaire avec le déchargement et les services aux navires.

Tableau 63 : Débarquements (en tonnes) de produits de la pêche à Dakar. Source : DOPM

		Sénégal	Union Européenne	Autres	Total
2000	Captures	41 388	13 141	2 242	56 000
	Débarquement	41 388	7 517	3 242	52 147
2001	Captures	48 125	12 848	632	61 605
	Débarquement	48 125	11 440	4 291	63 856
2002	Captures	46 709	7 968	1 501	56 178
	Débarquement	46 709	13 527	3 620	63 856
2003	Captures	42 399	10 839	1 148	54 385
	Débarquement	41 819	12 594	3 922	58 336
Moyenne	Captures	44 655	11 199	1 381	57 042
	Débarquements	44 510	11 270	3 769	59 549
%	Captures	78%	20%	2%	100%
	Débarquements	75%	19%	6%	100%

Pour ce qui est du secteur thonier en particulier, Dakar dispose d'avantages compétitifs vis-à-vis d'autres places portuaires d'Afrique de l'Ouest. Le principal problème identifié est un coût de déchargement plus élevé qu'ailleurs. Les dockers de Dakar ont le monopole du déchargement des navires et le système de paiement à l'heure de travail plutôt qu'à la tonne déchargée, comme c'est la règle à Abidjan, conduit à des coûts de manutention proche du double de ceux payés en Côte d'Ivoire.

8.2. Sources d'approvisionnement en matières premières

L'approvisionnement en matière première du secteur de la transformation se fait essentiellement par le biais des débarquements des navires nationaux et étrangers. Les débarquements de la pêche industrielle sont concentrés autour du port de Dakar, ceux de la pêche artisanale répartis le long du littoral. Le recours à l'import reste encore marginal, mais des flux avec les pays voisins (Mauritanie principalement) sont en train de se créer à partir des débarquements de la pêche artisanale (souvent sénégalaise) dans ce pays.

8.2.1. L'approvisionnement national

L'approvisionnement de la filière par les navires nationaux et affrétés est sécurisé par une obligation de débarquement. En effet, même si la Loi n'est pas claire sur ce sujet, il est de l'entendement général (administration et secteur privé) que les navires sénégalais ne peuvent débarquer ou transborder ailleurs qu'au Sénégal sauf autorisation expresse du Ministère. La base juridique est l'article 85 du Code des Pêches qui réprime les transbordements de capture non autorisés ou le défaut de débarquement dans les ports du Sénégal lorsqu'il y a obligation de débarquement. Aucune autre clause juridique claire n'est visible dans le Code, si bien que l'obligation de débarquement résisterait difficilement à l'analyse d'un tribunal. Cette clause est prévue d'être plus explicite dans un futur Code des Pêches réformé.

8.2.2. Les clauses de débarquement obligatoires pour les navires européens

Concernant les navires européens, des clauses spécifiques d'obligation de débarquement obligent les navires opérant sous protocole à débarquer une partie de leurs captures au Sénégal. Ces clauses ont été la principale source de problèmes entre les deux parties, et méritent que l'on s'y attarde.

Le protocole intègre trois clauses de débarquements obligatoires, une pour les chalutiers, deux pour les navires thoniers.

Navires chalutiers

Une clause pour les navires chalutiers de la catégorie 1 (pêche démersale côtière de poissons et crustacés) qui doivent débarquer, aux prix du marché local, 250 kg de poissons et de crevettes par TJB et par semestre. L'obligation est de 150 kg par TJB et par semestre pour les navires glaciers européens, mais il n'y en a pas. Un système de pénalité est prévu (900 € par tonne non débarquée) et est couvert par un mécanisme de cautionnement de 200 € par TJB et par semestre.

Suivant les informations reçues de la partie sénégalaise et européenne, ce point ne pose pas de problèmes majeurs. Les navires de la catégorie 1 débarquent les quantités attendues, et souvent plus. Pour un navire de 200 TJB (jauge moyenne des chalutiers présents), l'obligation revient à débarquer 50 tonnes de produits par semestre entier. Sur cette période, ce type de chalutier peut espérer capturer environ 180 tonnes de produits, ce qui fait que le débarquement obligatoire concerne 28% de sa pêche. Dans les faits, les navires débarquent au Sénégal les produits de la fausse pêche (hors céphalopodes ou crustacés) qui ont peu de valeur sur le marché européen. Ces produits trouvent acquéreur à des prix satisfaisants sur le marché local car les espèces sont demandées, et la qualité de conservation à bord des navires européens donne un produit apprécié. Ces débarquements, congelés entiers, contribuent à l'approvisionnement du marché sénégalais. Ils ne donnent pas lieu à de la création de valeur ajoutée car difficilement transformables.

La seule difficulté à mentionner, et qui peut parfois se révéler particulièrement problématique, est la nécessité de provisionner en garantie 200 € par TJB et par trimestre, soit 40 000 € deux fois par an pour un navire. La caution bancaire, dont l'indisponibilité peut entraîner le refus de licence, est difficile à mettre en place du fait du manque de connexions entre le système bancaire européen et sénégalais. Elle engendre également des coûts que doit supporter l'armateur, aggravés par d'éventuels retards de main-levée de la caution. S'ajoutent à ce point des problèmes de paiement de la marchandise livrée.

A noter qu'il n'existe aucune obligation de débarquement pour les chalutiers des catégories 2 et 3.

Navires thoniers

Le protocole stipule que les thoniers canneurs doivent débarquer « dans les ports du Sénégal » au moins 5 000 tonnes de thons par an au prix international en vigueur. Pour les thoniers senneurs, l'obligation de débarquement concerne 12 500 tonnes par an au prix international en vigueur, « selon un programme à déterminer en commun accord entre les armateurs et les conserveurs du Sénégal ».

Il n'y a pas de système de sanction et de cautionnement pour garantir les débarquements. Le protocole indique simplement que les parties se concertent en cas de non respect des clauses. La concertation se fait entre les deux parties pour les canneurs si les quantités ne sont pas atteintes, mais sous l'égide de la Commission Mixte en cas de « désaccord sur le calendrier de débarquement » pour les senneurs. Dans ce dernier cas, le protocole n'évoque pas la concertation si les quantités ne sont pas atteintes.

L'esprit de ces deux clauses de débarquements obligatoires était de sécuriser une partie de l'approvisionnement des conserveries du Sénégal basées à Dakar. L'objectif était donc que les canneurs et senneurs livrent une partie de leur cargaison en priorité à ces usines, sources d'emplois et de valeur ajoutée pour le Sénégal.

Depuis l'entrée en vigueur du protocole, ces débarquements obligatoires ont été source de problèmes. Le tableau suivant qui reprend les débarquements de thons à Dakar suivant les informations statistiques de la DPM¹⁸ indique que les apports de thoniers européens ont varié entre 7 000 et 13 000 tonnes, soit en dessous des 17 500 tonnes (senneurs et canneurs) obligatoires. Les statistiques permettent également de constater que les thoniers de la CE représentent cependant la principale source d'approvisionnement en matière premières des conserveries (65% des apports en moyenne).

Tableau 64 : Débarquements de thon à Dakar par pavillon. Source DPM

Pavillon	En tonnes					En % du total débarqué				
Année	2000	2001	2002	2003	Moyenne	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Sénégal	2 066	2 748	2 223	1 596	2 158	16%	15%	12%	9%	13%
C.E.	7353	11 251	13 178	11 777	10 890	58%	62%	69%	68%	65%
Autres pavillons	3306	4 290	3 620	3 923	3 785	26%	23%	19%	23%	22%
TOTAL	12 725	18 288	19 021	17 296	16 833					

Les statistiques de la DPM ne font pas la différence entre canneurs et senneurs. Suivant les informations reçues, les canneurs tendent à respecter l'objectif de 5 000 tonnes par an. Pour les senneurs, l'objectif n'a jamais été atteint. Pour l'année 2004, les débarquements des senneurs étaient évalués à 6 500 tonnes, loin des 12 500 tonnes requises.

Plusieurs explications peuvent être avancées au sujet de cette situation.

L'inapplicabilité des clauses du protocole.

La rédaction du protocole ne permet pas de réellement mettre en œuvre les mesures. Le terme débarquement aurait dû être précisé, car il ne signifie pas nécessairement vente aux conserveries. Le poisson peut très bien être débarqué, et rembarqué sur des cargos frigorifiques. Pour les canneurs, débarquement « dans un port du Sénégal » peut rendre conforme des débarquements dans un port de Casamance par exemple. La clause du « prix international en vigueur » est également floue, car il n'existe pas de prix international en vigueur. Il existe des prix du marché suivant les destinations et la qualité du produit. Ce problème de prix a été un problème un temps. La solution acceptée a été que les armements puissent comparer les offres de prix sénégalaises à d'autres offres, et que l'armateur puisse choisir. Enfin, les calendriers de débarquement dont il est fait mention pour les senneurs n'ont jamais été établis, surtout du fait de la difficulté pour les armements européens de prévoir avec précision les mouvements des navires dans l'atlantique, ceux-ci suivant le poisson au hasard de ses migrations souvent changeantes d'une année à une autre. La zone de pêche au large du Sénégal reste cependant une zone privilégiée par les senneurs espagnols, les français y venant peu.

Enfin, le protocole, ou le règlement qui l'accompagne, aurait dû prévoir une clé de répartition des obligations par Etat membre concerné (Espagne et France) pour les canneurs, au prorata de leurs captures historiques ou des effectifs des flottes. Sans cette clé, il n'a aucun moyen de forcer un Etat membre à respecter la clause plus qu'un autre en cas de problème, d'autant plus que les navires espagnols sont beaucoup plus nombreux que les français sur ce segment (11 contre 4 en 2005). Cette clé était prévue être de 56% pour l'Espagne et de 44% pour la France pour le segment senneur ce qui correspondait à l'équilibre des capacités considérées entre les deux Etats membres.

Difficultés liées aux stratégies de pêche

¹⁸ La Commission n'a pas fait son propre décompte des quantités débarquées. Un suivi a cependant été mis en place depuis que ce problème des débarquements obligatoires est devenu source de polémique entre les deux parties (2004)

Pour les canneurs, le débarquement à Dakar ne pose pas de problème particulier car il s'agit du port d'attache des navires. Les captures des canneurs européens (autour de 10 000 tonnes par an) sont naturellement débarquées à Dakar, et la vente sur place est logique si le marché est acheteur. Pour les senneurs, la pêche dans la zone Sénégal se fait dans une zone relativement septentrionale par rapport à la zone de pêche la plus importante (Golfe de Guinée). La pêche dans cette zone est saisonnière. La ZEE du Sénégal apparaît elle-même peu productive car les senneurs européens y ont pêché au maximum 3 000 tonnes en 2003. Sur une échelle plus large, si l'on consulte les données de prises de thonidés par zone géographique, les prises des senneurs européens au nord du 10°N (Guinée et zone plus nord) ont varié entre 3 100 tonnes (2002) et 16 470 tonnes (2001) par an pour s'établir en moyenne à 9 800 tonnes par an, soit moins que les 12 500 tonnes prévues.

Tableau 65 : Prises (en tonnes) des senneurs au nord de 10°N. Source : ICCAT - Task II

	FR	ES	TOTAL
2000	903	9 011	9 914
2001	3 561	12 907	16 468
2002	635	2 498	3 133
2003	403	9 287	9 689
Moyenne	1 375	8 426	9 801

Si l'on admet que le parallèle 10°N constitue la limite au dessous de laquelle les ports d'Abidjan (Côte d'Ivoire) voire de Tema (Ghana) sont les plus proches, les dispositions du protocole obligeraient donc les senneurs à rapatrier sur Dakar plus de thons qu'ils n'en pêchent dans la zone au sens large (nord du 10°N), et en tout cas beaucoup plus qu'ils n'en pêchent dans la ZEE. Il s'agit bien évidemment d'un non-sens économique. Ce problème de localisation s'est d'ailleurs vérifié récemment au plus fort de la crise ivoirienne. Les senneurs sont peut-être venus un peu plus à Dakar qu'auparavant, mais ont surtout cherché à délocaliser les débarquements à Abidjan vers le Ghana, plus central par rapport aux zones de pêche et disposant de conserveries capables d'absorber la matière première livrée.

Pour être éventuellement réalisable compte tenu de la stratégie des armements, la clause du protocole pour les senneurs aurait dû porter sur la moitié des quantités prévues (de l'ordre de 6 000 à 7 000 tonnes au lieu de 12 500 tonnes).

La situation des conserveries sénégalaises

La santé économique des conserveries sénégalaise est un problème connu depuis quelques années. En résumé, les divers audits techniques et financiers menés ont montré que les conserveries sénégalaises souffrent de problèmes structurels qui réduisent leur compétitivité. Sans entrer dans le détail des audits réalisés par la Banque Mondiale et l'interprofession sénégalaise, on citera des capacités de production sous-utilisées¹⁹ entraînant des frais d'entretien et de mise aux normes disproportionnés, un positionnement sur un créneau commercial qui met les conserveries sénégalaises en compétition avec les produits thaïlandais, la cherté du prix des intrants par comparaison avec la Côte d'Ivoire ou le Ghana par exemple, le manque de productivité de la main d'œuvre, et le manque d'installations de stockage en froid négatif. S'ajoutent à ces problèmes la sécurisation de l'approvisionnement par des navires, car les conserveries du Sénégal, au contraire de celles d'Abidjan par exemple, n'ont pas de sociétés d'armement dans leurs actionnariats. Ces problèmes structurels conduisent les conserveries à affronter des problèmes financiers, dont un problème récurrent de trésorerie.

Ces problèmes financiers ont eu des répercussions sur les capacités d'achat de matière première. Les armements européens qui ont joué le jeu de la vente locale ont affronté des problèmes de délais de paiements non supportables pour l'économie de leurs armements²⁰. Après un ou deux essais, ils ont

¹⁹ La capacité de traitement totale des conserveries est de 40 000 tonnes. La matière première livrée est de moins de 20 000 tonnes.

²⁰ Un navire a besoin d'être payé dans des délais raisonnables pour pouvoir financer ses consommations intermédiaires avant la prochaine marée.

préféré vendre à des clients plus fiables, comme l'a fait d'ailleurs le seul armement thonier sénégalais. La confiance commerciale a été rompue. Cette situation financière a également conduit les conserveries à ne pas pouvoir proposer des prix compétitifs suivant « le prix international en vigueur ».

L'Etat sénégalais, déjà actionnaire principal de l'une des deux conserveries, est intervenu et a financé sur ses fonds propres une ligne de crédit, appelée Fonds de Promotion Economique, dotée de 2 milliards de CFA (3,1 M€ environ). Ce fonds était destiné à garantir les achats d'intrants des conserveurs, dont les achats de matière première aux armements. Ce fonds a fonctionné et a permis aux conserveurs de payer normalement les achats, et les canneurs ont recommencé à vendre prioritairement aux conserveries. Cette solution provisoire ne résout pas le problème du passif économique des conserveries dont l'avenir reste incertain.

La libre concurrence

Il s'agit d'un problème de portée plus large. Obliger les thoniers à vendre au Sénégal prive les autres acheteurs potentiels (conserveries communautaires, conserveries africaines de Côte d'Ivoire ou du Ghana, conserveries asiatiques) de la possibilité de s'approvisionner en matière première d'origine communautaire. Il peut également empêcher les armements d'honorer des contrats d'approvisionnement privés qu'ils auraient conclu avec ces acheteurs, souvent en échange de facilités de financements.

A terme, l'obligation de débarquement de telles quantités au Sénégal peut par conséquent mettre d'autres intervenants du secteur en difficultés économiques, en allant contre les lois du marché.

8.3. L'appareil de commercialisation et de transformation

L'augmentation de la demande sur les principaux marchés importateurs, les investissements dans la mise aux normes, et la meilleure disponibilité de matière première grâce à la construction de centres de pêche artisanale ont favorisé le développement d'une filière de mareyeurs transformateurs exportateurs sénégalaise. Il existait, fin 2004, 56 entreprises sénégalaises, dont les deux conserveries de thons, autorisées à exporter vers l'Europe, plus un certain nombre d'entreprises spécialisées sur le marché local.

Ces moyens fonctionnent de manière chaotique, avec des difficultés récurrentes de recrutement ou de formation de personnel qualifié, des problèmes d'accès à la matière première en période de récession du secteur productif, et enfin de problèmes de financements liés à la méfiance du système bancaire du secteur de la pêche.

L'offre sénégalaise en produits de la pêche reste relativement complète et appréciée sur le marché européen notamment. Elle permet de fournir les marchés en poissons frais (entiers ou en filets), y compris sur l'Europe grâce au fret aérien, en produits congelés, et en produits transformés type conserves de thons. La demande nationale équivalente à 280 000 tonnes par an (source : FAO) soutient par ailleurs cette industrie, comme la demande japonaise pour des produits de haut de gamme type céphalopodes ou crevettes.

8.4. Les exportations

Les produits exportés du Sénégal bénéficient d'un droit nul d'entrée sur le marché européen en vertu de l'initiative EBA dont bénéficient les PMA. Le Sénégal bénéficie d'un système généralisé de préférence à l'entrée sur le marché japonais toujours en raison de son statut de PMA. Ce SPG exonère une majorité de produits de droits d'entrée (type poulpe congelé par exemple), et accorde des réductions substantielles sur d'autres. En outre, le Sénégal bénéficie des droits nuls consentis entre pays membres de l'UEMOA.

Les produits halieutiques sénégalais exportés sur le marché international sont variés. Ce sont des poissons, crustacés et mollusques, commercialisés frais ou congelés, et conditionnés « entiers » ou « élaborés » ; ainsi

que des produits transformés, issus de la production industrielle (farine de poisson, conserves) et artisanale.

Valeur et composition des exportations

Sur la période 2000-2003, les exportations ont été, en moyenne, de 89 900 tonnes pour une valeur de plus de 178 milliards de CFA (273 M€). En volume, 71 % des exportations ont été des produits congelés (surtout des poissons, 45 %). Les poissons frais ont représenté 12 % et les produits transformés 17 %, dont les conserves 11 % (figure suivante).

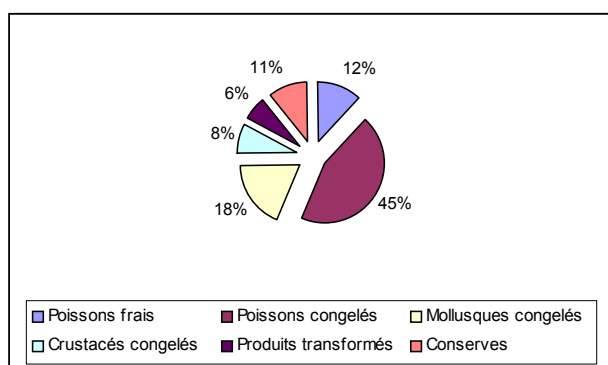


Figure 29 : composition moyenne des exportations de produits halieutiques pour la période 2000-2003 (source : DPM)

En valeur, les exportations de poissons congelés ont représenté 25 % de la valeur totale. Les poissons frais, ainsi que les mollusques et crustacés congelés, 21 % ; et les conserves et autres produits transformés, respectivement 8 et 4 % (figure suivante).

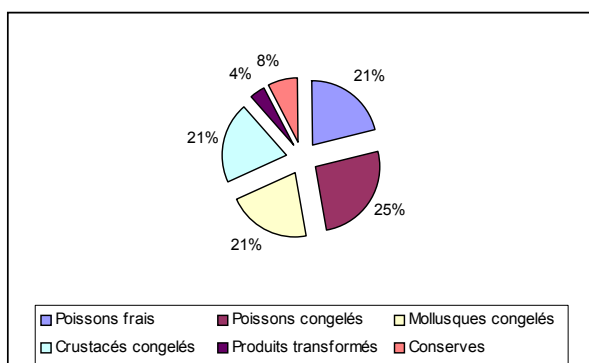


Figure 30 : contribution moyenne des différents produits aux recettes d'exportation, pour la période 2000-2003 (source : DPM)

Evolution des exportations

En 2003, les exportations de produits halieutiques ont atteint près de 95 800 tonnes, pour une valeur de 164 milliards de FCFA (252 M€). Par rapport aux trois années précédentes (2000 à 2002), elles ont augmenté en volume de 9,0 % mais diminué en valeur de 10,3 % (figure suivante).

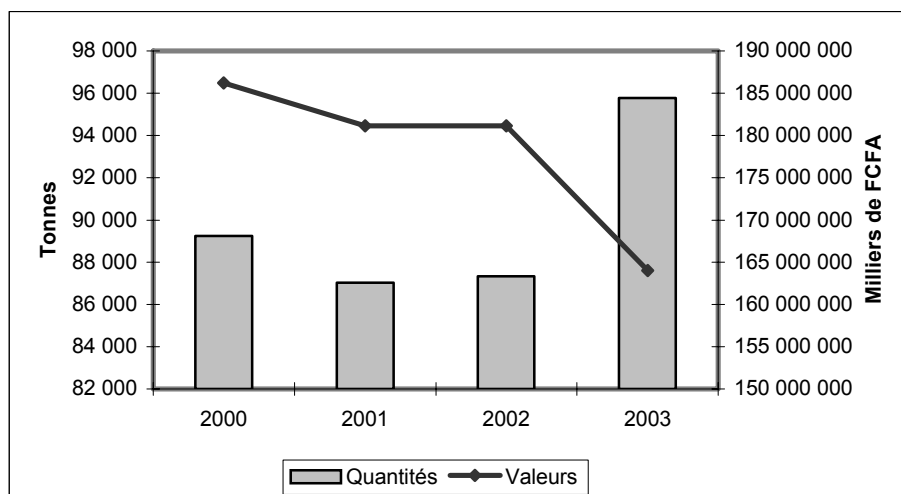


Figure 31 : Evolution des exportations de produits halieutiques de 2000 à 2003

L'examen du tableau suivant permet d'analyser l'évolution globale des exportations de produits halieutiques, sur la période récente de 2002 à 2003.

Tableau 66 : Evolution des quantités en tonnes, des valeurs en K€ et prix unitaires (P.U.) en € par tonne des différents produits exportés de 2000 à 2003 (source : DPM),

Produits	2000			2001		
	Quantité	Valeur	P.U.	Quantité	Valeur	P.U.
Poissons frais	11 088	54 405	4 907	9 731	39 259	4 035
Mollusques frais	207	928	4 491	123	274	2 233
Crustacés frais	84	880	10 422	76	802	10 628
Sous total	11 379	56 213	4 940	9 929	40 335	4 062
Poissons congelés	42 277	67 899	1 606	43 438	103 385	2 380
Mollusques congelés	13 869	61 268	4 418	9 762	21 779	2 231
Crustacés congelés	7 896	69 433	8 793	7 682	84 065	10 944
Sous total	64 042	198 599	3 101	60 882	209 229	3 437
Produits transformés	4 540	10 853	2 390	5 609	8 193	1 461
Conserves	9 295	19 950	2 146	10 611	20 068	1 891
Total	89 256	285 615	3 200	87 031	277 825	3 192
Produits	2002			2003		
	Quantité	Valeur	P.U.	Quantité	Valeur	P.U.
Poissons frais	16 397	88 364	5 389	6 983	51 382	7 358
Mollusques frais	323	1 168	3 617	162	654	4 025
Crustacés frais	192	1 013	5 284	49	596	12 158
Sous total	16 912	90 545	5 354	7 194	52 631	7 316
Poissons congelés	25 760	46 754	1 815	44 709	61 317	1 371
Mollusques congelés	21 905	68 646	3 134	20 469	74 742	3 651
Crustacés congelés	8 195	39 862	4 864	6 530	31 457	4 817
Sous total	55 859	155 262	2 780	71 708	167 516	2 336
Produits transformés	5 400	11 126	2 060	7 419	10 386	1 400
Conserves	9 162	20 895	2 281	9 459	21 026	2 223
Total	87 333	277 829	3 181	95 780	251 560	2 626

Les exportations de poissons frais, qui ont été de 10 000-11 000 tonnes en 2000 et 2001, ont dépassé les 16 000 tonnes en 2002, avant de s'effondrer à 7 000 tonnes en 2003, mais avec une augmentation de 36,5 % de leur prix unitaire.

A l'exception de l'année 2002 où elles n'ont été que de 26 000 tonnes, les exportations de poissons congelés se sont situées, selon les années entre 42 000 et près de 45 000 tonnes. Il s'agit, d'une part, de poissons de haute valeur commerciale (mérus, pagres, daurade, soles,...) destinés au marché européen ; d'autre part, de poissons de faible valeur marchande, comme les sardinelles, destinés au marché africain. En 2003, les exportations de poissons congelés ont augmenté de 74 %, alors que leur valeur unitaire connaissait une diminution de plus de 24 %. Ceci s'explique par le développement important des exportations vers les pays africains d'espèces de faible valeur commerciale, alors que celles d'espèces plus rémunératrices vers les pays européens étaient en régression.

Les exportations de mollusques congelés (essentiellement des poulpes) ont dépassé les 20 000 tonnes en 2002 et 2003. Par rapport aux deux années précédentes, elles ont augmenté de près de 80 % ; et leurs valeurs ont dépassé celles des poissons congelés.

Les exportations de crustacés congelés, relativement stables en 2000 et 2001 (7 700 – 7 900 tonnes), ont chuté à 6 500 tonnes en 2003, après avoir atteint 8 200 tonnes en 2002. On note, par ailleurs, que le prix unitaire s'est effondré à partir de 2002 ; par rapport aux deux années précédentes, il a été divisé par 2. Cela pourrait être la conséquence d'une baisse de la qualité des produits exportés liée à la diminution des calibres de crevettes, mais c'est aussi une conséquence de la tendance baissière du prix de la crevette sur le marché mondial qui provoque le développement de la production aquacole au Brésil et en Asie.

Les exportations de conserves, ainsi que leur prix unitaire, sont restés relativement stables. Les exportations des autres produits transformés ont augmenté de 64 % de 2000 à 2003.

Les marchés

Trois grands marchés internationaux sont ciblés par les produits halieutiques sénégalais. Le tableau suivant présente l'évolution des exportations par produit, en valeur, sur les marchés européen, africain, asiatique de 2000 à 2003. A noter que quelques exportations sont également dirigées vers le marché des USA.

Le marché européen reçoit 60 % du poids des exportations de produits halieutiques sénégalais. Il est également le plus rémunérateur et procure 81 % des recettes d'exportations. Il absorbe en particulier près de 95% des exportations de conserves de thons. Le marché africain qui absorbe 33 % des exportations, ne contribue aux recettes d'exportations qu'à hauteur de 8 %. Le marché asiatique qui ne reçoit que 6 % des exportations, est plus rémunérateur (10 % des recettes d'exportations). Quant au marché américain, il reste, pour l'instant, marginal et ne représente qu'1 % du volume et de la valeur des exportations.

Les exportations vers les pays européens, après avoir atteint 64 000 tonnes en 2002, ont retrouvé un niveau comparable à celui des années 2000 et 2001 (50 000 à 52 000 tonnes). Le marché africain connaît, ces dernières années, un développement important. Après une chute des exportations en 2002 (16 300 tonnes), celles-ci ont augmenté de manière significative, atteignant les 38 600 tonnes en 2003. En définitive, de 2000 à 2003, la hausse des exportations vers les pays africains a été de 23 %. Les exportations vers les pays asiatiques sont restées stables (6 200 – 6 400 tonnes) à l'exception d'une baisse en 2001 (4 000 tonnes). Les exportations vers le marché américain sont restées inférieures à 700 tonnes.

En valeur, les exportations vers l'Europe sont restées autour de 230 M€ par an, avant de chuter à 205 M€ en 2003. L'évolution des exportations sur le marché asiatique montre un fléchissement en 2001 à 13 M€, avant de revenir à des niveaux habituels (25 M€ environ). L'exportation sur le marché africain montre des tendances irrégulières.

Tableau 67 : Evolution 2000-2003 de la valeur des exportations, données en K€. Source : DPM

	2000	2001	2002	2003
Europe	232 825	228 261	235 786	205 300
Asie	27 721	13 053	28 343	24 839
Afrique	22 784	35 513	11 508	20 041
USA	2 284	997	2 192	1 380

L'examen du détail des exportations sur le marché européen indique que la plupart des types de produits exportés sont en diminution sensible entre 2002 et 2003. Pour cette dernière année, les exportations de mollusques congelés (céphalopodes) représentaient le premier poste à l'export (63 M€, soit 31% des recettes totales), devant les poissons frais (49 M€, 24%), les poissons congelés (40 M€, soit 19%) et les crustacés congelés (crevettes) avec une recette de 31 M€ (15%).

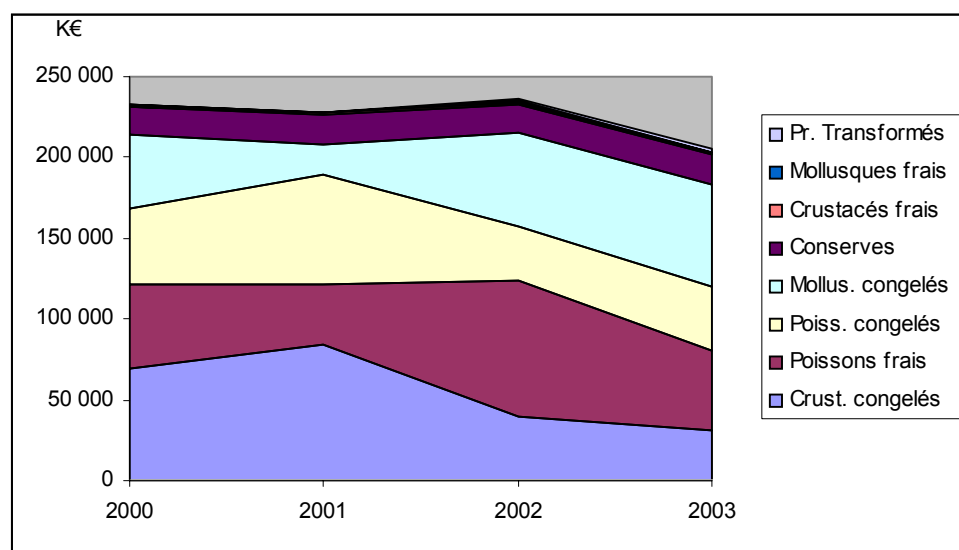


Figure 32 : Evolution des exportations de produits de la pêche vers l'Europe par catégorie. Source : DPM

La baisse des exportations peut être expliquée par plusieurs facteurs : des facteurs endogènes avec la baisse des volumes des exportations des produits de valeur comme les crustacés et les produits frais, et des facteurs exogènes comme la baisse de la parité euro / dollar en 2003 qui affaiblit la compétitivité des produits sénégalais sur des marchés de produits congelés où la concurrence internationale est vive.

9. Les parties prenantes de la société civile sénégalaise

La structuration des acteurs économiques au Sénégal est une tradition. Il n'est donc pas surprenant de trouver dans le monde de la pêche plusieurs dizaines de syndicats, collectifs ou associations actifs à l'échelle régionale et sur chacun des métiers de la filière (armement, transformation, commercialisation). Beaucoup de ces entités sont regroupées à l'intérieur d'associations professionnelles de portée nationale

9.1. Le GAIPES

Le Groupement des Armateurs et des Industriels de la Pêche au Sénégal (GAIPES) est un syndicat patronal qui regroupe les intérêts nationaux dans le domaine industriel (armement et transformation notamment). Il s'agit d'un syndicat patronal créé en 1975 qui est financé dans son fonctionnement courant à 100% par les cotisations de ses membres. Le GAIPES a une structure permanente incluant 4 personnes

dont 2 cadres. Sur des études ponctuelles, le GAIPES a bénéficié du soutien financier de bailleurs de fonds bilatéraux (France notamment).

Les représentants du GAIPES sont très actifs au Sénégal. Ils sont associés, et participent, à toutes les grandes réflexions nationales sur le secteur et constituent une véritable force de proposition. Le GAIPES est représenté au sein du Comité Consultatif des Pêches nationales.

9.2. L'UPAMES

L'Union Patronale des Mareyeurs Exportateurs Sénégalais (UPAMES) est une association patronale relativement jeune qui regroupe environ 40 entreprises actives dans le domaine de l'exportation de produits de la pêche. Les membres de ce syndicat sont des entreprises qui travaillent à 90% avec le secteur de la pêche artisanale, et exportent les produits bruts ou transformés.

Actuellement, l'UPAMES ne dispose pas de structure permanente, et doit son animation à son Président, qui exerce son activité syndicale en plus de sa profession. Le syndicat n'est financé que par les cotisations de ses membres. L'UPAMES est actif dans le domaine de la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, et dans la préservation des pêcheries en intervenant sur le respect des tailles minimales par les acheteurs. L'association cherche également à dénouer les goulots d'étranglements qui gênent l'exportation des produits.

9.3. Le CONIPAS

Le Conseil National Interprofessionnel de la Pêche Artisanale au Sénégal (CONIPAS) regroupe les cinq fédérations nationales du secteur active dans le secteur de la pêche artisanale : La Fédération Nationale des GIE de Pêche (FENAGIE/Pêche), le Collectif National des Pêcheurs du Sénégal (CNPS), la Fédération Nationale des Mareyeurs du Sénégal (FENAMS), l'Union Nationale des GIE de Mareyeurs du Sénégal (UNAGIEMS), et la Fédération Nationale des Femmes Transformatrices de Produits Halieutiques et Micro-Mareyeuses du Sénégal (FENATRAMS).

Le CONIPAS a été créé en 2003 avec le soutien de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rurale (ANCAR) et de la coopération française. Le Conseil vise à regrouper au sein d'un même groupe toutes les associations du secteur artisans, afin de donner davantage de force de représentation au secteur. Les objectifs du CONIPAS sont de constituer une association forte et soutenue par une large base ; de devenir une force de proposition capable de défendre les intérêts du secteur artisan, et de constituer un cadre de concertation avec les institutionnels du secteur (nationaux et étrangers). Sur ce dernier point, la reconnaissance du CONIPAS se traduit par une représentation au Comité Consultatif des Pêches, et un siège au Conseil de la République.

Le CONIPAS bénéficie d'un soutien du Centre de Développement des Entreprises (CDE) qui finance des séminaires de formation, d'un soutien financier de la coopération française pour la mise au point de sa stratégie d'action, et enfin, d'une assistance technique de l'ANCAR que finance également la coopération française. Les ressources ordinaires du CONIPAS proviennent des cotisations de ses membres.

L'un des défis qui se posera au CONIPAS sera d'ancrer sa représentativité. Beaucoup d'associations régionales ou nationales de ce domaine se déclarent représentatives des pêcheurs artisans sans qu'elles ne soient réellement reconnues par la base au niveau local. Le développement de la stratégie prévoit à cet effet de nombreuses rencontres régionales.

9.4. Les syndicats de travailleurs

Les marins employés sur les navires industriels sont représentés par deux syndicats, le Syndicat National des Travailleurs de la Marine de Pêche et le Syndicat Démocratique des Marins du Sénégal, tous deux affiliés à des grandes centrales syndicales du pays. A noter que les conditions d'emploi des marins sénégalais sont encadrées par une convention collective.

9.5. Les Organisations non gouvernementales

Il existe plusieurs ONG actives dans le domaine de la pêche au Sénégal. Certaines interviennent en soutien de la pêche artisanale, comme l'Association pour une Dynamique de Progrès Economique et Social (ADPES) ou le Centre de Recherche pour le Développement des Technologies Intermédiaires de Pêche (CREDETIP), tout en travaillant également dans le secteur agricole notamment.

Dans le domaine de l'environnement, le bureau du WWF pour l'Afrique de l'Ouest est particulièrement actif dans le domaine de la préservation de l'environnement. Le WWF a longtemps milité pour la création d'aires marines protégées au Sénégal et a obtenu satisfaction en 2004. Les méthodes du WWF sont critiquées par les intervenants du secteur, les institutionnels lui reprochant d'avoir exercé un lobbying pressant au niveau de la Présidence de la République sans concertation avec les Ministères concernés, le secteur privé, et notamment le secteur de la pêche artisanale, lui reprochant d'avoir revendiqué sa caution sans concertation préalable. Une autre ONG, l'Océanium de Dakar, milite également pour la création d'aires marines protégées et a entrepris depuis 1984 des actions de sensibilisation auprès des acteurs de la pêche artisanale. Son action a intéressé la coopération française qui a accordé un financement pour un projet visant à la constitution de 4 AMP, dont une commune avec le réseau AMP du WWF. Les actions de cette ONG sont reconnues par les intervenants institutionnels et privés.

9.6. Cadre de concertation public-privé

La concertation entre les acteurs du secteur de la pêche se fait formellement à l'intérieur d'un Conseil Consultatif des Pêches Maritimes. Cette structure créée par la Loi Cadre est présidée par le Directeur de la DPM. Elle réserve des sièges pour les représentants des ministères les plus concernés (Finances, Environnement, Environnement, Décentralisation), les directeurs des principales directions de la DPM, et des représentants de la profession. Les ONG ne siègent pas.

Le mandat du Conseil Consultatif est (a) de donner un avis préalable sur les plans d'aménagement des pêcheries ; (b) d'émettre un avis sur toutes les grandes questions qui interpellent les autorités en matière de gestion des ressources, de développement des activités de pêche et de cultures marines et d'organisation du secteur de la transformation et de la commercialisation ; (c) de donner un avis préalable sur toutes les mesures intéressant les pêcheurs, les armateurs et le secteur de la transformation et de la conservation qui leur auront été soumises ; et (d) de donner un avis sur toute question qui lui aura été soumise par le ministre chargé de la pêche maritime.

De l'avis des représentants professionnels, cette structure fonctionne mal car regroupant trop d'intérêts parfois divergents. Elle est de fait peu mobilisée par la DPM qui en assure la présidence.

La Loi prévoit en outre la mise en place de 34 Conseils Locaux des Pêches ne traitant que des questions relatives à l'aménagement des pêches artisanales. Chaque conseil est composé de représentants locaux de l'administration, d'élus, de notables, de pêcheurs artisans, d'associations de pêcheurs artisans, de transformateurs, de mareyeurs et d'aquaculteurs. D'après la Loi, ces Conseils Locaux des Pêches auront une fonction consultative auprès des autorités, mais auront également un rôle de relais de l'information vers la base avec une implication dans la gestion des pêcheries. Ils auront donc certainement quelques

prérogatives réglementaires, voire coercitives. En effet, suivant les termes du Décret, le rôle des Conseils Locaux des Pêches est (a) de donner, sur demande du Ministre chargé de la pêche maritime ou de son représentant, des avis sur toutes les questions relatives aux activités de pêche artisanale et de culture marine dans la localité concernée ; (b) d'assurer l'information des pêcheurs artisans et des aquaculteurs sur toutes les mesures relatives à la pêche maritime et à la culture marine dans leur localité ; d'organiser les pêcheurs de la localité de manière à réduire et à régler les conflits entre communautés de pêcheurs et entre pêcheurs employant différentes méthodes de pêche ; et (d) d'organiser les pêcheurs artisans afin qu'ils puissent assister l'administration dans les opérations de suivi et contrôle des activités de pêche. En parallèle avec l'action gouvernementale pour moderniser l'environnement administratif du secteur artisan (permis de pêche notamment), de nombreux espoirs reposent sur ces Comités Locaux des Pêches, qui restent à créer, pour la gestion à proprement parler des activités de pêche dans leurs aires d'influences.

Enfin, et c'est une tradition au Sénégal, il existe une large place au débat. Les réunions de travail entre le secteur privé et le secteur public se multiplient en dehors du cadre formel des Conseils prévus par la Loi. Il y a donc une large place à la discussion, dont les résolutions qui en découlent sont parfois respectées comme des textes de Loi par les deux parties (exemple du taux minimum de captures de crevettes par les chalutiers crevettiers).

3^{ème} PARTIE : EVALUATION DE L'ACCORD DE PECHE

1. Le protocole d'accord

1.1. L'accord cadre

Le protocole d'accord de pêche en cours est le neuvième à s'inscrire sous l'accord cadre signé en 1980 entre la Communauté et la République du Sénégal²¹. Les termes de cet accord sont relativement généraux et renvoient au protocole en cours pour ce qui est des dispositions techniques.

Les relations en matière de pêche ont été quasiment ininterrompues depuis. On notera cependant que des difficultés lors de la négociation du protocole en cours ont conduit à une discontinuité des relations, avec la période allant de décembre 2001 à juillet 2002 sans possibilités de pêche pour les navires communautaires²².

D'après l'accord cadre, « l'exercice des activités de pêche dans la zone de Sénégal des navires de la Communauté est subordonné à la possession d'une licence délivrée sur demande de la Communauté par les autorités du Sénégal ». On peut donc en déduire que cet accord comporte une clause d'exclusivité dans la mesure où un navire communautaire ne pourra pas aller pêcher dans la ZEE du Sénégal de sa propre initiative. La Communauté doit donner son accord préalable et on peut supposer que cet accord n'est donné qu'en fonction des possibilités de pêche négociées. De fait, et contrairement à ce que l'on peut constater sous d'autres accords de pêche où des navires communautaires opèrent sous régime de licences privées en plus de ceux sous accord, les seules capacités communautaires qui sont intervenues sous le protocole d'accord en cours sont celles qui correspondent aux intitulés et aux limites fixées par ledit protocole, aux conditions techniques et financières de ce dernier.

1.2. Les capacités négociées

Les capacités autorisées sous le protocole en cours sont reprises dans le tableau suivant. Les possibilités pour des navires de pêche aux démersaux et thoniers placent cet accord dans la catégorie communautaire des accords mixtes (par opposition aux accords uniquement thoniers). La clé de répartition par Etat membre de ces possibilités de pêche est différente de celle mentionnée dans le règlement accompagnant le protocole, le Conseil ayant entériné en 2002 des cessions de possibilités entre Etats membres.

²¹ JO L 22 du 29.8.1980, p.17

²² Le protocole précédant expirait en avril 2001. Il a d'abord été prorogé de 3 mois, puis de 5 mois dans l'espoir d'une issue positive des négociations pour expirer définitivement au 31 décembre 2001 en l'absence d'accord.

Tableau 68 : Capacités négociées pour le protocole en cours et allocation par Etat membre

Catégorie de pêche	Capacités autorisées	Répartition par Etat membre
Catégorie 1 Pêche démersale côtière de poissons et céphalopodes débarquant une partie de leurs captures au Sénégal	1 500 TJB par trimestre	Grèce : 331 TJB (22%) Espagne : 1 169 TJB (78%)
Catégorie 2 Pêche démersale profonde et palangriers de fond ne débarquant pas au Sénégal	3 000 TJB par mois en moyenne annuelle	Espagne : 2 200 TJB par mois en moyenne annuelle (73%) Italie : 800 TJB (27%)
Catégorie 3 Pêche démersale profonde aux crustacés ne débarquant pas leurs captures au Sénégal	3 500 TJB par mois en moyenne annuelle	Espagne : 3 036 TJB (87%) par mois en moyenne annuelle Portugal : 314 TJB (9%) Italie : 150 TJB (4%)
Thoniers canneurs	16 navires	Espagne : 10 navires (62%) France : 6 navires (38%)
Thoniers senneurs	39 navires	Espagne : 21 navires (54%) France : 18 navires (46%)
Palangriers de surface	23 navires	Espagne : 20 navires (87%) Portugal : 3 navires (13%)

Pour les catégories 2 et 3, l'utilisation en moyenne annuelle signifie que la limite est fixée pour l'année en fonction de la moyenne de l'utilisation mensuelle (hors périodes de repos biologique). Cela signifie suivant un exemple extrême que les capacités communautaires sur la catégorie 2 peuvent être de 30 000 TJB sur un mois et nulles le reste de l'année. En outre, le protocole prévoit que la sous utilisation des capacités pendant l'année n peut entraîner un report d'utilisation sur l'année n+1 en plus des capacités normalement autorisées.

Cette clause ne s'applique pas pour la pêche démersale côtière (catégorie 1) qui a des limites fixées trimestre par trimestre (hors périodes de repos biologique également). Pour les navires thoniers, l'objectif est également fixé en nombre maximum par an, sans report possible. Les captures des thoniers ne sont pas limitées.

Par rapport au protocole précédent, le tableau suivant indique que les capacités négociées sont nettement en baisse sur le segment démersal, et en particulier sur le segment démersal côtier (-30%). Sur les autres segments, seules les capacités sur le segment canneurs thoniers ont été augmentées (+33%). Le protocole en cours n'a pas repris les possibilités de pêche pour les chalutiers pélagiques européens.

Tableau 69 : Comparaison entre les capacités négociées sous le protocole en cours et le protocole précédent

Segment	Unité	1998-2001	2002-2006	Variation
Catégorie 1	TJB	2 131	1 500	-30%
Catégorie 2	TJB	3 750	3 000	-20%
Catégorie 3	TJB	4 119	3 500	-15%
Canneurs	Nombre	12	16	33%
Senneurs	Nombre	41	39	-5%
Palangriers	Nombre	23	23	0%
Chalutiers pélagiques	Nombre	22	0	-100%

1.3. Le coût de l'accord ex-ante

En contrepartie de l'accès, la Communauté verse au Sénégal une contrepartie totale de 16 M€ par an, dont 13 M€ de compensation financière et 3 M€ (18,7%) pour le financement des actions ciblées définies par le protocole. La contrepartie payée pour le protocole précédent était de 12 M€ par an, avec des capacités supérieures.

La contrepartie est fixe et payable d'avance à la date anniversaire (1^{er} juillet). Ceci concerne également le montant des actions ciblées, même si les autorités sont en principe dans l'obligation de fournir un état de la programmation de ces actions en préalable au versement. Une clause prévoit aussi que la Communauté peut revoir les paiements après examen et discussion en Commission Mixte d'un rapport détaillé sur la mise en œuvre et les résultats.

La contribution des armateurs est fonction d'un tarif calculé au pro-rata de la jauge pour les navires des catégories 1 à 3, et d'un tarif fixe, indépendant de la jauge, pour les navires senneurs et palangriers. La contribution des senneurs et des palangriers peut être revue à la hausse en cas de dépassement d'un niveau de capture précisé par le protocole. Les canneurs paient les redevances uniquement au prorata des captures. Les licences sont payées d'avance au début de chaque période, sauf pour les canneurs qui paient après décompte définitif des prises. Ces conditions apparemment plus favorables pour les canneurs ont été voulues par les autorités du Sénégal en raison de leurs contributions fortes à l'approvisionnement des conserveries.

Le coût unitaire des possibilités de pêche pour les chalutiers des catégories 1 à 3 est variable. Il augmente de 5% par an pour les navires de la catégorie 1, de 2 à 3% par an pour les deux autres catégories démersales.

Tableau 70 : Coût unitaire des frais de licences armateurs (en €) (hors dépassement de captures pour senneurs et palangriers)

Catégorie	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Coût moyen
Catégorie 1 (par TJB)	246	258	271	285	265
Catégorie 2 (par TJB)	157	161	165	169	163
Catégorie 3 (par TJB)	210	215	220	226	218
Senneurs (par navire)	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Palangriers (par navire)	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Canneurs (par navire) ²³	1 680	1 680	1 680	1 680	1 680

Sous l'hypothèse d'une pleine utilisation des possibilités de pêche démersales (10 mois par an du fait des repos biologiques) et thonières (tonnage de référence non atteints par les senneurs et palangriers, et d'une pêche annuelle de 112 tonnes par navires pour les canneurs), les revenus maximaux que le Sénégal peut attendre du secteur privé européen au titre des frais de licences peuvent être évalués varier entre 1,50 et 1,63 M€ par an, 1,56 M€ par an en moyenne.

Tableau 71 : Estimation de la contribution (en €) du secteur privé au titre des licences.

Catégorie	Maximum	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Moyenne	% total
Catégorie 1*	1 500	307 500	322 500	338 750	356 250	331 250	21%
Catégorie 2*	3 000	392 500	402 500	412 500	422 500	407 500	26%
Catégorie 3*	3 500	612 500	627 083	641 667	659 167	635 104	41%
Senneurs**	39	117 000	117 000	117 000	117 000	117 000	7%
Palangriers**	23	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	3%
Canneurs**	16	26 880	26 880	26 880	26 880	26 880	2%
Total		1 502 380	1 541 963	1 582 797	1 627 797	1 563 734	

* TJB ** Nombre d'unités

L'essentiel des frais de licences est versé par les catégories démersales (88%), dont 41% par les navires de la catégorie des chalutiers de pêche profonde ciblant les crustacés.

²³ Un canneur peut pêcher 750 tonnes par année. Par hypothèse on supposera que 15% proviennent de la ZEE du Sénégal, soit 112 tonnes. Valorisés à 15 € par tonne, cela revient à des frais de licences de 1 680 € par navire

Le total des revenus que le Sénégal peut espérer de l'accord est donc de 17,5 M€ par an, dont 91% supporté par la Communauté et 9% par les armateurs. Cette dernière partie du paiement est variable et dépend de l'utilisation par les navires européens.

1.4. L'utilisation de l'accord

1.4.1. Catégorie 1

Les données indiquées dans le tableau ci-dessous indiquent que le taux d'utilisation de l'accord par ces navires varie entre 65% et 100%. Dans l'ensemble, les taux d'utilisation peuvent être qualifiés de satisfaisants (supérieurs à 80%), sans tendance à l'érosion.

Tableau 72 : Utilisation trimestrielle de l'accord par les navires de la catégorie 1. D'après données DG FISH

2002-2003				2003-2004				2004-2005				2005-2006
Juil-Sep	Oct-Dec*	Jan-Mar	Avr-Juin	T1	T2*	T3	T4	T1	T2*	T3	T4	T1
1 498	1 159	1 159	1 146	1 416	1 235	1 235	1 235	1 235	1 460	968	1 455	1 384
100%	77%	77%	76%	94%	82%	82%	82%	82%	97%	65%	97%	92%

* Repos biologique novembre-décembre

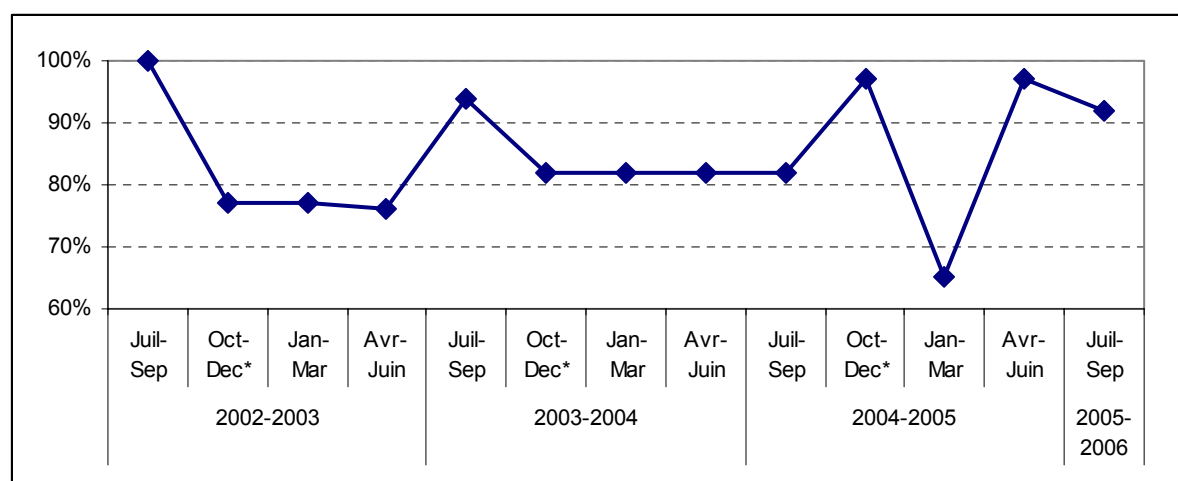


Figure 33 : Evolution du taux trimestriel d'utilisation des possibilités de pêche pour les navires de la catégorie 1. D'après données DG FISH

L'utilisation par Etat membre indique que les navires grecs sont venus de manière épisodique (le trimestre juillet-septembre uniquement, sauf en 2004). L'Espagne a utilisé les possibilités de pêche souvent au-delà de ce qui était prévu par la clé de répartition (jusqu'à 125% des 1 169 TJB prévus pour cet Etat membre), mais cela n'a pas suffi à remonter le taux d'ensemble.

1.4.2. Catégorie 2

Le graphique suivant indique le cumul des TJB pour chaque mois suivant les informations communiquées par la DG FISH. Le nombre de TJB n'a dépassé qu'une seule fois le seuil des 3 000 TJB. On note que l'utilisation mensuelle a tendance à décroître depuis l'entrée en vigueur du protocole.

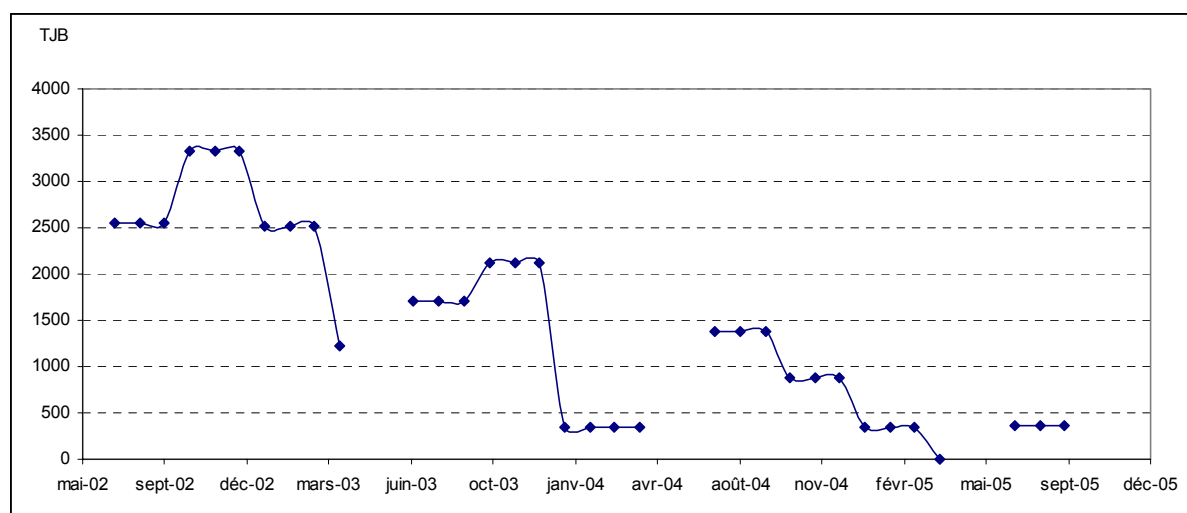


Figure 34 : Cumul des TJB des navires européens licenciés dans la catégorie 2. Source : DG FISH

Suivant les termes du protocole, l'utilisation se calcule par an par la moyenne mensuelle des capacités licenciées (hors mai et juin qui sont les périodes d'arrêt biologique). En cas de sous-utilisation, le protocole prévoit de pouvoir reporter les TJB non-utilisés sur l'année suivante.

Comme l'indique le tableau suivant, on note que l'utilisation n'a été satisfaisante que la première année du protocole avec un taux proche de 88%. L'utilisation des possibilités de pêche n'a fait que décroître ensuite pour atteindre 26% pour la dernière année pleine. Pour la période 2005-2006, l'utilisation pour les trois premiers mois reste très faible et préfigure d'un taux annuel d'utilisation très bas.

En conséquence de cette utilisation en dessous des limites fixées, le droit au report n'a jamais été utilisé.

Tableau 73: Utilisation des possibilités de pêche par les navires de la catégorie 2. D'après données DG FISH

Année	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006*
Moyenne mensuelle (TJB)	2 646	1 292	783	360
Utilisation réelle (hors report) (max. 3000 TJB)	88%	43%	26%	12%
Report possible (en TJB)	354	1 708	2 217	2 640

* Données partielles après 3 mois (à fin septembre)

L'Espagne a utilisé 104% de ses possibilités de pêche la première année, mais l'utilisation annuelle a ensuite chuté à moins de 50%. L'Italie a au mieux utilisé 44% de ses possibilités de pêche la première année, pour chuter à 15% la deuxième année, puis ne plus licencier de navires ensuite.

1.4.3. Catégorie 3

L'utilisation de l'accord pour les navires de cette catégorie se calcule de la même façon que la catégorie précédente (moyennes mensuelles). Le cumul du nombre de TBJ par mois est indiqué sur la figure suivante. Le total est toujours resté inférieur à la référence de 3 500 TJB fixée par le protocole. On remarque une tendance à la diminution, avec cependant une remontée très nette sur le quatrième trimestre de la période 2004-2005 (avril à juin 2005).

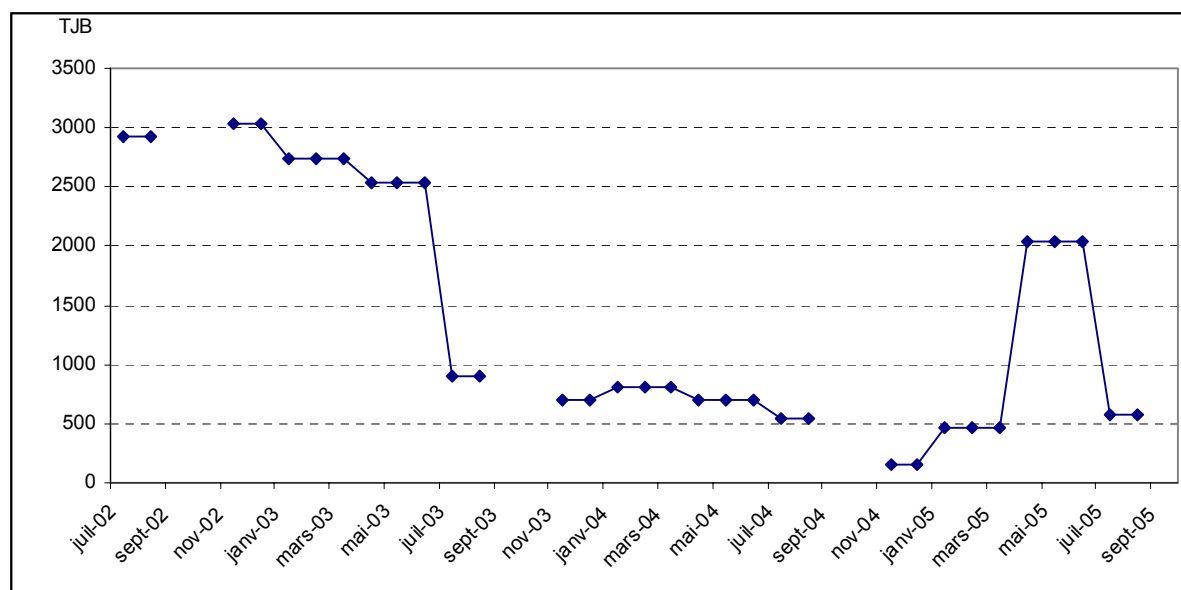


Figure 35 : Cumul des TJB par mois des navires licenciés sous la catégorie 3. D'après données DG FISH

La moyenne annuelle indique un taux d'utilisation tout juste satisfaisant la première année du protocole (79%) puis des niveaux d'utilisation très bas ensuite (moins de 30%). Pour la dernière année en cours, les données du premier trimestre laissent augurer une utilisation très faible.

Tableau 74: Utilisation des possibilités de pêche par les navires de la catégorie 3. D'après données DG FISH

Année	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006*
Moyenne mensuelle (TJB)	2 773	773	886	473
Utilisation réelle (hors report) (max. 3500 TJB)	79%	22%	25%	14%
Report possible (en TJB)	727	2 727	2 614	3 027

* Données partielles après 3 mois (à fin septembre)

Les TJB qui n'ont pas été utilisés chaque année auraient pu être reportés pour l'année suivante. Ils ne l'ont pas été compte tenu du fait que l'utilisation réelle a toujours été au dessous du seuil maximum de 3 500 TJB par an.

Par Etat membre, l'Espagne qui disposait de 87% des possibilités n'en a utilisé que 83% au maximum la première année, pour n'en utiliser que moins de 30% ensuite. Bénéficiant du reliquat laissé par l'Espagne, les navires portugais ont dépassé leurs possibilités de pêche en tout début de protocole, mais n'ont ensuite utilisé que la moitié environ de ce qui était possible. Les navires italiens qui disposaient de possibilités de pêche n'ont pas utilisé l'accord.

1.4.4. **Navires thoniers senneurs**

L'utilisation des possibilités de l'accord de pêche par les thoniers senneurs se mesure en nombre d'unités licenciées par an. Le tableau suivant indique une utilisation satisfaisante les premières années, puis une baisse régulière pour les navires des deux Etats membres jusqu'à un niveau 2005-2006 faible (46%). Le taux d'utilisation par la France se révèle sensiblement inférieur à celui de l'Espagne.

Tableau 75 : Utilisation des possibilités de pêche par les thoniers senneurs. D'après données DG FISH

Année	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Espagne (nombre)	19	17	14	11
Utilisation Espagne (max. 21)	90%	81%	67%	52%
France (nombre)	13	13	9	7
Utilisation France (max. 18)	72%	72%	50%	39%
Total C.E.	32	30	23	18
Utilisation (max. 32)	82%	77%	59%	46%

1.4.5. Navires thoniers canneurs

L'utilisation, calculée en nombre de navires pour les thoniers canneurs se révèle excellente. De 100% les deux premières années, elle reste satisfaisante, supérieure à 80%, les deux années suivantes.

Dans le détail des Etats membres, la France a rétrocédé à l'Espagne une licence non utilisée les trois premières années. L'Espagne a ainsi dépassé les possibilités qui lui étaient proposées par le règlement sur cette période. La France a moins bien utilisé ses possibilités de pêche. L'ensemble reste cependant satisfaisant.

Tableau 76 : Utilisation des possibilités de pêche par les thoniers canneurs. D'après données DG FISH

Année	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Espagne (nombre)	11	11	11	9
Utilisation Espagne (max. 10)	110%	110%	110%	90%
France (nombre)	5	5	4	4
Utilisation France (max. 6)	83%	83%	67%	67%
Total C.E.	16	16	15	13
Utilisation (max. 16)	100%	100%	94%	81%

1.4.6. Navires palangriers

L'utilisation des possibilités de pêche négociées par les navires palangriers est pratiquement nulle. Mises à part deux licences prises par des palangriers espagnols la première année du protocole, le taux d'utilisation des possibilités de pêche est très décevant.

Tableau 77 : Utilisation des possibilités de pêche par les palangriers thoniers. D'après données DG FISH

Année	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Espagne (nombre)	2	0	0	0
Utilisation Espagne (max. 20)	10%	0%	0%	0%
Portugal (nombre)	0	0	0	0
Utilisation Portugal (max. 3)	0%	0%	0%	0%
Total C.E.	2	0	0	0
Utilisation (max. 23)	9%	0%	0%	0%

1.4.7. Bilan de l'utilisation de l'accord

Les possibilités de pêche ont été utilisées de manière satisfaisante par les navires de la catégorie 1, même si la présence de navires grecs a été en deçà des capacités allouées à cet Etat membre.

Pour les navires des catégories 2 et 3, l'utilisation a été constamment en baisse depuis le début du protocole. Suivant les explications d'organisations professionnelles recoupées par des analyses

complémentaires, deux types d'explications peuvent être avancés. Le premier type d'explication est l'arrêt des aides communautaires à la constitution de sociétés mixtes en décembre 2004 (incluant donc une soumission des dossiers de financements pour septembre 2004). Les armateurs concernés, qui possèdent des navires ne pouvant opérer que dans les eaux de pays tiers, ont cherché à profiter de cette dernière opportunité et ont transféré des navires sous divers pavillons. Ceci a contribué à faire baisser l'effectif des navires communautaires, mais dans des proportions inconnues. Le second type d'explication tient dans la stratégie de pêche des navires. Les navires des catégories 2 et 3 ayant exercé au Sénégal ont, d'après l'analyse d'une partie du fichier licences de la DG FISH, un accès en Mauritanie. Certains navires crevettiers ont par ailleurs également la licence Guinée Bissau. L'abandon progressif de la ZEE du Sénégal par ces navires s'explique par un resserrement de leurs activités sur la ZEE mauritanienne pour des raisons inconnues mais qui peuvent tenir de meilleurs rendements, ou de la nécessité d'économiser du combustible en diminuant les déplacements. On constate en effet que des navires qui ont arrêté de fréquenter la ZEE du Sénégal continuent à pêcher exclusivement en Mauritanie. Il y a donc une sorte de compétition entre les accords communautaires dans la sous-région au niveau de l'utilisation.

Pour les canneurs et les thoniers, l'utilisation effective de l'accord est excellente dans la mesure où l'intégralité des navires communautaires de ce type présents dans l'océan atlantique a pris la licence au Sénégal. La baisse de l'utilisation par rapport aux capacités négociées s'explique par la diminution du nombre d'unités. Pour les senneurs, il y a eu entre 2002 et 2005 une succession de destructions, ventes à des intérêts étrangers ou redéploiements dans l'océan indien qui font que l'effectif est passé d'une trentaine d'unités à moins de 20 en 2005. Cet effectif pourrait encore diminuer car une rumeur persistante annonce le départ de 3 senneurs français vers l'océan indien. Pour les canneurs, la baisse d'utilisation s'explique également par des changements de pavillons, et par le départ vers l'océan indien de deux unités espagnoles. Le séjour dans l'océan indien sera probablement provisoire. Les canneurs ont été affrétés par la Commission des Thonidés de l'Océan Indien pour servir de plate forme pendant deux ans aux opérations de marquage financées par la Communauté européenne.

Pour les palangriers, l'utilisation a toujours été médiocre. Il n'existe que peu d'informations sur ce segment incluant des navires assez variés en taille et en capacités de pêche (flotte hauturière et flottes locales basées aux Canaries, Madère et Açores) mais dont on sait qu'il travaille beaucoup non loin du Sénégal, autour de l'archipel du Cap Vert plus au nord, et dans les eaux tempérées de l'atlantique sud. Bien qu'adjacente à la ZEE du Cap Vert, la ZEE du Sénégal apparaît d'un intérêt tout à fait marginal pour les navires qui n'y ont même pas pris de licences de précaution malgré son coût modique (2 000 € par navire).

1.5. Capacités réellement déployées

1.5.1. Nombre de navires

En reprenant l'utilisation en nombre de navires par trimestre, on note que l'effectif des navires communautaires licenciés pour pêcher dans la ZEE du Sénégal a varié entre 90 (2^{ème} trimestre de l'année 2002-2003) et 48 (3^{ème} trimestre de l'année 2004-2005). Le nombre de navires exploitant les ressources du plateau continental et de ses accores de manière régulière (catégories 1 à 3) varie entre 40 et 10. Celui des navires thoniers qui entrent dans la ZEE de manière saisonnière, voire pas du tout pour certains (senneurs notamment) a quant à lui varié entre 50 et 31.

Tableau 78 : Nombre de navires communautaires licenciés pour pêcher au Sénégal. D'après données DG FISH

	2002-2003				2003-2004				2004-2005				2005-2006
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Catégorie 1	8	5	5	5	7	6	6	6	6	7	5	7	8
Catégorie 2	10	13	8	4	7	8	1	1	7	4	1	0	2
Catégorie 3	21	22	21	20	7	6	6	5	4	1	4	15	5
Sous-total	39	40	34	29	21	20	13	12	17	12	10	22	15
Senneurs	32	32	32	32	30	30	30	30	23	23	23	23	18
Canneurs	16	16	16	16	16	16	16	16	15	15	15	15	13
Palangriers	2	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	50	50	50	50	46	46	46	46	38	38	38	38	31
TOTAL	89	90	84	79	67	66	59	58	55	50	48	60	46

Par année pleine du protocole, la moyenne des effectifs pondérée par trimestre montre que le protocole a permis l'activité d'un nombre variant entre 86 et 53 navires communautaires. Les effectifs des navires exploitant les ressources démersales (catégorie 1 à 3) ont varié de 36 unités en 2002-2003, à 15 unités en 2004-2005. Le nombre de navires thoniers a varié entre 50 (2002-2003) et 38 (2004-2005).

Tableau 79 : Nombre moyen annuel de navires communautaires licenciés au Sénégal. D'après données DGF FISH

	2002-2003 Année 1	2003-2004 Année 2	2004-2005 Année 3
Catégorie 1	6	6	6
Catégorie 2	9	4	3
Catégorie 3	21	6	6
Sous-total	36	17	15
Senneurs	32	30	23
Canneurs	16	16	15
Palangriers	2	0	0
Sous total	50	46	38
TOTAL	86	63	53

Pour la dernière année du protocole, il est trop tôt pour tirer des conclusions.

1.5.2. Présence effective sur zone

Tous les navires qui fréquentent la ZEE du Sénégal (tableau précédent) ne passent pas forcément tout leur temps dans la zone.

Pour les navires thoniers (senneurs, canneurs, palangriers), les unités suivent la ressource au travers les ZEE de plusieurs pays tiers et dans les eaux internationales. Le temps de présence dans la ZEE sénégalaise est donc relativement limité, de l'ordre de quelques semaines par an. L'achat de la licence Sénégal donne à ces navires la liberté de suivre la ressource quand elle est présente dans la ZEE.

Pour les navires de pêche des catégories 1 à 3, la fréquentation de la zone sénégalaise apparaît également irrégulière, et semble fortement corrélée avec les possibilités de pêche acquises dans les pays voisins. C'est notamment le cas avec la Mauritanie, première zone de pêche de la région.

- Pour les navires de la catégorie 1, la comparaison entre le fichier des licences mauritaniennes et sénégalaises indique que très peu de navires ont les deux possibilités en même temps. La principale association professionnelle du secteur confirme que les navires céphalopodières licenciés

au Sénégal y passe l'essentiel de leur temps. D'autres zones sont exploitées mais de manière plus faible sous le couvert de licences libres en Gambie ou de licences communautaires en Guinée Bissau. Globalement, le temps de présence de ces navires est estimé entre 80% et 85% dans la zone sénégalaise. Ceci se vérifie également par les déclarations de captures communiquées par la DG FISH, où l'on relève que les captures moyennes par navires des céphalopodiers correspondent grossièrement à ce ratio de 80% / 85% des captures que peut espérer un navire de ce type (320 tonnes par navire et par an au Sénégal par rapport à 400 tonnes estimées possibles).

- Pour les navires de la catégorie 2, la plupart des navires qui ont pris une licence au Sénégal sont également licenciés en Mauritanie. On note d'ailleurs qu'il y a un regain d'intérêt pour l'accès au Sénégal en période d'arrêt biologique en Mauritanie (septembre-octobre). Ceci suggère que la zone du Sénégal est pour la majorité des unités une zone complémentaire à la zone Mauritanie. En l'absence de données plus précises, on estimera que les navires de la catégorie 2 licenciés au Sénégal passent 50% de leur temps de pêche dans la ZEE, le reste en Mauritanie.
- Pour les navires de la catégorie 3, on vérifie que la plupart des navires qui viennent pêcher au Sénégal ont également des licences en Mauritanie. De manière générale, la licence Mauritanie a été conservée pendant la durée du protocole, même quand les navires ne prenaient pas de licences au Sénégal. Ceci suggère que la zone Sénégal est une continuité occasionnelle de la zone Mauritanie. La pêche de crevette profonde se fait dans le sud de la ZEE mauritanienne et on comprend que les navires choisissent de continuer vers le sud quand nécessaire. On note que l'utilisation élevée constatée en avril 2005 correspond à la fermeture exceptionnelle de la pêche en mai 2005 en Mauritanie. D'après les relevés de captures disponibles, on relève que les crevettiers déclarent environ 50 tonnes par an par navire dans la ZEE du Sénégal, quand un navire de ce type pêche en général autour de 150 à 200 tonnes de crustacés par an. On estimera en conséquence que les navires licenciés au Sénégal passent en moyenne 33% de leur temps de pêche dans la ZEE du Sénégal, le reste en Mauritanie.

1.6. Coût de l'accord ex post

Les frais de licences versés par les armateurs n'ont pas pu être communiqués par la DG FISH. Ils sont estimés pour les besoins de cette étude en fonction du nombre de TJB par période, et du barème de coût appliqué à chaque catégorie par le protocole. Pour les navires thoniers canneurs, on fait l'hypothèse que les prises des canneurs leurs impliquent une charge de licence de 1680 € par an.

Le tableau suivant indique la contribution estimée des armateurs (excepté pour l'année 2005-2006 encore à ses débuts).

Tableau 80 : Estimation (€) des frais de licences versés par les armateurs européens d'après l'utilisation réelle de l'accord. D'après données DG FISH

	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Catégorie 1	309 170	332 732	297 589
Catégorie 2	415 458	207 994	129 150
Catégorie 3	582 391	166 209	194 989
Sous-total	1 307 019	706 935	621 728
Senneurs	96 000	90 000	69 000
Canneurs	26 880	26 880	25 200
Palangriers	4 000	0	0
Sous-total	126 880	116 880	94 200
TOTAL	1 433 899	823 815	715 928

Le tableau suivant compare le coût de l'accord tel qu'il a pu être négocié ex ante et le coût ex post. L'excellente utilisation des possibilités de pêche la première année fait que le coût payé par les armateurs de la CE est très proche de celui que le Sénégal pouvait escompter. L'utilisation plus décevante les deuxième et troisième années a fait que les frais de licences versés par les armateurs ont été moins de la moitié de ceux qui pouvaient être attendus par le Sénégal.

Tableau 81 : Comparaison des coûts (en €) ex-ante et ex-post de l'accord en cours.

	Année 1	Année 2	Année 3
Coût payé	1 433 899	823 815	715 928
Coût maximum	1 502 380	1 541 963	1 582 797
Ratio	95%	53%	45%
Contribution CE	16 000 000	16 000 000	16 000 000
Coût total ex post	17 433 899	16 823 815	16 715 928
Coût total ex ante	17 502 380	17 541 963	17 582 797
Différence	-68 481	-718 148	-866 869
%	-0,4%	-4,1%	-4,9%

Si le manque à gagner pour le Sénégal peut être qualifié de minime la première année (-0,4%), il est plus important en valeur absolue la troisième année (moins 867 000 € de recettes), mais encore modeste en valeur relative (-5% environ). Ce résultat était prévisible car la Communauté assume plus de 90% du coût de l'accord, et porte sur elle-même l'essentiel du risque d'une sous-utilisation des possibilités de pêche.

2. Analyse forces et faiblesses du secteur de la pêche sénégalais

Le tableau AFFOM suivant présente de manière synthétique les forces et faiblesses (éléments endogènes) du secteur de la pêche sénégalais replacées dans un contexte macro-économique globale, ainsi que les opportunités et menaces (éléments exogènes).

Tableau 82 : Récapitulatif des Forces et Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal et des menaces et opportunités

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES PÊCHES				
Contexte macroéconomique général	<p>Pays démocratique affichant une stabilité politique remarquable</p> <p>Adoption en 2001 d'un cadre de lutte contre la pauvreté, soutenu par les institutions internationales</p> <p>Assainissement sensible de l'état des finances publiques au cours de ces 5 dernières années avec un taux de croissance soutenu</p> <p>Le Sénégal est éligible à l'initiative de réduction de la dette extérieure</p>	<p>Pays pauvre lourdement endetté, le Sénégal dépend du soutien budgétaire des bailleurs de fonds lié aux performances du DSRP</p> <p>Lenteur des réformes qui retarde les effets de la lutte contre la pauvreté avec des déséquilibres importants qui subsistent entre les différentes catégories de la population</p>	Mise en exploitation future de puits de pétrole offshore au large de la Casamance	Dépendance de la production agricole du pays vis à vis des aléas climatiques dans la zone sahélienne et d'autres calamités agricoles (invasions acridiennes)
Politique générale de développement du secteur de la pêche	<p>Les autorités sénégalaises montrent une volonté de réforme qui reconnaît et prend en compte la situation de surexploitation des stocks liée à des capacités nationales excédentaires</p> <p>Le secteur de la pêche est parmi les secteurs reconnus comme créateurs de richesse</p>	La feuille de route pour le développement du secteur tarde à être finalisée, ce qui tend à montrer des difficultés pour accorder les orientations voulues par les parties prenantes, dont les bailleurs de fonds internationaux		

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
Cadre général législatif relatif à l'exercice de la pêche	Le Code des Pêches est récent (1998) et épouse les grands principes du Code de Conduite pour une pêche responsable	Le Code des Pêches et son principal décret d'application sont muets sur certaines dispositions importantes comme l'obligation de débarquer au Sénégal pour les flottes nationales, les taux de prises accessoires des crevettiers ou l'encadrement des navires sénégalais en dehors de la ZEE Certaines mesures phares du Code des Pêches relatives à la pêche artisanale ont tardé à être mises en œuvre (permis de pêche, comités locaux)	Réflexion sous-régionale dans le cadre de la CSRP sur une harmonisation des cadres juridiques des Etats membres	
Gestion des pêcheries	Les moyens de régulation des capacités existent depuis peu (fin 2005) Le nombre de licences de pêche industrielle côtière est gelé depuis plusieurs années	Les mesures de gestion se sont focalisées sur la pêche industrielle pendant trop longtemps alors que celle-ci ne représente qu'une moitié des débarquements Dans le même temps, les mesures nécessaires à la gestion de la pêche artisanale n'ont pas été prises laissant se développer le parc piroguier Capacités institutionnelles de gestion diminuées par un éclatement des directions techniques et par une insuffisance chronique de cadres expérimentés		Politique générale de diminution des dépenses publiques qui empêche les recrutements nécessaires Soutien des bailleurs de fonds au secteur de la pêche artisanale favorisant la multiplication du nombre d'unités.

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
Suivi des pêcheries	Systèmes d'enquêtes qui permettent un suivi des captures de la pêche artisanale et industrielle Suivi précis des débarquements de la flotte industrielle Observations en mer sur les navires européens du fait des dispositions du protocole	Suivi uniquement déclaratif Pas de suivi des prises d'espèces non-désirées (et rejetées) par les navires nationaux Absence de valorisation des données collectées en mer sur les navires européens		
Contrôle et surveillance des Pêches	Existence d'une direction technique (la DPSP) Volonté du Gouvernement de doter la DPSP en moyens opérationnels sur les ressources nationales Introduction imminente du VMS	Faible rendement opérationnel jusqu'alors du fait de difficultés de financements de coûts récurrents de la surveillance Manque de coopération des services d'inspections des Etats membres dans le suivi des navires du pavillon	Programmes de développement des capacités régionales grâce à l'aide luxembourgeoise, puis de la C.E. Mise en place de l'agence communautaire de contrôle des pêches qui pourra prendre à sa charge une partie du suivi des navires sous accord	Faiblesses des moyens dans les pays limitrophes (Gambie, Guinée Bissau) qui peuvent favoriser l'entrée de navires pirates dans la ZEE.
Autorité compétente et qualité des produits	Nouvelle direction technique érigée (la DTPI) en charge du contrôle sanitaire	De nombreuses lacunes ont été constatées par l'OAV qui juge la situation du Sénégal sérieuse Non-conformité des pirogues et des sites de débarquement qui nécessitera un long travail de sensibilisation des populations concernées avant d'arriver à une situation satisfaisante	Le Sénégal bénéficie du programme de renforcement des capacités sanitaires financé par la CE au bénéfice des pays ACP	Désintérêt des investisseurs étrangers potentiels devant la crainte de voir le pays interdit d'exportations vers la C.E.
Conventions et traités internationaux	Le Sénégal fait parti des principaux instruments internationaux	Contradiction entre les engagements pris et les faits, notamment en matière de contrôle des capacités et de préservation de la biodiversité marine	Mise sous contrôle progressive des navires pirates par la Communauté internationale	

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
Appui scientifique à la gestion des pêcheries		Le Ministère en charge de la pêche n'a pas de tutelle sur l'institut scientifique (CRODT) Faiblesse du CRODT qui n'est pas en position de délivrer les avis scientifiques nécessaires à la bonne gestion des pêcheries	L'amélioration de l'avis scientifique est au cœur de la promotion de pêche responsable Renforcement des ORP souhaité par la Communauté internationale. Le COPACE s'il est renforcé pourrait soutenir les scientifiques sénégalais	Le COPACE, actuellement principale source d'avis scientifique sur l'état des stocks au Sénégal, ne semble pas avoir de méthodes de travail très pertinentes et suffisamment transparentes
Environnement	Existence de parcs naturels et d'aires marines protégées (AMP)	Cadre juridique encore très incomplet qui prévient la mise en œuvre des mesures de protection (AMP) Absence d'intégration des considérations environnementales dans la gestion des pêcheries dans la ZEE, avec en particulier l'absence de prise en considération des quantités rejetées, parfois importantes, par les chalutiers côtiers et crevetiers profonds	Intervention des bailleurs et des ONG en faveur de l'environnement dans les pays d'Afrique	Faible niveau de sensibilisation de la population sur les besoins de respecter l'environnement naturel
Investissements étrangers	Stabilité politique de nature à rassurer les investisseurs Cadre réglementaire favorable et sécurisant à l'investissement étranger Importants investissements européens depuis plusieurs années ayant créé un effet boule de neige	Détournement du cadre réglementaire par des investisseurs (pratique du prête-nom) pour créer des sociétés d'armements intéressées par des profits à court terme	Situation politique qui empire dans des pays voisins (crises mauritanienne, ivoirienne) qui placent la stabilité politique du Sénégal comme atout pour la réussite de l'investissement	Incertitudes sur l'avenir (ressources exploitables, conditions sanitaires) qui découragent les investisseurs potentiels
LES PECHERIES DU SENEGAL				

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
Les eaux sénégalaises	Eaux productives enrichies par des upwellings saisonniers Plateau continental relativement large dans le sud de Dakar	Plateau continental étroit entre la Mauritanie et Dakar qui a pour effet de concentrer les activités dans la bande côtière avec des conflits d'usages	Forte variabilité de l'écosystème dont la productivité dépend de l'intensité des upwellings	
Stocks naturels exploitables	Abondance d'espèces commerciales de tous types (poissons, petits et grands pélagiques, crustacés, mollusques) Présence d'espèces à cycles courts (petits pélagique côtiers, crevettes) résilientes à l'effort de pêche			Appauvrissement temporaire de certains stocks importants (comme le poulpe) en cas de conditions océanographiques défavorables
Etat de la ressource naturelle exploitées	Stocks situés au large (accres du plateau, zones démersales profondes, ressource hauturière) dans les limites de viabilité biologique	Les conclusions des différentes expertises scientifiques convergent toutes vers un état de surexploitation des ressources côtières du plateau continental		Incertitudes sur la réalité de l'état des stocks du fait d'expertises utilisant des modèles très globaux et n'intégrant pas de données plus fines sur la biologie des espèces et les stratégies de pêche
Flottille de pêche industrielle nationale	Le Sénégal dispose d'une flotte nationale d'environ 140 navires	La flotte industrielle est âgée. Certains navires ne sont pas conformes aux exigences sanitaires Manque d'investissements nationaux dans des armements thoniers Présence d'armateurs peu soucieux du long terme		Incapacité de faire face aux investissements nécessaires à la pérennisation de l'outil du fait de la surexploitation des ressources

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
Flottille de pêche artisanale nationale	Flotte artisanale aux métiers relativement variés qui permet d'approvisionner le marché en produits de qualité	Non-conformité des pirogues aux règles d'hygiène Problèmes de sécurité en mer (les pirogues s'éloignent plus que raisonnable de la côte) Surcapacité très importante du segment conduisant à des conflits d'usages sur zone		L'activité des pirogues sénégalaises déborde de la ZEE du pays pour aller dans les pays voisins (Mauritanie, Gambie, Guinée Bissau). Un durcissement de la politique d'immigration de ces pays conduirait à augmenter le nombre de pirogues au Sénégal.
Equipages	Vocation maritime du peuple sénégalais Existence de centres de formation performants Demande soutenue d'armements industriels étrangers pour des marins sénégalais dont les droits font l'objet d'une convention collective	Statut du pêcheur artisan toujours en cours de définition		Désintérêt des jeunes générations pour la pêche en raison de l'état de crise du secteur
Structuration professionnelle du secteur	Existence de plusieurs syndicats professionnels de couverture nationale Cadre de concertation formalisé	Déséquilibre de la représentation professionnelle en faveur du secteur industriel Difficulté d'asseoir la légitimité des organisations professionnelles artisanales		
Ports et services à la flotte de pêche (filiale amont)	Le port de pêche de Dakar dispose des services nécessaires aux flottes industrielles et capte une partie de l'activité des flottes étrangères dans la sous-région	Sites de débarquements de la pêche artisanale n'offrant pas les garanties en termes d'hygiène et souffrant parfois d'une gestion chaotique	Crise ivoirienne qui diminue l'attractivité du port thonier d'Abidjan	Développement de la compétitivité de places portuaires dans la région (Nouadhibou, Mauritanie, Dahkla, Maroc)

	Forces du secteur des pêches du Sénégal	Faiblesses du secteur des pêches du Sénégal	Opportunités	Menaces
Marchés des produits de la pêche	<p>Forte demande nationale en produits de la pêche</p> <p>Accès des produits sénégalais aux grands marchés de consommation (Europe, Japon)</p> <p>Flux d'exportation de produits frais vers l'Europe</p>	<p>Diminution de la qualité de l'offre du fait de la surexploitation des stocks (tailles plus petites, difficultés d'approvisionnement pour certaines espèces comme le thiof)</p> <p>Problèmes sanitaires potentiels</p>	Conjoncture internationale favorable à certains produits (céphalopodes notamment)	<p>Fluctuations des cours mondiaux de la plupart des espèces liées à la demande et à d'autres paramètres comme la parité euro / dollar</p> <p>Nivellement progressif des droits de douane qui affaiblira la compétitivité des exportations sénégalaises vis-à-vis d'autres fournisseurs</p>
Transformation des produits	<p>Existence de plusieurs unités de traitement capable de générer de la valeur ajoutée (filetage, conserves)</p> <p>Possibilité d'approvisionnement en produits de qualité par la pêche artisanale</p>	<p>Manque de capacités entrepreneuriales et de formations au contrôle qualité</p> <p>Approvisionnement des conserveries trop dépendant des flottes étrangères, ce qui a placé les entreprises en difficultés économiques</p>		Diminution des capacités thonnières européennes en atlantique qui conduit à raréfier l'offre locale.

3. Evaluation ex-post du protocole en cours

La méthodologie d'évaluation est basée sur le résultat de l'étude réalisée par Oceanic Développement en 2003 sur la recherche de critères et d'indicateurs utilisables pour l'évaluation des accords de pêche. Cette étude a proposé plusieurs séries de questions d'évaluation et critères de jugements destinés à vérifier si l'accord de pêche répond bien aux objectifs qui lui sont fixés. Suivant les résultats de cette étude, les objectifs sont :

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux du Sénégal
- Bonne gouvernance dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration du Sénégal dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** de la politique des accords de pêche peuvent être fixés au nombre de sept. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaires (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP).

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité (domaine PPR)
- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée au Sénégal (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par le Sénégal (IDP)

3.1. Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche

Les questions d'évaluation suivantes permettent de comparer les objectifs de la politique avec les résultats (réponse aux objectifs spécifiques) et les conséquences (réponse aux objectifs généraux). Ces questions d'évaluation visent à établir dans quelle mesure l'accord de pêche avec le Sénégal parvient à atteindre ses principaux objectifs.

3.1.1. Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?

L'accord de pêche avec le Sénégal a permis de soutenir l'activité d'un nombre variant entre 53 et 86 navires de pêche lointaine européens. Si l'on estime la flotte de pêche lointaine à environ 350 unités²⁴, l'accord avec le Sénégal contribue à la présence de 15% à 25% de l'effectif.

Pour les flottes démersales, l'accord avec le Sénégal s'insère dans un réseau d'accords sous-régionaux (Mauritanie, Guinée Bissau, Guinée Conakry) dans la mesure où la plupart des navires qui exercent au Sénégal possèdent également des licences de pêche dans ces pays. L'accord Sénégal apparaît particulièrement important pour le soutien des flottes céphalopodières pour qui la ZEE du Sénégal est une

²⁴ La Commission européenne estime dans sa publication « la pêche lointaine européenne » que la flotte communautaire dépendante des accords était en 1997 de 900 navires, incluant 550 navires liés à l'accord Maroc venu à expiration en 1999. Déduction faite de cet effectif, il resterait 350 navires.

zone de pêche majeure. L'accord contribue également à la présence des navires chalutiers profonds poissons et crustacés en leur permettant de varier leurs zones de pêche avec un continuum des zones d'exploitation qui intègre les accores du plateau continental situé au large des pays d'Afrique de l'Ouest.

Pour les flottes thonières senneurs et palangriers, l'accord avec le Sénégal s'insère également dans un réseau d'accords portant sur tous les pays situés de l'Angola au sud à la Mauritanie au nord. Les navires thoniers qui utilisent l'accord avec le Sénégal peuvent ainsi poursuivre la ressource à travers les ZEE des Etats partenaires et les eaux internationales. Les navires thoniers canneurs ont comparativement un rayon d'action plus limité intégrant la ZEE du Sénégal, la Mauritanie et accessoirement le Cap Vert et la Guinée Bissau. L'accès à la ZEE du Sénégal contribue fortement à l'activité de ce segment qui ne peut diversifier ses zones de pêche comme peuvent le faire senneurs ou palangriers.

3.1.2. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de la CE ?

L'accord de pêche avec le Sénégal contribue à maintenir l'emploi embarqué de 220 ressortissants communautaires, et d'un total de plus de 450 emplois si l'on intègre les emplois dépendants à terre.

Ce total est peu élevé comparé aux quelques 350 000 emplois²⁵ dénombrés dans l'ensemble des filières de la pêche et de la transformation (hors emplois dans l'aquaculture), mais l'emploi généré est au premier chef au bénéfice de régions dépendantes de la pêche européenne dans lesquelles les possibilités alternatives d'emplois sont rares.

3.1.3. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la stabilisation du marché européen ?

En l'absence de données précises sur les débarquements des flottes européennes exerçant dans les eaux sénégalaises, il est difficile d'évaluer avec précision l'impact de l'accord sur l'approvisionnement du marché européen. D'après les données de la DPM, les captures des navires européens des catégories travaillant sur le plateau continental ou ses accores (catégorie 1 à 3) représenteraient un volume annuel variant entre 5 000 et 10 000 tonnes. Ceci représente un faible pourcentage des 6,4 millions de tonnes capturées par l'ensemble des Etats membres²⁶. Sur certains produits stratégiques comme la crevette ou le poulpe, l'accord avec le Sénégal contribue à améliorer le degré d'auto approvisionnement de la Communauté. Pour ces espèces peu substituables par d'autres, l'absence d'approvisionnement communautaire signifierait un accroissement des importations.

Concernant les catégories thonières, les espèces pêchées sous l'accord Sénégal contribuent à approvisionner les usines de transformation de pays tiers (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana) et espagnoles. Le thon transformé dans les pays tiers est exporté vers la Communauté et permet à celle-ci de satisfaire des besoins que le secteur de la conserve européenne ne suffit pas à combler. L'accord contribue par conséquent à l'approvisionnement de ce marché.

3.1.4. Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche au Sénégal ?

L'accord entre le Sénégal et la Communauté s'inscrit dans une longue histoire de coopération entre les deux entités puisque c'est avec le Sénégal que la Communauté a conclu le premier accord de pêche de l'histoire. La présence de navires européens a été quasiment ininterrompue depuis si l'on excepte la

²⁵ Source : La PCP en chiffres édition 2004. Les données présentées dans cette publication remontent en fait à 1997

²⁶ Source : La PCP en chiffres édition 2004. Données pour l'année 1999

parenthèse du 1^{er} semestre 2002 sans accord. Ces longues relations ont permis de nouer des partenariats étroits entre les entrepreneurs sénégalais et européens, notamment en matière de relations commerciales dans le domaine des produits de la pêche. Le partenariat a conduit également le secteur privé européen à investir au Sénégal dans le secteur de la capture par la création de nombreuses sociétés mixtes (le Sénégal est le pays dans lequel le plus grand nombre de navires européens a été transféré, favorisant ainsi une modernisation de la flotte). Ces partenariats ont permis de guider l'accès des produits sénégalais au marché européen et ainsi de favoriser le développement de la filière export du pays.

En matière de flotte, on constate que l'activité européenne sous accord crée une dynamique d'entraînement sur certains segments (crevettes profondes) où l'on note l'apparition d'intérêts sénégalais autrefois absents. Il n'est pas exclu à terme de voir se développer un segment thonier national suivant cette dynamique. L'embarquement de marins sénégalais à bord des navires a contribué à la formation de la main d'œuvre nationale que l'on retrouve ensuite en partie sur les navires nationaux.

Le protocole d'accord de pêche en cours avait prévu d'aller plus loin en garantissant, par le biais des clauses de débarquements obligatoires, un approvisionnement en matière premières des unités de transformation du thon sénégalaises. Pour des raisons diverses (problèmes économiques structurels des conserveries, incompatibilité technique des clauses avec la stratégie des navires), les objectifs n'ont pas été atteints. Le secteur de la conserve au Sénégal reste aujourd'hui en grandes difficultés économiques.

3.1.5. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsables ?

Les mesures réglementaires prises pour assurer la gestion des ressources dans la ZEE sénégalaise sont globalement compatibles avec le Code de Conduite pour une pêche responsable. Leurs mises en œuvre s'avèrent plus problématiques.

Il ressort de l'analyse du secteur des pêches que le Sénégal a trop tardé à mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour maîtriser les capacités de pêche nationales. La situation des stocks côtiers, que l'on savait déjà dégradée, a empiré sous l'effet notamment d'un accroissement incontrôlé du secteur artisanal. Le bénéfice des mesures de gestion imposées à la flotte industrielle côtière a ainsi été annulé. Il est important de relever que le développement de la pêche artisanal a été favorisé par l'intervention des bailleurs de fonds qui voient dans ce secteur une source d'emplois et de richesses. Sous réserves du résultat d'évaluations plus spécifiques, il apparaît que la construction de centres de débarquement n'a pas atteint ses objectifs de rationalisation du fonctionnement de la filière, notamment en matière d'hygiène, mais a conduit à faciliter l'introduction de nouvelles capacités de pêche pour faire face à une demande toujours croissante du secteur du mareyage. Il y a au niveau de la Communauté, qui finance en grande partie le programme PAPASUD, un problème de cohérence avec les objectifs de la politique extérieure.

L'un des effets notables du protocole d'accord de pêche sur la mise en place de mesures de préservation des stocks a été indirect. Les conditions négociées en 2002 pour la flotte européenne (repos biologique, maillages minimaux) ont servi de levier aux autorités sénégalaises pour imposer ces mesures à leur propre flotte industrielle. L'arrêt biologique dont l'efficacité sur le stock reste à démontrer, a eu l'avantage de diminuer mécaniquement l'effort de pêche de 16% (2 mois sur 12). On doit déplorer que le Sénégal se prépare à revenir sur cette décision en raccourcissant la durée de l'arrêt biologique à un mois, ce qui va dans le sens d'un soutien à court terme des armements industriels, mais qui va à l'encontre des objectifs à long terme de reconstitution des stocks côtiers.

L'une des principales faiblesses du système de gestion des pêches sénégalais est l'absence d'intégration de considérations environnementales. Les études menées sur les prises accessoires de navires européens par le biais des programmes observateurs prévus par le protocole indiquent des quantités parfois importantes d'espèces rejetées. L'origine de cette situation se retrouve dans une connaissance très limitée des engins de pêche utilisés et de leurs caractéristiques sélectives, et en conséquence un manque d'adéquation entre les mesures de gestion et les objectifs de préservation des écosystèmes. L'accord de pêche n'a pas permis de

faire avancer cette problématique, mais l'urgence pour les autorités se situait plutôt dans le règlement du problème de la surcapacité.

La principale contribution de l'accord de pêche à la mise en place de pratiques de pêche responsable se trouve dans les financements mis à disposition des autorités par le biais des actions ciblées. Ces montants qui représentent l'essentiel du budget du Ministère en charge ont permis un développement du système de contrôle des pêches (achats de balises VMS, financements de moyens opérationnels). Les fonds ont également permis de soutenir la recherche scientifique halieutique qui ne dispose que de très faibles ressources nationales. En dehors de l'aspect financement, il semble que les relations entre les partenaires sont restées minimales et se sont résumées au règlement de problèmes courants relatifs à la mise en œuvre du protocole si l'on en juge par les comptes rendus des commissions mixtes. Il n'était de toutes façons par prévu par l'accord que la Communauté puisse interagir avec les autorités sur la gestion du secteur, cette possibilité formant l'essence de la nouvelle génération des accords de partenariat.

3.2. Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche

L'examen du critère de pertinence requiert de comparer les besoins auxquels doit répondre l'accord de pêche avec les objectifs fixés.

3.2.1. L'accord de pêche satisfait-il les besoins des groupes cibles de la Communauté ?

L'excellente utilisation des possibilités de pêche par les navires de la catégorie 1 (céphalopodières) indique que l'accord de pêche est de nature à satisfaire les besoins des armements concernés, espagnols principalement. Les céphalopodières grecs ont très peu utilisé l'accord.

L'utilisation des possibilités de pêche pour les navires des catégories 2 et 3 a été satisfaisante la première année du protocole, mais très décevante ensuite. Deux éléments ont été mis en avant pour expliquer cette baisse : la première est une réduction des effectifs en 2003 et 2004 suite à la décision communautaire de ne plus soutenir les passages en sociétés mixtes à partir de fin 2004. L'imminence de l'arrêt des aides a probablement accéléré la décision d'armements potentiellement volontaires. La seconde raison tient dans fait que le Sénégal apparaît ne représenter qu'une zone de pêche accessoire pour ces navires. L'examen des licences en Mauritanie indique que beaucoup des navires des catégories 2 et 3 qui ont utilisé l'accord en début de période avaient également un accès en Mauritanie. Ensuite, ils ont conservé la licence Mauritanie mais ne sont plus venus que de manière épisodique au Sénégal. Le pic d'utilisation enregistré en mai 2005 pour les navires de la catégorie 3 illustre le caractère annexe de la ZEE sénégalaise : durant cette période, la pêche a été fermée exceptionnellement un mois en Mauritanie, ce qui a provoqué un retour en masse des crevettiers vers le Sénégal. Ainsi, les navires européens auraient choisi de resserrer leurs stratégies d'exploitation sur la Mauritanie (ou l'utilisation est restée excellente) pour des raisons que l'on peut supposer économiques (meilleurs rendements, économies de temps de route).

Pour les canneurs et les senneurs, l'accord de pêche satisfait les besoins des armements. Les baisses d'utilisation relevées s'expliquent par la diminution des flottes thonières en activité dans l'océan atlantique. Toutes les unités restant en activité dans cet océan ont pris une licence au Sénégal.

Enfin, la très faible utilisation des possibilités de pêche par les palangriers indique que l'accord avec le Sénégal ne leur est pas nécessaire.

S'agissant de la filière aval qui constitue un des groupes cibles de la politique des accords de pêche, les espèces pêchées au Sénégal par la flotte européenne contribuent à approvisionner le marché et sécurisent l'approvisionnement sur des espèces à caractère spéculatif comme le poulpe ou la crevette de grande taille (gamba, alistado). Les autres espèces pêchées contribuent à la diversification de l'offre.

3.2.2. L'accord de pêche satisfait-il les besoins du Sénégal ?

Les ressources halieutiques présentes dans la ZEE sénégalaise constituent l'une des premières richesses du pays. Celles-ci sont exploitées par un armement industriel national très centré sur l'exploitation des ressources démersales côtières (crevettes, poissons et céphalopodes), et par une flotte artisanale. Cette flotte nationale est de dimension suffisante, voire excessive, pour exploiter le potentiel halieutique du pays résidant dans les eaux côtières. L'adjonction de capacités européennes sur ce segment côtier (catégorie 1) ne se révélait pas correspondre à un besoin du Sénégal.

En ce qui concerne les autres catégories, les capacités européennes sous le protocole se sont placées sur des segments peu ou pas occupés par les navires nationaux. L'accord a donc permis aux autorités de valoriser les espaces hauturiers de la ZEE, en l'absence de moyens de production nationaux.

L'accord devait également apporter une solution aux besoins de l'industrie de transformation sénégalaise, conserveries essentiellement, en garantissant un minimum d'approvisionnement en matières premières de la part des thoniers européens. Pour les raisons déjà évoquées, ce besoin n'a pas été satisfait par le segment senneur en particulier.

Les accords de pêche conclus avec la Communauté européenne ont en outre l'avantage de donner une certaine visibilité budgétaire à moyen terme aux autorités du pays (4 ans), au contraire des licences libres qui ont un caractère ponctuel. Les recettes de ces accords peuvent donc être programmées et utilisées pour soutenir les programmes majeurs comme ceux concernant la lutte contre la pauvreté. La signature d'accords avec un partenaire réputé fiable permet également au pays d'espérer certaines garanties en termes de suivi des flottes et de respect des échéanciers de paiement. En cela, la conclusion d'accord de pêche satisfait les besoins du Gouvernement.

3.3. Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche

L'examen de la viabilité consiste à comparer les impacts de l'intervention avec les besoins qui l'ont justifiée, de façon à vérifier si les conséquences positives sont susceptibles d'avoir des effets durables sur les populations cibles.

3.3.1. L'accord de pêche contribue-t-il la viabilité des filières européennes ?

Il a été jugé (§ précédents) que l'accord de pêche avec le Sénégal répond à un besoin pour les flottes céphalopodières et thonières européennes et les filières aval qui en dépendent. La stratégie d'exploitation de ces navires repose en grande partie sur l'accès permanent ou ponctuel à la ZEE, sans réelle alternative (les conséquences du non renouvellement de l'accord avec le Maroc confirment cette dépendance).

En l'absence d'accord de pêche avec le Sénégal, les navires concernés n'auraient d'autres solutions que de chercher des moyens alternatifs d'accès (accords privés, affrètement, constitution de sociétés mixtes) qui n'offrent pas la même sécurité juridique ni la même visibilité dans le temps qu'un accord de pêche institutionnel, ces deux paramètres contribuant à la viabilité des entreprises.

Pour les autres segments (chalutiers profonds des catégories 2 et 3, senneurs et palangriers), la faible utilisation des possibilités de pêche indique que l'accord Sénégal n'est pas un élément essentiel dans la stratégie de pêche. En l'absence d'accord, il est probable que les chalutiers pourraient se recentrer sur l'exploitation de la ZEE de Mauritanie ou de Guinée plus au sud. Pour les senneurs, l'accès à la ZEE du Sénégal peut se révéler nécessaire si la ressource est abondante et il permet aux navires de conforter leurs stratégies régionales.

3.3.2. L'accord de pêche contribue t-il la viabilité du secteur de la pêche au Sénégal ?

Au niveau institutionnel, les recettes de l'accord de pêche sont utilisées par le budget pour financer les programmes approuvés par le DSRP, et parmi lesquels le secteur de la pêche ne représente pas un secteur prioritaire mais qui bénéficie des mesures horizontales comme les autres secteurs.

Les recettes des actions ciblées sont utilisées pour l'appui au secteur des pêches. Les fonds sont pratiquement les seuls dont le Gouvernement dispose pour ses tâches de gestion du secteur. Les financements dédiés à la surveillance des pêches, à la recherche halieutique, ou au renforcement institutionnel ont probablement permis à l'Etat de mieux gérer le secteur, même s'il reste encore beaucoup à faire dans ces domaines.

Pour les industries à terre, les échanges commerciaux avec la flotte européenne sous accord se sont révélés très limités mais contribuent, pour les conserveries, de manière directe sa viabilité. L'approvisionnement de ces usines, dont l'actionnariat n'a aucun lien avec des sociétés d'armements étrangères, repose encore à 65% sur les navires européens.

3.3.3. L'accord de pêche assure t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources dans les eaux sénégalaises ?

Viabilité des stocks ciblés

Les informations disponibles sur l'état de la ressource exploitée indiquent que les stocks dans la zone côtière sont surexploités. L'augmentation incontrôlée de la flotte artisanale est, de l'aveu même des autorités, la principale raison. Des navires européens (catégorie 1) sont présents sur cette pêcherie côtière, et ont par conséquent une part de responsabilité dans l'augmentation de la mortalité par pêche. Il convient cependant de replacer les capacités européennes dans le contexte général des pêcheries dans la ZEE du Sénégal. Au niveau des capacités industrielles, les 6 à 7 navires européens licenciés en pêche démersale côtière participent à une pêcherie où sont déployés 114 chalutiers nationaux, dont 77 sur l'option poissons et céphalopodes, le reste sur la pêcherie crevette côtière. Plus de 10 000 pirogues artisanales exploitent également ces mêmes stocks. Les captures d'espèces de fond de la pêche artisanale sénégalaise sont estimées à 71 000 tonnes environ (hors petits pélagiques), celles de la pêche industrielle sénégalaise à 41 000 tonnes par an (soit 112 000 tonnes au total). Les prises des chalutiers européens sont de l'ordre de 8 000 tonnes par an, soit 7% du total. La contribution des navires européens à l'effort de pêche global peut donc être caractérisée de faible.

L'état des stocks profonds (crevettes, merlus) est jugé satisfaisant en l'état actuel des connaissances. Les capacités déployées sont donc compatibles avec le potentiel de production du stock. Les capacités européennes sous accord n'ont donc pas compromis la viabilité de ces stocks, et d'autant plus que les capacités déployées sont continuellement en baisse depuis le début du protocole.

Viabilité de l'écosystème marin

Ce rapport d'évaluation a permis d'établir que les effets de la pêche sur l'écosystème marin sont importants avec notamment :

- des taux de prises accessoires importants ;
- des pêches de juvéniles d'espèces cibles ;
- des mortalités accidentelles potentielles d'espèces protégées (tortues marines).

La plupart des informations sur ces effets, inconnus jusqu'à une période récente, sont issues du résultat des programmes scientifiques d'observations financés par les armateurs européens. On relève que la pêche sénégalaise côtière crevette n'a pas fait l'objet d'un tel suivi et que ses impacts environnementaux ne sont pas quantifiables, bien que susceptibles d'être importants (travail en zones peu profondes avec des petits maillages).

L'accord a par conséquent contribué à mieux connaître les problèmes et à les quantifier pour certains. Les conséquences sur la biodiversité et la conservation des stocks exploitées restent encore largement méconnues.

Ces effets sont attribuables à l'ensemble des flottes chalutières travaillant au Sénégal, partie européenne et partie mauritanienne. Ils sont inhérents aux types de pêche pratiqués et aux mesures de réglementation de l'exercice de la pêche, qui sont similaires pour toutes les flottes. Bon nombre de ces effets peuvent faire l'objet de mesures mitigatives qui sans résoudre totalement les problèmes, permettent d'en atténuer l'importance. Les données obtenues devront faire l'objet d'analyses et d'études complémentaires afin de trouver des solutions acceptables qui pourront être appliquées à toutes les flottes en présence par voie réglementaire, comme cela se passe dans les eaux européennes.

3.4. Conclusions d'étape et recommandations pour le futur

3.4.1. Principales conclusions de l'évaluation ex-post

L'évaluation ex-post du protocole d'accord en matière d'efficacité indique que l'accord avec le Sénégal parvient à remplir ses objectifs. L'accord permet de soutenir l'activité d'un nombre variant entre 53 et 86 unités de pêche lointaine suivant les années. Le bilan emploi est également favorable avec près de 450 emplois de ressortissants communautaires soutenus au bénéfice de zones dépendantes de la pêche. Même si globalement les produits pêchés dans la ZEE sénégalaise ne constituent qu'une très faible partie de l'approvisionnement du marché européen, ils contribuent à sécuriser l'approvisionnement pour les espèces démersales dont certaines sont hautement spéculatives (poulpe, crevette) et en thonidés. L'accord de pêche avec le Sénégal a permis de poursuivre la longue histoire des relations entre les deux pays en matière de pêche, ce qui a favorisé l'investissement dans le pays sous la forme de sociétés mixtes, et guidé les entrepreneurs sénégalais dans l'accès au marché export vers l'Europe, principale source de devises du pays. L'un des attendus de l'accord en matière de contribution au développement des industries à terre n'a pu être satisfait pour des raisons imputables aux deux parties, mais qui dès le départ étaient susceptibles de générer des problèmes. Une partie des ressources financières de l'accord a été utilisée pour développer une gestion responsable des pêcheries, avec un appui ciblé vers la surveillance des pêches et la recherche scientifique. L'objectif de promotion des pratiques de pêche responsable n'a cependant pas été totalement atteint en raison du retard pris par les autorités pour maîtriser le développement de sa flotte artisanale aujourd'hui très excédentaire par rapport au potentiel halieutique.

En matière de pertinence, le protocole d'accord répond aux besoins des armateurs européens des catégories céphalopodières (cat. 1) et thonières (senneurs et canneurs). Il répond également aux besoins des armements des catégories 2 et 3 mais ont été quantifiés trop largement si l'on en juge par l'utilisation modeste des possibilités de pêche. L'accord ne répond pas aux besoins des palangriers de surface qui n'ont utilisé les possibilités de pêche que de manière marginale. L'accord répond également aux besoins du Sénégal en matière de ressources budgétaires. Il permet au pays de valoriser les ressources hauturières de sa ZEE que l'armement national n'a pas les moyens d'exploiter. L'introduction de capacités européennes sur le segment côtier ne se révèle pas pertinente en raison des effectifs nationaux déjà pléthoriques qui exploitent une ressource surexploitée.

Enfin, le protocole d'accord est estimé contribuer à la viabilité des filières européennes en proposant aux navires et aux filières communautaires qui en dépendent un environnement juridique stable et une visibilité à moyen terme. L'accord de pêche a eu peu d'impact sur la viabilité du secteur des pêches

sénégalais en général, mais on note que les navires européens qui sont à l'origine de 65% des approvisionnements des conserveries du pays contribuent fortement à soutenir ces entreprises génératrices d'emplois et de valeur ajoutée. La viabilité des stocks n'a pas été compromise par les navires européens. Les 6 à 7 navires industriels qui opèrent sur le segment ont une contribution effective très faible à l'effort de pêche total, et les stocks qu'exploitent les chalutiers spécialisés en pêche profonde restent en l'état des informations dans un état satisfaisant. Les effets indirects de la pêche sur l'écosystème sont nombreux et commencent à être connus grâce aux programmes d'observations sur les navires européens. Les informations obtenues restent à compléter pour la partie sénégalaise et à exploiter afin de proposer des mesures mitigatives adaptées.

L'accord de pêche avec le Sénégal réussit par conséquent à atteindre ses objectifs. Il apparaît qu'il y a un intérêt mutuel pour les deux parties à poursuivre leurs relations en matière de pêche. Le prochain protocole devra le cas échéant rendre l'investissement communautaire plus efficient. Il devra également tenir compte de la situation des stocks côtiers de la ZEE et de l'action du Gouvernement du Sénégal en matière de réduction des capacités des flottes.

3.4.2. Les recommandations pour le futur

Concernant le cadre général du futur protocole d'accord, les recommandations intégreront le passage d'un modèle habituel d'accord de pêche vers un modèle d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche (APP) suivant la proposition de la Commission (document COM (2002) 637 final) et les conclusions du Conseil en la matière (document 11485/04 du Conseil de l'UE) qui considère que les APP doivent fixer les droits et obligations des deux parties en définissant :

- Les possibilités de pêche accessibles aux opérateurs européens, incluant les modalités pratiques de leurs activités dans la ZEE du pays
- Les actions visant à contribuer adéquatement au financement, à l'équipement et au développement scientifique, technique, financier et institutionnel du secteur des pêches de l'Etat côtier, y compris en matière de contrôle et suivi régulier
- L'environnement des affaires que les autorités de l'Etat côtier entendent développer pour l'ensemble du secteur et de ses activités connexes

Ces documents fondamentaux de la politique des accords de pêche de la Communauté fixent un certain nombre d'orientations politiques, notamment en matière de contribution financière. Ces orientations ont été réaffirmées par le Commissaire européen en charge de la pêche lors d'une présentation du futur de la politique extérieure au Parlement Européen en septembre 2005.

3.5. Recommandations pour le renouvellement de l'accord

Les paragraphes suivants présentent les recommandations concernant les grandes caractéristiques du futur accord de partenariat. Ces recommandations s'inspirent des résultats de l'évaluation ex-post et cherchent à minimiser les impacts économiques, sociaux et environnementaux tout en conservant la substance des objectifs de la politique extérieure de la Communauté en matière de pêche.

3.5.1. L'accord cadre

L'évolution de l'accord de pêche vers un accord de partenariat demande en principe qu'un nouvel accord cadre soit négocié pour tenir compte de la nouvelle approche de la Communauté. Ce nouvel accord cadre devra maintenir la clause d'exclusivité.

3.5.2. Les capacités de pêche

Les stocks de poissons démersaux côtiers sont, d'après les avis scientifiques disponibles, dans un état de surexploitation qui demande des mesures de réduction de l'effort. Même si les flottes européennes qui travaillent sur ce segment ne constituent qu'une partie relativement faible de l'effort de pêche global exercé sur les stocks, l'absence de surplus conduit à recommander que le prochain protocole d'accord n'intègre pas de possibilités de pêche pour les navires susceptibles de prélever des espèces du plateau continental.

S'agissant des ressources démersales des accores du plateau continental et profondes, les avis scientifiques indiquent une situation satisfaisante des stocks, avec cependant une recommandation de gel de l'augmentation de l'effort de pêche par précaution. Le prochain protocole pourra par conséquent intégrer des possibilités de pêche pour les navires qui exploitent ces stocks (les catégories 2 et 3 du protocole en cours) à capacités comparables.

Pour les navires thoniers, l'évaluation recommande le maintien de l'accès. La distribution des stocks de thonidés recouvre en fait toute la partie orientale de l'océan atlantique et les mesures de gestion appliquées aux flottes thonières internationales dépassent le cadre géographique de la ZEE du Sénégal. L'ICCAT a pris des mesures de gestion, incluant notamment un plan pluriannuel de gestion et de conservation du patudo et une fermeture de la pêche de surface sur une zone située à plusieurs centaines de milles au sud de la ZEE du Sénégal. Ces mesures s'appliquent à la flotte communautaire comme à toutes les autres flottes internationales autorisées à pêcher.

D'un point de vue quantitatif, les capacités à inclure dans le prochain protocole devront être davantage en accord avec les besoins des flottes concernées, dans la mesure où les taux d'utilisation relevés sous le protocole en cours tendent à indiquer un surdimensionnement des possibilités. Pour les navires des catégories 2 et 3, il apparaît que les besoins futurs seront très largement liés aux possibilités offertes aux navires européens par l'accord de pêche avec la Mauritanie, et le Maroc et la Guinée Bissau dans une moindre mesure. L'accord Mauritanie, qui arrive à expiration en juillet 2006, soit à peu près en même temps que l'accord Sénégal, apparaît être déterminant pour les navires concernés car la ZEE mauritanienne est leur principale zone de pêche. Si les possibilités de pêche diminuent en Mauritanie, l'accord avec le Sénégal devra pouvoir donner des solutions d'accès suffisantes aux navires qui ne pourront plus y pêcher. Si les possibilités négociées en Mauritanie restent comparables aux possibilités actuelles (ce que l'état des ressources permet), les capacités négociées au Sénégal pourront être ajustées à la baisse pour tenir compte du taux d'utilisation plutôt décevant constaté depuis deux ans.

Pour les navires senneurs et canneurs, le nombre de licences à négocier pourra être en baisse. Les capacités communautaires ont sensiblement diminué sur ces trois dernières années. Pour le segment senneur en particulier, le passage de certains navires vers l'océan indien et des cessions d'unités à des intérêts de pays tiers font que l'effectif de la flotte communautaire en 2006 devrait être proche de la vingtaine d'unités, soit la moitié de l'effectif à la fin des années 90. Pour les canneurs, la diminution est moins marquée. Un navire a quitté l'effectif communautaire par cession, deux autres sont partis dans l'océan indien de manière temporaire dans le cadre d'un projet de marquage de thonidés cofinancé par la CE. Le nombre de licences nécessaires à la flotte des canneurs au Sénégal sera par conséquent proche du nombre actuel, à un ou deux ajustements près.

Enfin, pour les palangriers de surface, la faible utilisation des possibilités négociées indique qu'il sera plus efficient de ne garder de possibilités que pour quelques unités à titre de précaution (moins de 5, contre 23 actuellement), voire de ne plus renouveler les possibilités dans un souci de rationalisation du montant de la contrepartie financière.

3.5.3. Mesures spécifiques du protocole

Les paragraphes suivants détaillent quelques dispositions du protocole en cours qui, d'après l'évaluation, mériteraient quelques changements.

➤ Rythme d'introduction des capacités européennes

Le protocole en cours se réfère à des possibilités mesurées en jauge par mois en moyenne annuelle (catégories 2 et 3). Le protocole intègre également la possibilité de reporter sur l'année suivante les possibilités non utilisées.

Ce dispositif ne permet pas de réguler convenablement les capacités européennes. Sous un exemple extrême, on pourrait avoir la présence juridiquement valable de 10 fois les capacités négociées sur un mois, et plus rien ensuite, ce qui ne manquerait pas d'avoir un impact sur les stocks et sur l'opinion publique. Toutefois, ce système qui permet de lisser les capacités de pêche n'a jamais été utilisé sous de telles conditions extrêmes. Pour le futur, il semble plus approprié de prévoir un système similaire à celui qui gouverne le rythme d'introduction des navires de la catégorie 1, à savoir un maximum de capacités par trimestre. Quant aux possibilités de report, non utilisées sous le protocole en cours, elles doivent être abandonnées pour prévenir un déploiement excessif.

➤ Mesures techniques sur la pêche

Les mesures techniques spécifiées par le protocole sont en accord avec la législation nationale pour les navires de pêche démersale. Compte-tenu de l'effectif relativement faible des navires communautaires, il n'est pas utile d'imposer des mesures plus contraignantes à cette flotte, si les mêmes mesures ne sont pas appliquées aux flottes nationales. Dans l'optique de futurs plans de restauration du potentiel halieutique de la ZEE du Sénégal, diverses mesures pourront être prises par les autorités nationales, comme des augmentations de maillages, des règles sur le gréement des chaluts ou l'introduction de dispositifs sélectifs. Si tel est le cas, ces mesures devront s'appliquer aux navires communautaires. Il est par conséquent recommandé que les annexes du prochain protocole ne spécifient pas de mesures techniques particulières aux flottes européennes et renvoient simplement à la législation nationale afin de faciliter l'application de toute nouvelle règle.

➤ Débarquements obligatoires

Les débarquements obligatoires prévus par le protocole n'ont pas fonctionné. Quelles qu'en soient les raisons, les débarquements obligatoires constituent une entrave au principe de libre concurrence entre les places portuaires et sont contraires aux principes de l'accord de Cotonou. Il est par conséquent recommandé de les abandonner. Si ils devaient être reconduits malgré tout, la rédaction de l'annexe du protocole devra être plus claire, avec des quantités plus en rapport avec le potentiel des flottes et une clé de répartition entre les Etats membres concernés. De son côté, le Sénégal devra être en mesure de garantir que les quantités livrées aux conserveries sous ce régime obligatoire soient payées de manière conforme aux pratiques commerciales habituelles par le secteur privé sénégalais.

➤ Embarquements de marins et d'observateurs

Ces clauses ont fonctionné de manière très satisfaisante et peuvent être maintenues. L'embarquement d'observateurs est particulièrement utile, non seulement pour veiller au respect de la réglementation, mais aussi pour collecter des données scientifiques essentielles pour l'établissement de diagnostics. A ce sujet, il est dommage que les autorités sénégalaises n'aient pas mieux valorisé les données des observateurs embarqués sur les navires européens, seule source d'observations en mer pour le moment (il n'y a pas d'observations sur les navires de la flotte nationale).

➤ Déclarations de captures

Il n'a pas été possible de savoir si les déclarations de captures sont régulièrement communiquées aux autorités sénégalaises par l'ensemble des navires, mais il semblerait que ce soit le cas. Le fait est, par contre, que la Communauté ne disposait, hors segments thoniers, d'aucune déclaration des Etats membres participants jusqu'en 2004, première année du protocole où les autorités espagnoles ont communiqué le détail des prises par navire. Aucune déclaration n'a été vue pour les navires grecs, italiens ou portugais qui ont pu utiliser des possibilités de pêche. Ceci tend à montrer un défaut de remise des informations aux autorités du pavillon, ou une absence de traitement de la part de ces mêmes autorités nationales. Le fait est que la Commission ne dispose pas d'indicateurs de suivi des captures pour toute la durée de l'accord.

Pour les navires thoniers, il y a des discussions récurrentes sur la véracité des chiffres transmis, chiffres particulièrement importants car ils entrent dans l'assiette du calcul du paiement de la licence. Il semble cependant difficile de modifier le système déclaratif actuellement en place pour les navires de ces segments compte tenu de leurs stratégies d'exploitation. Pour le futur, il faut noter que l'introduction prochaine du VMS au Sénégal apportera une source de données supplémentaires utilisables pour valider les informations transmises, et que cet apport devrait contribuer à aplanir les équivoques.

3.5.4. Domaines prioritaires du partenariat

Les axes stratégiques retenus par le Gouvernement du Sénégal pour la période 2001 à 2007 intègrent 6 axes prioritaires (voir partie du rapport d'évaluation sur la politique de la pêche). Ces axes doivent former la base d'un prochain Plan de Développement Intégré de la Pêche et de l'Aquaculture qui définira le plan stratégique des autorités pour le développement du secteur. Le groupe des bailleurs de fonds, où la CE est représenté, a quant à lui formulé des recommandations visant notamment à l'adoption de mesures visant à mettre les capacités en adéquation avec le potentiel halieutique et mieux protéger la biodiversité marine.

Les domaines prioritaires sur lesquels il semble le plus urgent d'agir sont :

- le règlement du problème de la surcapacité au Sénégal
- la recherche halieutique qui n'a pas les moyens de fournir les avis nécessaires à une gestion des pêcheries
- le dispositif de suivi, contrôle et surveillance des pêcheries sénégalaises qui doit monter en efficacité
- l'intégration des considérations environnementales dans la gestion des pêches car l'analyse indique que les problèmes environnementaux sont à peine connus, et a fortiori non traités.

Ces points coïncident avec l'axe stratégique n°1 du Gouvernement « d'assurer la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture, et la viabilité des pêcheries ». Ils coïncident également avec l'objectif de promotion de méthodes de pêches responsables dans les eaux de pays tiers de la politique extérieure de la Communauté.

Ces domaines de partenariat possibles doivent tenir compte des autres interventions de la Communauté au Sénégal et dans les pays de la sous région (pays membres de la CSRP). On mentionnera ainsi :

- Le projet de renforcement de la coopération sous-régionale pour le suivi, contrôle et surveillance des activités de la pêche industrielle que la Communauté s'apprête à financer sous le PIR 9^{ème} FED avec la CSRP comme agence d'exécution ;
- Le projet AGPAO (Appui à la gestion des pêches en Afrique de l'Ouest) financé comme le précédent sous le PIR 9^{ème} FED avec la CSRP en agence d'exécution. Pour ce projet et le précédent, la Communauté s'est engagée à soutenir la CSRP à hauteur de 15 M€;
- Un projet COM Stabex doté de 6 M€ dont l'objectif serait en l'état actuel des informations, la définition d'une stratégie d'aménagement et de gestion des pêcheries de la ZEE du Sénégal et la promotion du développement durable de la pêche.

Compte tenu de ces projets (tous encore aux stades de propositions), les domaines de coopération entre la Communauté et le Gouvernement du Sénégal au titre de l'accord de partenariat pourront privilégier les sujets qui apparaissent moins couverts que d'autres par les interventions futures de la Communauté, mais qui répondent à des besoins jugés prioritaires. On peut citer à cet effet :

- La restructuration de l'outil industriel de production : la surcapacité touche le secteur artisanale, mais aussi le secteur industriel. Un audit de cette flotte est sur le point d'être lancé et les résultats permettront d'évaluer les besoins. Forte de son expérience en la matière, la Communauté pourrait apporter sa contribution dans la formulation d'un plan de restructuration de la flotte, et aider à financer, le cas échéant, des sorties définitives.
- Le soutien à la recherche scientifique : le CRODT n'a pas les moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement de sa tâche. Le partenariat pourra réserver une partie des financements pour cet institut, avec un appui technique et scientifique de chercheurs européens expérimentés. Cet appui sera particulièrement nécessaire à la fin de l'étude que finance le Japon pour analyser les principaux résultats et valoriser les recherches faites.
- Le dispositif de contrôle et de surveillance : cette fonction institutionnelle va bénéficier des financements européens mis à disposition à travers la CSRP, dans la mesure où une partie de l'enveloppe concerne la mise à niveau des moyens institutionnels nationaux. Le partenariat entre la Communauté et le Sénégal pourra apporter les compléments nécessaires en termes d'achats d'équipements et de financements de charges exceptionnelles. Dans la mesure où ce projet sous-régional ne concerne que la pêche industrielle, la Communauté européenne pourra travailler en partenariat avec les autorités nationales pour le développement du système de contrôle de la pêche artisanale.
- L'intégration des considérations environnementales : les conventions internationales qu'ont ratifié la Communauté et le Sénégal imposent de mettre en œuvre une gestion écosystémique des pêcheries, par opposition à l'approche stock par stock qui prévalait auparavant. Au Sénégal, comme dans tous les autres pays d'Afrique de l'Ouest, force est de constater que cette approche reste toujours parmi les choses à faire, et que personne n'a réellement placé l'intégration environnementale parmi les priorités. La Communauté a déjà contribué par le biais des accords de pêche à constituer une base de connaissances sur les effets du chalutage sur l'environnement au travers des programmes d'observateurs embarqués. Les premiers résultats, de couverture incomplète, indiquent qu'il est urgent de réfléchir à des solutions qui permettraient de minimiser les prises d'espèces non désirées, que ce soit des espèces commerciales sous tailles, des espèces non ciblées, ou des espèces protégées. L'accord de partenariat entre les deux parties pourrait traiter de cette question, en mettant au service du Sénégal l'expérience que la Communauté a pu acquérir dans les eaux européennes. Ceci inclut des compléments d'observations en mer avec une réflexion sur le mandat des observateurs et l'extension du programme sur les chalutiers crevettiers nationaux, ainsi que des essais et la mise en œuvre de dispositifs améliorant la sélectivité des engins de pêche.

CONCLUSION GENERALE

Le secteur de la pêche sénégalais est en train de traverser une crise dont l'origine se trouve à titre principal dans un développement incontrôlé des capacités nationales, notamment sur le segment artisanal. Les autorités sénégalaises ont pris la mesure de cette crise et préparent les réformes nécessaires à sa résorption. Des mesures importantes ont déjà été prises comme l'instauration du permis de pêche artisanale qui permet de maîtriser les entrées en flotte de pirogues, mais le principal challenge qui attend le Gouvernement sera de mettre les flottes industrielles et artisanales en adéquation avec le potentiel biologique des stocks. A l'heure actuelle, la situation des stocks du plateau continental atteint un niveau de surexploitation, tandis que les stocks profonds du talus et pélagiques hauturiers sont toujours dans des limites biologiques satisfaisantes.

Dans ce contexte de crise, les activités des navires européens sous accord de pêche n'ont pas posé de problèmes particuliers. Les navires de la catégorie 1 ont certes contribué à la dégradation des stocks

côtiers, mais de façon marginale dans la mesure où ils n'ont représenté que quelques pourcents des prélèvements (2% des captures totales). Les navires des catégories 2 et 3 avaient une activité cantonnée aux stocks profonds (crevettes profondes, merlus), là où la concurrence avec les flottes nationales est faible et où les stocks sont dans un état satisfaisant. Les navires thoniers (senneurs, canneurs et palangriers) exercent plus au large et travaillent sur des stocks dont l'étendue recouvre toute la partie orientale de l'océan atlantique, de la Mauritanie à l'Angola. Le principal point négatif de cet accord restera l'incapacité à résoudre le problème des débarquements obligatoires prévus par le protocole d'accord pour les thoniers senneurs afin de soutenir l'activité des deux conserveries sénégalaises. Cette disposition particulière est de toutes manières appelée à disparaître de tous les accords communautaires, car contraire aux principes de l'accord de Cotonou sur la libre concurrence.

L'évaluation ex-post du protocole d'accord de pêche en cours a permis de juger qu'il correspond à un besoin des deux parties. Des aménagements sont recommandés pour le prochain protocole le cas échéant, dont l'abandon des possibilités de pêche pour les navires susceptibles d'exploiter les stocks côtiers en raison de l'absence de surplus exploitable, et l'abandon également des clauses de débarquements obligatoires techniquement difficiles à faire respecter et contraires au principe de libre concurrence entre les ports d'Afrique de l'Ouest.

L'évolution du cadre général des accords vers un accord de partenariat permettra des gains d'efficacité dans l'intervention communautaire à une époque où les besoins du secteur sénégalais sont importants, compte tenu de l'ampleur de la crise à résoudre. L'abandon des actions ciblées autorisera davantage de flexibilité dans l'utilisation des fonds destinés au secteur de la pêche, et la Communauté, en tant que partenaire institutionnel pourra mettre au service du Sénégal son expérience en termes de restructuration du secteur et d'intégration des considérations environnementales dans la politique de gestion des pêches, deux thèmes qui sont considérés comme prioritaires par l'évaluation. Le partenariat entre le Sénégal et la Communauté devra également considérer les moyens de renforcer les avis scientifiques qui font défaut actuellement, et l'efficacité du système de surveillance des pêches qui a fait l'objet d'efforts financiers considérables de la part du Gouvernement du Sénégal.

*

ANNEXE 1

Personnes rencontrées

Représentants d'institutions au Sénégal

Nom	Organisation
Mme Dominique ANOUILH	Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural
Mme Isabelle ANTUNES	Conseiller DPM
M. Tahirou BODIAN	DPM (Chef du bureau des licences de pêche)
M. Kane CIRE	Secrétaire Permanent CSRP
M El Hadji CISSE	Conseiller MPEM
M. Andrew COOKE	FAO-CCLME
M. Mamadou DIALLO	Chercheur CRODT
Mme Tické Ndiaye DIOP	Directrice DPM
M. Eric LEBRUN	Conseiller MPEM
M. Dame M'BOUP	Directeur DPSP
M. Pierre MORAND	IRD - Dakar
M. Jacques PANFILI	IRD - Dakar
M. Philippe REMY	Ambassade de France
M. Birane SAMB	Chercheur CRODT
M. Serigne SYLLA	Technicien supérieur CRODT
M. Philippe TOUS	CSRP

Plus représentants de la CE à Dakar : Mmes Adriaen, Beauchamp, Cavé.

Représentants du secteur privé sénégalais

Nom	Organisation
M. Sébastien BARTH	CMNPSN (Consignation)
M. Dougoutigui COULIBALY	GAIPES
M. El Hadji DIENG	MARCO (Consignation)
M. Aidar El ALI	Oceanium
M. Anibal FERNANDEZ SOUTO	SENEVISA S.A. GAIPES
M. Gérard MENDIBURU	Armements Canneurs
M. Thierry ROUDIL	SDV Sénégal
M. Moktar THIAM	UPAMES